

Le Démocratisme Radical

ROLAND SIMON

ÉDITIONS SENONEVERO - 2001

Table des matières

Introduction.....	3
Chapitre I : RESTRUCTURATION DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE ET NOUVEAU CYCLE DE LUTTES.....	5
1) <i>Restructuration du mode de production capitaliste.....</i>	5
2) <i>Disparition de l'identité ouvrière.....</i>	9
3) <i>Le nouveau cycle de luttes.....</i>	12
4) <i>Agir en tant que classe : dynamique et limite du nouveau cycle de luttes.....</i>	14
Chapitre II : LE DÉMOCRATISME RADICAL.....	18
1) <i>Contenu général.....</i>	18
2) <i>Typologie.....</i>	23
3) <i>Thématique du démocratisme radical.....</i>	26
a) <i>Le salariat sans le capital.....</i>	26
b) <i>"Construire l'alternative".....</i>	35
<i>Conditions du "communisme" et alternative.....</i>	36
<i>"Maîtriser ses conditions d'existence".....</i>	39
<i>Le parti de l'alternative.....</i>	39
<i>De l'Etat à la démocratie directe.....</i>	43
<i>Du capital comme contrôle et domination à "produire autrement".....</i>	54
<i>L'affirmation du prolétariat devient une alternative au capitalisme.....</i>	55
<i>"Volonté politique et choix de société".....</i>	56
<i>Les luttes quotidiennes comme projets alternatifs : réduction du temps de travail et allocation universelle.....</i>	58
<i>Un réformisme paradoxal.....</i>	62
<i>Les "initiatives alternatives" : la "contre-société".....</i>	69
c) <i>La critique du travail et de l'économie : idéologie de l'alternative.....</i>	76
<i>La critique de la valeur d'usage.....</i>	76
<i>La critique du travail concret.....</i>	78
<i>La critique du travail est une critique formelle du travail salarié, sa naturalisation.....</i>	79
<i>"L'économie" : limite générale de la critique du travail.....</i>	82
Chapitre III : LE DÉMOCRATISME RADICAL À L'OEUVRE.....	89
1) <i>La grève de novembre-décembre 1995.....</i>	89
2) <i>La lutte des "sans-papiers" (1996-1997).....</i>	96
3) <i>La lutte des chômeurs (hiver 1997 / 1998).....</i>	122
4) <i>Le démocratisme radical et la guerre du Kosovo.....</i>	129
5) <i>La "prise du pouvoir" par les Indiens en Equateur.....</i>	132
6) <i>Le démocratisme radical au quotidien (pot-pourri).....</i>	139
a) <i>L'association ATTAC.....</i>	139
b) <i>Le démocratisme radical : du mouvement social à la politique.....</i>	141
c) <i>Les aventures de Bernard Thibault.....</i>	142
d) <i>José Bové.....</i>	145
7) <i>Le démocratisme radical est un mouvement mondial.....</i>	146
Chapitre IV : FACE AU DÉMOCRATISME RADICAL.....	149

Introduction

Le démocratisme radical défend l'action citoyenne, la démocratie directe ou participative, la maîtrise de nos conditions d'existence, défend l'Etat, Etat social et Etat-nation pour certains, simplement "régulateur" pour d'autres. Il lutte contre le primat et la "sauvagerie" de l'économie, la mondialisation libérale, la suprématie de la finance. Il regrette l'époque où le capitalisme était si beau sous le keynésianisme et le service public. Enfin il veut construire une alternative au capitalisme qu'il appelle "libéralisme" ou "mondialisation". Il veut un capitalisme "réel", avec des usines où se rencontrent de vrais travailleurs et de vrais investisseurs si conscients de leur responsabilité sociale que l'on ne pourrait plus les appeler "capitalistes". Il rêve d'entrepreneurs-citoyens dans des entreprises-citoyennes exaltant le labeur de travailleurs-citoyens sous la tutelle bienveillante et protectrice de l'Etat démocratique-participatif régulant la distribution équitable de la plus-value citoyenne. Il fréquente les couloirs des ministères et les cours des squats. Il propose son expertise aux grandes organisations internationales et anime les campings anarchistes. Une seule chose l'effraie, que le prolétariat abolisse l'Etat, la démocratie, le capitalisme (productif) donc se nie, car il aime le travailleur en tant que travailleur et la plus-value en tant que surtravail. Il aime l'exploitation car il aime tant la lutte des classes qu'il voudrait qu'elle ne prenne jamais fin, c'est sa raison d'être, c'est le mouvement perpétuel de l'alternative et de la critique sociale. Il ne serait que pathétique et ridicule s'il n'était en réalité un élément efficace, incontournable, ancré dans le nouveau cycle de luttes du prolétariat contre le capital comme la formalisation de toutes ses limites et n'anticipait pas la prochaine contre-révolution qui sera son achèvement, sa réalisation et sa propre disparition (élimination).

En France, son extension va de la "gauche socialiste" à certains groupes anarchistes, en passant par le P.C.F, S.U.D, les oppositionnels de la C.F.D.T, la F.S.U, la Ligue, toutes sortes de "petites gauches alternatives", les Verts, la C.N.T (Vignoles) en voie d'officialisation, la "Confédération paysanne" et de nombreuses associations comme ATTAC, "Droits devant" etc, et de plus en plus la CGT. Ses organes officiels sont "Le Monde Diplomatique", "Charlie hebdo", "Marianne", voire "Télérama" et, de plus en plus souvent, "L'Humanité". Il a ses héros : le sous-commandant Marcos, José Bové, et maintenant Chavez, son gourou théorique : Pierre Bourdieu. Il a ses lieux de mémoire: Seattle, Millau, Porto Alegre, la forêt Lacandona. Il n'est pas une spécialité française mais un mouvement mondial.

Il est absolument actuel. La restructuration du mode de production capitaliste, au travers de sa longue phase de crise, a eu comme résultat essentiel, depuis le début des années 80, la disparition de toute identité ouvrière produite, reproduite et confirmée à l'intérieur du mode de production capitaliste. Le prolétariat ne peut plus produire un mouvement ouvrier organisé, de même ampleur et de même nature que durant la période qui va jusqu'à la fin des années 60 / début des années 70, où la révolution pouvait encore se présenter comme son affirmation. A l'intérieur même de la reproduction du mode de production capitaliste, l'antagonisme entre le prolétariat et le capital existe sous une forme nouvelle et avec des objectifs nouveaux. C'est ce que nous appelons le *démocratisme radical*. Il faut être clair d'entrée, toute la critique que nous pouvons faire de celui-ci ne lui enlève en rien son caractère de classe, sauf à considérer que le prolétariat n'est pas une classe de ce mode de production, mais une entité révolutionnaire en soi, selon des modalités canoniques fixées de toute éternité. Le syndicalisme, le réformisme, exprimaient et expriment l'existence de la classe dans les rapports sociaux capitalistes, le démocratisme radical aussi.

Organisationnellement il ne peut être que beaucoup plus réduit et éclaté que "l'ancien mouvement ouvrier". Il comporte une myriade de groupes et de courants qui tous prônent la construction à l'intérieur du mode de production capitaliste d'une alternative. Ce pouvoir sur sa vie n'est pas, comme du temps de l'ancien mouvement ouvrier, une affirmation du travail productif, n'est pas une libération des forces productives. Cela se voit bien dans l'importance et la diffusion des thèmes écologistes, en particulier dans celui du développement soutenable, et dans la critique du productivisme. De par les thèmes que ce mouvement est amené à mettre en avant et le niveau où se situe la contradiction, les fractions de la classe, que la division du travail spécialise dans les tâches spécifiques de la mise en oeuvre de la reproduction sociale, tendent à devenir idéologiquement hégémoniques (contrairement à la situation antérieure du mouvement ouvrier).

Corollairement, tout un travail idéologique consiste à momifier la classe ouvrière en "communauté ouvrière" folklorisée, et renvoyée par là-même à un passé révolu (cf Daeninckx et Videlier). En même temps ce folklore rattache le démocratism radical à une "histoire sociale" et proclame que le "bonheur" est dans l'existence de la classe ouvrière à l'intérieur du capital, et cela même dans l'*interminable lutte* qu'elle mène contre lui, et justement dans le caractère interminable de cette lutte qui l'éternise (cf, "Marius et Jeannette"). Le mythe de la communauté ouvrière a valeur de référence historique et d'image tutélaire pour la "participation citoyenne". Encore une fois les "couillonades" marseillaises jouent un rôle phare dans l'entreprise. Après que l'opérette marseillaise des années trente a mis en scène, pour les victimes elle-mêmes applaudissant à leur mort sociale, l'anéantissement de la communauté ouvrière de la subsumption formelle du travail sous le capital, le rap marseillais d'IAM ou les flons-flons du "Massilia sound system" et de "Dupain" (baptisé ainsi pour "résister à la colonisation anglo-saxonne du marketing"), remettent ça, pour les branchés, à l'occasion de la disparition de l'identité ouvrière. L'ennemi et concurrent est le Front National, plus efficace sur le même racket de la bêtise provençale (pastissades et ratonnades). De loto en sardinades, en passant par les concours de boules à la mêlée, le but est de "passer des consignes dans tous les quartiers. Ici, pour que les jeunes votent, il faut les prendre par le col et les mener jusqu'aux urnes." (Chill, alias Akhenaton, musicien d'IAM, "le Monde", 6 mars 97).

Contrairement au programme de montée en puissance et d'affirmation du prolétariat tel qu'il fut dominant jusque dans les années 60, le démocratism radical ne pose pas le développement du capital comme sa médiation nécessaire ; il est lui-même la médiation, il se veut lui-même en actes le programme minimum et maximum, il est le but et le moyen. Il se conçoit comme la contradiction qui se développe et qui dévore la société capitaliste et son Etat. Ainsi le démocratism radical ne se pose pas de limite interne. Sa limite, c'est la frontière mouvante entre la démocratie et la *domination* du capital à l'intérieur de la société. Parmi ces courants existe une résurgence syndicaliste-révolutionnaire, voire anarcho-syndicaliste. Ici aussi, le fait marquant c'est le refus d'un relais politique. Ce syndicalisme se veut autosuffisant, alternatif, démocratique et de base. Cette alternative, malgré des variantes infinies, se caractérise en ce qu'elle se veut autogestion d'espaces libérés comme lieux de conflits avec le "libéralisme". Elle pose la libération de l'individu, tel qu'il est, prenant le plus souvent le nom de citoyen. Nom bien choisi en ce qu'il est le membre de la communauté comme démocratie, atome politique d'une communauté abstraite, relié aux autres par des mécanismes politiques à rendre radicaux, c'est-à-dire de base, non sexistes, horizontaux, polymorphes, etc.

Si le démocratism radical est le but et le mouvement vers ce but, ce but est donc la "démocratie vraie" qu'il oppose à la "dictature des marchés et de la finance", à la "pensée unique néo-libérale". Il ne s'agit absolument pas d'un dépassement du capitalisme. Même la "fin du travail" ou "l'abolition de l'économie" qui sont pour lui le

paroxysme de la radicalité participent des propositions ou tentatives de réaménagement du salariat et de la "vie quotidienne" rendues nécessaires par la restructuration.

Le démocratism radical ne pose pas d' "après", il pose la question de la révolution tout en disant qu'il est en train de la faire.

Le démocratism radical ne pose pas de limite à son action, sauf que, de lui-même, il limite son champ à l'alternative c'est-à-dire à la non-révolution. Il se démarque de la rupture révolutionnaire qu'il pose comme non-démocratie. Sa limitation au champ de la démocratie niant la perspective de rupture permet au démocratism radical de ne pas se limiter dans le temps, de ne pas poser d'au-delà de lui-même, d'être l'avenir ici et maintenant. Les révolutionnaires qui posent une limite temporelle doivent être expulsés, et cette expulsion marquer la limite nécessaire à l'autosaisie du démocratism radical. La limite devient limite dans l'espace, éternellement quantitative. L'avenir lui appartient car l'avenir est déjà son présent. Ceux qui le critiquent ne représentent rien qu'un archaïsme délirant.

L'ensemble tient sur la notion de démocratie : démocratie participative, entreprise citoyenne, démocratie économique, transparence de la justice, citoyenneté dans l'entreprise. Avec la disparition de l'identité ouvrière, le démocratism radical exprime et donne réellement forme aux limites des luttes actuelles, il les conforte. Il formalise des pratiques, des objectifs à l'intérieur de la lutte de classe en général, et des luttes quotidiennes. Il est un des aspects des conflits qui se développent à l'intérieur de ces luttes et, s'il n'est pas en lui-même la prochaine contre-révolution, celle-ci sera son achèvement.

Ce petit livre est destiné à tous ceux que cette pensée molle excède et donne des poussées d'adrénaline. Mais une critique simpliste et parfois moralisatrice, opposant la vérité à l'erreur, ne voit dans tous les thèmes énumérés que des "idéologies trompeuses" et conforte ses auteurs dans leur radicalisme satisfait et impuissant. Il ne s'agit pas d'interpréter le démocratism radical comme une erreur, il est une force sociale réelle, spécifique au cycle de luttes actuel et au mode de production capitaliste tel qu'il est maintenant restructuré dans cette seconde phase de la subsumption réelle du travail sous le capital.

Chapitre I : RESTRUCTURATION DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE ET NOUVEAU CYCLE DE LUTTES

1) Restructuration du mode de production capitaliste

Après la première période de développement de la subsomption réelle du travail sous le capital, la crise ouverte au début des années 70 a débouché sur une restructuration du rapport capitaliste d'exploitation, du rapport contradictoire entre les classes. L'extraction de plus-value relative est le principe dynamique de l'histoire de la subsomption réelle du travail sous le capital, elle structure puis bouleverse la première phase de celle-ci. Contrairement à la plus-value absolue, la plus-value relative affecte non seulement le procès de travail mais aussi toutes les combinaisons sociales du rapport entre le travail et le capital et conséquemment des capitaux entre eux ; combinaisons qu'elle se doit de bouleverser constamment. C'est cette dynamique de l'extraction de plus-value relative qui pousse le capital contre le prolétariat à poser comme limite et à dépasser les axes de la baisse tendancielle du taux de profit qui ont constitué le contenu de la crise. Est abolie et dépassée la contradiction qui avait soutenu l'ancien cycle de luttes entre, d'une part la création et le développement d'une force de travail créée et mise en oeuvre par le capital de façon collective et sociale, d'autre part les formes de l'appropriation par le capital de cette force de travail, que ce soit dans le procès de production immédiat (le travail à la chaîne, le système de la " grande usine "), dans le procès de reproduction de la force de travail (le welfare) ou dans le rapport des capitaux entre eux (des aires nationales de péréquation). C'est cette contradiction qui historiquement, de façon spécifique à cette première phase de la subsomption réelle du travail sous le capital, a donné forme à la baisse tendancielle du taux de profit. C'était là, la situation conflictuelle qui, dans le cycle de luttes antérieur, se manifestait comme identité ouvrière confirmée dans la reproduction même du capital et qu'abolit la restructuration.

Le contenu de la restructuration est la coïncidence de l'extraction de plus-value relative et de la reproduction des conditions de cette extraction. L'extraction de plus-value relative a produit un procès de reproduction du face à face du capital et du travail qui lui est adéquat en ce qu'il ne comporte aucun élément, aucun point de cristallisation, aucune fixation qui puisse être une entrave à sa fluidité nécessaire et au bouleversement constant qu'elle nécessite. En même temps corollairement le procès de production immédiat devenait adéquat à l'appropriation des forces sociales du travail. Contre le cycle de luttes antérieur, la restructuration a aboli toute spécification, statuts, "welfare", "compromis fordien", division du cycle mondial en aires nationales d'accumulation, en rapports fixes entre centre et périphérie, en zones d'accumulation interne (Est / Ouest). L'extraction de plus-value sous son mode relatif se doit de bouleverser constamment et d'abolir toute entrave en ce qui concerne le procès de production immédiat, la reproduction de la force de travail, le rapport des capitaux entre eux (péréquation).

Dans le premier point, nous avons affaire à toutes les caractéristiques du procès de production immédiat : travail à la chaîne, coopération, rapport entre production et entretien, définition du travailleur collectif, continuité du procès de production, soustraction, segmentation de la force de travail. Dans le deuxième : travail / chômage / formation / flexibilité / précarisation ; cycle d'entretien du travailleur. Dans le troisième, les modalités de l'accumulation et de la circulation : rapport entre

production et marché, accumulation nationale, différenciation entre centre et périphérie, division mondiale en deux aires d'accumulation, "dématérialisation" de la monnaie, désintermédiation financière.

Non seulement, ces modifications sont une restructuration du rapport d'exploitation à l'intérieur de la subsomption réelle ayant la plus-value relative comme dynamique, mais encore, la plus-value relative, comme principe dynamique restructurant la subsomption réelle, insuffle une vigueur nouvelle à l'extraction de plus-value absolue : allongement de la durée réelle du travail ; augmentation des heures supplémentaires qui, flexibilité aidant, ne sont plus comptées comme telles ; flexibilisation et annualisation du temps de travail revenant à un accroissement de l'intensité du travail, ce qui est un mode absolu d'extraction de la plus-value ; allongement des durées de cotisation retraite ; modification des normes sociales de consommation modifiant la composante historique de la valeur de la force de travail et l'abaissant ainsi de façon bien supérieure aux gains de productivité, ce qui équivaut à une augmentation sur le mode absolu de la plus-value ; meilleure utilisation du capital fixe installé, réduction de la porosité du travail ; augmentation des journées simultanées ; diminution du travail nécessaire individuellement ; développement de la pluri-activité ; valorisation pour le capital des périodes de formation.... C'est sur cette voie que se sont engagées depuis quelques années les Etats-Unis, la Grande Bretagne, les Pays-Bas, suivis actuellement par la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et même par le Japon. Sans parler, toujours en ce qui concerne la croissance absolue de la plus-value, des modalités de fixation de la valeur de la force de travail et de son exploitation en Asie, en Amérique latine, ou en Afrique.

La revitalisation du mode absolu d'extraction de la plus-value fonde un "nouveau compromis" sur la base suivante : un "partage", ou plutôt une préservation très précaire, à l'intérieur de la force de travail disponible, prise comme un tout, de la croissance du travail nécessaire. La croissance relative de la plus-value libère du travail nécessaire, son maintien en masse, pour l'ensemble de la force de travail, passe par une multiplication des têtes sur lesquelles il se répartit, ce qui entraîne une croissance absolue de la plus-value. La valeur globale de la reproduction de la force de travail baisse (poids du chômage, baisse des minima sociaux et de la part patronale des charges sociales reportée sur la fiscalité en majeure partie indirecte) alors que s'accroît le nombre des journées de travail.

Dans le couplage des modes absolu et relatif (le mode relatif étant la dynamique du procès), le principe de base synthétique de la restructuration consiste dans l'abolition et la reformulation de tout ce qui peut faire obstacle à l'autoprésupposition du capital, à sa fluidité.

"Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions du travail. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir. Ce n'est plus le hasard qui les place en face l'un de l'autre sur le marché comme vendeur et acheteur. C'est le double moulinet du procès lui-même qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel. Sa servitude économique est moyennée et, en même temps, dissimulée par le renouvellement périodique de cet acte de vente, par la fiction du libre contrat, par le changement des maîtres individuels et par les oscillations des prix de marché du travail (c'est l'autoprésupposition du capital, nda).

"Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité, ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni seulement plus-value ; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié." (Marx, "Le Capital", Ed. Sociales, t.3, p. 19-20)

La restructuration consiste à dépasser tout ce qui peut faire obstacle à la fluidité de ce double moulinet, en éliminant tous ses points de cristallisation. Il s'agit d'une part de toutes les séparations, protections, spécifications qui se dressent face à la baisse de la valeur de la force de travail, en empêchant que tout le prolétariat, mondialement, dans la continuité de son existence, de sa reproduction et de son élargissement, doive faire face en tant que telle (force de travail disponible) à tout le capital. C'est le premier moulinet, celui de la reproduction de la force de travail. On trouve d'autre part toutes les contraintes de la circulation, de la rotation, de l'accumulation, qui entravent le deuxième moulinet, celui de la transformation du surproduit en plus-value et capital additionnel. N'importe quel surproduit doit pouvoir trouver n'importe où son marché, n'importe quelle plus-value doit pouvoir trouver n'importe où la possibilité d'opérer comme capital additionnel, c'est-à-dire se transformer en moyens de production et force de travail, sans qu'une formalisation du cycle international (périphérie, pays de l'Est et toutes les autres formes de "capitalisme d'Etat") ne prédétermine cette transformation. La fluidité de chacun des moulinets n'est mise en oeuvre que dans et par celle de l'autre.

La restructuration a touché tout ce qui constituait l'identité ouvrière telle qu'elle était définie dans la période précédente, jusqu'à la séparation entre centre et périphérie, la séparation du cycle mondial en deux aires d'accumulation (Est et Ouest) et enfin au système monétaire. L'erreur à éviter consisterait à ne prendre en considération que le premier moulinet comme transformation du rapport entre prolétariat et capital, le deuxième moulinet étant alors réduit à un rapport du capital à lui-même, c'est-à-dire à un rapport des capitaux entre eux. Le deuxième moulinet ne se ramène pas au premier. Il ne faut pas lui dénier sa spécificité, car c'est celui dans lequel le surproduit revient comme capital additionnel face au résultat du premier, celui où la force de travail est reproduite dans un abaissement de sa valeur et dans son élargissement. La transformation du rapport entre prolétariat et capital ne se situe pas plus au niveau du premier que du second moulinet pris de façon séparée.

Le niveau où tout se noue en ce qui concerne la restructuration est celui du cycle mondial du capital et c'est ainsi que la restructuration du mode de production capitaliste apparaît de façon immédiate au démocratisme radical. "L'internationalisation", ou "mondialisation" du capital, n'est pas une caractéristique à côté d'autres caractéristiques comme la reproduction de la force de travail, la monnaie, le procès de production immédiat, ou le rapport entre production et circulation, mais elles ne sont pas non plus la définition même de la restructuration. La mondialisation du cycle du capital est *la forme générale* de la restructuration, ce n'est qu'ainsi qu'existe la fluidité du premier moulinet et bien sûr aussi celle du second. Elle n'en est pas *la dynamique*, qui demeure la plus-value relative, mais la synthèse de toutes les caractéristiques, une sorte d'abstraction intermédiaire.

La mondialisation n'est pas ce qui transforme le procès de production immédiat, la reproduction de la force de travail, la rotation du capital ; ce sont plutôt les transformations suivantes, comme dépassement des limites antérieures sur la base de la dynamique de la plus-value relative, qui construisent la mondialisation, c'est-à-dire transformations

- du procès de production immédiat (production de plus-value),
- de la gestion et reproduction de la force de travail,
- du marché mondial : cycle international du capital, mondialisation en tant que transformation de la plus-value en capital additionnel,
- du système monétaire et financier coiffant et rendant cohérent l'ensemble, ramenant à un commun dénominateur les disparités productives et imposant à chaque capital particulier la propre nécessité pour lui des transformations précédentes, comme la contrainte à la mondialisation.

En ce sens, la mondialisation n'est pas une extension planétaire, mais une structure spécifique d'exploitation et de reproduction du rapport capitaliste. Elle est le contenu comme forme de la restructuration du rapport entre prolétariat et capital. Segmentation, flexibilité, abaissement de la valeur de la force de travail dans les combinaisons sociales de sa reproduction et de son entretien, sont devenus en eux-mêmes des processus de diffusion illimités, tout comme la transformation de la plus-value en capital additionnel ou l'appropriation des forces sociales du travail. N'aborder les transformations du marché mondial qu'en elles-mêmes, comme concurrence entre les capitaux, ce n'est encore qu'une vision partielle de la mondialisation. Cette vision n'intègre pas qu'une telle transformation de la métamorphose de la plus-value en capital additionnel n'existe que si le procès de production immédiat, où se forme la plus-value, et que si le renouvellement du face à face avec le travail, où elle devient capital additionnel, sont un procès de production et une reproduction de la force de travail, eux mêmes restructurés.

L'exploitation se décompose en trois moments : achat-vente de la force de travail ; subsomption du travail sous le capital ; transformation de la plus-value en capital additionnel, c'est-à-dire en nouveau moyen de travail et force de travail modifiée. Avec la restructuration qui vient de s'achever, ce sont les deux bras du moulinet qui deviennent adéquats à la production de plus-value relative en même temps que le procès de production immédiat, leur intersection, confère à chacun d'entre eux son énergie et la nécessité de sa métamorphose. C'est en ce sens que la production de plus-value et la reproduction des conditions de cette production coïncident. C'est la façon dont étaient articulés d'une part l'intégration de la reproduction de la force de travail, d'autre part la transformation de la plus-value en capital additionnel et enfin l'accroissement de la plus-value sous son mode relatif dans le procès de production immédiat, qui était devenue entrave à la valorisation sur la base de la plus-value relative.

Toutes les caractéristiques du procès de production immédiat, toutes celles de la reproduction de la force de travail, toutes celles qui faisaient de la classe une détermination de la reproduction du capital lui-même (bouclage de l'accumulation sur une aire nationale, "partage des gains de productivité", inflation glissante, service public), tout ce qui posait le prolétariat en interlocuteur national socialement et politiquement, c'est-à-dire tout ce qui fondait une identité ouvrière, a été laminé dans la restructuration, parce que c'était là que se nourrissait la lutte de classe, c'est-à-dire la baisse tendancielle du taux de profit.

C'est tout ce qui fondait le prolétariat, dans le cycle de luttes antérieur, à se poser en rival du capital à l'intérieur de la reproduction de celui-ci, que la restructuration du mode de production capitaliste dépasse, contre et au travers de l'échec, dans le début des années 70, du cycle de luttes antérieur.

2) *Disparition de l'identité ouvrière*

On peut caractériser la lutte de classe du prolétariat depuis le début du XIX^es jusqu'à la fin des années 1960 par le concept de *programmatisation*. Le programmatisation désigne la théorie et la pratique du prolétariat ayant pour contenu et pour but la montée en puissance de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste, l'affirmation du travail productif et l'érection du prolétariat en classe dominante. Le prolétariat trouve dans sa situation la base du dépassement de la contradiction et de l'organisation sociale future, son activité dans la lutte des classes et cette organisation devenant un programme à réaliser. Comme théorie et pratique du prolétariat, le programmatisation intègre le développement du capital, tant comme identification de son développement à la montée en puissance de la classe que comme période de

transition, celle-ci étant la médiation nécessaire à la constitution de la société des producteurs associés.

Dans la lutte des classes entre le prolétariat et le capital, le prolétariat est l'élément positif qui fait éclater la contradiction. La révolution est alors *l'affirmation du prolétariat* (dictature du prolétariat, conseils ouvriers, période de transition, Etat dégénéré, autogestion généralisée, "société des producteurs associés"...). La résolution de la contradiction est donnée comme un des termes de la contradiction. Le prolétariat est investi d'une *nature révolutionnaire*, nature qui le fait être contradictoire au capital, qui se module selon des conditions historiques (objectives et / ou subjectives) plus ou moins mûres et qui est en elle-même le programme de la société future. Cette contradiction n'est plus alors le rapport social capitaliste lui-même que le prolétariat, de par sa situation dans le rapport, est amené à abolir. Le programmatisme n'est pas seulement une théorie, il est avant tout la pratique du prolétariat dans laquelle la montée en puissance de la classe dans le mode de production capitaliste (de la social-démocratie aux conseils ouvriers) est positivement le marche-pied de la révolution et du communisme qui ne sont que la transcendance et l'achèvement de cette montée en puissance.

Dans ces termes mêmes, l'achèvement de la perspective programmatique était impossible, une contradiction en mouvement. En tant qu'affirmation du travail productif, en tant que prolétariat s'affirmant, devenant classe dominante, elle nécessitait, pour se réaliser, *la prise en charge du développement du capital*. Le socialisme réel, enraciné dans une révolution prolétarienne, fut la concrétisation de cette impossibilité, de même que la liaison essentielle entre révolution et contre-révolution dans toute la période révolutionnaire de l'après-première guerre.

Lié de façon essentielle à la subsomption formelle du travail sous le capital, le programmatisme se "décompose" dans la première phase de la subsomption réelle (de l'après-première guerre à la fin des années 70).

C'est à cette situation que met fin la restructuration du mode de production capitaliste engagée dans les années 1970, et c'est une nouvelle structure et un nouveau contenu de la contradiction entre le prolétariat et le capital, l'exploitation, qui définissent maintenant un nouveau cycle de luttes : *"au delà de l'affirmation du prolétariat"*. Comme il se doit, la restructuration touche au coeur de la production de plus-value, lorsque son propre mouvement d'accumulation le conduit à la crise, lorsqu'il est contraint de se restructurer, c'est toujours dans son conflit avec le prolétariat que le capital est amené à agir, conformément à ce qu'il est comme rapport d'exploitation du travail.

Il n'existe pas de restructuration du mode de production capitaliste sans défaite ouvrière. Cette défaite c'est celle de l'identité ouvrière, des partis communistes, du syndicalisme, de l'autogestion, de l'auto-organisation. C'est tout un cycle de luttes qui a été défait, la restructuration est *essentiellement* contre-révolution.

Un seul cycle de luttes s'étend de 1917 au début des années 70, comportant une césure considérable en 45. Les conditions de la subsomption réelle du travail sous le capital, dans cette première phase de la subsomption réelle, fondaient le prolétariat à disputer au capital la gestion du mode de production selon des modalités qui lui seraient spécifiques s'il y parvenait. Plus encore et différemment qu'en subsomption formelle, il était légitimé à cela par le capital lui-même. Que cela soit irréalisable, impossible (non formellement mais dans les termes et conditions mêmes de ce "projet") ne change rien à l'affaire, cela a toujours été le cas dans l'histoire du programmatisme. *En confirmant à l'intérieur de lui-même une identité ouvrière, en intégrant la reproduction du prolétariat dans son propre cycle, en subsumant sa contradiction avec le prolétariat comme sa dynamique même, le cours de la contradiction entre le prolétariat et le capital en subsomption réelle fonde le premier à*

proclamer : “la contradiction n’a plus lieu d’être” . Ce qui est un projet de dépassement du mode de production capitaliste.

Le capital avait fait du travail son propre rival à l’intérieur de lui-même , rapport conflictuel tout à fait différent, il est vrai, de celui du programmisme du XIX^es (encore que la tendance à la prise en charge du développement du capital existe dans la social-démocratie classique, mais c’est une autre problématique générale) . Cette rivalité est même pour le capital la grande faiblesse intrinsèque de cette première phase de la subsumption réelle, qui éclatera dans la crise de la fin des années 60, sous diverses formes plus ou moins radicales, et que la restructuration a pour contenu essentiel d’éliminer, après avoir, dans un premier temps, retourné contre le mouvement ses propres caractéristiques transformées en limites.

Cette possibilité de la rivalité, cette légitimation même de la rivalité, c’est la faiblesse intrinsèque de cette première phase de la subsumption réelle. Et cette faiblesse intrinsèque éclate dans la crise de la fin des années 60, où le prolétariat va décliner, du mode le plus réformiste au mode le plus révolutionnaire, son projet de réorganisation de la société “sur la base du travail”, qui n’est pas encore à ce moment là, un projet alternatif, mais la révolution telle qu’elle se présente alors. Ce mouvement fut brisé, il y eut défaite ouvrière. Mai 68 est battu, l’automne chaud italien (qui dura trois ans) aussi, les vagues de grèves sauvages américaines également, tout comme le mouvement assembléiste espagnol, etc, sans oublier toute l’insubordination sociale qui avait gagné toutes les sphères de la société (à notre connaissance, l’histoire de cette période n’a pas encore été écrite). La défaite n’a pas l’ampleur de celle de 17-39, mais la restructuration en jeu n’est pas non plus de même ampleur, on reste dans le même mode de subsumption. Il y a défaite et contre-révolution. Dit de façon un peu abrupte et exagérée : le capital reprend le pouvoir dans les usines et dans l’ensemble de la reproduction sociale. On peut même parfois dater cette défaite comme avec la manifestation anti-grévistes de la FIAT en 1980, la reprise en main patronale et syndicale dans l’automobile en France à la suite des grèves violentes et massives de 81-84, ou les années Thatcher en Grande-Bretagne et Reagan aux Etats-Unis. La classe capitaliste brise tout ce qui confortait cette identité ouvrière et légitimait le prolétariat en rival du capital. La restructuration du rapport entre prolétariat et capital, à l’oeuvre depuis une vingtaine d’années et que l’on peut considérer comme achevée, a eu comme conséquence primordiale de *supprimer toute identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital* (ce qui ne signifie absolument pas la disparition des classes).

La destruction de cette identité ouvrière n’est pas une simple conséquence “néfaste” et “objective” de la crise, elle n’est pas le simple reflet d’une croissance industrielle qui s’essouffle. Dès les années 60, les restructurations industrielles ont amené de profondes mutations sur le recrutement de la main-d’oeuvre et sur sa place dans la production. Il fallait casser les bastions ouvriers, affaiblir les appareils syndicaux trop rigides sur la défense des acquis, il fallait abaisser le coût de la main-d’oeuvre pour préparer la modernisation, récupérer l’argent arraché par les luttes ouvrières. La figure de l’ouvrier qualifié était dépassée, la qualification était adaptée à un certain type de travail qui évoluait que très lentement. Il faut une main-d’oeuvre capable de s’adapter rapidement à des travaux différents, de passer d’une entreprise à une autre selon les besoins. La mobilité c’est la fin de l’ancienneté, c’est la recherche permanente d’un nouvel emploi pour assurer sa survie.

La crise en tant que faillite d’un mode de valorisation du capital, mais aussi, indissociablement, en tant que restructuration et contre-révolution, est le dépassement, mené par la classe capitaliste, des rigidités et cristallisations de la reproduction du rapport capitaliste de production et, fondamentalement, des rigidités du rapport salarial. La crise et la restructuration ne sont pas une “réponse” de la classe capitaliste à un certain niveau de luttes ouvrières, mais une pratique déterminée des acteurs de cette crise et une particularisation de ceux-ci. La crise est en soi luttes de classes. Le point

théorique fondamental est que la possibilité de la crise de l'autoprésupposition du capital, c'est-à-dire du mouvement qui remèt sans cesse toutes les conditions de la reproduction de la société du côté du capital, et qui se produit comme développement objectif, économique, gît au coeur même du mouvement s'autoprésupposant. La transformation de la plus-value en profit et donc le processus de la baisse tendancielle du taux de profit est le mouvement et le risque de l'autoprésupposition du capital. Mais ce qui est fondamental pour notre propos, c'est que le caractère "jamais acquis" du renouvellement de l'exploitation se confond avec le mouvement de particularisation des termes de la contradiction qu'est l'exploitation. C'est là que réside la possibilité générale de la crise de l'exploitation comme pratiques contradictoires entre les classes, c'est là que réside le processus de particularisation des termes de la contradiction dans leur activité de sujets, c'est là que réside leur indépendance. *C'est la même totalité (une phase historique de l'exploitation) qui entre en crise comme pratiques respectives du prolétariat et du capital.*

Le danger est de faire de l'histoire du mode de production capitaliste une histoire des luttes ouvrières auxquelles la classe capitaliste ne fait que répondre. Les luttes des années 60 sont le point ultime de l'ancien cycle de luttes ; contre elles la classe capitaliste ne fait pas que détruire la menace qu'elles représentent (c'est un point de vue unilatéral), mais simultanément dépasse les limites spécifiques de la valorisation dans cette phase de la subsomption réelle : elle répond, dans sa lutte contre le prolétariat, aux propres limites de la valorisation. Le capital évolue toujours en résolvant ses contradictions dans sa lutte contre le prolétariat et il résoud celles-ci conformément à ce qu'il est. Il ne s'agit ni d'une évolution vers la pureté du rapport capitaliste, ni d'une succession cahotique de réponses aux luttes ouvrières, dans la mesure même où, dans la contradiction qui l'oppose au capital, l'exploitation, le prolétariat lui-même inclut dans sa situation l'histoire du capital : l'accumulation.

On l'a dit, la situation antérieure de la lutte de classe, ainsi que le mouvement ouvrier, reposait sur *la contradiction entre d'une part la création et le développement d'une force de travail mise en oeuvre par le capital de façon de plus en plus collective et sociale, et d'autre part les formes apparues comme limitées de l'appropriation par le capital de cette force de travail, dans le procès de production immédiat et dans le procès de reproduction.* Voilà la situation conflictuelle qui se développait comme identité ouvrière, qui trouvait ses marques et ses modalités immédiates de reconnaissance (sa confirmation) dans la "grande usine", dans la dichotomie entre emploi et chômage, travail et formation, dans la soumission du procès de travail à la collection des travailleurs, dans les relations entre salaires, croissance et productivité à l'intérieur d'une aire nationale, dans les représentations institutionnelles que tout cela implique tant dans l'usine qu'au niveau de l'Etat. Il y avait bien autoprésupposition du capital, conformément au concept de capital, mais la contradiction entre prolétariat et capital ne pouvait se situer à ce niveau, en ce qu'il y avait production et confirmation à l'intérieur même de cette autoprésupposition d'une identité ouvrière par laquelle se structurait, comme mouvement ouvrier, la lutte de classe.

Quand le rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital ne se définit plus que dans la fluidité de la reproduction du double moulinet de la reproduction capitaliste, le prolétariat ne peut s'opposer au capital qu'en remettant en cause le mouvement dans lequel il est lui-même reproduit comme classe. C'est maintenant le contenu et l'enjeu de la lutte de classes. Mais simultanément c'est, pour le prolétariat, *agir en tant que classe* qui est devenu une limite de sa propre lutte nécessaire en tant que classe. Cette limite propre au nouveau cycle de luttes est le fondement et le contenu historiquement spécifiques du démocratisme radical.

3) *Le nouveau cycle de luttes*

On a vu que la contradiction entre le prolétariat et le capital se noue au niveau de la reproduction du mode de production capitaliste, cela nous donne la base abstraite du nouveau cycle : il y a coalescence entre la contradiction entre le prolétariat et le capital et le procès constitutif des classes. Cette coalescence c'est la fluidité du double moulinet de la reproduction capitaliste. C'est cette coalescence qui constitue l'abstraction commune à tous les aspects du nouveau cycle et qui le différencie radicalement de toutes les périodes où la révolution et le communisme se présentaient comme libération et affirmation du prolétariat :

* Disparition de toute confirmation d'une identité ouvrière.

* *L'affrontement avec le capital est pour le prolétariat affronter sa propre constitution en classe.*

* Pas de projet de réorganisation sociale sur la base de ce qu'est la classe

* Identité entre l'existence comme classe du prolétariat et sa contradiction avec le capital.

* Toute lutte trouve dans ce qui la définit ses propres limites comme étant la reproduction du capital.

Ce n'est pas le lieu ici de revenir sur le cours évènementiel de ce cycle de luttes. Il nous suffira d'évoquer le déclin de l'auto-organisation du prolétariat qui devient défensive sur des acquis de l'ancien cycle, comme préservation de l'ancien rapport entre les classes : mouvement des " auto-convocations " en Italie sur l'échelle mobile (février-mars 84) ; mouvement assembléiste en Espagne et sa revitalisation des structures syndicales (cf les dockers de Barcelone) ; auto-organisations de 83 aux Pays-Bas ; les grandes grèves du début des années 80 en France dans l'automobile ; jusqu'à la grève des cheminots de l'hiver 86/87, où les coordinations, spécifiques au nouveau cycle de luttes, constituent la façon dont le capital renvoie au prolétariat une existence , une constitution en classe, qu'il ne produit qu'en lui et ne comportant plus, pour le prolétariat, de rapport à lui-même que la reproduction du capital viendrait confirmer. Il n'y a plus production d'une identité ouvrière générale, les coordinations qui achèvent le cycle de l'auto-organisation et appartiennent au nouveau cycle sont une confirmation de ce qu'est immédiatement la force de travail dans son rapport au capital : le fétichisme de la constitution en classe ramenée à un travail concret particulier, à l'appartenance à un segment productif déterminé.

C'est un type historique de classe ouvrière et de rapport entre travail et capital qui est remis en cause par la restructuration. C'est de ce type de rapport dont nous avons parlé, dans lequel le prolétariat trouvait dans la reproduction du capital une confirmation de sa propre identité face à lui et qui, de l'auto-organisation jusqu'au syndicalisme et à l'existence des partis communistes, le posait en rival du capital à l'intérieur de sa propre reproduction (cf. " La destruction de l'identité ouvrière ")

Le point essentiel de la restructuration et de la définition du nouveau cycle de luttes est le fait que la contradiction entre le prolétariat et le capital a pour contenu son propre renouvellement, d'où l'identité entre la constitution du prolétariat comme classe et sa contradiction avec le capital, et par là le dépassement des limites programmatiques de la lutte de classe, c'est-à-dire les limites de la révolution comme affirmation du prolétariat. Dans le nouveau cycle, être en contradiction avec le capital c'est, pour le prolétariat, se remettre soi-même en cause.

Déjà le nouveau cycle de luttes pointait sous la destruction de cette identité ouvrière. Dans la grève des mineurs de 83/84 en Grande Bretagne - sans programme, sans perspectives - la classe se définit par son action contre le capital et jamais par un rapport à soi, où la dynamique de la lutte se confond avec la constitution en classe. Dans les émeutes qui se multiplient dans ces années 80, principalement en Angleterre, la contradiction se situe bien alors au niveau de la reproduction d'ensemble de la société. L'action du prolétariat se bloque cependant au niveau de la reproduction de la

force de travail, la reproduction du capital n'étant jamais attaquée comme valorisation, mais toujours comme opposition entre richesse et pauvreté.

A la fin des années 80 et au début des années 90, il y a comme un marasme dans la lutte de classe. La restructuration s'achève, elle fait des ravages au niveau de la précarité, du chômage, du niveau de vie, des capacités de luttes en général du prolétariat. Disparaissent les luttes qui pouvaient être à cheval sur deux cycles, se formalisent de plus en plus les contradictions spécifiques du nouveau cycle : Alsthom, le CIP, Air France. Face à la restructuration du capital, à propos de la grève d'Air France, la revue "Echanges et Mouvement" (n° 76, juin -décembre 93, BP 241, 75866 Paris Cedex 18) avance l'analyse suivante : "Les échecs dans les résistances à cette marche inexorable du capital - que l'on présente comme générateurs de passivité - génèrent surtout la conscience diffuse, d'une part que les moyens de lutte utilisés sont inadéquats, d'autre part que l'obtention de sursis ou d'aménagements ne résoudra rien puisque tout pourra être remis en cause le lendemain. Sous cet angle la grève d'Air France apparaît non pas tant une grève revendicative et défensive ordinaire (elle est cela pourtant au départ), non plus l'espoir de pouvoir régler une fois pour toutes leurs relations de travail avec leur employeur mais l'expression d'une sorte de ras-le-bol dans une situation à laquelle personne, ni les politiques, ni les syndicats ne peut apporter de remède ; d'où le sentiment diffus que c'est autre chose qui est nécessaire. C'est en ce sens que les politiques essayant d'évacuer le mot grève, déclarent qu'au delà de la grève c'est une révolte, étant sans doute bien conscients qu'une grève ça se règle par des compromis alors que la révolte touche un mal plus profond, la recherche d'un changement social global, même si cela n'est pas exprimé comme tel."

Enfin pour achever ce rapide tour d'horizon de la fin de l'ancien cycle et de l'émergence d'un nouveau, quelques mots sur la grève de novembre-décembre 1995. Il a souvent été dit et écrit que le mouvement était ambigu, mais l'ambiguïté n'est pas là où on la voit habituellement, c'est-à-dire entre la défense des acquis et la volonté d'en découdre avec l'ensemble des règles de reproduction de la société capitaliste. C'est dans la défense des acquis elle-même que résidait l'ambiguïté : l'idéalisation de la Sécurité Sociale, à la fois limite et objectif du mouvement, l'idée que les rapports entre individus ne soient plus des rapports de travail, des rapports comptables. En fait, la défense des acquis ne prit de l'ampleur et cette tournure idéale que parce que dans cette lutte de défense d'un stade antérieur, les aspects nouveaux du rapport entre les classes définis par la restructuration étaient la condition même de la lutte et de son ampleur : une immense révolte contre les nouvelles modalités d'exploitation de la force de travail. Si la défense des acquis n'avait pas été investie par ce contenu là, elle n'aurait pu déboucher que sur une gestion politique, une volonté de réorganisation sociale sur la base du travail, ce ne fut pas le cas. A part cet "idéal", toutes les propositions réformatrices n'intéressaient pas le mouvement. Le "sommet" final fut un événement tout à fait extérieur à la lutte, à peine une stratégie de sortie de crise, tant le mouvement de luttes lui-même s'était arrêté à partir des enjeux que la lutte avait révélés et qu'il ne pouvait prendre en compte. La contradiction se situait bien au niveau de la reproduction du rapport entre les classes, tout en spécifiant un de ses aspects : la reproduction de la force de travail qui, prise en elle-même, fut sa limite. Par là, le mouvement en est resté au stade de la distribution de la richesse et n'a pas porté sa critique sur sa nature de rapport social.

La synthèse de toutes les manifestations du nouveau cycle de luttes se trouve dans le fait que le prolétariat concrètement, dans le cours des luttes, n'existe comme classe que contre et dans le capital. Il produit tout son être, toute son organisation, sa réalité et sa constitution comme classe, dans le capital et contre lui. On retrouve à ce niveau le point de départ fourni par la restructuration : la contradiction se situe au niveau de la reproduction du rapport entre les classes. La restructuration se définit alors, comme activité du prolétariat, par le fait que pour ce dernier, sa propre situation et

reproduction comme classe devient absolument indissociable de la contradiction avec le capital. La contradiction, se situant au niveau de la reproduction des classes et de leur rapport, remet nécessairement en cause l'intégrité de ses termes. La lutte du prolétariat ne peut en aucun cas être élimination préalable de l'adversaire. Affrontant le capital, c'est sa propre constitution comme classe que le prolétariat produit et affronte ; il n'y a là aucune contradiction interne, mais affrontement avec l'autre terme bien réel et autonome du rapport : le capital. Ce cycle de luttes résout les impasses des cycles antérieurs.

4) Agir en tant que classe : dynamique et limite du nouveau cycle de luttes

C'est en tant que classe du mode de production capitaliste que le prolétariat est à même de produire son dépassement, cette activité est donc toujours activité en tant que classe de ce mode de production, prise dans un rapport, l'exploitation, qui est une contradiction et une implication réciproque entre le prolétariat et le capital. On ne peut demander à cette activité d'être l'existence pure, positive, de ce dépassement à l'intérieur même du mode de production capitaliste. C'est en tant que contradiction avec le capital qu'elle est l'existence de ce dépassement et non en elle-même face au capital.

Nous avons établi, en présentant le nouveau cycle de luttes, que dans sa contradiction avec le capital, le prolétariat ne développe plus un rapport à lui-même comme confirmation d'une identité prolétarienne à l'intérieur de la reproduction du capital. Cependant, qu'il n'y ait plus de point de cristallisation dans le double moulinet de la reproduction du face à face du travail et du capital, dans la reproduction de l'exploitation, qu'il n'y ait plus de particularisation de la reproduction de la force de travail, que la restructuration ait produit une fluidité totale de cette reproduction, cela n'empêche pas que toujours le capital ne fait que se scinder : en lui-même et en la seule valeur d'usage qui puisse lui faire face, le travail. Cela fut toujours le cas et il le faisait jusqu'à maintenant d'une façon historiquement particulière qui nous donna l'identité ouvrière. Celle-ci disparue, le processus n'en demeure pas moins. Le prolétariat n'existe que par et dans le capital, mais il existe, même si cette existence n'est plus particularisation, identité ouvrière, mouvement ouvrier. Cette scission c'est l'existence de la classe ouvrière et de la classe capitaliste dans le mode de production capitaliste.

Si nous disons que le prolétariat produit toute son existence dans le capital, qu'il y a coalescence entre l'existence de la classe et sa contradiction avec le capital, cela a pour principale conséquence que la reproduction du capital est, en tant que reproduction même, la limite de toutes les luttes. La reproduction du capital est devenue la limite spécifique de ce cycle de luttes, par rapport à ses caractéristiques immédiates et non en elle-même par le seul rapport tautologique selon lequel "il n'y a pas de révolution si le capital se reproduit". Bien sûr, l'auto-organisation, la défense de la condition prolétarienne et, de façon générale, l'affirmation d'une identité ouvrière, étaient des limites de l'ancien cycle et, en tant que telles, n'allaient qu'avec la reproduction du capital, mais cette dernière n'était pas, elle-même, la limite historiquement spécifique du cycle de luttes, ce qui est dorénavant le cas. Aujourd'hui, la propre reproduction du capital est toujours susceptible de renvoyer à toute lutte sa propre base d'existence comme fractionnement, isolement, marginalisation, pourrissement. Quand, dans les luttes, le prolétariat pose la contradiction au niveau de la reproduction des classes et de l'autoprésupposition du capital, c'est-à-dire au niveau de sa propre remise en cause et de la remise en cause du capital comme étant sa propre base de renouvellement, quand il n'est contradictoire au capital qu'en produisant tout son être dans le capital, la classe elle-même ne se définit que dans cette reproduction contradictoire (plus de rapport à soi). Ses luttes impliquent cette reproduction et se

voient renvoyée leur force comme fractionnement (reproduction segmentée de la force de travail), alternativisme (contradiction au niveau de la reproduction comme deux reproductions se faisant face), marginalisation, pourrissement (aucune auto-organisation face à la reproduction du capital, si ce n'est une alternative à l'intérieur du mode de production capitaliste).

L'existence intrinsèque de leur limite dans les luttes signifie que la période n'autorise aucun projet de réorganisation sociale comme le permettait l'identité ouvrière face au capital. En effet, de cette coalescence on peut déduire une lapalissade : "le capital se reproduit", reproduit son face à face avec le prolétariat, et donc le prolétariat comme classe, comme la seule valeur d'usage qui puisse lui faire face et cela sans aucune détermination propre qui en confirmerait la particularité pour lui-même. C'est alors la notion même de limite, qui, dans ce cycle se confondant avec toute action en tant que classe, a tendance à nous filer entre les doigts. Si nous nous reportons au cycle précédent, nous pouvions parler de limites à propos de toutes les formes de l'identité ouvrière, depuis les formes classiques du mouvement ouvrier (syndicalisme, P.C /Social-démocratie), jusqu'à l'auto-organisation puis les coordinations. Dans la phase classique du mouvement ouvrier, jusqu'à la première guerre mondiale, cela correspondait à la révolution comme affirmation du prolétariat, nécessité d'une période de transition. En fait, la notion de limite recouvre le contenu des luttes d'un cycle : ce qui est qualifié de limites par le cycle suivant, était la dynamique même du cycle précédent, sa définition, et ce qui était limite, pour le cycle lui-même, était toujours de ne pas avoir poussé plus loin ce contenu, ce qui n'était donc pas pour le cycle de l'époque une limite pour lui-même.

L'idée même de limite d'un cycle de luttes est une idée qui n'a pu apparaître qu'avec la faillite définitive de la révolution comme affirmation de la classe, c'est-à-dire à partir du moment où, au début des années 70, il devint évident que la révolution ne pouvait plus qu'être la négation de *toutes* les classes. Alors seulement, avec ce changement théorique prenant en compte l'histoire des luttes de classes, peut émerger l'idée que lutter en tant que classe peut être une limite. La façon dont l'abolition du capital s'impose comme évidemment abolition du prolétariat contraint à penser comme identique la dynamique de la lutte de classes et la lutte en tant que classe comme limite. Il s'agit finalement de concevoir la révolution comme action d'une classe qui s'abolit en tant que classe, et donc la révolution comme *dépassement* par rapport au cours antérieur de la lutte de classes. On pouvait jusqu'à ce cycle actuel avoir l'idée d'inachèvement d'un cycle de luttes, mais pas celle de limite.

Cela nous oblige à aller plus loin que l'affirmation selon laquelle la reproduction du capital en tant que telle est la limite des luttes. Si cela est exact c'est parce que la reproduction du capital est nécessairement reproduction du prolétariat. Si le prolétariat produit tout ce qu'il est dans le capital, c'est que d'abord le capital l'a reproduit conformément à lui, distinct de lui, mais comme ne pouvant qu'être un moment de sa reproduction propre. Le capital reproduit le prolétariat comme classe distincte de lui, mais ne lui confère et confirme aucune identité particulière face à lui. La limite des luttes est alors dans le fait même d'agir en tant que classe, en ce que la classe est ainsi définie dans la reproduction du capital. A la différence des cycles antérieurs, cette reproduction de la classe ne comporte aucune confirmation d'une identité prolétarienne opposable au capital (une capacité d'affirmation de la classe contre le capital produite à l'intérieur même de l'autoprésupposition du capital), c'est-à-dire quelque chose que seulement le cycle postérieur verra comme limite, parce qu'entre temps le capital s'est restructuré sur la base même du dépassement de cette possibilité. Dans ce cycle, le capital est l'horizon de l'activité du prolétariat en tant que classe, ce qui est la dynamique révolutionnaire de ce cycle mais aussi sa limite interne. *La limite des luttes est alors dans le fait même d'agir en tant que classe.* Tout le

problème de ce cycle de luttes est là-dedans. Agir en tant que classe devient pour le prolétariat une limite, pour lui qui ne peut agir autrement.

La lutte en tant que classe du prolétariat est simultanément implication de la classe par et dans le capital et reproduction de la scission que le mode de production implique en lui-même entre le travail et le capital comme termes, comme pôles contradictoires. C'est la même contradiction qu'est l'exploitation, c'est la même action en tant que classe, c'est la même lutte du prolétariat qui est moment du mouvement de sa reproduction par et dans le capital et opposition du capital et du prolétariat comme pôles inconciliables de la contradiction. Si la classe dans le nouveau cycle se remet en cause dans sa lutte contre le capital c'est que, dans cette lutte même, elle se trouve dans son action opposée constamment à sa propre définition et redéfinition comme classe dans la reproduction de la contradiction qui l'oppose au capital : l'exploitation. Le procès même de l'exploitation comme reproduction des classes, au travers de la subsumption sous le capital, comporte constamment, à l'intérieur de la lutte des classes, la tension à rendre la classe étrangère à elle-même, dans son propre mouvement de reproduction et dans son action même en tant que classe. Le syndicalisme, le réformisme, l'action politique, l'action revendicative, investis dans le cycle de luttes actuel par la démocratie, le citoyen ou l'alternativisme, sont cette inévitable *représentation* de la classe à l'intérieur d'elle-même, de son action, de sa lutte.

La lutte en tant que classe du prolétariat est sa limite en ce qu'elle est *action d'une classe produite et reproduite dans son rapport au capital et au travers de la subsumption sous le capital*. C'est ainsi qu' *en contradiction avec le capital, elle est contradictoire avec le terme qui assume la reproduction d'ensemble du rapport et par là avec sa propre reproduction*. Un tel procès est impossible tant que la contradiction entre les classes ne se situe pas au niveau de la reproduction du rapport, tant qu'elle contient une confirmation d'une identité autonome du prolétariat face au capital, d'où, à partir de lui-même et comme ayant face au capital une positivité propre, il est en contradiction avec lui. C'est-à-dire qu'un tel procès est impossible avant le cycle de luttes actuel.

Luttant en tant que classe contre le capital, le prolétariat ne veut pas rester ce qu'il est. Cela devient consubstantiel à la nature même de la contradiction, à son mouvement, à son contenu : l'exploitation. Le prolétariat ne peut rester ce qu'il est, c'est là tout simplement le contenu de son action contre le capital. C'est ce que le prolétariat fait dans la lutte de classes, contre la classe antagonique, qui le détermine comme remettant en cause son action en tant que classe à l'intérieur même de celle-ci. Ce qui manquait à la théorie de la lutte de classes (dans son concept), c'est d'y comprendre *la reproduction* (et d'insister sur elle, ce qui ne peut venir qu'avec le cycle actuel), qui inclut la compréhension de l'existence de la classe comme mouvement de reproduction du capital : reproduction d'ensemble du rapport par la subsumption d'un de ses termes (le travail) sous l'autre (le capital) devenant le mouvement de la totalité.

Il ne s'agit pas, théoriquement, de détacher les uns des autres des éléments à l'intérieur des luttes, de les trier en éléments dynamiques et en limites. Un tel travail d'abstraction, voulant trouver sa correspondance empirique, est de toute façon impossible, aucun aspect n'ayant de consistance propre en dehors de la totalité. Ce qui importe c'est de comprendre théoriquement et pratiquement la lutte de classe comme cette totalité dans laquelle l'action du prolétariat en tant que classe est sa propre limite et sa propre remise en cause.

Sa propre limite : car comme action de classe, elle est posée et se pose elle-même comme un moment de la reproduction contradictoire du mode de production capitaliste, comme un moment de cette reproduction des classes dont le capital comme pôle particulier du rapport, subsumant l'ensemble du rapport, est l'agent.

Sa propre remise en cause : pour la même raison, luttant comme classe contre le capital, c'est sa propre reproduction qu'elle met en jeu et les catégories par lesquelles cette reproduction du capital qu'elle affronte la reproduit comme classe.

De ce mouvement d'ensemble provient la capacité pour la lutte en tant que classe du prolétariat de *dépasser cette limite en posant l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure imposée par le capital*. Cependant si l'on ne peut pas abstraire des éléments de cette totalité, de ce mouvement d'ensemble de la lutte de classe, ce n'est pas pour autant que ce mouvement ne produit pas des distinctions en lui-même dans son cours, c'est-à-dire au cours des luttes. La reproduction de la classe devient la limite même de l'action de classe qui est appelée à devenir extérieure à elle-même. Le prolétariat est constamment contraint de reconnaître dans le capital le propre mouvement de sa définition comme classe s'autonomisant de lui.

Cela détermine une forme, particulière à ce cycle, de discours et de pratique des limites de la lutte de classe : le "démocratisme radical". Celui-ci formalise de la façon la plus globale, comme totalité, les limites de ce cycle. Le democratisme radical ne part pas de ce que la classe est face au capital mais de ce que le capital devrait être comme objectivation du travail et de ses forces sociales et comme communauté des individus isolés, et demande au capital d'agir en tant que tel, d'être cette objectivation, cette communauté, sans être exploitation, sans être aliénation. C'est un mouvement gradualiste qui conçoit une frontière mouvante entre démocratie et domination du capital à l'intérieur de la société, qui apparaît alors comme un ensemble indéfini de rapports sociaux cherchant à influencer l'économie. Le democratisme radical exprime de façon unilatérale, comme mise en conformité idéale du prolétariat avec le capital, ce qui est la caractéristique et la radicalité fondamentales de ce cycle de luttes : la définition et l'existence de la classe dans le capital ne comportant plus un rapport à elle-même, c'est-à-dire la confirmation face au capital d'une identité ouvrière. Le democratisme radical possède la force naïve des évidences : si le prolétariat n'existe plus que par et dans la reproduction du capital, il faudrait que celle-ci devienne le travail sous un autre forme, se comporte en bonne mère accueillant en son sein le travail. C'est à quoi se ramène tout le programme du democratisme radical, sous toutes ses formes, des plus réformistes au plus radicales, en passant par le syndicalisme de base et la convivialité alternative.

La contradiction entre le prolétariat et le capital dans le nouveau cycle de luttes qui s'ouvre au début des années 80 a pour contenu et forme le fait que la classe n'existe et ne se définit que par et contre le capital : plus d'identité prolétarienne, pas de retour sur soi du prolétariat ni de confirmation de lui-même *face* au capital dans la reproduction de celui-ci. La contradiction se situe au niveau de la reproduction du rapport entre prolétariat et capital et, en cela, pour le prolétariat, sa contradiction avec le capital ne peut que comporter sa propre remise en cause.

D'une part, la même structure de la contradiction -c'est son côté révolutionnaire - supprime toute confirmation d'une identité prolétarienne dans la reproduction du capital, se produit comme identité immédiate entre la contradiction avec le capital et la constitution de la classe (celle-ci ne peut se rapporter à elle-même face au capital). Le prolétariat en contradiction avec le capital est, *dans la dynamique de la lutte de classe*, en contradiction avec sa propre existence comme classe. Se trouve alors résolue historiquement la contradiction fondamentale de la lutte de classe : comment le prolétariat abolit le capital et s'abolit lui-même ; comment agissant en tant que classe, il est le dépassement des classes. C'est là, la dynamique essentielle de la période.

D'autre part, c'est en quoi elle est procès de reproduction du capital et contre-révolution, *cette structure de la contradiction fait, pour le prolétariat, du capital, dans sa reproduction, l'horizon indépassable du cours quotidien de la lutte de classe* : le prolétariat ne se définit que dans sa contradiction avec le capital, il ne trouve sa

définition comme classe que dans la reproduction du capital. En cela, ce n'est plus un programme développé sur ce qu'est la classe à libérer qui se construit, mais la volonté d'une mise en conformité du capital.

Jusqu'à maintenant nous avons voulu montrer qu'une critique du démocratism radical se devait de le comprendre comme idéologie *et pratique* dans le nouveau cycle de luttes, sous peine de ne réaliser qu'une critique normative opposant la vraie contradiction révolutionnaire, la vraie critique du capital à des erreurs ou des tromperies. Nous avons donc parlé simultanément du nouveau cycle de luttes dans son aspect dynamique de dépassement des contradictions du programmatisme et dans sa limite intrinsèque. C'est à ce second aspect, l'objet spécifique de ce livre, que nous allons maintenant plus spécialement nous en tenir, en ayant toujours à l'esprit qu'une critique qui se limite à la dénonciation n'est qu'une vaine congratulation des "radicaux" entre eux.

Chapitre II : LE DÉMOCRATISME RADICAL

1) Contenu général

La lutte de classe ne peut plus promouvoir le travail productif comme le principe organisateur de la société future, elle n'intègre plus un développement du capital comme sa médiation au communisme, elle a sa limite dans la reproduction du capital face à elle. Tout le cycle de luttes se structure sur la coalescence entre la contradiction avec le capital et la constitution du prolétariat en classe : la contradiction entre les classes se situe au niveau même de leur reproduction. En cela, dans son action de classe, le prolétariat peut produire la contingence de l'appartenance de classe, affrontée comme contrainte extérieure (voir plus loin, la dernière partie de ce livre). L'affirmation du prolétariat et du travail ne peut plus se développer, n'existe plus. Le démocratisme radical peut reprendre les thèmes du programme d'affirmation du prolétariat, mais son point de départ n'est pas ce qu'est la classe en elle-même face au capital, mais le capital lui-même, comme ce qu'il devrait être. En reconnaissant avec raison le capital comme le mouvement de reproduction de la classe, le "démocratisme radical" veut lui imposer cette exigence idéale, en oubliant que ce procès d'intégration est celui d'une contradiction, l'exploitation, qui est la reproduction même du capital. Il ne s'agit même plus, comme dans les positions les plus réformistes du cycle de luttes antérieur, de viser à ce que la contradiction n'ait plus lieu d'être en promouvant une gestion ouvrière du mode de production capitaliste, mais de reconnaître que le capital dans cette lutte l'a emporté, s'est restructuré et qu'il doit se comporter conformément à cette victoire, c'est-à-dire, soit être l'association et la reproduction de la classe et cela en bon père de famille, soit reconnaître qu'il permet de "vivre autrement".

Le démocratisme radical est l'expression et la formalisation des limites de ce cycle de luttes en ce qu'il met en forme et élève en pratique politique et/ou en démarche alternativiste la disparition de toute identité ouvrière pour entériner l'existence de la classe dans le capital. Il fait de cette définition de la classe dans le capital (essentielle de ce cycle de luttes) la nécessité d'un programme de la classe se voulant, comme travail, l'essence du capital. Travail devenu alors non le travail productif de capital, mais une manifestation de l'ensemble des activités humaines économiques, par opposition à la recherche de la richesse pour elle-même (la domination de l'économie sur la société, la domination de l'économique sur le politique : "l'Horreur économique", les diktats des marchés financiers, la spéculation, la mondialisation libérale...). Travail à humaniser (à réduire fortement en durée, à rendre créatif, attrayant et concerté), à véritablement articuler et mettre en va-et-vient avec un "social" aux activités à démultiplier, devenant à la fois productives et sources de réalisation de soi, et enfin à transformer pour un "développement durable". Ce "social", comme somme d'individus, devient la forme concrète de leur communauté aliénée dans l'Etat, communauté des citoyens. C'est en cela que le démocratisme radical se conçoit lui-même sur le mode de l'alternative, il y aurait, *avec les éléments sociaux existants*, une autre solution à leur rapport que celle existante.

En partant de l'implication réciproque entre le travail et le capital et en ne pouvant en sortir, le démocratisme radical s'ancre bien, en l'exprimant comme limite, sur ce qu'il y a de plus radical dans ce cycle : la disparition de l'identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital, la définition de la classe par et dans le capital comme contradiction avec lui. Situation qui est celle dans laquelle le prolétariat peut se

remettre en cause dans sa contradiction avec le capital. Le démocratisme radical est un moment spécifique du nouveau cycle de luttes, même si on peut le rattacher dans ses thèmes, son rôle social et ses visées politique, à la longue histoire du réformisme. Mais tout a une histoire et expliquer le démocratisme radical par la répétition de “ vieux thèmes bien connus du réformisme ” n’avance à rien. L’alternativisme peut même abandonner son enveloppe “réformiste” d’auto-développement autonome de la classe *dans* le capital, pour revêtir une forme “rupturiste”. Il conserve alors le même contenu, mais revendiqué et pratiqué, contre les autres tendances du démocratisme radical, comme inintégré, instabilisable dans le capital, moment d’une dynamique de “libération sociale” devant produire la “révolution communiste”.

Dans tous les cas, le programmatisme en tant que tel est renversé. De programme de la classe ouvrière, il devient programme *pour* le capital. A partir de la définition de la classe dans le capital, ce qui est défini, c’est ce que le capital et l’Etat devraient être puisque le premier est travail accumulé en rapport avec le travail vivant, et le second communauté des individus isolés.

Economiquement, le démocratisme radical ne peut plus avoir pour vocation de libérer le travail du capital. Il prétend que la force productive attribuée au capital est une simple transposition de la force productive du travail. Tout son programme, comme limite de ce cycle de luttes, consiste à revendiquer que le capital se reconnaisse comme tel, comme cette transposition. Le démocratisme radical oublie que le capital n’est précisément cette transposition, cette inversion, que dans sa relation avec le travail salarié, qui est *lui aussi* transsubstantiation, c’est-à-dire une activité étrangère à l’ouvrier. Ce que ne peut reconnaître le démocratisme radical sans se saborder. Par là, le démocratisme radical ne peut reconnaître le capital, dans sa spécificité propre, comme un rapport de production réfléchi en lui-même et ne le voit que dans sa substance matérielle *et* comme contrainte extérieure face au travail salarié (en cela il se rattache à “l’école régulationniste”). Le démocratisme radical, dans le capital, reconnaît le capitaliste comme une personne mais non comme le capital existant pour soi, du fait même qu’il est ce procès de transposition du travail, lui-même activité étrangère au prolétaire. Il n’existe plus alors qu’un procès productif en général, le capitalisme étant réduit à le parasiter sous les traits du spéculateur.

Politiquement, la perspective du démocratisme radical est la communauté des citoyens dans l’Etat, comme forme concrète, participative, de leur communauté d’individus isolés. Le capital ne confirme plus dans sa propre reproduction, au niveau de son autoprésupposition, l’identité des classes, *ce qui ne signifie nullement que celles-ci ont disparu*, mais que dans son auto-présupposition le capital ne reconnaît plus cette médiation et laisse, à ce niveau, l’individu isolé face à la communauté. Les rapports entre prolétariat et capital qui se nouent dans le procès de production, sont amenés par là à se faire valoir socialement, de façon directe, au niveau de la société civile, comme rapports non entre des classes, mais entre des individus. Le rapport d’exploitation comporte de façon constante cette ambiguïté, en ce que c’est toujours en tant qu’individu que le prolétaire vend sa force de travail. En effet le rapport capitaliste dépasse et conserve le rapport marchand ; il n’en est pas la simple extension à une marchandise nouvelle et particulière qu’est la force de travail.

Le fétichisme spécifique du capital, qui est celui de l’autonomisation et de la personnification des éléments du procès de production (la terre, le travail, les moyens de production), consiste à rattacher chacun de ces éléments de façon naturelle et autonome à un revenu dont la somme constitue la valeur produite (rente + salaire + profit ou intérêt). Les déterminations de la restructuration actuelle ne confirment plus des identités médiatrices exprimant *collectivement* les éléments autonomisés. C’est l’individu isolé de l’échange marchand qui *revient* comme le support du fétichisme

spécifique du capital. L'individu isolé est directement investi par le capital, et sommé de se faire valoir, dans son individualité, en tant que représentant social des éléments fétichisés du capital.

Comme résultat dernier du procès de production et de reproduction apparaît la somme des individus comme société. Tout ce qui, tel le produit, avait une forme solide n'apparaît que comme un moment transitoire qui s'évanouit. Dans le fétichisme de l'autoprésupposition, seuls apparaissent comme solides les individus isolés et les rapports qu'en tant que tels ils définissent entre eux. La reproduction des éléments du procès de production dans leur connexion interne devient leur activité propre, le mouvement de leur volonté et des "contrats" qu'ils définissent entre eux.

La société en tant que résultat dernier du procès de production, est maintenant cette somme d'individus se mouvant "à l'aise" dans les formes réifiées du capital, et au travers de l'activité desquels doit passer la reproduction des rapports de production comme rapports de classes à l'intérieur du mode de production capitaliste. Et cela même, parce qu'ils sont des rapports de classes. La reproduction de la société, devenant, avec le grand effondrement des médiations collectives (partis, syndicats...), activités, participations individuelles, se donne comme régénéscence de la démocratie, comme faire-valoir social de l'individu isolé. Tel il est engagé dans les rapports de production, tel il est acteur de la société civile. Ce ne sont pas les classes qui s'élèvent au niveau de l'Etat, mais l'individu tel qu'il est dans l'Etat, en tant que membre de la société civile, qui donne sa substance et la forme de son activité à l'individu engagé dans des rapports de production de classes.

Ces individus isolés peuvent donc se regrouper selon les forces de polarisation les plus diverses : de l'association de chômeurs, à n'importe quel lobby (A.T.D. Quart-monde ; associations antinucléaires, ou anti-T.G.V., etc...; associations antiracistes, de quartier ; Act-Up,...). Peuvent être, de la même manière, investis dans la société, tous les nouveaux lieux de dangerosité. Le prolétariat, redéfini dans son éclatement comme "classe dangereuse" dans certaines de ses fractions, se trouve "organisé" en associations de défense qui, en tant que telles, le confirment dans ce statut de "classe dangereuse", négociant sa représentation, son contrôle et son statut. La société ainsi redéfinie a droit à la parole et à l'action. La reproduction des rapports de production capitalistes apparaît comme la résultante des actions et "compromis" effectués. Ainsi, dans la reproduction sociale, pèsent de la même façon tous les individus, mis à égalité, qu'ils soient patrons du textile demandant des subventions ou chômeurs intermittents.

Dans ce cycle, la production par le prolétariat de ce qu'il est en tant que classe est toute entière dans son rapport au capital. Le prolétariat produit tout ce qu'il est face à lui par, contre et dans le capital. C'est en cela que, pour cette forme immédiate du rapport entre prolétariat et capital, bien qu'elle se fonde sur ce qui peut produire dans ce cycle le dépassement du capital, celui-ci apparaît comme un horizon indépassable et est construit comme tel, paradoxalement, dans les luttes elles-mêmes.

C'est en produisant théoriquement la reproduction de la classe et son action en tant que classe comme limite que l'on fonde le démocratisme radical comme activité, comme discours unilatéral (discours du capital du point de vue de la classe reproduite), comme moment du mouvement du capital, comme articulation de la contre-révolution. Quand c'est l'existence des classes qui est en jeu, la défense de la condition ouvrière ne peut que devenir celle du capital. Il ne suffit pas de dire que le prolétariat produit tout son être, toute son existence dans le capital et d'en déduire le démocratisme radical (le capital comme horizon indépassable). Le démocratisme radical est une expression, un mouvement social, une représentation. La représentation fait partie de ce qu'est une classe en ce qu'elle se définit toujours dans un rapport contradictoire à une autre classe, donc en ce qu'elle comporte un caractère étranger à elle-même (sa raison d'être dans un *autre*), en ce qu'elle se définit toujours dans une

reproduction, une subsomption. Il ne suffit donc pas de dire que le prolétariat produit toute son existence dans le capital, il faut encore produire les caractéristiques de cette existence. Produire toute son existence dans le capital ce n'est pas *être* le capital, ce n'est pas s'y fondre, ce n'est pas une osmose, c'est être reproduit comme *classe distincte* par le capital et contrainte par le bouleversement constant de ses conditions de reproduction à faire de cette reproduction un combat. *C'est cette reproduction qui est la limite des luttes et qui donne son contenu au démocratism radical*. Il est activité de la classe en tant qu'expression d'un mouvement d'ensemble qui le dépasse.

Cette appartenance de classe et cette définition fondent dans le cycle actuel le démocratism radical comme pratique de l'existence de la classe dans sa reproduction *distincte* par et dans le capital (subsomption) et comme l'idéologie de cette pratique, allant jusqu'à opposer la reproduction de la classe comme processus autonome au capital. C'est "le rupturisme" ou "la construction de l'alternative". Mais c'est l'ensemble du démocratism radical que l'on voit à l'oeuvre dans toutes les modalités de "critique" du capitalisme (le luxe, la domination de la finance, le refus ou l'insuffisance de la relance de la consommation, le mauvais partage des richesses, l'aggravation des inégalités sociales, la réduction ou la modestie des politiques sociales...), critiques toujours accompagnées de toutes sortes de propositions et de solutions réformant la société, donnant, dans son cadre et dès maintenant, des solutions alternatives. L'essentiel est tout bêtement là : *le démocratism radical a des solutions pour tout dans la société actuelle*. Travail, loisirs, condition féminine, formation, condition animale, circulation automobile, homosexuels, tiers-monde... ; il n'est pas "le mouvement qui abolit les conditions existantes", mais qui en résoud les "contradictions". L'alternative est sa forme générale parce qu'il est dans ce cycle de luttes le dépassement du capital qui aurait conservé l'existence de la classe ouvrière et se battraient pour mettre la reproduction du capital en conformité avec ses intérêts.

Pour le prolétariat, dans ce cycle, agir en tant que classe devient une limite intrinsèque à toute activité, à toute lutte. Comme pratique, comme organisation et comme discours, le démocratism radical formalise et entérine cette situation. Mais, par là, plus il "réussit", plus il disparaît en tant qu'activité et discours du prolétariat. Il s'impose comme la représentation spécifique du travail en ce qu'il n'est qu'un moment de la distinction en lui-même du capital dans sa reproduction, distinction entre moyens de production et travail. La nécessité de recalibrer chaque fois leur relation implique, comme activité incluse dans les activités de reproduction de la classe capitaliste, l'existence d'une représentation particulière, d'un *lobby du capital variable* (comme il y a des représentants du capital financier ou du capital commercial).

Le démocratism radical est un moment nécessaire de la contradiction entre prolétariat et capital en ce qu'elle peut avoir de plus dynamique, de porteur d'un dépassement révolutionnaire. Il est cette activité et cette auto-compréhension de la classe en tant que reproduite par le capital. Le démocratism radical est sans cesse amené à réclamer la conformité du prolétariat au mouvement qui le produit, et, en conséquence, il est battu et éliminé en tant que mouvement autonome par le mouvement général de la reproduction du capital. On croit partir du prolétariat et, en fait, on ne fait que partir du capital pour y retourner, en passant par l'activité propre du prolétariat, que comprend et nécessite ce procès de reproduction.

Le démocratism radical est le mouvement concret d'activité de la classe inclus dans le mouvement de mise en conformité de la classe ouvrière aux exigences du capital, c'est-à-dire le mouvement de reproduction du rapport entre prolétariat et capital constamment recalibré. Le mouvement de reproduction du capital ne peut que passer par une phase de distinction du capital lui-même et du travail (capital en soi ; subjectivité du travail dans la personne de l'ouvrier). Le démocratism radical n'est efficace que dans la mesure où il devient activité de mise en conformité de l'existence et de l'activité particulières du travail avec les nécessités constamment renouvelées de

l'accumulation du capital. Spécifiquement, le démocratisme radical est cette activité et son auto-compréhension qui, voulant partir de cette spécificité, ne peut tenir compte de l'ensemble du mouvement. Dans son auto-compréhension, cette activité se prend elle-même comme point de départ ; elle se condamne à une vision unilatérale à partir de ce qui n'est pas le point où s'initie le mouvement, et par là-même se condamne elle-même à n'être souvent que pleurnicheries ou discours-dentelles sur l'exploitation. De ce point de vue, le démocratisme radical appelle sa propre scission, intrinsèque à sa constante insatisfaction de lui-même. Il appelle l'existence d'une gauche du démocratisme radical qui veut sans cesse repartir du point initial, le travail distinct du capital, en refusant, à partir de là, de boire entièrement l'amer calice.

2) Typologie

Malgré sa grande diversité et son instabilité, on ne peut que considérer le démocratisme radical comme une totalité, et ses diverses composantes comme s'impliquant et se reproduisant mutuellement. Des différences, des contradictions, des oppositions qui peuvent être très fortes, existent à l'intérieur des limites de ce cycle de luttes et de leur formalisation pratique, militante, théorique, politique. On peut distinguer deux pôles inégaux qui, *s'interpénétrant, sont difficiles à bien délimiter*. Nous effectuons cette distinction dans la situation française, mais cela semble proche ailleurs : Italie, Espagne, Grande-Bretagne, Allemagne, Etats-Unis... ; mais aussi dans des pays du "tiers monde" comme le Brésil. Selon les pays, la composition de ces deux pôles peut être différente, ainsi au Brésil on peut trouver un syndicat puissant, la CUT, là une domination environnementaliste comme aux Etats-Unis. Mais partout ce sont les mêmes thèmes qui prévalent : la critique du marché, de la finance, la défense et la nécessité de la "vraie démocratie". L'opposition à la conférence de l'OMC à Seattle, en décembre 99, a été l'acte de naissance mondial du démocratisme radical.

1) Le plus vaste de ces pôles, ouvertement politicien et étatique, est celui de la gauche critique, alternative. C'est une nébuleuse : SUD, Attac, la Confédération paysanne, DAL, AC, Droits Devant, la CADAC (féministes), Ras l'front, la fraction non-corporatiste de la FSU, nombre de militants de la CGT (et, de plus en plus, celle-ci elle-même), des courants oppositionnels dans la CFDT, la "mouvance Bourdieu", les influents Monde Diplomatique (et son réseau : "Les amis du Monde Diplomatique"), Politis, Charlie-Hebdo, les Inrockuptibles, les mini et instables partis alternativo / écolo / citoyens issus de la décomposition du gauchisme (ou, en partie, aussi des "remous" dans le PC), la LCR, maintes associations (Act-Up...) ou groupes locaux, et même nombre d'anarchistes (malgré les rodomontades hyper-radicales de certains) organisés (Alternative Libertaire, des groupes ou courants de la FA, la CNT Vignoles ; les éditions ACL de Lyon...) ou pas. Et last but not least, les Verts et le PC dont la participation gouvernementale est à la fois la limite et la justification de tout ce courant du démocratisme radical. Jean Claude Gayssot, ministre communiste, déclarait au "Grand Jury RTL- Le Monde" : " Le dépassement du capitalisme, cela veut dire que ceux qui décident ne soient pas seulement les privilégiés de la fortune, du pouvoir et du savoir, mais aussi tous ceux qui participent à la création des richesses. (...) Dépasser le capitalisme, c'est en finir avec la seule logique des marchés financiers. ". Question : " Supprimer les bourses ? " ; " Non ! Mais ne pas les laisser faire la pluie et le beau temps. " .

Dans cette nébuleuse, tous ces groupes, partis, syndicats, associations, s'articulent, polémiquent, rivalisent, convergent, par exemple sur l'anti-fascisme, le soutien (bien modéré d'ailleurs) aux sans-papiers, la défense du service public, des acquis sociaux, pour une "véritable" réduction du temps de travail. Activités dans lesquelles, malgré les "fortes" critiques qu'ils peuvent leur adresser, ils cohabitent et /

ou coopèrent avec la gauche officielle et ses relais. Sur la base de ces activités, de leurs préoccupations propres et du programme politique que nous nommons "démocratism radical", qu'ils expriment tous - au moins de fait - tous les groupes de cette nébuleuse surveillent la "gauche plurielle" au pouvoir, la critiquent, cherchent à infléchir ou à influencer ses décisions, luttent contre certaines tout en lui proposant parfois expertises et projets (sur le financement des retraites et les fonds de pension; sur une "véritable" réduction du temps de travail ; contre la spéculation financière : taxe Tobin, etc.). Ils restent ou se placent sur le terrain politique et institutionnel de l'Etat ; même ceux, minoritaires, qui par idéologie et dans les luttes, le combattent en tant que tel : la mouvance anarcho-syndicaliste. L'anti-capitalisme proclamé par certains de ces groupes se résoud au contrôle de la production, au partage des richesses, à l'égalité des salaires, à la démocratie directe, à l'utilité des produits. Il ne s'agit plus d'étapes mais du contenu même du dépassement du capital car celui-ci est devenu domination, parasitisme financier et se valorise "en majeure partie" dans la spéculation. Si l'exploitation demeure, elle n'est qu'un "boulet" que traîne encore le capital.

Bien sûr, conjointement, ils participent et s'activent à développer les luttes du "mouvement social" (terme ayant significativement remplacé ceux de "luttes de classe" ou tout simplement "grèves"). Il n'y a pas opposition fondamentale, mais continuité entre cette action au sein du "mouvement social" et celle sur le terrain de l'Etat. Ils expriment, mettent en forme, transforment les limites du "mouvement social" en ce "réformisme" consubstantiel à leur démocratism radical, pour lequel c'est la société (les gens, les dominés, les citoyens, voire les travailleurs *et* citoyens) qui s'oppose à l'économie capitaliste. Ils aspirent à un Etat des citoyens réel, ainsi qu'à un capitalisme qui serait régulé par cet Etat là, bridé, humanisé, devenu celui des producteurs, des travailleurs, un capitalisme social, écologique, et citoyen.

2) Les groupes et courants qui forment l'autre pôle se disent non-politiciens, agissent à la base, et se nomment souvent eux-mêmes "rupturistes". Les plus connus sont les réseaux SCALP / Réflex , d'autres groupes ou courants de la FA, l'OCL (Organisation Communiste Libertaire). Les SCALP critiquent leurs frères et soeurs ennemi(e)s de Ras l'front (antifasciste "classique" très frontiste, à "l'anticapitalisme" très superficiel) au nom d'un antifascisme radical se voulant lié à un anticapitalisme proclamé, offensif, cherchant à construire une alternative radicale par ses pratiques rupturistes. Pour être plus clair, prenons par exemple l'OCL. Elle s'affirme anti capitaliste et combat toutes les "illusions réformistes", lutte pour la révolution communiste (libertaire) en participant au "développement d'une aire rupturiste", à la construction d'une alternative à la fois politique et "concrète", sur la base des pratiques et éléments les plus radicaux des luttes afin de créer une "dynamique de libération sociale". Cette problématique en fait, comme les autres rupturistes, des critiques inlassables (et parfois pertinents) des limites des luttes - ou du moins de celles qu'ils jugent comme telles - et des groupes qui les expriment, les formalisent, auxquels ils se heurtent constamment (l'autre pôle du démocratism radical, et la gauche officielle). C'est consubstantiel à leur combat pour contribuer à dépasser ces limites des luttes, dans une perspective générale et un but immédiat de transcendance des luttes : la "dynamique de libération sociale". L'OCL et les autres rupturistes ne peuvent pas concevoir qu'actuellement le dépassement de ce cycle de luttes ne peut être, pour les raisons que nous développerons plus loin, qu'une abstraction théorique. Ils ne voient pas qu'il n'est produit par ce cycle de luttes que comme sa crise et son *dépassement*.

Ainsi, dans chaque lutte ils affrontent et critiquent des limites qu'ils n'expliquent que de manière superficielle et réductrice : la lutte n'aurait pas été assez autonome, démocratique à la base, directe, prise en charge par les intéressés eux-mêmes. Elle n'aurait pas réussi à échapper à, ou à dépasser son expression et son implication avec les relais institutionnels réalistes, réformistes, politiciens (syndicalisme,

associations spécialisées, gauche alternative ou officielle), elle n'aurait pas réussi à ouvrir des brèches assez larges pour entraîner de "véritables ruptures productrices de changements émancipateurs". " Elle n'a pas revendiqué une allocation universelle et inconditionnelle ", " elles ont pactisé avec les syndicats ", " elles ne se sont pas étendues ", " elles n'ont pas suffisamment poussé leur autonomie ", " elles n'ont pas mis en question la finalité de la production de l'entreprise qui licencie ", etc. C'est dans cette volonté de fixer des buts immédiats, de considérer que les luttes peuvent aller "plus loin" à partir de leurs caractéristiques actuelles et comme développement de celles-ci (et non comme un dépassement qu'elles produisent), que les rupturistes, malgré des analyses des luttes parfois proches, se différencient d'un groupe comme "Echanges et Mouvement". Pour un groupe comme l'OCL, les limites des luttes ne sont pas analysées et considérées comme inhérentes à la nature et à la forme du rapport entre prolétariat et capital dans ce cycle de luttes. En fin de compte, ils en sont réduits à espérer, à se battre encore, pour que de futures luttes soient plus autonomes, etc..., et par là participent vraiment à la "dynamique de libération sociale" qu'ils veulent construire. Sortir de cette vision, c'est considérer que pour être réellement "rupture", la lutte de classe doit parvenir au point où le prolétariat se remet lui-même en cause dans sa contradiction avec le capital. En cela cette "rupture" dépasse structurellement toutes les formes et tous les contenus des luttes quotidiennes, même si ce dépassement dans ce cycle est produit à partir du contenu et du niveau où se situe maintenant la contradiction entre le prolétariat et le capital. Ce n'est pas un but à fixer à la lutte de classe, mais l'aboutissement que l'on peut maintenant théoriquement produire à partir du rapport capitaliste tel qu'il s'est restructuré et du nouveau cycle de luttes. Si l'on en reste à la transcroissance à partir des caractéristiques des luttes actuelles dans leur cours quotidien, on ne peut pas parvenir à la révolution et au communisme. Par définition ces luttes ne peuvent porter que l'affirmation de la classe ou l'alternative, parce qu'en elles l'appartenance de classe ne peut pas être posée comme la limite elle-même. Ces luttes peuvent produire ce dépassement, mais celui-ci est réellement un dépassement, c'est-à-dire qu'il les nie en tant que telles. L'impasse révolutionnaire et l'avenir démocrate radical du "rupturisme" se lisent dans le contenu concret qui est alors donné à cette "libération sociale".

Pour les rupturistes, construire l'alternative, c'est "nous réapproprier nos moyens de production, nos espaces, notre vie". C'est lutter pour que "le travail soit une tâche décidée par nous-mêmes pour assouvir les besoins que nous jugeons utiles ou nécessaires", et ne serve pas à "faire fonctionner l'économie et le profit", ni à "nous plonger davantage dans une société consumériste". Un tel programme, malgré le but final donné à cette dynamique (la révolution pour une société sans classes, sans Etat), malgré les déclarations critiquant toute "fraction libertaire d'un nouveau courant social-démocrate", ne peut que formaliser un réformisme "révolutionnaire". Cela articule, même si c'est très conflictuellement, le pôle rupturiste du démocratisme radical à son pôle dominant, celui de la gauche critique, alternative.

Les rupturistes existent sur *le même terrain* que le reste du démocratisme radical : celui de la démocratie (élevée au rang de rapport social de production), qui devrait régir tous les domaines de la vie sociale, être de base, directe, sans Etat ; celui de l'économie, qui devrait être déterminée, maîtrisée et gérée par chaque communauté humaine dans un lieu et un temps déterminés, être débarrassée des capitalistes et des "technobureaucrates", être non "productiviste" mais "d'utilité sociale" et écologique, être métamorphosée / englobée dans le social. Pour les rupturistes, comme pour tous les démocrates radicaux, l'économie est en tant que telle l'objet de la critique, elle peut être maîtrisée pour les uns ou changée pour les autres. Pour les uns et les autres, malgré la "critique", elle n'est finalement que le rapport entre l'homme, l'instrument et la nature. René Passet, le "directeur scientifique" d'Attac (le titre est déjà tout un programme) et l'organisateur de son Université d'été (La Ciotat, fin Août 2000), tenue

sur le thème de la lutte pour une “ économie au service de l’homme ”, l’évoque clairement : l’économie est “ une activité raisonnée de transformation du monde afin de satisfaire les besoins humains. ” (Politis, 31 août 2000). L’économie, considérée comme une puissance étrangère et aliénant notre vie, nos besoins, nos désirs, nous domine et nous agit par ce qu’en elle le vrai et éternel rapport entre l’homme l’instrument et la nature, en soi hors de toute dimension sociale, serait simplement au service d’une puissance étrangère, sa critique est alors sa résurrection au sortir d’une longue perversion, en un mot l’économie demeure le rapport naturel de l’homme à ses objets, la vérité de sa nature d’être objectif. La critique de l’économie s’arrête en chemin et la restaure. En effet, si elle conçoit chaque “phase économique” comme historique, elle ne conçoit pas *l’économie elle-même* comme une réalité historique : la production sans cesse renouvelée des conditions de la production comme conditions objectives dans le capital en soi face à la subjectivité de la force de travail (voir plus loin, dans les grands thèmes du démocratism radical). L’économie est en elle-même un rapport social.

Les rupturistes expriment les aspects les plus radicaux des limites des luttes actuelles de ce cycle, leur existence est une nécessité du démocratism radical dans sa totalité. Malgré leur radicalité dans les luttes et la fin révolutionnaire qu’ils assignent à (l’Arlésienne qu’est) “la dynamique de libération sociale” qu’ils veulent créer, ce que les rupturistes promeuvent concrètement ne sort pas des catégories du capital et ne peut que s’étioiler, se résorber en manifestations les plus “radicales” du “réformisme” caractéristique et inhérent aux limites de ce cycle de luttes. Comme le reste du démocratism radical, ils expriment et formalisent les limites découlant de la structuration de la contradiction entre prolétariat et capital dans ce cycle de luttes. Cette formalisation s’effectue selon trois axes principaux que nous allons suivre de l’intérieur du démocratism radical : le salariat sans le capital ; “construire l’alternative” ; la critique du travail et de l’économie.

3) *Thématique du démocratism radical*

a) Le salariat sans le capital

Nous allons ici analyser les textes “programmatisques” d’AC (Agir contre le chômage!), réunis dans les deux tomes de “Données et Arguments” (Ed. Syllepse). L’analyse du chômage *et les solutions avancées* révèlent une vision globale de l’antagonisme entre travail et capital ayant pour perspective sa propre suppression dans la mesure où le capital n’est que du travail accumulé mis en valeur par du travail vivant. En cela, ce n’est plus un programme développé sur ce qu’est la classe à libérer qui se construit, mais la volonté d’une mise en conformité du capital avec sa nature d’objectivation du travail et de ses forces sociales et avec sa nature de communauté des individus isolés (un Etat “vraiment démocratique”). En construisant la figure du chômeur et en la représentant dans le cadre du travail salarié, AC représente quelque chose qui n’aurait pas lieu d’être si le développement actuel du capitalisme n’était pas dévoyé par la finance ou la recherche du profit maximum immédiat. Pour AC, il s’agit de faire exister la figure du chômeur comme un “scandale”, c’est-à-dire comme la preuve du décalage entre le cours actuel du mode de production capitaliste et sa “véritable” nature.

Le chômage coûte au capital, il n’y aurait donc aucun intérêt : “tout chômeur évité représente une économie moyenne de 2800 F par mois sur les indemnités de chômage” (op. cit., t. 1, p. 23). Comme un emploi créé “rapporte” en moyenne 7000 F à l’Etat, à la Sécurité Sociale, à l’Unedic etc., “les administrations pourraient, en effet,

rétrocéder leur supplément de ressources aux entreprises selon des modalités incitant celles-ci à réduire effectivement la durée du travail et à réaliser des embauches en proportion. Ainsi serait mis un terme à l'absurdité consistant à indemniser les chômeurs plutôt que de leur procurer un emploi" (d°, p.25). Travail d'un côté, moyens de production de l'autre, le mode de production capitaliste se donne à voir de façon immédiate comme un simple procès de production matériel dont les éléments auraient été séparés dans des personnes indépendantes, et rien de plus. Guy Aznar, un des ténors actuel du partage du travail, nous le dit dans le même ouvrage : "le chômage est un phénomène structurel, lié à la révolution technologique que nous vivons, aggravé en France par un phénomène démographique. Le chômage est la résultante directe d'un déséquilibre entre le rythme de la croissance et celui de la productivité." (d°, p. 65). Ceux qui pensent que le chômage est intrinsèque aux rapports sociaux capitalistes, à l'exploitation du travail par le capital, se tromperaient : il ne s'agit que de travail et de production, de comparaison entre des coûts. Ce qui importe ce n'est pas la production en elle-même, ni même sa valeur, mais la plus-value qu'elle renferme, c'est cela qui disparaît de cette apparence qui se donne pour la plus conforme aux faits. Le travail est nécessaire non pas parce qu'il peut avoir un effet utile, mais pour autant qu'il peut fournir un surtravail, être exploité dans les conditions moyennes requises par le capital dans chaque phase de son développement. Pour AC, le chômage est bien la preuve que le capital suit actuellement un cours "irrationnel". Après la "preuve" du dysfonctionnement du capital, arrivent les "solutions" pour remettre le capitalisme dans le droit chemin de son intérêt et, par là-même, de l'intérêt général.

Première solution proposée à des entrepreneurs capitalistes ayant retrouvé la raison : la relance par la consommation. Quoi de plus évident dans le meilleur des mondes capitalistes ! "L'économie française est en panne faute de consommation : redonner du tonus à celle des salariés permettrait de créer des emplois, en plus des effets de la réduction de la durée du travail." (Michel Husson, d°, p. 52).

Premièrement, cela est une idiotie si l'on veut bien prendre en considération non pas "l'économie française", mais l'économie *capitaliste* française (ou autre). "C'est pure tautologie que de dire : les crises proviennent de ce que la consommation solvable ou les consommateurs capables de payer font défaut. Le système capitaliste ne connaît d'autres modes de consommation que payants, à l'exception de ceux de l'indigent ou du "filou". Dire que les marchandises sont invendables ne signifie rien d'autre que : il ne s'est pas trouvé pour elles d'acheteurs capables de payer, donc de consommateurs (que les marchandises soient achetées en dernière analyse pour la consommation productive ou individuelle). Mais si, pour donner une apparence de justification plus profonde à cette tautologie, on dit que la classe ouvrière reçoit une trop faible part de son produit et que cet inconvénient serait pallié dès qu'elle en recevrait une plus grande part, dès que s'accroîtrait en conséquence son salaire; il suffit de remarquer que les crises sont chaque fois préparées justement par une période de hausse générale des salaires, où la classe ouvrière obtient effectivement une plus grande part de la fraction du produit annuel destinée à la consommation. Du point de vue de ces chevaliers, qui rompent les lances en faveur du "simple" (!) bon sens, cette période devrait au contraire éloigner la crise. *Il semble donc que la production capitaliste implique des conditions qui n'ont rien à voir avec la bonne ou la mauvaise volonté*, qui ne tolèrent cette prospérité relative de la classe ouvrière que passagèrement, et toujours seulement comme signe annonciateur d'une crise." (Marx, "Le Capital", t. 5, p. 63). Justement, le théoricien d'AC pourrait considérer que cette revendication est destinée à mettre le capital en crise, cela serait fantaisiste mais partirait d'une intention louable. Or, tout comme pour la réduction du temps de travail, cela n'est absolument pas le cas, il s'agit en fait de montrer à la classe capitaliste son véritable intérêt. La réduction du temps de travail n'est jamais considérée dans l'optique d'AC, et de toute façon dans cette phase du

capital ne pourrait l'être par quiconque, comme un combat de deux intérêts totalement divergents, mais comme une résultante bénéfique pour les uns et les autres. Il en est de même pour les augmentations de salaires.

Deuxièmement, cela ne serait pas une idiotie si le capital était un simple procès de production d'où l'exploitation a disparu. En effet, cette augmentation de salaires "ne consisterait pas à mordre sur les profits que les entreprises réinvestissent, mais plutôt à réduire la part de ces profits qu'elles distribuent sous forme de revenus financiers." (d°). Sus au rentier et vive le capitaliste productif qui, réinvestissant ses profits, rend à l'ouvrier son surtravail dont il ne fut que le temporaire dépositaire. La grande préoccupation des économistes d'AC qui, à défaut d'avoir une pensée unique, n'en ont aucune, est de ne surtout pas augmenter les coûts pour les entreprises surtout si elles sont *françaises* (car le démocratisme radical aime l'Etat et la Nation). Dans cette vision, on n'empêche l'augmentation des coûts, d'abord par l'économie sur le coût du chômage, ensuite par la réforme fiscale (alléger le poids des charges financières), enfin par la relance de la demande. C'est que le procès de l'accumulation du capital industriel est considéré comme le retour du surtravail au travail, une sorte de restitution à la classe ouvrière, sous forme de moyens de production mis à sa disposition, de son surtravail, que l'on ose à peine qualifier ainsi. Cependant, Lipietz, quant à lui, se souvient que si on augmente le salaire on amoindrit la plus-value, et cela le tracasse : "La baisse qui en résulte de la part du revenu national attribuée au capital pose de graves problèmes de financement si l'on veut que les entreprises créent des emplois." (d°, p. 59). Et oui, il ne faudrait pas que les ouvriers perdent en moyens de production mis gracieusement à leur disposition par les entrepreneurs ce qu'ils ont gagné en plus comme salaire ou comme réduction du temps de travail. D'après les calculs de Lipietz, "pour résorber le chômage en deux ans par création de postes, il faudrait doubler le taux de profit réinvesti." (d°). Il faut donc accroître le taux de profit réinvesti et certainement pas le diminuer. Or, cruel dilemme pour Lipietz, la compensation salariale (de la réduction du temps de travail), même partielle, diminue par définition le taux de profit. Mais nous sommes immédiatement soulagés. La capacité d'investir sera maintenue par : la réduction du temps de travail elle-même qui augmentera la productivité du travail (c'est vrai qu'il n'y a qu'au CNRS que cela ne se passe pas ainsi) ; les économies sur le coût du chômage ; la réforme fiscale (profonde) supprimant "des avantages" (pas tous?) des rentiers ; la non-compensation intégrale pour les hauts salaires. La classe ouvrière doit donc être raisonnable et accepter l'augmentation du taux d'exploitation (croissance de la productivité), tout le monde sait bien que "les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain".

Aznar, autre pourfendeur de la "pensée unique", se demande lui aussi comment réduire le temps de travail "sans pénaliser les entreprises". Il a beaucoup réfléchi pour découvrir deux moyens : "soit en versant au salarié une compensation que nous appelons "indemnité de partage du travail" ; soit en faisant en sorte de ne pas "modifier le coût global du salaire pour l'entreprise, en diminuant les charges sociales." (d°, p. 69). Dans le premier cas, c'est la version libérale du revenu garanti (la seule, malgré toutes les bonnes volontés, qui puisse exister), dans le second cas, Aznar peut se réjouir de voir ses idées appliquées depuis 20 ans.

Deuxième solution pour une classe capitaliste redevenue raisonnable : la pression sur les revenus financiers. Nous avons déjà vu ce thème pointer sans cesse son nez dans la solution précédente. La condamnation du capital financier et de la spéculation est devenue la tarte à la crème de toutes les "critiques" du capitalisme. Elle repose sur la distinction et l'opposition entre un procès productif de richesses et une activité "parasitaire". L'un aurait la "richesse réelle" pour but, l'autre la recherche effrénée de l'argent pour lui-même. D'une telle distinction, il découle que le procès de production capitaliste est scindé en deux. D'une part, en un procès de production en

général, celui de la rencontre du travail et des moyens de production dont la forme sociale caractéristique de l'exploitation aurait disparu dans la mesure où les "revenus" tirés de ce procès y retourneraient entièrement sous la forme de salaires et d'investissements, sources de nouveaux salaires. D'autre part, parasitant ce procès de production, le capital financier ponctionnerait une partie de ce "revenu" qui, ne retournant pas à la production, définirait une classe sociale vivant du travail de tous les autres, et pouvant seule être qualifiée de capitaliste dans la mesure où elle soustrait du revenu à la production qui, elle, a la forme naturelle du travail modifiant la matière et produisant des biens qui, tout aussi *naturellement*, ont un prix, et dont la valeur, tout naturellement, revient à la production pour la fabrication de nouveaux biens venant par là enrichir la société. Bien sûr il peut y avoir quelques arbitrages à rendre entre salaires et investissements, mais, comme nous l'assure Lipietz, on peut toujours s'arranger, pourvu que l'on tienne à l'écart ces financiers qui n'ont pour but que l'argent pour lui-même.

C'est le procès de production en tant que procès de production capitaliste, séparation de l'ouvrier et des moyens de production, procès de la valeur autonomisée se conservant dans la consommation du travail vivant créateur de valeur, c'est le procès de production comme ayant pour but, de par cette séparation même, l'extorsion de plus-value, c'est ce procès de production comme rapport d'exploitation qui a disparu pour devenir la forme naturelle et éternelle de la production. La condamnation du financier dépouille le procès de production capitaliste de ses caractéristiques spécifiques. Il ne s'agit pas ici de rétablir la vérité sur ce qu'est le capital, encore que cela ne soit pas inutile, mais de retrouver la signification de cette "erreur" dans la politique d'AC et de toutes les associations "anti-chômage". Poser la figure du chômeur comme quelque chose qui ne doit pas exister, comme un scandale, *et se faire les représentants de ce scandale*, c'est considérer le procès de production capitaliste comme un procès de travail naturel qui souffre de ce scandale du fait de contraintes extérieures qui pèsent sur lui, que cela soit la finance ou la concurrence internationale. Lutter contre le chômage se ramène alors à redonner au procès de production ses caractéristiques propres, à le soustraire à ces contraintes. Et cela se donne comme critique du capitalisme et même comme son dépassement.

Le mode de production capitaliste est le premier à avoir pour but la valeur elle-même et le profit. Le capital n'a pas inventé le surtravail, mais il est le premier mode de production où c'est la valeur d'échange qui prédomine. C'est parce que dans le mode de production capitaliste la valeur d'échange est le but de la production que le caractère de la production fait naître un besoin dévorant de surtravail. La transformation de ce surtravail en plus-value, de celle-ci en profit et son partage en rente, profit industriel et intérêt, sont des développements inhérents à partir du moment où la force de travail devient une marchandise que le propriétaire des moyens de production ne s'approprie que pour en exprimer au maximum sa valeur d'usage de créatrice de valeur. Que capitalistes industriels et capitalistes financiers se heurtent sur le partage de la plus-value ne change pas un iota au taux d'exploitation de la classe ouvrière.

On pourrait cependant objecter que la part de la plus-value que s'approprie le capital financier influe sur le partage entre travail nécessaire et surtravail, que les salaires pourraient augmenter si le capitaliste industriel n'avait pas sur le dos les sangsues du capitaliste financier. Ce serait considérer le mouvement des taux d'intérêts, le développement des activités financières, comme ayant leur dynamique et leurs déterminations propres. Avant d'*apparaître* comme une contrainte pesant sur le capital productif, la capacité de "nuisance" ou simplement de marchandage du capital financier est directement dépendante des fluctuations de la production. C'est le cours du capital productif qui détermine le rapport de forces entre capital financier et capital industriel. Le développement du capital de prêt et du capital financier dépend premièrement de la masse du profit et deuxièmement de sa capacité à se transformer

immédiatement en conditions de l'élargissement de la production. S'il y a pléthore de capital argent cela ne démontre que les limites de la production capitaliste issues des lois de sa mise en valeur. Cette pléthore est en réalité une surproduction de capital par rapport à la valorisation. Vue du côté du capitaliste industriel et de la valorisation de son capital, c'est une pénurie de capital. Ce sont les conditions mêmes de la valorisation du capital, de sa capacité à développer le surtravail relativement à son accumulation qui déterminent la demande de crédit et la démultiplication des activités financières. La "domination du capital financier" signifie que, de la part du capitaliste industriel, la demande d'argent comme moyen de paiement (crédit) est une simple demande de convertibilité en argent de son capital productif et de sa production. L'argent (en tant qu'équivalent général) apparaît alors en face de la marchandise en tant que moyen de paiement unique et véritable mode d'existence de la valeur. D'où en période de crise (pénurie de plus-value / surproduction de capital) la dépréciation générale des marchandises, la difficulté et même l'impossibilité de les convertir en argent. Mais la monnaie de crédit "n'est de l'argent que dans la mesure où elle remplace absolument l'argent réel pour le montant de sa valeur nominale. (...). D'où mesures de contrainte, relèvement du taux de l'intérêt, etc., en vue d'assurer les conditions de cette convertibilité." (Marx, "Le Capital", t. 7, p. 177). Et, à la suite, Marx nous donne un aperçu de tous les "futures" à venir : "Une législation erronée, fondée sur de fausses théories de l'argent et imposées à la nation par des financiers soucieux de leurs intérêts, les Overstone et consorts, peut pousser les choses plus ou moins à l'extrême. *Mais le phénomène a pour base le fondement même du mode de production* . Déprécier la monnaie de crédit (pour ne pas parler de la priver, ce qui serait purement imaginaire, de ses propriétés monétaires) ébranlerait tous les rapports existants. Aussi la valeur des marchandises est-elle sacrifiée pour garantir l'existence mythique et autonome de cette valeur qu'incarne l'argent."(d°). Ceux qui condamnent l'économie financière ne se rendent pas compte que plus cette "économie casino" multiplie "les petits bouts de papier", plus elle transforme des capitalistes banqueroutiers en capitalistes sérieux et solvables. Ils devraient plutôt brûler des cierges à l'intention de tous les brookers du monde.

C'est le fondement même de la production capitaliste qui veut que l'argent apparaisse en tant que forme autonome de la valeur en face des marchandises et tant pis pour elles si elles ne peuvent réaliser leur valeur d'échange afin que subsiste le rapport de la valeur. "Aussi longtemps que le caractère *social* du travail apparaît en tant qu'*existence monétaire* de la marchandise et donc en tant qu'*objet* extérieur à la production réelle, les crises monétaires sont inévitables... (et le développement de l'économie financière, n d a)" (d°). La plus-value dans son concept même implique le crédit. La plus-value est de l'argent, mais cet argent n'existe que pour se valoriser, c'est-à-dire pour devenir du capital, s'échanger contre les éléments du procès de production. Cet argent est assignation sur du travail nouveau : "A l'instar du créancier de l'Etat, chaque capitaliste possède, dans sa valeur nouvellement acquise, une assignation sur du travail futur : en s'appropriant le travail présent, il s'approprie en même temps le travail futur. Cet aspect du capital mérite une attention particulière. En effet sa valeur peut subsister indépendamment de sa substance. C'est tout le fondement du système du crédit." (Marx, Fondements, t. 1, p. 320).

En ramenant le capital à l'encaissement d'intérêt (aux tondeurs de coupons), on sait que c'est toute l'origine réelle de la plus-value qui disparaît (cf " Le Capital ", chapitre sur la formule trinitaire). Par là, le procès de production est innocenté de tout "crime" d'exploitation et se trouve alors niée la connexion inéluctable qui mène de la vente de la force de travail, de la monnaie comme équivalent général, au capital financier. Ce n'est pas une telle "compréhension" du capital qui explique la politique d'AC et des associations, mais l'inverse. Représenter les chômeurs dans la société capitaliste comme quelque chose qui ne devrait pas avoir lieu tout en étant

l'institutionnalisation, implique comme discours sur soi et sur son activité d'extérioriser du travail salarié les raisons d'être du chômage, d'extérioriser l'exploitation du procès de production.

Non seulement le développement du capital financier est inéluctable sur la base du mode de production capitaliste mais encore il est un régulateur de la production capitaliste et la forme nécessaire de son expansion et de ses limites. Nous aborderons rapidement ces questions qui outrepassent en grande partie notre sujet et ne s'y rattachent qu'en ce qu'elles montrent la liaison essentielle entre le développement du capital financier et la forme de base de la production capitaliste : la séparation des moyens de production d'avec les producteurs effectifs (pour approfondir cette critique, cf. Tom Thomas, "L'hégémonie du capital financier et sa critique", ed Albatroz, BP 404, 75969 Paris Cedex 20)

En tant qu'éléments régulateurs du mode de production capitaliste, le crédit, les sociétés par actions et tout le capital financier qui en découle, sont inclus dans la formation d'un taux de profit moyen. En outre ce développement permet au capital de se lancer dans des entreprises qui, parce que le profit prend purement la forme de l'intérêt, sont possibles en rapportant seulement cet intérêt. C'est même une des raisons qui empêchent la chute générale du taux de profit. Ces entreprises, loin de ponctionner le taux de profit moyen, n'entrent pas forcément dans l'égalisation du taux général de profit.

En tant que forme de l'expansion du mode de production capitaliste et développement à partir de sa forme de base, le capital financier entraîne que le profit n'est plus perçu que sous la forme de l'intérêt, c'est-à-dire comme simple rémunération pour la propriété du capital. Le capitaliste réellement actif, la noble figure de l'entrepreneur, devient un simple dirigeant et administrateur du capital d'autrui, les propriétaires de capital devenant de simples capitalistes financiers. Cela n'est possible que comme résultat de la conversion des moyens de production en capital, c'est-à-dire de leur aliénation vis-à-vis des producteurs effectifs, de leur opposition, en tant que propriété étrangère, à tous les individus réellement actifs dans la production, depuis le directeur jusqu'au dernier travailleur précaire. Mais le mouvement va encore plus loin et, c'est ce qui "choque" et permet de déclarer que le capital financier n'est pas la production capitaliste et, par là-même, de transformer celle-ci en production en général pour peu qu'elle s'oppose au capital financier. "L'expropriation s'étend ici du producteur direct aux petits et moyens capitalistes eux-mêmes (et même, de plus en plus, aux gros, n d a). Le point de départ du mode de production capitaliste est justement cette expropriation. Son but est de la réaliser et, en dernière instance, d'exproprier tous les individus de tous les moyens de production, lesquels, la production sociale se développant, cessent d'être moyens et produits de la production privée et se bornent à être moyens de production entre les mains des producteurs associés, donc peuvent être leur propriété sociale, tout comme ils sont leur produit social. Mais, à l'intérieur du système capitaliste lui-même, cette expropriation se présente sous une forme contradictoire en tant qu'appropriation par quelques-uns de la propriété sociale. (...) Voici les deux aspects de la caractéristique immanente du système de crédit : d'une part, développer le moteur de la production capitaliste, c'est-à-dire l'enrichissement par l'exploitation du travail d'autrui pour en faire le système le plus pur et le plus monstrueux de spéculation et de jeu, et pour limiter de plus en plus le petit nombre de ceux qui exploitent les richesses sociales ; mais d'autre part, constituer la forme de transition vers un nouveau mode de production, - c'est ce double aspect qui donne aux principaux défenseurs du crédit, de Law jusqu'à Isaac Péreire, leur caractère agréablement mitigé d'escrocs et de prophètes." (Marx, "Le Capital", t. 7, p. 105-107).

La *troisième solution* est une variante des deux précédentes : réduire l'inégalité des fortunes. C'est-à-dire, à un pôle, empêcher la concentration des revenus du capital dans un nombre de mains de plus en plus réduits et, à l'autre, relancer la consommation. AC cherche à faire des propositions pour une répartition plus juste des revenus et des fortunes. Cela bien sûr dans un souci d'équité mais aussi pour relancer la consommation. Éliminons le souci d'équité. Nous savons depuis "Salaire, prix et profit" que tout cela "n'entre pas en ligne de compte" : "Les bourgeois ne soutiennent-ils pas que le partage actuel est équitable ? Et, en fait sur la base du mode actuel de production, n'est-ce pas le seul partage équitable ? Les rapports économiques sont-ils réglés par des idées juridiques ou n'est-ce pas, à l'inverse, les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques ? Les socialistes des sectes n'ont-ils pas, eux aussi, les conceptions les plus diverses de ce partage équitable ?" (Marx, "Critique du programme de Gotha", Ed. sociales, p. 27). Les caractéristiques de la fixation des salaires si elles ont à voir avec les rapports de forces dans la lutte des classes, s'inscrivent toujours dans le cadre des lois de reproduction du mode de production capitaliste. Éliminons également ici un point déjà abordé, celui de la relance par la consommation ouvrière.

Intéressons-nous plutôt à la consommation des riches. Elle est condamnée par AC et d'autres parce que finalement le riche ne peut arriver à consommer tout son revenu. Comme disait Lili dans "La gloire de mon père" : "ils n'ont qu'une bouche et qu'un cul". Si le riche ne consomme pas, il a "tendance à investir" (AC, op. cit., t. 2, p. 18). On sait pourtant que cela est pour AC une activité louable que l'on ne peut qu'à peine qualifier de capitaliste. Mais nous y voilà, *le riche n'est pas un bon citoyen* : "La très grande liberté de circulation des capitaux leur permet de sortir des capitaux pour investir là où c'est le plus directement rentable ; et c'est autant qui est soustrait à la consommation intérieure." (d°). Retour à la case départ : la relance par la consommation qui, même si elle était celle du riche, vaut tout de même mieux que d'investir à l'étranger pour faire consommer des gens qu'on ne connaît même pas. La parabole de Le Pen sur sa fille, sa soeur, sa cousine et sa voisine est la chose au monde la mieux partagée.

Faire devenir les riches plus riches, d'après les moralistes d'AC, ne présente aucun intérêt car les riches plus riches ne consomment pas beaucoup plus ou alors dans des objets d'art, des produits de luxe, des articles "haut de gamme". On ne nous explique pas pourquoi cette consommation là, elle aussi, ne relancerait pas, en dehors de toute équité bien sûr, la production, ne créerait pas des emplois, de la richesse (c'est le cas de le dire). Que l'auteur n'ait pas senti qu'il y avait là une question ou que celle-ci ait été éludée, n'a pas grande importance. L'essentiel c'est le non-dit, le fait d'en demeurer à la condamnation morale qui, sous ses grands airs, entérine l'existence du mode de production capitaliste en le considérant comme affaire de bonne ou de mauvaise volonté à l'intérieur de ses propres lois de fonctionnement, celles-ci devenant lois objectives de toute société.

Dans toute société de classes une catégorie sociale d'oisifs et de mangeurs de plus-value est le corollaire du surtravail. A la création de surtravail d'un côté, correspond la création de non travail de l'autre. Dans une société de classes, ce ne peut être le même individu qui crée du superflu parce qu'il a satisfait ses besoins élémentaires, et dans une société qui a aboli les classes cette distinction (besoins élémentaires / superflu) a disparu. "L'histoire montre bien plutôt qu'un individu (ou une classe d'individus) est forcé de travailler au-delà de son strict besoin vital, parce que le surtravail se manifeste de l'autre côté, comme non travail et surabondance de richesses. La richesse ne se développe qu'au milieu de ces contradictions : virtuellement, son développement crée la possibilité d'abolir ces contradictions. (...) Ainsi donc, Malthus est parfaitement conséquent lorsqu'il revendique, comme corollaire au surtravail et au capital excédentaire, l'existence d'une classe d'oisifs et de

mangeurs de plus-value, consommant sans produire, d'où la nécessité du gaspillage, du luxe, des prodigalités, etc. (Marx, "Fondements", t. 1, p. 357). Condamner cette situation n'avance pas à grand chose si l'on ne montre pas comment, dans le mode de production capitaliste, se prépare la situation qui permet et "oblige le prolétariat à briser cette malédiction sociale".

Nous touchons là au problème fondamental de la création de temps libre dans le mode de production capitaliste. L'extorsion "illimitée" de surtravail du côté de la classe ouvrière est la condition de la création de temps libre pour la science, les arts et la culture, activités qui sont par là, en elles-mêmes, en ce qu'elles sont l'autre côté du surtravail, liées à la société de classes ; leur contenu idéologique ne peut qu'être celui de la classe dominante parce que ce contenu de classe est leur existence elle-même. Si l'on veut critiquer la consommation oisive, ce n'est pas que le luxe qu'il faut avoir dans sa ligne de mire mais aussi les arts et la culture en général (pour la science, sortie du cabinet de curiosités et devenue, en subsomption réelle, directement force productive, le problème est en partie différent. A un moment du développement historique, avec le capital, elle sort de la consommation oisive pour s'opposer directement dans le procès de production à la classe ouvrière). On ne peut accepter le surtravail comme licite en tant que condition de l'accumulation et illicite en tant que temps libre pour la production de luxe, mais aussi les arts et la culture. Si l'on accepte la Cinémathèque, il faut accepter Louis Vuitton. La critique morale se garde bien d'aller jusque là parce qu'en fait elle accepte le surtravail pourvu qu'il soit la base du renouvellement de l'accumulation ; et c'est justement là le dernier mot de sa critique de la consommation de luxe. Elle demeure une critique morale car donner la véritable raison de sa critique, qui en fait lui échappe, serait dire que l'extorsion de surtravail est légitime si elle sert à l'accumulation. La critique réelle de la production et de la consommation de luxe (mais aussi de tout ce qu'on range sous le nom de culture) ne peut qu'être une critique du surtravail. La critique morale s'arrête avant ce saut mortel, car elle n'est pas une critique de l'exploitation mais une critique des dérapages possibles de l'exploitation, des dérapages induits par l'existence du surtravail lui-même à un pôle de la société et du temps libre à l'autre pôle. La consommation de luxe, la croissance de l'inégalité des richesses tiennent, dans la démarche ramenant le procès de production capitaliste à un procès de la production en général, le même rôle que le capital financier : polariser le "capitalisme" sur des développements considérés comme contingents du mode de production capitaliste, l'enjeu étant de rendre neutre la production.

On parvient ici à la véritable raison de la critique de la consommation de luxe : elle n'est pas comme la consommation ouvrière une reproduction et un élargissement de la base productive, mais risque de compromettre cet élargissement. C'est en cela qu'elle ne peut jouir du même statut d'instrument de "relance" que la consommation ouvrière. Il faut décortiquer cette question pour comprendre comment la critique de la production et de la consommation de luxe consiste à ramener le travail productif dans le capital à une forme concrète particulière du travail : celui qui permet l'élargissement de la production. Par là, à nouveau, c'est la neutralisation (naturalisation) de la production qui est construite. Le travail productif dans le mode de production capitaliste est le travail productif de plus-value et pas seulement le travail qui produit des moyens de production ou des biens de consommation pour la classe ouvrière. En fait, en tant que travail productif, le travail n'est lié à aucune production concrète particulière. Le ramener à un type de travail particulier, c'est le naturaliser.

Tout le monde conviendra que l'ouvrier d'une usine de tracteurs est un travailleur productif, il produit de la plus-value, il produit des moyens de production. Mais, l'ouvrier de chez Ferrari est-il un travailleur productif ? D'un côté il est difficile de nier qu'il produise de la plus-value, d'un autre côté il est difficile d'admettre qu'il produise des moyens de production, y compris de production de force de travail. Même si FIAT a racheté Ferrari, peu d'ouvriers turinois vont travailler avec un petit

cheval cabré sur leur capot. Si l'on s'en tient à la production de plus-value, l'ouvrier de chez Ferrari qui ne produit pas de moyens de production est tout de même un travailleur productif, mais alors on peut étendre la question en dehors de l'industrie du luxe à celle de l'armement et considérer l'ouvrier de chez Matra qui fabrique des Exocets comme un travailleur productif. Pour l'un comme pour l'autre, on peut objecter que le surproduit qu'il produit pour le compte de leur capital particulier est réalisé comme plus-value en s'échangeant contre de la plus-value produite dans le reste de la société, mais est-ce que l'on n'est pas ici dans le cas général de l'accumulation et de la formation de capital additionnel où la plus-value s'échange contre de la plus-value? Ce n'est pas formellement le fait qu'un surproduit soit réalisé avec de la plus-value produite par ailleurs qui va faire qu'un travail ne soit pas productif. Ce travail a produit un surproduit et finalement de la plus-value, c'est un travail productif.

Pourtant ni l'Exocet ni la Ferrari ne fonctionneront comme capital additionnel. L'embarras provient de ce que l'on a confondu deux notions très proches : le travail productif et l'accumulation de capital additionnel. "Du point de vue capitaliste le luxe devient condamnable dès lors que le procès de reproduction - ou son progrès exigé par la simple progression naturelle de la population - trouve un frein dans l'application *disproportionnée* (souligné par Marx) de *travail productif* (souligné par nous) à la création d'articles qui ne servent pas à la reproduction, de sorte qu'il y a reproduction insuffisante des moyens de subsistance et des moyens de production nécessaires. (...) Il est évident que si une partie disproportionnée était ainsi consommée, aux dépens des moyens de production et de subsistance qui entrent dans la reproduction, soit des marchandises, soit de la force de travail, le développement de la richesse en subirait un coup d'arrêt. Cette sorte de travail productif crée des valeurs d'usage, se cristallise en des produits destinés seulement à la consommation improductive et dépourvus en eux-mêmes de toute valeur d'usage pour le procès de production." (Marx, "Sixième chapitre", Ed. 10/18, p. 235-236).

C'est cette capacité à entraver l'accumulation qui est le véritable ressort de la critique de la consommation de luxe, ce qui n'est jamais explicité dans la critique idéologique courante. Mais le plus important est que, par contre-coup on définit le travail productif comme une sorte particulière de travail concret et c'est là le but dernier de l'opération, ou plutôt sa conséquence. Le travail productif est dépouillé de ses caractéristiques spécifiquement capitalistes, il est le travail qui permet l'essor de la production, l'accumulation de richesses pour la société d'un point de vue devenu purement physique. De ce point de vue là, le chômage n'a pas de raison d'être ; il n'est que le résultat d'entraves extérieures au procès rationnel de la production. Le capitalisme n'est plus défini comme un mode de production mais comme une collection d'entraves à la production. Ce procès rationnel de la production trouverait son accomplissement dans "les activités sociales utiles". Considérer l'utilité comme critère des activités à l'intérieur du procès de production existant achève de le dépouiller de toute particularité historique. La notion d' "activité sociale utile" est le pendant de la condamnation de la production et de la consommation de produit de luxe. C'est la même démarche qui est à l'oeuvre : considérer la reproduction de la société actuelle du point de vue de l'utilité des travaux. La première nuit à la reproduction et à l'accumulation, la seconde la favorise. Elle crée des emplois rémunérés (relance de la consommation), améliore les conditions de reproduction de la force de travail. Le mode de production capitaliste ne refuse pas de considérer "ces fonctions liées aux relations humaines et sociales (accueil, assistance, aide, formation, prévention, etc)." (AC, op. cit., t. 2, p. 20), comme des activités utiles mais comme des activités rentables dans la mesure où elle s'adresseraient à la classe ouvrière. Ce n'est pas la rentabilité en elle-même de ce type d'activité qui est en question mais, comme le montre le développement des entreprises privées liées à la "sécurité", la solvabilité ou non du public auxquelles elles sont proposées. Tant que l'on oppose, du point de vue

de l'utilité, la production de luxe et "les activités sociales" destinées à "humaniser les rapports sociaux" tout en cherchant les moyens de faire financer par le capital ces activités non rentables (impôt sur la pollution, prélèvements obligatoires etc.), on entend conserver le capital et la classe ouvrière ; mais leur connexion contradictoire ne réside plus dans l'exploitation qui les renvoie nécessairement, par la médiation de la distribution, à des types particuliers de consommation. L'enjeu de leur conflit se situerait au niveau de l'utilité des activités nécessaires à la reproduction de *la société*. Il faut bien saisir la métamorphose de la lutte sur le salaire en une lutte sur la reproduction de la société qu'introduit la question de "l'utilité sociale". Dans cette métamorphose c'est le caractère neutre, objectif, a-historique, de la société capitaliste qui est affirmé. On voudrait d'une part qu'il y ait le capital et la classe ouvrière et que d'autre part les activités de cette société soient déterminées en fonction de leur utilité. La société n'est donc pas déjà la connexion contradictoire entre la classe ouvrière et le capital, mais quelque chose sur laquelle la classe ouvrière ou le capital peuvent influencer chacun dans son sens en fonction des activités qu'ils vont réussir à y promouvoir. La société devient l'articulation, la somme d'activités concrètes, utiles ou inutiles, par rapport au procès concret d'une production de richesses indéterminée socialement, dont le sujet est finalement, comme le dit AC dans le texte cité, "la collectivité nationale". Mais finalement, objet neutre, articulation d'activités utiles ou non, n'est-ce pas la façon même dont la société apparaît, dans l'aliénation, comme étrangère face à ses "acteurs"?

Quatrième solution : la régulation de la concurrence. La concurrence n'est que le mouvement par lequel l'obligation de l'accumulation et la nécessité de l'exploitation maximum de la force de travail, c'est-à-dire les lois générales du capital, s'imposent à chaque capital particulier comme une contrainte extérieure. La critique de la concurrence, quand elle n'est pas le simple protectionnisme d'une branche particulière du capital social ou d'un capital national, quand elle se veut programme de la classe ouvrière, transforme le rapport immédiat de chaque capital à la force de travail qu'il emploie en simple procès de la production, la caractéristique capitaliste de ce rapport étant extériorisée de façon autonome dans la concurrence. Critiquer et réguler la concurrence ramènerait le procès de production à son caractère objectif de production de richesses en général. "Lutter contre le chômage, en France, aujourd'hui, c'est proposer un volet social aux textes qui réglementent la concurrence entre Etats, entre entreprises, entre travailleurs. Ceci ne peut résulter que d'accords internationaux desquels naîtraient à la fois des règles sociales applicables dans tous les Etats et des moyens juridiques d'en contrôler l'application et d'en sanctionner les manquements" (AC, op. cit., t. 2, p. 22). Cela bien sûr sans affaiblir la compétitivité des entreprises, ce qui dans le langage démocrate radical se dit "ne pas affaiblir les capacités de production" (d°, p. 24). A la concurrence sont opposées des "procédures" rationnelles d'utilisation (pas d'exploitation) de la force de travail. Si le capitalisme est autonomisé dans la concurrence, c'est-à-dire à l'extérieur du procès de production, ce dernier n'est plus que le champ de l'utilisation optimale des facteurs de production.

Dans la construction du procès de production capitaliste comme procès de production en général, strictement matériel, dépouillé de toutes caractéristiques le spécifiant comme procès capitaliste de production, caractéristiques renvoyées comme contingentes à l'extérieur de ce procès de production, nous rencontrons la forme la plus simple, la plus évidente, la plus conforme à la façon dont la société capitaliste se donne immédiatement à voir.

AC est une des multiples expressions de ce que nous appelons le *démocratisme radical*. Celui-ci formalise les limites de ce cycle de luttes en ce qu'il met en forme et élève en pratique politique et / ou en démarche alternativiste la disparition de toute

identité ouvrière, pour entériner l'existence de la classe dans le capital. Sur de telles bases, il ne reste plus qu'à se mettre tout de suite au travail (si l'on ose dire) pour, dans cette société, "construire l'alternative".

b) "Construire l'alternative"

Dans ce cycle de luttes, la problématique et la pratique de l'alternative se présentent aussi bien comme révolution que comme réformisme. L'alternative se veut la construction positive, dans la société capitaliste, du communisme. Nous allons d'abord montrer qu'elle est un mouvement spécifique de ce cycle de luttes, puis nous la décrirons comme pure construction idéologique, en ce qu'elle ne peut revêtir aucune forme réalisée malgré le caractère de possibles réalisations immédiates qu'elle se donne et nous en exposerons l'efficacité réelle comme limites particulières de la lutte de classe dans ce cycle et comme parti de l'alternative.

Conditions du "communisme" et alternative.

Dans son livre "Du grand soir à l'alternative" (Les éditions ouvrières), Alain Bihr présente la synthèse la plus achevée de la stratégie alternativiste, celle qui nous permettra d'en articuler tous les thèmes que l'on trouve de façon éparsée et non fondée théoriquement dans diverses publications comme "Alternatives libertaires", "Le Monde Libertaire", "Courant Alternatif", "Cash", les textes de la CNT, et même dans "Echanges".

"Jusqu'à présent, anarcho-syndicaliste, léniniste, conseiller, etc., les tendances révolutionnaires du mouvement ouvrier ont vécu sur le "mythe" du Grand Soir : celui du renversement du capitalisme en un acte unique et brutal, sorte d'assaut final conçu sous la forme de la prise insurrectionnelle du pouvoir d'Etat et / ou sous celle de la grève générale, elle aussi insurrectionnelle. C'est avec ce mythe que la stratégie ici exposée cherche à rompre : la révolution prolétarienne est nécessairement une oeuvre de longue haleine, qui consiste à s'emparer, dans et contre la société capitaliste, des éléments et des conditions de la construction de la société communiste, pour en développer toutes les potentialités critiques et tirer parti des différentes contradictions internes de l'appropriation capitaliste de la praxis sociale. En effet, dans le processus de son développement, le capitalisme fait émerger, à titre de potentialités entrant en contradiction avec leurs propres présupposés, les éléments de son dépassement en une société qualitativement supérieure." (op. cit., p 221). Donnons quelques exemples venant à l'appui de cette thèse. La socialisation capitaliste de la société crée les conditions objectives et subjectives d'une véritable communauté humaine. Dans le travail, il s'agit, en prenant appui sur le degré élevé de socialisation des forces productives, de socialiser les rapports de production eux-mêmes, au-delà des limites que leur imposent leurs actuelles formes capitalistes. Hors du travail, c'est la démocratie directe (associative et autogestionnaire) qui mettrait fin aux "divisions et ségrégations qui limitent la socialisation capitaliste de la société." (d°, p. 222).

En résumé : "Ainsi, la socialité façonnée par la reproduction du capital crée, là encore, quoique contradictoirement, les conditions objectives et subjectives de l'émergence d'une société communiste. Et la stratégie du mouvement ouvrier peut notamment s'appuyer sur ces éléments de subjectivité, pour conforter la volonté de réappropriation des conditions sociales d'existence, aujourd'hui aliénées et réifiées." (d°, p. 223).

La problématique de l'alternative considère le communisme (pour ceux qui en parlent) comme immédiatement possible à partir de la situation actuelle du mode de production capitaliste, sans période de transition. Sa base, c'est la caducité du capital. Pour cela, " parler du communisme " ou se contenter d'un réformisme tendanciel ne crée pas un clivage discriminant. En effet, la problématique de l'alternative considère que la loi de la valeur est tendanciellement détruite par le développement de l'automatisation qui rend le volume de la richesse indépendant de la quantité de travail vivant employée à la produire, elle considère également que "la socialisation de la société à laquelle procède le capitalisme crée les conditions objectives d'une socialisation du pouvoir politique, impliquant en définitive sa dissolution dans l'exercice collectif de la puissance sociale." (d°, p. 289). Ainsi, l'idéologie de "la construction de l'alternative" se distingue radicalement du réformisme "classique", même si ensuite, bien souvent, de façon formelle, nous le verrons, elle lui ressemble. Il n'y a pas à construire les conditions du communisme, c'est là précisément toute l'originalité de la pratique et de l'idéologie alternativistes par rapport au réformisme classique. Par là, l'idéologie alternativiste appartient à ce cycle de luttes. Mais ces conditions seraient déjà tellement présentes qu'il n'y aurait plus qu'à se servir : *elles ne sont pas le niveau d'une contradiction, mais un ensemble de possibilités et de pratiques sociales encore enserrées dans le capitalisme.*

On sait que " Le capital est une contradiction en procès : d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse " (Marx, " Fondements... ", Ed. Anthropos, t. 2, p. 222). Mais, il ne s'agit pas de repérer, dans la réalité immédiate de nos jours, des éléments de confirmation empirique du "modèle" de la caducité du capital (la tendance réalisée). L'écroulement de la production basée sur la valeur n'est pas (et ne sera jamais) déjà vrai économiquement, le développement de l'abstraction ne devient pas réalité historique. Ce procès contradictoire du capital est sa dynamique même comme exploitation, et permet de saisir qu'avec ce contenu la contradiction entre le prolétariat et le capital est révolutionnaire en ce qu'elle inclut le dépassement du capital à partir de son propre procès contradictoire, que ce dépassement est une nécessité de cette contradiction. Il ne s'agit pas d'une projection à venir de la réalité phénoménale, c'est une expression des réalités de la contradiction toujours présente. Dans cette contradiction est posée la situation et l'activité du prolétariat en ce qu'elle est à même d'abolir le capital.

Les deux pôles de la contradictions ne s'opposent pas non plus comme un élément positif (la suppression du temps de travail) s'opposerait à un élément négatif, une contrainte devenue extérieure (la mesure imposée par le temps de travail). Un tel état de fait signifierait que la reproduction du mode de production capitaliste se réaliserait désormais seulement au moyen de la domination ou du commandement, qu'il n'y aurait qu'à renverser la perspective. Et c'est là précisément la démarche de l'alternative (dans ce qu'elle a de meilleur, mais le pire n'est pas loin).

Comme toute idéologie de l'affirmation du prolétariat, l'alternativisme ne peut fonctionner que sur la séparation effectuée entre la lutte des classes et le développement du mode de production capitaliste. Ce dernier n'est conçu que comme un ensemble de conditions, évoluant vers une situation optimale au regard d'une subjectivité révolutionnaire du prolétariat essentielle et immuable. A partir de là, il est impossible que le prolétariat soit lui-même un terme de la contradiction à dépasser, il n'en est que le pôle souffrant et n'a qu'un rôle de "profiteur" des conditions objectives qu'il mène à terme. Si l'on ne sort pas de l'affirmation de la classe, il est impossible de dépasser ce point de vue où règne une dichotomie entre luttes des classes et contradictions économiques, dont l'alternativisme, partant d'une caducité objective du capital comme ensemble de conditions quasi réalisées, offre un des ultimes avatars.

La critique de l'alternativisme nous permet de mettre à jour la condition théorique fondamentale pour sortir d'une problématique de la révolution comme affirmation de la classe ; pour cela il ne s'agit pas de proclamer la négation du prolétariat ou l'abolition du travail. Le dépassement de cette problématique commence quand on conçoit théoriquement l'exploitation, la baisse du taux de profit, le capital comme contradiction en procès, comme contradictions entre le prolétariat et le capital, autant que comme développement du capital. Pôle de la contradiction du mode de production capitaliste, le prolétariat ne peut que coïncider dans son existence et sa pratique avec le cours historique de sa contradiction avec le capital en tant qu'exploitation, contradiction qui est elle-même le propre développement du mode de production capitaliste, sa propre objectivité. Tant que la révolution se présente comme affirmation du prolétariat, on ne peut concevoir la contradiction du mode de production capitaliste comme relevant de l'implication réciproque entre le capital et le prolétariat, car alors le dépassement du capital ne pourrait qu'être, ipso facto, dépassement du prolétariat. C'est ainsi que le programmatisme devient un économisme. Si la révolution est affirmation de la classe, il faut nécessairement que le prolétariat, faisant la révolution, résolve une contradiction du capitalisme dont il ne soit pas un des termes, mais simplement l'exécuteur le mieux placé, afin que le dépassement de cette contradiction, loin d'être sa propre disparition, soit son triomphe (même transitoire).

La contradiction entre le prolétariat et le capital est l'exploitation, elle est leur reproduction réciproque et porte simultanément son dépassement. La contradiction entre le prolétariat et le capital est le développement du capital, elle ne revêt pas au cours de l'histoire des formes différentes parce qu'elle n'est rien d'autre que ces formes qui sont dynamiques de leur propre transformation. La révolution n'est ni un acte déclenché par un capital parvenu à terme, ni une action déjà au-delà de la crise du capital, ni la réalisation d'une modalité de l'être du prolétariat transcendant sa situation de classe de la société. Elle est le véritable aboutissement du rapport contradictoire entre les classes dans le mode de production capitaliste.

Si le capital est le procès de production des conditions historiques du communisme, cela ne signifie pas que ce dernier est une transcendance du capital, car c'est comme capital qu'il est ce procès et ce procès c'est la contradiction qu'est la lutte des classes. La problématique alternativiste sépare le "développement du capital contradictoire à ses présupposés" (Bihr), et la classe ouvrière pouvant mener à terme ce développement. En réalité, le procès dans lequel le capital se manifeste dans le mouvement de son abolition et de la création d'un mode nouveau de la société n'apparaît comme un simple mouvement tendanciel du capital que parce que ce dernier, se présupposant, fait de sa contradiction avec le prolétariat un rapport à lui-même. Ce qui disparaît dans la problématique alternativiste, c'est que ce procès est celui de sa contradiction avec le prolétariat, c'est celui de l'exploitation. Le développement du capital, c'est cette contradiction produisant les conditions de sa résolution comme son propre approfondissement. Ainsi le prolétariat, abolissant le capital et produisant le communisme, ne profite pas d'un développement du capital lui facilitant la tâche. La signification historique du capital, c'est-à-dire sa caducité, c'est une contradiction entre les classes qui est devenue la condition de sa propre résolution comme immédiateté sociale de l'individu et non une contradiction interne du capital que la classe ouvrière résoudrait à son avantage et presque avec les remerciements de la classe capitaliste. Quand on parle de "potentialités que le capital développe contre lui-même" ("contradiction en procès" est une formule bien meilleure), on ne parle en fait que du développement de l'exploitation, c'est-à-dire de quelque chose que le prolétariat ne peut pas prendre en charge, quelque chose qui n'existe et ne prend forme dans le capital que contre le prolétariat, quelque chose qui n'existe que de par l'exploitation, quelque chose dont cette dernière est le seul et unique contenu, la seule

et unique dynamique. Caducité du capital d'un côté, affirmation de la classe ouvrière "s'emparant de ses conditions d'existence" de l'autre, tels sont les termes de l'idéologie alternatifiste qui la condamnent, contrairement au réformisme "classique", à la proclamation de projets qui ne peuvent jamais connaître le moindre commencement de réalisation.

Il s'agit bien d'une démarche *alternative*. Il y aurait un tronc commun, les conditions objectives et subjectives développées par le capital et, à partir de là, deux possibilités (une alternative au sens propre). Soit la "catastrophe" capitaliste sur la base de ces conditions, soit leur prise en charge par la classe ouvrière dans le capital et contre le capital. On a oublié une seule chose c'est que ces "conditions" n'ont pas un "usage" capitaliste, mais ne sont telles, n'existent qu'en ce qu'elles impliquent le prolétariat et l'exploitation du travail. La "caducité de la valeur", la "socialisation de la société" ne sont pas des conditions objectives et / ou subjectives laissées à la disposition du prolétariat ou de la classe capitaliste, mais une contradiction *dans le mode de production capitaliste* entre le prolétariat et le capital, et n'ont pas d'autre existence que cette contradiction. La caducité de la valeur, c'est la caducité *capitaliste* de la valeur ; la socialisation de la société c'est la socialisation *capitaliste* de la société capitaliste. La démarche alternative ne réside pas directement dans le fait de considérer que l'accumulation du capital développe des tendances et des potentialités objectives contradictoirement à lui, mais dans la façon de considérer ces "potentialités" comme des données utilisables par le prolétariat contre le capital et non comme le contenu même du cours contradictoire de l'exploitation et de l'accumulation. Ces "potentialités" se dressent, par leur nature capitaliste (et non par leur usage capitaliste), contre le prolétariat et ce n'est qu'ainsi, contre le prolétariat, qu'elles se constituent. La caducité de la valeur, la caducité du salariat, le capital comme contradiction en procès, le travailleur social, ne sont pas des conditions ou des développements du capital contradictoires à ses présupposés, mais des contradictions de l'accumulation du capital. Il n'y a caducité de la valeur, du salariat, que parce qu'il y a exploitation et que comme développement de l'exploitation, c'est là le cours même du capital comme contradiction en procès. "Pour lui, M. Proudhon, toute catégorie économique a deux côtés, l'un bon, l'autre mauvais. (...) Le bon côté et le mauvais côté, l'avantage et l'inconvénient, pris ensemble, forment pour M. Proudhon la contradiction dans chaque catégorie économique. Problème à résoudre : conserver le bon côté en éliminant le mauvais côté. (...) Ce qui constitue le mouvement dialectique, c'est la coexistence des deux côtés contradictoires, leur lutte et leur fusion en une catégorie nouvelle. Rien qu'à se poser le problème d'éliminer le mauvais côté, on coupe court au mouvement dialectique." (Marx, "Misère de la philosophie", Ed. Sociales, p. 120-122). L'universalité du capital, c'est l'extraction de surtravail. Elle n'a pas d'autre réalité et ne place pas le prolétariat en position de "profiter" de cette universalité, mais dans une contradiction avec le capital où il peut l'abolir et communiser la société dans cette abolition par laquelle il s'abolit lui-même. Jusque là, cette universalité, ces "caducités", se dressent inexorablement face à lui dans le capital comme procès et reproduction du rapport d'exploitation et le placent lui-même dans toute la misère du travail salarié.

Comme il existerait dans la société capitaliste des tendances objectives et subjectives sur lesquelles le prolétariat pourrait se fonder, qu'il pourrait prendre en charge et retourner contre le capital, le prolétariat va pouvoir développer sa puissance à l'intérieur même de la société capitaliste. Il va construire une contre-société, alternative à la façon capitaliste d'utiliser les mêmes tendances objectives et / ou subjectives. Dans la société capitaliste un tel mouvement est strictement impossible, mais ce n'est pas là l'essentiel.

“Maîtriser ses conditions d’existence”

Le parti de l’alternative

L’essentiel c’est que, bien que l’alternative en tant que construction générale d’une contre-société soit rigoureusement impossible ou ne donne lieu qu’à des bribes dérisoires, la problématique alternativiste se constitue en “parti de l’alternative” dont les pratiques immédiates et le projet de contre-société formalisent en limites de ce cycle de luttes, ce que celui-ci peut avoir de plus radical. Il ne faut pas considérer ce parti comme marginal et insignifiant en se focalisant sur les groupes, réseaux, etc., qui s’en réclament expressément. Malgré les “divergences”, les métastases sont innombrables en dehors même de toute organisation, dans la conscience que de nombreuses luttes ont d’elles-mêmes. C’est la forme la plus partagée du “ras l’bol” quand il devient “vivre autrement”. La remise en cause de la classe par elle-même, la caducité du rapport salarial, le capital comme contradiction en procès, qui sont *maintenant* le contenu de la contradiction entre le prolétariat et le capital, *parce que celle-ci se situe au niveau de la reproduction du rapport entre les classes*, deviennent un procès de “négation par lui-même du prolétariat” au travers de la “maîtrise de ses conditions d’existence” qu’il ne tiendrait plus du capital mais de lui-même. Ce procès s’effectue donc *dans le mode de production capitaliste*, et se donne comme abolition progressive du capital jusqu’à l’hypothétique point de rupture final. L’existence, dès maintenant, de ce projet global d’une contre-société, dans laquelle le prolétariat, maîtrisant ses conditions d’existence, n’est plus le prolétariat, se légitime dans la construction, “face au capital”, de ses bases militantes : “lieux de vie”, réseaux, coordinations diverses, organisations militantes, regroupement lobbyistes de cyclistes, d’homosexuels ou d’anti-spécistes, syndicats de base et alternatifs.

La contradiction avec le capital, parce qu’elle se situe au niveau de la reproduction des classes et qu’elle a pour contenu la caducité du rapport salarial, devient *programme de désengagement* contre le capital de la reproduction du prolétariat qui par là disparaît, c’est “l’exploration d’un autre avenir” (Texte de présentation du journal “L’insoumis”). La lutte de classes de ce cycle se mue alors en un minable et pompeux programme de vie parallèle plus ou moins tolérée dans les interstices du mode de production capitaliste et avec les miettes qu’il laisse tomber de la table ou qu’il impute à la reproduction générale de la force de travail, ou bien, en démerde plus ou moins individuelle. C’est tout à fait honorable mais on est sorti du sujet. Si la contradiction entre les classes dans ce cycle de luttes, devient ce vaste programme de contre-société, c’est en passant par une médiation : le parti de l’alternative. La constitution de ce projet global n’est pas immédiatement la limite des luttes de ce cycle.

La limite première des luttes de ce cycle, c’est que, tant que le capital se reproduit le prolétariat ne l’a pas aboli et ne trouve dans son rapport contradictoire à lui aucune base pour se constituer en force autonome contre lui, aucune confirmation d’une identité ouvrière ou prolétarienne. La résultante, comme limite des luttes, de cette situation, c’est le mythe de la maîtrise de ses conditions d’existence, l’auto-reproduction du prolétariat qui tendanciellement ne le serait plus. C’est cette limite immédiate des luttes qui se constitue en “parti de l’alternative” et se construit sa propre idéologie auto-justificatrice, idéologie qui en retour trouve sa légitimité dans l’existence de ce “parti”, à la fois comme existence des éléments qui vont promouvoir cette alternative et comme son propre embryon. D’où la référence à l’anarcho-syndicalisme, mais on pourrait également évoquer le parti social-démocrate allemand de la fin du siècle dernier dans son “imposante marginalité”, bien sûr c’est moins “glorieux”. Ce n’est

donc pas ce programme qui est premier et constitutif par rapport aux groupes qui le professent, mais leur propre raison d'être dans le cycle de luttes actuel.

Malgré toute cette critique, on ne peut se contenter d'opposer des positions, comme on opposerait la vérité à l'erreur. En ce qui concerne les idéologies dans la lutte des classes, les notions de vérité et d'erreur ne donnent aucun sens aux oppositions. Il n'y a pas d'énoncé en soi faux (ni vrai). Pourquoi maintenant cette recomposition générale de la gauche sur la perspective de démocratiser la démocratie, de gauchifier la gauche? La restructuration du rapport entre prolétariat et capital, à l'oeuvre depuis une vingtaine d'années, et que l'on peut considérer, précisément au vu des luttes actuelles, comme achevée, a eu comme conséquence primordiale de supprimer toute identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital. Il en résulte pour tout le mouvement ouvrier, jusque-là expression de cette identité, une mutation considérable. Le mouvement ouvrier n'exprime plus une identité ouvrière confirmée par la reproduction du capital, et prônant face au capital sa différence. La mutation et la recomposition à laquelle nous assistons actuellement, et qui n'est pas spécifiquement française, expriment que la classe ouvrière à l'intérieur de son implication réciproque conflictuelle avec le capital dans le cadre de son autoprésupposition (ce qui fut toujours la substance de ce que l'on appelle "mouvement ouvrier") ne peut plus se rapporter à elle-même comme à quelque chose existant pour soi, face au capital. On ne peut plus partir de ce qu'est la classe pour soi face au capital pour développer une nouvelle "société des producteurs associés". D'une part, le seul dépassement possible du capital est celui dans lequel la classe s'abolit simultanément avec toutes les catégories qui la définissent : force de travail, échange, salaire, entreprise, division du travail, état, nation... D'autre part, dans tous les projets de redéfinition du capitalisme en tant que société salariale (dont le travail et le salaire constitueraient les pôles dominants), ce n'est pas une affirmation de ce qu'est la classe ouvrière qui constitue le point de départ de ce projet, c'est ce qu'est le capital ; en cela c'est bien un projet alternatif.

Il s'agit d'un projet alternatif au capital tel qu'il est, pour lui opposer ce qu'il devrait être, en tant que forme éternelle de la production, problématique d'où découlent toutes les "dérives" théoriques. Dans son projet même, la gauche alternative rend hommage au caractère indépassable du capitalisme ; ce qu'elle lui reproche c'est d'être "libéral", "mondial", "spéculatif", etc. Ce dont elle rêve en fait, c'est d'une société capitaliste apaisée. A la pointe de la formulation de ce rêve se retrouve bien-sûr, à l'aise, l'intelligentsia de l'exception culturelle qui, en défendant "les valeurs humaines", défend son gagne-pain, ainsi que les professionnels de l'encadrement social (animateurs, enseignants, directions syndicales...). Le souci que manifeste ce projet c'est celui d'une reproduction de l'implication réciproque entre prolétariat et capital préservée de ses contradictions et de ses drames, en cela il peut apparaître comme un débouché politique au syndicalisme. Le citoyen, l'individu abstrait de la communauté capitaliste réconciliée, est la formule magique du projet, son maître d'oeuvre, son héros. Le processus politique d'une telle démarche, c'est la démocratisation de la démocratie, définie en tant que forme politique de la prise en compte d'intérêts divergents, au sein d'une société civile s'opposant à l'Etat. C'est la maîtrise de ses conditions d'existence par le prolétariat qui est le programme minimum du parti de l'alternative dont les activités militantes se veulent à la fois le combat pour cette maîtrise et la forme embryonnaire de celle-ci.

C'est encore Alain Bihl qui présente cette stratégie du parti de l'alternative de façon synthétique en en distinguant les diverses étapes : "La constitution par le prolétariat d'un contre-pouvoir au niveau de la société globale est susceptible de s'effectuer en trois étapes. La *première* étape se caractérise par des pratiques partielles et locales de contre-pouvoir, dans et hors du travail, prenant appui sur : une autogestion par les travailleurs de leurs luttes, permettant leur auto-organisation progressive en réseaux autonomes fédérant des collectifs de base. (...) Un déploiement de "logiques

alternatives” (contre-projets aux licenciements par exemple, n d a). La *deuxième* étape se caractérise par la multiplication et la coordination des pratiques précédentes de contre-pouvoir, par leur extension à plus vaste échelle (celle de branches entières, ou de “bassins d’emploi”, de régions, voire de nations et de groupes de nations). Le contre-pouvoir prolétarien s’affirme alors progressivement comme une force sociale et politique au niveau de la société entière, capable non seulement d’imposer à la classe dominante des réformes “radicales” mais encore de rendre crédible la perspective d’une “rupture” avec le capitalisme, en renversant le rapport de forces en sa faveur.(...) Il se crée ainsi progressivement une situation de double pouvoir au sein de la société. (...) Situation en définitive instable et transitoire qui ne peut que déboucher sur un affrontement entre eux (c’est vraiment dommage, mais les guillemets de la “rupture” nous rassurent, n d a). La *troisième* étape est précisément le moment de la “rupture” révolutionnaire, moment où le contre-pouvoir prolétarien parvient à démanteler l’appareil d’Etat pour se substituer à lui dans la gestion générale de la société. (...) Cette “rupture” avec le capitalisme aura été préparée par la lente et patiente reconquête, par les forces prolétariennes, de la maîtrise sur leurs conditions sociales d’existence, dans le travail aussi bien que hors du travail...” (op. cit., p. 228-229).

Concrètement, les étapes un et deux, qui ne se différencient qu’au niveau de l’extension des pratiques en question verraient se mettre en oeuvre les mesures et revendications “crédibles” suivantes : la réduction du temps de travail qui “concrétise l’utopie de la fin du travail” (d°, p. 191) ; le fait de travailler autrement ; l’autogestion du procès de travail par les travailleurs ; le “revenu social garanti” qui est un dépérissement du salariat ; la gestion des entreprises sur la base du critère d’utilité sociale ; le développement de plans alternatifs de production ; l’appui de toute nouvelle avancée sur le réseau des entreprises alternatives ; soustraire le plus possible de pratiques sociales à l’emprise de l’Etat ; étendre la démocratie sociale et directe ; desserrer l’étau de l’ordre capitaliste mondial par une stratégie de déconnexion des pays “pauvres” appliquant “une loi de la valeur nationale et populaire” (sic). Enfin au moment de la “rupture” : s’attaquer à l’appareil d’Etat c’est le “délégitimer”, en jouant sur les limites et les contradictions de la démocratie représentative, c’est-à-dire, “tirer parti de la nécessité pour l’Etat démocratique de respecter le consensus social, dont notamment tous les principes couramment désignés sous le terme de “Droits de l’homme”(…). C’est de ce respect que les Etats démocratiques contemporains tiennent leur légitimité de représentant de la société.” (d°, p. 232). Sous cette forme de stratégie générale c’est simplement pitoyable ou risible. Cela fait bien longtemps que la classe capitaliste écrase chaque révolte au nom des “droits de l’homme”, quant aux entreprises alternatives ou autogérées, on sait qu’elles ne peuvent fonctionner (mal) que selon les lois du marché capitaliste (elles n’ont pas d’autres intentions) et sont éliminées par la concurrence. Le plus important n’est pas dans le plan d’ensemble de Bihr, mais dans le fait que, dans cette classe en lutte mondiale qu’est le prolétariat, il y a bien peu de luttes qui n’en appellent pas au “droits de l’homme”, à l’utilité sociale de l’entreprise ou du travail qui y est effectué, à la possible réorganisation de l’activité productive, à une loi “radicale” qui résoudrait son problème, au juste prix du travail, etc. Tout cela est intrinsèque à la lutte de classe, mais la lutte de classe n’est pas immédiatement la communisation de la société, même si la communisation de la société est lutte de classe. Encore une fois le démocratisme radical n’est pas un délire réformiste, il formalise les limites de la lutte de classe, ici le fait même d’agir en tant que classe qui est la forme la plus générale de ces limites, en un projet global de réorganisation sociale alternative.

A chaque époque historique, les classes qui sont devenues des classes dominantes se sont libérées des conditions antérieures en continuant à développer leurs conditions d’existence déjà présentes et qui leur étaient déjà données. “Chez les prolétaires, au contraire, leurs conditions de vie propre, le travail et, de ce fait, toutes les conditions d’existence de la société actuelle, sont devenus pour eux quelque chose de

contingent, sur quoi les prolétaires isolés ne possèdent aucun contrôle et sur quoi aucune organisation *sociale* ne peut leur en donner.” (Marx, “Idéologie Allemande”, Ed. sociales, p. 95).

Si le prolétariat ne peut faire de la maîtrise de ses conditions d’existence ni le contenu du communisme, ni même celui de la révolution, que celle-ci soit brutale ou progressive ne change rien ; cela tient de façon intrinsèque à la nature même de sa contradiction avec le capital : l’exploitation. Celle-ci définit les classes en présence dans un strict rapport d’implication réciproque. Elle définit ses termes non comme des pôles ayant une nature déterminée se modifiant dans l’histoire, agissant par rapport à un mouvement extérieur de l’accumulation posée comme conditions de leur action, mais elle fait du rapport entre ses termes et de son mouvement “l’essence” de ses termes. L’exploitation comme contradiction désobjective le cours du capital, en même temps qu’elle signifie que le dépassement du capital est pour le prolétariat sa propre abolition.

En effet, le prolétariat n’est jamais confirmé dans son rapport au capital : l’exploitation est subsumption. C’est le mode même selon lequel le travail existe socialement, la valorisation, qui est la contradiction entre le prolétariat et le capital. Défini par l’exploitation, le prolétariat est en contradiction avec l’existence sociale nécessaire de son travail comme capital, c’est-à-dire valeur autonomisée et ne le demeurant qu’en se valorisant : *la baisse du taux de profit est une contradiction entre les classes*. Le prolétariat ne trouve jamais sa confirmation dans la reproduction du rapport social dont il est pourtant un pôle nécessaire. Du rapport d’exploitation lui-même, il résulte que le prolétariat est constamment en contradiction avec sa propre définition comme classe. Non seulement la nécessité de sa reproduction est quelque chose qu’il trouve face à lui représentée par le capital, mais encore le prolétariat est en contradiction, non pas avec un mouvement automatique de reproduction du mode de production capitaliste, mais avec une autre classe, le capital est nécessairement classe capitaliste. Pour le prolétariat sa propre existence de classe passe par une médiation, la classe antagonique, et ne peut devenir un rapport à soi immédiat.

Ne pouvant permettre de définir les classes en dehors de leur implication réciproque et du cours historique de leur contradiction (la contradiction est précisément ce cours historique), l’exploitation n’en spécifie pas moins la place de chacune des classes dans cette implication. C’est toujours le prolétariat qui est subsumé sous le capital, et la classe capitaliste doit à l’issue de chaque cycle reproduire le face à face du capital et du travail. L’exploitation s’achève en effet dans la transformation jamais acquise de la plus-value en capital additionnel (c’est le capital comme procès de son autoprésupposition). La situation même du prolétariat dans la contradiction est l’impossibilité même de donner à sa pratique comme contenu la maîtrise de ses conditions d’existence.

Avec l’exploitation comme contradiction entre les classes, nous tenons leur particularisation comme particularisation de la communauté, donc comme étant simultanément leur implication réciproque. Ce qui signifie que nous tenons : l’impossibilité de l’affirmation du prolétariat ; la contradiction entre prolétariat et capital comme histoire ; la critique de toute nature révolutionnaire du prolétariat comme une essence définitoire enfouie ou masquée par la reproduction d’ensemble (l’autoprésupposition du capital).

A contrario, nous sommes, avec l’alternative, dans une problématique où l’on propose des solutions au prolétariat. Le programme de l’alternative, quelles que soient ses variantes (elles sont nombreuses et souvent pittoresques), ne “propose” pas au prolétariat d’abolir ses conditions d’existence mais de les maîtriser : maîtrise du travail salarié, maîtrise de la valeur, maîtrise des échanges, maîtrise des moyens de production, maîtrise de la santé, de l’éducation, des loisirs, de la culture, etc. La maîtrise de ses conditions se présente pour le prolétariat comme le premier pas vers son abolition. Le prolétariat maîtrisant ses conditions ne serait plus à terme le prolétariat. Cette maîtrise

devra être politique et économique. Politique, c'est la démocratie directe ; économique, c'est l'auto-organisation productive.

De l'Etat à la démocratie directe.

A la base de la démarche alternativiste, il y a une conception éclectique de l'Etat et du mode de production capitaliste, comme rencontre et somme d'intérêts divergents, et non totalité se particularisant. L'Etat est bien le représentant de toute la société, mais cela n'est pas contradictoire à sa nature de classe, tout au contraire c'est parce qu'il est l'Etat de la classe dominante qu'il est le représentant de toute la société. Le démocratisme radical soit sépare et oppose ces deux déterminations, soit considère la représentation de toute la société comme un simple leurre (ne pouvant admettre que le prolétariat est une classe du mode de production capitaliste). Dans les deux cas, on a pris au pied de la lettre l'idéologie que la démocratie produit sur elle-même, pour dire que l'Etat ne la respecte pas. Le mode de production capitaliste, se reproduisant sans cesse, s'autoprésupposant, comme procès et reproduction de la contradiction entre le prolétariat et le capital, apparaît dans sa reproduction comme une suite de "compromis" dans lesquels la classe ouvrière avance les éléments de son hégémonie sur la société au fur et à mesure où en fait, dans la subsomption réelle du travail sous le capital, c'est sa reproduction qui devient un moment de la reproduction propre du capital. De là découle toute la stratégie revendiquée comme dépassant l'opposition entre réforme et révolution. Cependant, nous savons que réellement l'ordre est inverse : c'est le "réformisme", la stratégie de longue marche à travers le mode de production capitaliste et l'Etat, qui est le vrai point de départ nécessaire de la formalisation des limites de ce cycle de luttes que promeut le "parti de l'alternative" avec ses conceptions de l'Etat et du capital (lui-même légitimation de, et autolégitimé par, le grand projet global de la "contre-société").

Pour la démarche alternative, l'Etat n'est pas d'abord un instrument entre les mains de la classe dominante, il est bien sûr le produit de la lutte des classes, mais il est cette partie de la société qui s'érige au dessus du reste de la société pour maintenir l'unité d'une société déchirée par les conflits de classes. Il est donc surtout la sanction institutionnelle, l'institutionnalisation du rapport de forces qui s'établit entre l'ensemble des classes sociales. Si cela apparaît rarement avec cette netteté, cette compréhension de l'Etat devient évidente dès qu'il s'agit de l'Etat démocratique. "Face à un Etat démocratique, une telle implication stratégique (supplanter l'Etat dans son administration de la vie sociale, jusqu'à la gestion des services publics, n d a) peut en réalité chercher à profiter, tactiquement et provisoirement, de certaines de ses structures, en particulier des pouvoirs locaux et régionaux, aptes à soutenir les pratiques alternatives de contre-pouvoir et inversement d'être soumis au contrôle de ces derniers. Il est aussi concevable qu'une municipalité, qu'un syndicat communal (au niveau d'un bassin d'emploi), ou même un conseil régional, entre les mains de forces politiques progressistes, voire révolutionnaires, soutienne la réalisation de contre-plans ouvriers permettant la reconversion d'entreprise ou le développement des réseaux d'entreprises alternatives. (...). La gestion du *Great London Council* par la gauche travailliste durant la seconde moitié des années 70, appuyant l'élaboration de contre-plans ouvriers et projetant sur cette base un nouveau schéma de développement industriel pour l'agglomération londonienne et sa région, en fournit un exemple." (Bihar, op. cit., p. 233). Il faudrait donc admettre que, par des élections, des forces révolutionnaires sont arrivées à la tête d'un conseil régional. De deux choses l'une : soit la situation est telle qu'il y avait autre chose à faire que de se présenter aux élections et que, dans cette situation, ces "forces révolutionnaires" ont joué la relégitimation de

l'Etat et de la démocratie et non la destruction de l'Etat, soit ces forces révolutionnaires sont parvenues au pouvoir régional en dehors d'une "période révolutionnaire", et alors soit elles ne sont pas si révolutionnaires que ça, soit on préfère ne pas savoir de quelle façon elles y sont parvenues, ce qui de toute façon revient au même. Quant au *Great London Council*, autant parler du rôle révolutionnaire des municipalités communistes de la défunte ceinture rouge de Paris.

"Au demeurant, tant que l'Etat continuera à exercer sa fonction de gestion générale de la société, les compromis institutionnels entre les contre-pouvoirs issus des structures et des luttes autogérées et l'appareil d'Etat seront inévitables. C'est précisément pour que ces compromis soient aussi avantageux que possible pour le mouvement ouvrier qu'il faut essayer d'investir l'appareil d'Etat, et d'abord ses pouvoirs périphériques, pour en faire autant de remparts préservant les acquis des luttes antérieures." (d°). S'il est rare que les diverses officines alternativistes expriment aussi clairement leur conception de l'Etat en rapport avec leur stratégie, il est néanmoins évident que cette stratégie ne peut se concevoir qu'avec cette vision de l'Etat. Sans cela, point de salut pour les réseaux, les coordinations et autres entreprises alternatives, quelque soit le discours radical dont on les enveloppe.

Suivons par exemple "Alternative libertaire" dans un de ses tracts de la lutte des chômeurs et précaires (il s'agit du tract intitulé : "Redistribuons les richesses, construisons l'alternative", distribué pour appeler à la manifestation du 13 mars 98 lors de la lutte des chômeurs). "La force du mouvement des chômeurs est dans sa radicalité. Il pose la question des choix de Société : pourquoi l'argent qu'il est possible de débloquent pour sauver le Crédit Lyonnais ne serait pas disponible pour relever les minima sociaux ? qui doit décider comment seront utilisées les cotisations sociales ?". Sous ces interrogations, il y a une conception de l'Etat susceptible d'être le lieu d'arbitrage d'intérêts sociaux divergents. Poursuivons : "pour redistribuer la richesse, il n'y a pas 36 solutions. Il faut imposer une refonte de la fiscalité (taxation des revenus financiers).", idem. "Cela exige également une remise en cause de la hiérarchisation des tâches et donc des salaires, des luttes mettant en avant le contrôle de l'outil de production et de la gestion des services publics, des luttes visant à obtenir la transparence sur les salaires et la répartition de la masse salariale." Ici se trouvent réunies les conceptions éclectiques de l'Etat et du capital : les catégories qui définissent soit l'action de l'Etat, soit les rapports de production capitalistes, sont des catégories susceptibles d'être des lieux de compromis, de "devenir transparentes" c'est-à-dire d'être prises en charge, contrôlées par le prolétariat. Enfin, cette conception de l'Etat devient évidente dans la stratégie proposée : "La "gauche plurielle" au pouvoir n'entend pas remettre en cause les mécanismes capitalistes responsables de la situation, elle continue - malgré ses promesses - la politique menée par ses prédécesseurs (...) Il n'y a donc rien à attendre d'elle *sinon ce que nous lui imposerons. Aussi il faut amplifier la mobilisation...*"

Tract du groupe Reflex - SCALP intitulé : "Bouffons du riche", appelant à la manifestation du 7 mars 98 : "La reconstitution de lieux conviviaux où se retissent les liens nécessaires entre les individus est indispensable pour passer de la survie à la vie, pour recréer une identité collective forte afin de reprendre le combat vers la reconquête de *droits nouveaux* (souligné par nous). (...) *Construire des contre-pouvoirs citoyens...*" (idem)."

L'Organisation Communiste Libertaire (OCL : revue "Courant Alternatif"), sans y participer, n'est pas non plus insensible aux débouchés électoraux dont elle juge la plus ou moins grande pertinence à l'issue de la lutte des chômeurs. A propos des élections régionales de 98 dans la région Limousin : "N'ayant le soutien que d'une tendance du PCF, et un discours humaniste manquant de clarté, la liste *Mouvement de résistance des chômeurs et précaires* n'obtient que 1,32 % des voix. C'est nettement

moins que les listes d'extrême gauche à discours plus politique (A gauche vite! : 2,58 %, et LO : 4,45 %)”. (“Courant Alternatif”, Avril 98).

Laissons maintenant la parole à un grand spécialiste international de la construction de l'alternative : Daniel Cohn-Bendit. Il est utile de préciser que les citations qui suivent de D. Cohn-Bendit dans la revue IRL (*Informations et réflexion Libertaires*, ex *Informations Rassemblées à Lyon*), sont extraites du livre de Domenico Pucciarelli dit *Mimmo* sur “Les expériences collectives de la Croix-Rousse entre 1975 et 1995”, dont le titre est “Le rêve au quotidien” (ed “Atelier de Création Libertaire”). L'auteur, lui-même participant et animateur d'un grand nombre d'activités alternatives lyonnaises, présente le cas de D. Cohn-Bendit “comme exemplaire” : “Aujourd'hui, il est député européen des Verts allemands et adjoint au maire de Francfort, chargé de l'intégration. Dans une interview qu'il donna au journal IRL, lors de la présentation du livre *Ils vivent autrement*, il expliqua pourquoi il s'était investi dans ces pratiques : “Pour moi, c'est une approche pragmatique de la situation inextricable du militantisme traditionnel qui n'est pas vivable *ad infinitum* et que toutes les perspectives politiques traditionnelles, dites révolutionnaires, n'ont pas de prise dans la société actuelle pour un tas de raisons qui sont liées à la société et aux idéologies révolutionnaires. Face à cette situation, je crois effectivement que lier une pratique de vie quotidienne et une pratique de militantisme politique, permet de développer quelque chose de nouveau et, en ça, je crois que c'est un ferment qui est une critique radicale de la société post industrielle dans laquelle on vit.” (op. cit., p. 34-35). Fermer le ban.

Dans “l'Etat et la Révolution”, Lénine, en bon théoricien du programmatisme classique, caractérise parfaitement cette conception éclectique de l'Etat : “D'une part les idéologues bourgeois et surtout petits-bourgeois, obligés sous la pression de faits historiques incontestables de reconnaître que l'Etat n'existe que là où existent les contradictions de classes et la lutte des classes, “corrigent” Marx de telle sorte que l'Etat apparaît comme un organe de *conciliation* des classes. Selon Marx, l'Etat ne pourrait ni surgir, ni se maintenir, si la conciliation des classes était possible. Selon les professeurs et publicistes petits-bourgeois et philistins - qui se réfèrent abondamment et complaisamment à Marx - l'Etat a précisément pour rôle de concilier les classes. Selon Marx, l'Etat est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre ; c'est la création d'un ordre qui légalise et affermit cette oppression en modérant les conflits des classes. Selon l'opinion des politiciens petits-bourgeois, l'ordre est précisément la conciliation des classes, et non l'oppression d'une classe par une autre ; modérer le conflit, c'est concilier, et non retirer certains moyens et procédés de combat aux classes opprimées en lutte pour le renversement des oppresseurs.” (“L'Etat et la Révolution”, Ed. Soc., t. 25, p. 419). Dans la conception sous-jacente à la stratégie de l'alternative, l'Etat est toujours double : un représentant de l'ensemble de la société et un organisme de domination de classe. Ne pouvant, du fait même de leurs pratiques, et non du fait d'une erreur d'analyse, poser l'identité totale entre ces deux aspects, l'un n'allant pas sans l'autre, il se créerait entre ces deux versants de l'Etat un interstice possible, une brèche, où l'on pourrait agir. Lénine, toujours, démonte cette “dualité” : “La société antérieure, évoluant dans des oppositions de classes, avait besoin de l'Etat, c'est-à-dire dans chaque cas, d'une organisation de la classe exploiteuse pour maintenir ses conditions de production extérieures, donc surtout pour maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage, salariat). L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela, il ne l'était que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société.” (d°, p. 428). L'Etat représente toute la société dans la mesure même et parce qu'il est l'Etat de la classe dominante. La conception bifide de l'Etat, nécessairement, mais souvent implicitement, incluse dans la stratégie alternative le pose comme un objet neutre en soi, ballotté au gré des rapports de forces entre les

classes et seulement ainsi exprimant la société dans son ensemble. Bien sûr, la classe dominante serait avantagée dans l'Etat, elle en fait donc son Etat. Dans cette neutralité conférée à l'Etat, gît également une conception instrumentaliste de l'Etat. L'Etat, comme Etat de la classe capitaliste, représente l'ensemble de la société. Le processus qui fait que la classe dominante peut faire passer ses intérêts de classe particulière pour les intérêts de l'ensemble de la société ne relève pas de la mystification idéologique, ni de la propagande, même s'il peut inclure et fournir la base de l'une et l'autre. Le capital subsume sous lui le travail, de telle sorte que, à l'issue de chaque cycle, toutes les conditions de la reproduction se retrouvent dans le capital face au prolétariat.

L'Etat, en tant qu'organisme extérieur à la société qui devient alors société civile, ne se développe pleinement qu'avec la bourgeoisie et le mode de production capitaliste. L'activité sociale des individus est indépendante d'eux, c'est leur propre manifestation d'eux-mêmes en tant qu'individus sociaux qui leur fait face, ce qui signifie que la société se divise en classes, et donc que l'Etat, en tant que représentation de la communauté, "extérieure" à elle, est l'Etat de la classe dominante. Non seulement comme instrument de la domination, mais surtout en tant qu'extériorité, représentation de la société, il est un Etat de classe. On pourrait même dire que le premier aspect n'est qu'une détermination du second. C'est en se construisant dans son extériorité à la société qu'il est Etat de classe, et nécessairement de la classe économiquement dominante. Sa forme est d'autant plus générale, universelle, que son intérêt est particulier. L'Etat est d'autant plus représentatif de la société qu'il est le pouvoir exclusif de la bourgeoisie. Il est le lieu où les contradictions de la société capitaliste se représentent à elle-même comme n'ayant de sens qu'à l'intérieur du pôle qui subsume l'ensemble de la société : "toutes les luttes à l'intérieur de l'Etat, la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le droit de vote, etc...ne sont que des formes illusoires sous lesquelles sont menées les luttes effectives des différentes classes entre elles." (Marx, "L'idéologie Allemande", Ed. Soc., p. 62). Le citoyen, en étant le formalisme égalitaire du capital en chair et en os, mène toute lutte comme membre à part entière de la communauté extériorisée. De par sa genèse, quoi qu'il fasse, l'action du citoyen renforce l'Etat comme extériorité et Etat de classe. La nature de ce procès d'extériorisation réside dans la nature même du capital. D'abord parce que le capital libère l'Etat de toutes ses entraves : religions, états, privilèges... Mais on ne peut en rester là, ce ne serait que poser les conditions de l'extériorisation et non le mouvement lui-même.

Le mouvement lui-même réside dans le fait que le capital dédouble sans cesse les individus et les classes elles-mêmes. Les individus en individus particuliers (membres d'une classe, particularisation de la totalité) d'une part, et citoyen (petite monade isolée) d'autre part. "La sphère de la circulation des marchandises, où s'accomplissent la vérité et l'achat de la force de travail, est en réalité un véritable Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen. Ce qui y règne seul, c'est Liberté, Egalité, Propriété et Bentham. Liberté ! car ni l'acheteur ni le vendeur d'une marchandise n'agissent par contrainte, au contraire, ils ne sont déterminés que par leur libre arbitre. Ils passent contrat ensemble en qualité de personnes libres et possédant les mêmes droits. Le contrat est le libre produit dans lequel leurs volontés se donnent une expression juridique commune. Egalité ! car ils n'entrent en rapport l'un avec l'autre qu'à titre de possesseurs de marchandise, et ils échangent équivalent contre équivalent. Propriété ! car chacun ne dispose que de ce qui lui appartient. Bentham ! car pour chacun d'eux il ne s'agit que de lui-même. La seule force qui les mette en présence et en rapport est celle de leur égoïsme, de leur profit particulier, de leurs intérêts privés. Chacun ne pense qu'à lui, personne ne s'inquiète de l'autre, et c'est précisément pour cela qu'en vertu d'une harmonie préétablie des choses, ou sous les auspices d'une providence toute ingénieuse, travaillant chacun pour soi, chacun chez soi, ils travaillent du même coup à l'utilité générale, à l'intérêt commun" (Marx, "Le Capital", t. 1, p. 178-179). Le procès ne

s'arrête pas là, la généralisation abstraite du citoyen est formellement dépassée et reprise dans le fétichisme spécifique du capital. " Dans la formule capital-profit, ou mieux, capital-intérêt, terre-rente foncière, travail-salaire, dans cette trinité économique qui veut établir la connexion interne entre les éléments de valeur et de richesse et leurs sources, la mystification du mode capitaliste de production, la réification des rapports sociaux, l'imbrication immédiate des rapports de production matériels avec leur détermination historico-sociale se trouvent accomplies ; et c'est le monde enchanté et inversé, le monde à l'envers où monsieur le Capital et madame la Terre, à la fois caractères sociaux, mais en même temps simples choses, dansent leur ronde fantomatique." (d°, t. 8, p. 207). Avec le fétichisme spécifique du capital, la citoyenneté exprime les formes réifiées des rapports de production. Non seulement les individus se sont dédoublés, mais encore ils se sont dédoublés en tant que membres d'une classe. Et leur conflit de classe se "réglera" dans leur vie de citoyen, c'est-à-dire dans le cadre de l'autoprésupposition du capital. Le fétichisme du capital englobe et surpasse celui de la marchandise, sur lequel trop souvent on se contente de fonder la figure du citoyen.

"L'Etat étant donc la forme par laquelle les individus d'une classe dominante font valoir leurs intérêts communs et dans laquelle se résume toute la société civile d'une époque, il s'ensuit que toutes les institutions communes passent par l'intermédiaire de l'Etat et reçoivent une forme politique. De là l'illusion que la loi repose sur la volonté et, qui mieux est, sur la volonté libre détachée de sa base concrète" (Marx, "L'idéologie Allemande, Ed. Soc., p. 106). Malgré une définition antérieure (p. 104) selon laquelle la société civile est l'ensemble des rapports matériels, rapports de production et d'échanges, il est remarquable de voir que tous les développements et approches donnés par Marx de la société civile sont toujours en rapport avec l'Etat (ce qui n'est pas le cas quand il est directement question des rapports de production). La société civile est la forme nécessaire que prennent les rapports de classes en ce qu'ils impliquent l'existence de l'Etat qui s'en sépare et est une abstraction par rapport à eux (cf " La question juive " - le rapport homme / citoyen). La société civile est le mouvement de retour de l'Etat sur les rapports de classes qui le nécessitent. Les rapports de classes du mode de production capitaliste, en produisant l'Etat moderne, libre et démocratique (séparé de la communauté) se définissent simultanément comme société civile. C'est l'accession des rapports de classes au spiritualisme de l'Etat, c'est l'existence même de la société civile, sa seule existence, celle de son rapport à l'Etat.

Dans l'Etat, la vie politique cherche à étouffer ses conditions primordiales, les rapports de classes, pour s'ériger en communauté véritable et absolue de l'Homme. Mais elle ne peut atteindre ce but qu'en se mettant en contradiction violente avec ses propres conditions d'existence, cette contradiction est sans issue, sans dynamique, c'est une suite d'aporées. Elle se résout dans un antagonisme lié entre société civile et Etat, qui sont un moment l'un de l'autre, antagonisme nécessaire mais sans perspective, sans dépassement possible ou élimination de l'autre. Les rapports de production capitalistes, en nécessitant "l'Etat libre", se produisent simultanément comme société civile. Le fétichisme du capital qui s'enracine dans son autoprésupposition engendre la politique comme dualité, comme rapport interne de deux pôles : l'Etat et la société civile. C'est pourtant cette opposition qui, dans la stratégie alternative, devient centrale en tant que prise en charge de la société par elle-même et délégitimisation de l'Etat.

"La base naturelle de l'Etat antique, c'était l'esclavage ; celle de l'Etat moderne, c'est la société bourgeoise, l'homme de la société bourgeoise, c'est-à-dire l'homme indépendant, qui n'est rattaché à autrui que par le lien de l'intérêt privé et de la nécessité naturelle, dont il n'a pas conscience, l'esclavage du travail intéressé, de son propre besoin égoïste et du besoin égoïste d'autrui. L'Etat moderne, dont c'est la base naturelle, l'a reconnue comme telle dans la proclamation universelle des droits de l'homme. Et ces droits, il ne les a pas créés. Produit de la société bourgeoise poussée, par

sa propre évolution, à dépasser les anciennes entraves politiques, il ne faisait que reconnaître quant à lui sa propre origine et son propre fondement en proclamant les droits de l'homme." (Marx, "La sainte Famille", Ed. so.c, p. 139). Société bourgeoise (ou société civile, les deux termes sont synonymes chez Marx qui va jusqu'à dire, dans "l'Idéologie Allemande", qu'il n'y a pas de société civile avant le mode capitaliste de production) et Etat sont les deux pôles d'une même totalité : la politique.

Il faut repartir du fétichisme spécifique du capital : fétichisme des éléments d'un procès de production qui en réalité forme un tout, fétichisme qui est atomisation, mais atomisation de rapports de classes (premier niveau de totalité qui n'est jamais perdu mais transformé / dépassé : la société civile) et qui plus est, de classes qui n'existent que dans leur connexion interne (deuxième niveau : l'Etat). La politique est l'unité, l'unité de cette atomisation, parce que cette atomisation est elle-même nécessitée par des rapports de classes formant une totalité, elle est donc nécessairement société civile et l'unité de cette société civile face à elle-même : l'Etat. Elle est double et est elle-même la relation des deux termes de cette dualité.

La revendication de plus de liberté, de plus d'égalité, est le mouvement naturel de la société civile face à l'Etat, mouvement par lequel ce dernier existe et se renforce comme unité indépendante et autonome. Plus la liberté et l'égalité triomphent dans la société bourgeoise, plus cela signifie que les lois propres à la reproduction d'ensemble de la société s'autonomisent par rapport à cette société bourgeoise, plus cela nourrit l'existence de l'Etat qui n'existe que dans cette opposition. C'est par là également que l'Etat est nécessairement Etat de classe. C'est par nature qu'il est un instrument aux mains de la classe dominante. De l'expérience de la Commune, Marx déduit que le prolétariat ne peut utiliser à son profit l'Etat, mais doit le détruire. Cependant, il ne nous dit pas pourquoi il en est ainsi, pourquoi "spontanément" le prolétariat parisien a été conduit à agir ainsi. Si l'Etat est un instrument, c'est qu'il est l'unité d'un rapport de classes qui appelle sa propre reproduction (autoprésupposition), par là cette unité existe non comme unité des classes en tant que telles, mais unité de leur propre existence réifiée sous la double figure de l'individu indépendant, isolé, et de son appartenance à la communauté. Cette appartenance passe pour la classe dominée par sa définition dans le pôle de cette communauté qui subsume l'autre et dans lequel se trouvent posées les conditions même du renouvellement de cette communauté : le capital. Au travers de ce mouvement, ce dernier s'affirme comme la substance de la totalité, c'est l'achèvement du fétichisme du capital. Et c'est fondamentalement la cohésion de l'Etat qui est maintenue du fait de celle de la société civile et non l'inverse.

Le fondement de l'Etat dans la vie civile est d'autant plus solide qu'il existe un développement sans entraves de la société civile, ce qui est la raison d'être et le projet constant de la politique, pour laquelle le développement sans entraves de la vie civile est corollairement le renforcement de l'Etat, même si cela ne se passe qu'au travers de leur opposition.

"Développer des contre-pouvoirs au sein de la société capitaliste, voire un contre-pouvoir global alternatif au pouvoir du capital et de l'Etat, répond parfaitement aux potentialités révolutionnaires contenues dans les contradictions de la société capitaliste. D'une part, cette stratégie peut tirer partie des tendances à la socialisation de la puissance sociale que le capitalisme développe contradictoirement à la concentration et à la monopolisation de cette même puissance." (Bihr, op. cit., p. 227). Nous venons de voir que son opposition à la société civile, comme liberté par rapport à l'Etat, était, avec la société capitaliste, dans la nature même de l'Etat. Un rapport de forces dans la lutte des classes ne se reflète pas, ne se transpose pas homothétiquement dans l'Etat. Celui-ci n'est pas un objet neutre en soi que la société se donne pour régler ses conflits, il en est une représentation, une aliénation. Placé "en apparence en dehors de la société", il est en cela même le corrélat de la parcellisation des individus et du fétichisme

propre du capital, qui sont le contenu même de ce procès d'extériorisation de l'Etat avec son corrélat : la constitution de la "liberté" de la société civile.

La forme démocratique de l'Etat est bien sûr la forme nécessaire au développement de la stratégie alternative, non seulement parce qu'elle permet le libre développement de la société civile, non seulement parce qu'elle est l'instrument nécessaire de cette stratégie, mais encore parce que la démocratie, comme forme de l'Etat, est déjà, dans son contenu, adéquate au projet alternatif. Elle est la forme de l'Etat qui "permet de mettre l'Etat en contradiction avec lui-même", ce qui est, nous venons de le voir, la définition même de la politique. Non seulement la démarche alternative ne sait pas ce qu'est l'Etat (ne peut pas le savoir sans se nier elle-même), mais encore elle ne fonctionne qu'en opposant, à la démocratie réellement existante, le discours que la démocratie produit sur elle-même. La stratégie alternative, en tant que processus nécessairement inscrit dans la société civile et la démocratie, ne connaît plus de "rupture", son projet se confond avec son procès. Par là, comme on le verra plus loin quand elle sort du discours - et elle ne peut rester dans le discours - dans ses quelques expérimentations et en tant que parti de l'alternative, elle entérine, dans ses propres activités, le marché et l'Etat dont elle voudrait se libérer, c'est-à-dire finalement la société capitaliste. "Claude Amara, chanteur de rue, "vierge" de tout engagement, récuse l'étiquette "d'extrême gauche" pour le mouvement "Droits Devant" qu'il dirige. *Notre optique n'est pas de bâtir une gauche de la gauche mais de servir de contre-pouvoir de la société civile*, explique-t-il, tout en admettant que les militants de la LCR ou de SUD sont *des partenaires privilégiés*. (...) En fait cette nébuleuse radicale fonctionne de manière autonome. Depuis les grèves de 1995, elle cherche à s'organiser. D'abord, avec le lancement de "l'Appel des sans" contre l'exclusion. Ensuite, avec la création de la "Maison des ensembles", dans un immeuble parisien. Enfin, avec la publication, pendant la campagne législative du printemps 97, d'une adresse au PS intitulée *Nous sommes la gauche*. (...) Finis les grands projets de transformation sociale qui scandaient les années 70. *Les Associations se sont fixés des cibles démocratiques dans la société*, explique Jean-Pierre Anselme, militant d'AC. *S'ils font pour l'instant du lobbying, ces mouvements ne sont pas catégoriels : ils inventent de la politique*, juge Daniel Bensaïd, universitaire et cofondateur de la LCR. *Ils rassemblent des gens à la recherche d'une nouvelle radicalité qui ont appris la démocratie directe. L'ensemble du système institutionnel - partis, syndicats, etc. - et l'idée même d'élections sont en crise*, ajoute Jean-Pierre Anselme. *Le mouvement social est porteur d'une autre dynamique, un projet démocratique total dont il tire son invincibilité.*" ("Libération", 20 janvier 98).

Il est dans l'essence de la démocratie de se présenter comme une forme d'Etat en devenir. Elle apparaît comme le perpétuel mouvement de la mise en équilibre des divers éléments de la société civile et de remise en cause de cet équilibre. Si elle ne se présente jamais tout à fait comme Etat de classe, c'est qu'en elle ce n'est pas simplement l'existence et l'action quotidienne de l'Etat qui la déterminent comme Etat de classe, mais ses sujets : les individus isolés de l'échange recomposés selon les lignes de forces du fétichisme du capital. En cela la démocratie veut apparaître simplement comme une forme, mais c'est au moment même où elle se donne comme "forme neutre" qu'elle révèle le plus crûment son contenu de classe au travers de la définition totalitaire de ses sujets par le mode de production capitaliste.

La prégnance de la démarche alternativiste oblige à dissiper à nouveau toutes les illusions de la démocratie. Aucun Etat ne prend en compte, même partiellement, les intérêts du prolétariat, mais exclusivement ceux du capital. Aucun Etat n'offre de bases pour assurer au prolétariat des "compromis favorables" dans sa longue marche dans la démocratie. L'Etat peut parfois reculer dans un rapport de forces favorable à la classe ouvrière, pour reprendre, s'il le peut, le plus rapidement possible le terrain perdu. Le rapport de forces n'est jamais institutionnalisé. C'est qui l'est, conformément à ce qu'est l'Etat, ce sont les nouvelles formes de reproduction du capital qui peuvent surgir de ces

violentes phases d'affrontement. Mais, tant que l'on a l'Etat et le capital, il s'agit toujours d'une nouvelle forme d'intégration de la reproduction de la force de travail, d'un nouveau contrôle de la classe ouvrière, même si c'est "l'Etat-providence". L'erreur consiste à considérer ce qui est intégration ou contrôle comme des concessions, une prise en compte des intérêts du prolétariat. C'est simplement le cours historique du capital qui est celui d'une contradiction entre des classes et non celui d'un noyau dur du capitalisme, le vrai capitalisme pur et dur et ne pensant qu'à lui, grignoté par les concessions arrachées par la classe ouvrière. Le capital ne peut pas ne pas tenir compte du cours de la lutte de classe, simplement parce qu'il n'est rien d'autre, mais tant qu'il se reproduit il en est le résultat et subsume sous lui l'ensemble de la contradiction.

Prenons la grande réforme du XX^s : le Welfare. Malgré la résistance de nombre de capitalistes individuels, il faut considérer que le système de protection sociale était devenu une nécessité pour la reproduction du capital ; il était défendu par une bonne partie du monde politique bien au-delà de la gauche. De Gaulle, Keynes ou lord Beveridge n'étaient tout de même pas des révolutionnaires. C'est à la suite de ses réflexions sur la révolution russe que Keynes commence à formaliser théoriquement le salaire considéré comme investissement du point de vue du capital (et non simplement comme dépense), et la nécessité d'une certaine garantie de revenus. Quoiqu'il en coûtât aux capitalistes, il fallait intégrer la reproduction de la classe ouvrière dans un monde purement marchand et capitaliste. Cela est une nécessité à partir du moment où l'extraction de plus-value relative, c'est-à-dire la baisse de la valeur de la force de travail par l'augmentation de la productivité dans la branche des biens de consommation, dorénavant soumise au capital, est devenue dominante. La domination de l'extraction de plus-value relative n'est pas un simple processus technique d'augmentation de la productivité. Elle implique le bouleversement de toutes les combinaisons sociales, car elle n'est rien d'autre que l'intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital. On ne pouvait plus se contenter de compter sur le retour des ouvriers à la campagne en cas de chômage généralisé comme cela avait été encore le cas en France dans les années 30 (cf Robert Salais: "L'invention du chômage"), ni sur la famille, ni sur la charité publique. De nos jours, le mort de faim ou de froid, est un mort spécifiquement capitaliste ; il peut donc mourir avec le consentement et la bénédiction de ses maîtres.

Il en est de même du fameux "compromis fordiste". Ce fut tout simplement l'achèvement de l'instauration de la subsumption réelle du travail sous le capital, c'est-à-dire de son accumulation sur la base de la plus-value relative. Ce ne fut pas un compromis, mais une contrainte pour le capital, devant intégrer la reproduction de la force de travail, de passer par le cadre national où pouvait se faire cette intégration dans les conditions historiques de l'après première guerre mondiale. Quant aux services publics, ils ne contrebalancèrent jamais les lois du marché. Ils les accompagnèrent, permirent leur essor et y furent globalement toujours soumis. Après l'instauration du Welfare, ou les subventions aux associations alternatives lyonnaises de la Croix-Rousse, l'Etat est tout autant, exclusivement, l'Etat du capital et de l'esclavage salarié, qu'après les mesures anti-grève de Thatcher.

Pourquoi le capital est-il si attaché à la démocratie (je parle de la démocratie existante et non du rêve d'elle-même qu'elle produit sans cesse)? Parce que justement c'est la forme politique et sociale la plus libre, la plus dynamique, de sa vie en tant que procès révolutionnant constamment ses conditions d'existence. Ce n'est que lorsque la lutte de classe le menace qu'il abandonne la forme démocratique, c'est un moment de crise de sa reproduction. Tous les Etats actuels, aussi démocratiques qu'ils soient, ont la possibilité constitutionnelle de se muer du jour au lendemain en Etats dictatoriaux (et même si cette possibilité n'était pas inscrite dans la constitution, cela ne changerait pas grand chose à leur rapidité de mutation).

Que ce soit le fascisme historique des années 20 et 30 ou les dictatures militaires à la Pinochet, l'établissement de "l'Etat fort" est toujours préparé par la démocratie, par son personnel politique et sa bureaucratie qui maintient la continuité de l'Etat de la classe capitaliste, comme Papon en France ou Carlo Schmid en Allemagne (conseiller juridique du gouverneur allemand à Lille pendant la deuxième guerre mondiale, coauteur de la constitution allemande après 45, vice-président du Bundestag, ambassadeur particulier de Willy Brandt, "grand visionnaire de l'Europe" selon Jacques Delors). Le nouveau pouvoir peut même souvent s'offrir le luxe d'arriver au pouvoir à la suite d'élections ni plus ni moins "truquées" que les autres. Cependant la droite bourgeoise ou la social-démocratie aura assuré auparavant la défaite ouvrière ou même l'écrasement sanglant de la révolution. En devenant "Etat fort", l'Etat du capital ne sort pas de sa définition générale. La reproduction générale du capital, la transformation, qui ne va jamais de soi, de la plus-value en capital additionnel, qui fondent l'Etat, il est de son ressort, si besoin est, d'en modifier violemment les conditions. Les "Etats forts" apparaissent dans des périodes de profondes mutations du système capitaliste : le passage à une phase de monopoles dans la section 1 des biens de production dans un système qui ne s'est pas encore emparé de la section 2 : Napoléon III et Bismarck ; le passage de la subsomption formelle à la domination réelle: l'époque classique des fascismes ; la modification du cycle mondial du capital : la vague militaire en Amérique du Sud ou en Asie de l'Est. Ils apparaissent dans des aires où la mutation à accomplir est d'une telle ampleur par rapport aux capacités du capital national qu'elle s'effectue de façon sclérosée, formelle. Korsch a raison de dire que fondamentalement la politique économique du nazisme et du New-Deal sont identiques, mais quelle différence de vitalité entre les deux au profit des Etats-Unis (idem pour l'Angleterre à la fin du 19^s.)! "L'Etat fort" est un Etat capitaliste faible. A un niveau caricatural, en 68, il a fallu qu'un banquier négocie à la place d'un militaire obsolète. Pour accomplir la restructuration nécessaire, "l'Etat fort" institutionnalise l'écrasement du mouvement ouvrier qui a eu lieu dans la période de crise de la reproduction ouvrant la phase de restructuration, *écrasement le plus souvent accompli avant son instauration*. Cette institutionnalisation de l'écrasement du mouvement ouvrier est le critère distinctif d'avec la démocratie, c'est la tâche spécifique de "l'Etat fort", mais, en même temps, elle manifeste la faiblesse et l'inachèvement de la restructuration qui, en tant que restructuration du rapport entre prolétariat et capital, doit s'effectuer dans l'implication conflictuelle de ces termes, qui est la vie même du capital.

Cette distinction ne peut justifier la défense de la démocratie, ni quand "l'Etat fort" la "menace", ni lorsqu'elle a été éliminée. Avant que "l'Etat fort" ne s'installe, c'est l'Etat démocratique du capital qui se charge de la répression directe de la lutte de classe, avec, selon les nécessités, *tous les moyens* à sa disposition. Dans cette répression, le mouvement ouvrier (partis, syndicats) joue son rôle, comme on a pu le voir dans toutes les périodes de crises sociales un tant soit peu vives, et même dans chaque conflit un peu dur. Face à une lutte de classe tendant à remettre en cause les conditions de la reproduction du capital, le mouvement ouvrier est l'expression institutionnelle du fait que la classe part toujours, même dans une situation où elle la remet en question, de son implication réciproque avec le capital. Il est l'expression de cette conflictualité que le capital subsume sans cesse. En cela, il n'est pas un agent de l'ennemi, une "cinquième colonne" à l'intérieur de la classe ouvrière, mais une détermination propre de sa situation, que le prolétariat, dans sa lutte, trouve dressée face à lui et qu'il affronte en affrontant le capital. Détermination de la situation même du prolétariat dans le mode de production capitaliste, le mouvement ouvrier a une signification et une activité spécifiques, consistant à participer à la reproduction de cette implication réciproque conflictuelle qui le définit, et à la défendre. C'est en cela qu'il peut se retrouver laminé dans le cours de la lutte de classe.

Il ne s'agit pas alors de savoir si le prolétariat a ou non à défendre la démocratie, les formes du mouvement ouvrier ou ses acquis. Quand la question pourrait se poser, c'est sa propre lutte qui est elle-même en train de se heurter aux fonctions de ce mouvement ouvrier, et c'est cette lutte qui est en train de produire la distinction entre démocratie et "Etat fort" (la question ne se pose pas n'importe quand). Il ne peut être alors question de savoir si le prolétariat doit défendre la démocratie contre la "menace" du fascisme. Quand réellement cette situation de "menace" est présente, soit le prolétariat sort d'une phase violente de lutte contre le capital et son Etat démocratique, ou même y est engagé, soit il vient d'être écrasé par lui. Si l'on pose donc la question sur un autre plan que moral, général, abstrait, elle n'a pas de sens. Tout au plus, cette défense de la démocratie contre la "menace" fasciste, pourrait ne viser qu'à sauvegarder l'acquis : lois sociales, constitution démocratique, etc. Mais, d'une part, au niveau des lois sociales, "l'Etat fort", de Bismarck à Franco, soutient facilement la comparaison avec les Etats démocratiques. Quant à la constitution démocratique, en général, quand le fascisme menace, les ouvriers viennent d'en faire une expérience amère. D'autre part, il n'est pas question pour les organisations ouvrières elles-mêmes, que dans cette lutte des "actions irresponsables" compromettent ces acquis. De cette façon c'est l'acquis lui-même qui est perdu. Non seulement donc, l'antifascisme, comme défense de la démocratie, lorsque le fascisme menace, n'a guère de sens, vues les conditions historiques de cette menace, mais, en plus, dans ce que cet antifascisme peut proposer se trouve déjà son échec. Il faudrait tout de même essayer de comprendre pourquoi l'antifascisme a toujours échoué, avant de le mettre à toutes les sauces. Toujours échoué à éviter le fascisme, toujours réussi à être le complément moral de l'écrasement de la lutte de classe.

Une fois "l'Etat fort" ou le fascisme installés, la lutte des classes ne disparaît pas parce que les formes "autonomes", ou plutôt institutionnelles, du mouvement ouvrier sont poursuivies, réprimées, supprimées. Dans cette situation, la lutte du prolétariat est-elle une lutte pour la restauration d'un régime politique démocratique ? Non. Les ouvriers polonais en 70, 76, 80, les ouvriers argentins, les ouvriers du bâtiment grecs en 73, les ouvriers espagnols à la fin du franquisme, luttent pour des revendications immédiates, pour leurs propres intérêts de classe. Quand, de par la nature de l'adversaire qu'elle affronte, la lutte du prolétariat inclut la restauration de la démocratie, ceci se pose immédiatement comme une limite de sa lutte et se retourne contre lui. C'est le passage en Pologne en 80, des comités de grèves à la fondation de Solidarité, dirigé par une taupe de l'archevêché, entourée par un groupe d'experts issus du même sérail que les bureaucrates qui se trouvaient en face. Solidarité dont on a vu ensuite l'évolution dominante. Il est vrai que, pour les démocrates radicaux, la démocratie existante n'est jamais la bonne. Il y a une étrange obstination à vouloir appeler antifasciste la lutte du prolétariat contre le capital, lorsque l'Etat de celui-ci est fasciste (tout comme s'obstinent d'autres à vouloir l'appeler antidémocratique dans le cas inverse). Quand les ouvriers de Barcelone et Madrid, en juillet 36, se lancent à l'assaut des casernes, le mouvement est bien impulsé par le putsch de Franco, mais ces ouvriers qui, depuis des mois, bien avant la victoire du front populaire mènent de puissantes luttes, sont-ils pour autant antifascistes? Le gouvernement républicain qui aussitôt les encadre, cherche à les désarmer et combat (avec l'appui de la CNT) les aspects révolutionnaires des collectivisations, ne s'y est pas trompé. Et le Front Populaire en France qui se retourne rapidement contre les luttes ouvrières "qu'il faut savoir arrêter" (et qu'il n'avait en aucune façon impulsées), et fait tirer sur les ouvriers, ne s'y est pas trompé non plus, préparant l'union nationale et précipitant (assez mal, il faut le reconnaître) la classe ouvrière dans la guerre.

Toutes les formes d'Etat ne sont pas équivalentes. Mais pour le démocrate, de cette constatation évidente, on doit passer à une problématique abstraite du choix et non à une compréhension historique de la lutte de classe. Il est évident qu'en période

de calme social relatif, tout le monde préfère pouvoir aller rouspéter dans son association favorite, distribuer son tract, faire signer sa pétition, sans se retrouver dans un cul-de-basse-fosse. En période de luttes de classes intenses, tous les régimes tendent à se ressembler, car c'est justement la situation à l'origine de "l'Etat fort". La question de la différenciation des régimes politiques ne peut se poser en termes de choix ou de hiérarchisation. *De toute façon nous n'avons pas le choix.* L'approfondissement de la lutte de classe contre le capital est la seule lutte qui vaille contre la "menace" de "l'Etat fort", mais elle en est simultanément la condition même d'apparition. La lutte contre le capital, une fois "l'Etat fort" établi, est la seule lutte qui vaille contre cet Etat. Elle peut par là-même trouver sa limite et échouer dans la restauration de la démocratie.

Dans la stratégie alternative, l'aboutissement "communiste", comme "accomplissement de la démocratie", résulte d'un processus graduel d'approfondissement de la démocratie existante en démocratie directe. Cette conception est en passe de se structurer et de recomposer un nouveau visage du réformisme (bien que le terme puisse être impropre ici en ce que mouvement et but se confondent). C'est le parti de l'alternative, parti diffus, mais réellement existant. Il semblerait bien que, sur ce thème de la démocratisation de la démocratie, se recompose la gauche. Cela entraîne que la critique d'une telle conception est délicate. Si on se contente de montrer qu'elle est fautive, qu'elle ne fait qu'entériner la société capitaliste, on manque en partie le but (en la traitant comme une erreur théorique) ; il faut simultanément montrer qu'elle est une réalité efficiente du rapport actuel entre les classes et mener la critique en conséquence.

De façon générale, les démocrates rêvent toujours la démocratie comme forme politique indépendante en soi du mode de production capitaliste dont elle est pourtant partie intégrante. Ce serait une forme neutre, seulement traversée par cette société, une argile malléable. On la rêve sans corruption, sans grandes entreprises, sans exclusions, sans classes, sans capital, sans "maîtres du monde" etc. (se reporter à la collection du "Monde Diplomatique"). Le capital empêcherait la démocratie de se déployer dans son essence véritable mais les contradictions entre les principes de la démocratie et la réalité de la société bourgeoise sont exclusivement des contradictions internes de l'Etat démocratique. De cette base abstraite de la démocratie, c'est-à-dire l'autonomisation de ses principes (autonomisation qui est la religion d'elle-même que la démocratie produit comme Raison, Universalité, Egalité...), tous les démocrates en font le principe d'achèvement de l'histoire. A partir de sa propre nature idéale, la démocratie serait amenée à dépasser le mode de production capitaliste. Balivernes! Cette conception de la démocratie et de ses principes est le fondement idéologique d'une vision du procès de la "révolution" comme devant être la prise en charge par le prolétariat de ses conditions d'existence ; ce qui ne saurait être autre chose que l'exigence de la vraie démocratie.

Lorsque dans le N° 70 (Décembre 95-Janvier 96) de "A Contre Courant" (dont Bihr est l'animateur), on lit dans l'éditorial : "...tous ensemble, par la grève et la manifestation, nous étions capables de nous faire entendre et d'imposer la prise en compte de nos intérêts", qu'est ce que cela signifie? Sinon que le prolétariat pourrait faire valoir ses intérêts dans le cadre de la démocratie réellement existante et du mode de production capitaliste. L'Etat recule, fait des concessions, mais il ne "prend pas en compte nos intérêts". Cette acceptation de la démocratie est toujours contrainte à un moment ou à un autre de descendre de son piédestal pour devenir une acceptation de l'Etat actuel. Dans la stratégie alternative, la démocratie vraie (directe, etc.) est la forme naturelle que peuvent dès maintenant revêtir les rapports entre "les individus maîtrisant leurs conditions d'existence". La maîtrise de ses conditions d'existence par le prolétariat, qui par là se supprimerait en tant que tel, repose sur deux éléments : la démocratie vraie comme forme nécessaire de la maîtrise ; les conditions du communisme, en tant que *données objectives réalisées dans le capital*, comme fondement de cette maîtrise.

Du capital comme contrôle et domination à "produire autrement".

Nous avons vu que les "conditions du communisme", considérées comme un acquis objectif à l'intérieur du mode de production capitaliste, constituaient le coeur de l'idéologie alternativiste, lorsque celle-ci se voulait rupture d'avec cette société et non simple aménagement. Le mode de production capitaliste, tout comme l'Etat dans son rapport à la société civile, est donc scindé entre sa production des conditions objectives du communisme et *l'usage* que le capital fait de ces conditions. N'étant plus en adéquation avec ce qu'il a lui-même créé, le capital deviendrait simplement domination et contrainte. L'exploitation cède alors la place à l'aliénation. On se trouve dans une situation somme toute assez simple : à la base, des conditions objectives du communisme et, au dessus, deux "utilisations" possibles de ces conditions. Si d'un côté le capital ne se maintient que comme domination, contrainte, aliénation, de l'autre bien sûr ce sera la démocratie, la maîtrise de ses conditions d'existence, qui seront l'autre terme de l'alternative. "Momentanément" les deux peuvent subsister côte à côte puisqu'ils ne sont qu'utilisations différentes de la même base objective, même s'il s'agit d'une coexistence pas forcément pacifique. Tel est le secret, dans l'idéologie alternativiste, d'une société qui se reproduirait, contenant en son sein deux types de production et finalement deux prolétariats avec peut-être même des individus ayant un pied de chaque côté. Entre les deux s'étirerait toute une série de cas intermédiaires où le prolétariat ne contrôlerait pas totalement, mais en partie seulement, les conditions de la production ou de sa reproduction. La multiplication de ces cas intermédiaires devenant même le but de chaque lutte dans chaque entreprise.

L'affirmation du prolétariat devient une alternative au capitalisme.

Avant d'étudier l'idéologie et les réalités de cette coexistence, il faut brièvement prendre en considération une démarche originale qui est fondamentalement alternativiste, sans pour autant promouvoir des "initiatives alternatives". Il s'agit d'une conception totale de l'alternative où l'on voit le projet révolutionnaire classique de l'affirmation de la classe (le programmatisme) se couler dans le moule de la problématique alternativiste. C'est ce qu'exprime la démarche théorique du groupe "Echanges et mouvements".

Pour *Echanges*, réformisme ou léninisme furent des versions différentes de "l'idée que le socialisme ou le communisme pouvaient être réalisés par une autorité supérieure (...) laquelle autorité fixerait les règles d'or d'une société nouvelle" (n° 75, p. 58). Cette conception correspondait surtout "à une réalité économique-sociale d'une société hiérarchisée dans laquelle on pouvait penser qu'il suffisait de changer les têtes pour qu'elle devienne humaine. Dans un monde où les techniques tenaient une place de plus en plus grande, l'immense majorité des prolétaires, de la population, pouvait considérer qu'elle était incapable de gérer quoi que ce soit et qu'elle devait faire confiance non plus à ceux qui possédaient, mais à ceux qui savaient. C'est cette conception qui est présentement balayée par l'Histoire (...) par la pénétration de plus en plus profonde du capital et des techniques qu'il utilise". "D'un côté se développe une grande vulnérabilité du système (d'où la poussée vers la coopération minimum nécessaire pour que l'entreprise capitaliste puisse rester compétitive, c'est-à-dire puisse répondre à tout moment aux besoins du marché et réaliser la plus-value - avant les autres concurrents si possible -) ; de l'autre la circulation quasi-instantanée d'une information et la réponse productive rapide avec une simplicité technique liée au

développement de l'appropriation générale de cette technique qui modifie radicalement les perspectives que l'on pouvait autrefois tracer dans la gestion d'une autre société (non plus sous la forme d'une utopie mais d'une *réalité se développant sous nos yeux*) (d°, p. 61).

Le communisme se ramène ici à une question de gestion démocratique par la base, rendue possible par la diffusion de certaines techniques. Plus de "destruction de l'Etat", plus "d'affrontement ouvert" : "la révolution doit venir du sein même du système capitaliste mondial et doit être l'oeuvre de tous"(p. 58). "Du sein même" signifie : le capitalisme nécessite la participation des travailleurs, en même temps que la diffusion de techniques adéquates autorise la gestion d'une autre société. La résistance quotidienne, la lutte souterraine, pas spectaculaire, dont *Echanges* fait grand cas, à juste titre, n'est alors que le négatif à partir duquel se dévoile le but final : la prise en charge de la production, la gestion d'une autre société. Cette lutte ne ferait que manifester que *tout est là pour passer à autre chose*, puisque les moyens techniques sont disponibles. "Autorité", "hiérarchie", "techniques", "gestion", "oeuvre de tous", tout est là pour que le récit événementiel des luttes et de leur devenir soit posé dans les termes de la sociologie, de la technique, de l'économie. La contradiction entre le prolétariat et le capital a disparu, la question de la révolution et du communisme se ramène au problème suivant : est-ce que le prolétariat dispose des moyens techniques lui permettant de gérer lui-même la production?

C'est toute la problématique fondamentale de l'alternative que l'on retrouve et dans laquelle est contrainte de se présenter la forme la plus classique de l'affirmation de la classe. La lutte des classes n'est pas réellement une contradiction entre prolétariat et capital, mais une réaction, une défense du prolétariat face au capital. Le prolétariat est déjà la société future, chaque lutte est une affirmation de ce qu'il est déjà la société ; dans chaque lutte, il doit se retrouver lui-même : rejeter tout ce qui lui est extérieur. Pour le prolétariat, l'objectif de chaque lutte n'est pas l'abolition de la société existante (à terme), mais de se retrouver soi-même. La révolution en tant que rupture disparaît à l'horizon. La lutte est tout, la révolution devient le procès des luttes, le procès de cette conquête de soi. Le prolétariat est déjà tout, il ne lui reste plus qu'à le découvrir lui-même. Cette autoreconnaissance devient l'essence de chaque lutte.

"L'autre société", c'est la même, mais dans laquelle les prolétaires se seraient affirmés, non après une révolution (*Echanges* se méfie maintenant des grandes luttes ouvertes, des manifestations spectaculaires ; la révolution "affaire de tout le monde" est en procès "au sein même du capitalisme"), mais par la reconnaissance "au sein même du capitalisme" de ce qu'ils sont. Cette reconnaissance valant révolution, et équivalant à changer la société, chaque lutte en est la révélation, et pose cette reconnaissance pour objectif. C'est la récurrence des : "lui-même", "elle-même", etc. Le prolétariat n'a qu'à devenir pour lui-même ce qu'il est lui-même dans le capitalisme et ce ne serait plus le capitalisme. Comme dans toute problématique alternative, il n'y a plus pour *Echanges* de question relative au procès reliant les luttes actuelles à la révolution. La question n'a pas de sens, les luttes actuelles dans leur contenu, dans l'objectif que la classe s'y fixe, dans les tâches qu'elle doit y affronter, n'auraient plus pour objet que la transmutation du capitalisme en une autre société de par la révélation de la classe ouvrière à elle-même.

Ayant ramené le mode de production capitaliste à une simple forme d'utilisation des conditions actuelles de la production auxquelles il imprimerait ses choix politiques, à une contrainte exercée sur les individus engagés dans cette production, l'alternative est légitimée à prendre ces mêmes conditions de production (puisque elles sont tendanciellement et objectivement celles du communisme) et à s'en proclamer le dépassement dans la mesure même où elle les soumet aux individus producteurs. Franchir le pas de la "contre-société" est le développement normal de la démarche alternative ; si *Echanges* ne le franchit pas cela tient essentiellement à sa propre histoire théorique (notons cependant que dans la seconde moitié des années 70,

avec "L'autre mouvement" et "Le refus du travail", la tentation fut forte - voir plus loin).

"Volonté politique et choix de société".

Sous sa forme la plus développée, la démarche alternative se trouve confrontée au problème de la maîtrise de ces conditions de production qu'elle affirme être devenues conditions objectives du communisme (d'une "autre société" dans la langue alternative). Même s'il ne s'agit que de projets, ces conditions ne se laissent pas facilement soumettre. Il faudra donc, "pratiquement", trouver des modalités qui permettent cette soumission et, "idéologiquement", considérer toutes les conditions de production actuelles, non comme des rapports de production, mais comme le choix politique fait par la classe capitaliste de la soumission de la société à la logique économique : produire pour produire aux bénéfices de quelques uns.

"Nous ne voulons plus vivre dans des rapports marchands et sous la logique du profit, nous voulons trouver une façon de produire, de consommer et d'échanger plus en accord avec nos désirs et nos besoins et non plus pour le profit et les privilèges de quelques uns." (Courant Alternatif, octobre 97). Qui est ce "nous"? Trouver une autre façon de produire, etc., est-ce abolir la précédente? L'autre façon de produire, résulte-t-elle de cette abolition? Quels sont ces désirs et ces besoins? La différence entre la nouvelle et l'ancienne façon de produire, etc., se résume-t-elle à l'abolition des profits et privilèges de quelques uns? Qui sont ces quelques uns? Laisse-t-on subsister, parallèlement à la nouvelle, l'ancienne façon de produire, etc.? Dans cette simple phrase, emblématique de la pensée alternative, le capital n'est plus un mode de production définissant des classes, mais oppose des "nous" et des "quelques uns". Corollairement il n'est plus un mode de production reposant sur l'exploitation, mais un mode de répartition inégalitaire dont on s'affranchit en "récupérant ce dont nous avons besoin". Il n'est plus "assoiffé de surtravail" mais obéit à une "logique économique" (?), "qui nous pousse à produire toujours plus et n'importe comment" (d°)

Le projet alternatif global consistera, en conséquence de sa "critique" du capitalisme, à "rendre la société (laquelle? n d a) plus égalitaire et plus démocratique". On peut légitimement se poser la question de savoir de quelle société il s'agit quand c'est de la réduction du temps de travail dont on parle comme moyen pour parvenir à ce but égalitaire et démocratique. La seule société dans laquelle la réduction du temps de travail a un sens c'est la société capitaliste, dans le communisme il n'y a plus de travail. Mais la société capitaliste s'est évanouie, elle n'est plus que le choix politique imposé à la destination de la production et à ses modalités. Il suffit donc de renverser les choix politiques des "quelques uns" qui profitent en une planification démocratique : "En regardant autour de nous, nous constatons combien de besoins les plus élémentaires sont à couvrir et combien il y a de ressources improductives" (d°, décembre 97). En conséquence, le système capitaliste est "irrationnel" (d°) parce qu'il utilise mal le travail disponible. "Le manque d'emploi, le chômage, tiennent leur fondement dans la situation politique qui permet que les patrons puissent décider en exclusivité, de l'utilisation de la richesse sociale accumulée. Le chômage et ses funestes conséquences (pauvreté, exclusion sociale) viennent de ce que les riches contrôlent le travail et la vie des prolétaires, que les décisions concernant ce qui se produit, comment où et quand, dépendent du seul pouvoir des patrons et que la recherche du profit pour une minorité est le principe directeur de la vie sociale" (d°). Le "vrai problème n'est pas tant la répartition de l'emploi que la répartition du produit social et les conditions politiques nécessaires pour cela." (d°). "Riches", "pauvres", "besoins", "contrôle", "exclusivité", "conditions politiques" tels sont les termes de la "critique"

alternative du mode de production capitaliste dans laquelle le capital n'est plus qu'une "logique économique" imposée à "la société" par une "volonté politique". La "richesse sociale accumulée", qu'il s'agit de mieux partager, est une expression passe-partout, évitant de dire que le capital se présente comme une "immense accumulation de marchandises", ce qui immédiatement pose le rapport social de leur production et empêche de considérer comme autonome la question de la répartition, empêche de considérer la division de la société comme division entre "riches" et "pauvres", et les contradictions de celle-ci comme des antagonismes sur la répartition. Prenons la richesse sociale accumulée, changeons la volonté politique en ne la subordonnant plus à la logique économique, et le tour serait joué.

Toute la question du changement de société se ramène à une question de volonté politique et de "choix de société". Il ne peut plus s'agir, dans la problématique alternatifiste, des contradictions à l'intérieur d'une société produisant, de par l'activité d'une classe définie dans ses contradictions, le dépassement de cette société. Il s'agit d'une décision, d'un choix, s'effectuant en alternative à un autre choix de société. Le lien politique est posé comme premier, comme la définition essentielle de toute société humaine. Le capital subordonne ce lien à la production pour la production (productivisme en langage alternatif), il faut lui rendre sa prééminence. C'est le lien politique qui définira "l'utilité sociale du travail". Mais là, l'alternative se heurte à un problème de taille. Incapable de penser le capital en termes de rapports sociaux, c'est-à-dire comme particularisation d'une totalité, mais seulement en termes de heurts de sujets indépendants, auto-définis, la contradiction se transmue en contrôle et en choix sur la production et la répartition. Le capital, c'est ce contrôle effectué par "quelques uns" en "exclusivité". Le communisme est alors lui aussi ramené à une question de contrôle, cette fois-ci de contrôle par tous. Mais surgit alors dans la tête des planificateurs alternatifs un nouveau problème : que chacun contrôle tout est impossible. On va donc inventer le "communisme local". "Parler d'utilité sociale renvoie au territoire, au communautaire, au maîtrisable, c'est-à-dire à des collectifs, faites de rapports de proximité, de connaissance de leur environnement, qui permettent d'envisager la démocratie directe. En fait tout ce que le capitalisme cherche à détruire, et que nous nous battons pour faire vivre."(d°) L'auteur oublie de nous dire qu'un territoire communautaire ça se délimite, nous voilà avec de joyeuses perspectives. Quand une telle proclamation est explicitement signée à partir du "Pays Basque", c'est au pétainisme du village heureux auquel on pense. Ceux qui ne sont ni Basques, ni Corses, ni Provençaux, ni Serbes, ni Tutsis, ni Bretons, ni Afrikaners, ni Syldaves, ni Bordures, ceux qui ne se battent pas pour défendre une identité que le capital cherche à détruire, mais qui n'ont que l'universalité que celui-ci concentre face à eux, ceux-là devront-ils se faire naturaliser Monégasques?

D'autres, dans la même veine, comme le groupe des "Chômeurs heureux", nous donnent en exemple la "convivialité africaine", convivialité servant d'"analyseur" pour la société capitaliste et de source d'inspiration pour son dépassement. Il est intéressant d'en dégager les éléments d'inspiration : l'arrêt de la production quand il y a satisfaction des besoins, l'anéantissement de l'argent dans la consommation et la fête en particulier, la circulation intense de l'argent sous forme de tontines, etc., l'appartenance à une multitude de communautés (ethnies, tribus, villages, familles, réseaux divers). Tout cela permettant, pour reprendre le vocabulaire des "Chômeurs heureux", le dégagement de "ressources obscures". Soit on est dans une société ayant dépassé le mode de production capitaliste, alors l'argent a été aboli et il n'y a plus rien là-dedans dont on puisse s'inspirer. Soit on s'en inspire comme forme de lutte donc encore à l'intérieur de la société capitaliste, mais en opposition à elle. A ce moment là, ce que l'on critique dans le capital, ce n'est pas d'être une société marchande mais d'être une société marchande qui a fait de l'argent le but même de la production ; on ne saisit pas sa spécificité, ce n'est qu'une production marchande dévoyée (entre autres parce qu'elle

a fait de la force de travail une marchandise). On demeure dans les catégories de la petite production marchande et de l'argent comme moyen de circulation (où alors disparaît le rôle d'analyseur et d'inspiration de la "société africaine") en y ajoutant la domination de la logique économique, poussant à produire toujours plus, sur la logique sociale, et la recherche de l'argent pour lui-même. *L'alternative ne se présente pas comme la gestion de la société existant réellement, mais comme l'envers de la société actuelle telle qu'elle l'a reconstruite, redéfinie pour ses besoins.*

Les luttes quotidiennes comme projets alternatifs : réduction du temps de travail et allocation universelle.

C'est dans l'exposé des moyens pour parvenir à cet avenir radieux, que l'alternative dévoile sa genèse réelle. Ces moyens sont doubles : *les luttes quotidiennes au sein du travail salarié* et *les initiatives à sa marge*.

En ce qui concerne le *premier point*, on rejoint la base réelle de l'alternative dans la lutte de classe que nous exposions précédemment en tant que constitution du "parti de l'alternative". La limite spécifique de ce cycle de luttes, en ce que la contradiction entre le prolétariat et le capital se situe au niveau de la reproduction de leur rapport comme contradiction dans l'exploitation et l'autoprésupposition du capital, est en même temps un "grand leurre". La contradiction se situant au niveau de la reproduction des classes et donc incluant leur remise en cause, la simple activité revendicative, se donne comme aspiration à une autre société, c'est très bien. Mais le capital se reproduisant et agir en tant que classe demeurant, comme nous le disions, la limite la plus générale de ce cycle, cette aspiration au dépassement de la contradiction et de ses termes devient alors une alternative à cette reproduction, alternative produite immédiatement à partir des conditions d'existence du prolétariat. Elle se veut un autre possible, à côté de ce qui est, en faisant l'économie de son abolition et de son dépassement préalables ; en cela elle répond aux mêmes questions que la société existante et en *redéfinit* les termes, *elle propose des solutions*. Le capital se reproduisant formalise la limite spécifique de ce cycle de luttes comme expression d'un autre possible en dehors et face à la réalité capitaliste, et cela est *un élément réel actuel des luttes de classe*, quelles que soient l'importance, l'activité, ou l'influence, des groupes alternatifs dans ces luttes.

"Au delà de la réduction du temps de travail, il faut mettre en avant la perspective d'un concept revendicatif plus global, qui intéresse et unisse les travailleurs/ses avec ou sans emploi, où l'humain ne sera plus traité comme une valeur marchande, où le travail ne sera plus synonyme d'exploitation. Les évolutions du travail ne peuvent acquérir un sens que si elles s'intègrent dans la représentation d'un avenir collectif, porteur d'émancipation et de mieux être." ("Courant Alternatif", décembre 97). De son côté, l'allocation universelle (bien sûr "suffisante et inconditionnelle") "favoriserait un passage *progressif* (souligné par nous) du travail contraint à l'activité bénéfique à l'individu et à la collectivité, et permettrait d'ouvrir à d'autres formes de socialisation que celles qui passent par le travail contraint." (d°). Dans ces deux cas, la transmutation de la lutte revendicative en stratégie alternative consiste à contracter en une pratique unique la lutte revendicative et la construction d'une nouvelle société. La construction de cette nouvelle société n'est alors qu'une somme de solutions apportées à la société capitaliste transformée en somme de problèmes à résoudre.

Mettons les points sur les "i" : soit on se bat sur la réduction du temps de travail et on reste dans le cadre de la société capitaliste (ce qui n'est pas une critique, autant vaudrait alors critiquer le fait qu'il y ait lutte de classes dans le mode de production capitaliste) ; soit on parle du dépassement de la société capitaliste, mais

alors nous sommes au-delà de toute mesure du temps de travail et même de la notion de travail. Que la lutte de classe du prolétariat contre le capital produise son dépassement et la société communiste, c'est une affaire ; que ce dépassement résulte d'un développement progressif à partir des catégories du capital, ç'en est une autre. La réduction du temps de travail est toujours une réorganisation du travail productif dans le procès de valorisation du capital ; elle ne peut sortir du rapport entre travail nécessaire et surtravail. Vouloir que "l'humain ne soit plus une marchandise" (traduisons cette terminologie fumeuse : que la force de travail ne soit plus une marchandise, c'est-à-dire l'abolition de la réalité même de la force de travail), n'est plus un "concept revendicatif" mais le contenu de la révolution. C'est là tout le "flou" de la démarche alternative : *amalgamer la revendication et le dépassement*. Dans cet amalgame on perd à la fois la lutte revendicative et le dépassement de la société existante dans le développement progressif d'acquis de la lutte revendicative qui se révèlent, en bout de course et dans la course elle-même, autre chose que ce qu'ils semblent être.

Les luttes dans le travail salarié contre la hiérarchie, contre les inégalités, contre les heures supplémentaires, demeurent des luttes dans le travail salarié. On pourrait même revendiquer l'égalité totale des salaires sans remettre en cause le travail salarié lui-même, bien au contraire. Que cette revendication n'ait aucune chance d'aboutir ne supprimerait pas que l'on aurait eu la volonté d'aboutir à un travail salarié "juste". On aurait par là-même confirmé la forme générale du travail salarié, la vente de la force de travail. Ce qui caractérise le travail salarié, c'est qu'une fois que le travail vivant est incorporé au procès productif, il cesse d'appartenir au travailleur et entre dans des combinaisons dont le capital est la matérialisation. La coopération, l'association du travail, nécessitent donc la hiérarchie dans le procès de travail. Avec le travail salarié, le travail perd tout caractère de réalisation de soi, il est devenu une activité étrangère à l'ouvrier qui le met en oeuvre. Le travail salarié efface le rapport du travailleur à son activité individuelle. Mais du moment que tout rapport à son activité individuelle cesse, le besoin d'une activité immédiatement sociale commence à se faire sentir. C'est faire un pas en arrière, par rapport à ce côté révolutionnaire du travail salarié, que de vouloir que l'ouvrier non seulement vende sa force de travail mais encore assure sa coordination avec les autres forces de travail dans le procès de production (cf le travail aux pièces qui économise le contrôle hiérarchique ou le travail en équipes de production avec objectifs). Tout cela pour dire que la lutte contre les inégalités ou contre la hiérarchie (on pourrait rajouter la parcellisation du travail) au sein du travail salarié ne remet pas en cause le système du salariat. De façon plus générale, on ne peut faire de la lutte contre une détermination du travail salarié (niveau du salaire, hiérarchie, parcellisation, inégalités des salaires ...), une remise en cause du système du salariat pour une raison somme toute assez simple. Le salariat fait de l'activité de l'ouvrier une activité étrangère à lui ; proposer à l'intérieur du travail salarié l'abolition d'une de ses déterminations, c'est proposer que l'ouvrier se scinde lui-même, un peu à l'image du petit patron qui travaille, et prenne en charge cette extranéisation. Il peut en résulter une amélioration passagère de sa situation, mais non une suppression du travail salarié ou une amorce de son dépassement. Voir que, dans la lutte contre les hiérarchies, contre les inégalités de salaires, contre la parcellisation du travail, contre l'allongement ou l'intensification de la journée de travail, se manifeste l'aspiration, dans la lutte de classe, à une activité immédiatement sociale qui ne peut être que l'abolition du système du salariat, est tout à fait différent de la proposition alternative selon laquelle : "Les évolutions du travail ne peuvent acquérir un sens que si elles s'intègrent dans la représentation d'un avenir collectif, porteur d'émancipation et de mieux être" (d°). En effet dans ce cas on considère, ou on voudrait qu'existent, des évolutions résultant de ces luttes qui, dans le cadre du salariat, soient une abolition progressive du salariat ; on leur propose un sens, une valeur, en tant que mouvement d'abolition du

salariat dans le salariat. Il s'agit par exemple dans le cas de la réduction du temps de travail de l'orienter vers "une transformation positive des rapports sociaux" (d°) ; notons bien qu'il s'agit de "transformation positive" et non d'abolition de ces rapports sociaux.

Ce sens c'est "travailler autrement". Dans la démarche alternative, on retombe toujours sur l'opposition entre des réalités immédiates considérées comme neutres (richesse, travail concret...) et des formes sociales considérées comme des volontés politiques, des choix de société, venant s'imposer à ces formes, les orienter. Ici, la possibilité, à partir des luttes revendicatives dans le salariat sur des déterminations du salariat, d'être un développement progressif au delà du salariat, réside dans les modifications du travail concret, de son effectuation en tant que travail concret, à tel point que sa forme sociale de travail salarié deviendrait de plus en plus évanescence. Le travail concret étant de plus en plus maîtrisé par les travailleurs eux-mêmes, qu'importe qu'il y ait encore vente de la force de travail dans la mesure où ensuite les ouvriers sont égaux entre eux, n'ont plus de hiérarchie au-dessus d'eux, etc. C'est de cette façon que l'on aboutirait à l'abolition du rapport salarial, encore que cette abolition porte toujours les stigmates de sa genèse : transformation du travail concret, cadre de l'entreprise, gestion de la production, maîtrise de la répartition. Si l'on ne pose pas le dépassement du rapport salarial à partir de ce qu'il y a de plus fondamental en lui, l'exploitation comme objectivation des forces sociales du travail face à la subjectivité du travail individuel comme marchandise-force de travail, on ne peut concevoir son dépassement comme *l'activité individuelle directement partie intégrante de l'activité de la communauté, sans détour ni modalités sociales effectuant cette adéquation*. Il ne s'agit toujours dans ce "dépassement progressif", dans ces "solutions", que d'une réorganisation de l'économie, que de la recherche d'une réponse à l'éternel problème du faire valoir social de l'activité individuelle (la valeur) qui n'a pas changé les termes de la question. Ce qui compte c'est de "travailler ensemble différemment, utilement, sans domination, sans peur du lendemain et avec une maîtrise réelle de la production et de la gestion des entreprises. Tout ceci dans un cadre de réelle répartition des biens et services produits, sans distinction d'origine ou de situation sociale, sans recherche de profits. Tout ceci a un nom : l'autogestion généralisée de l'économie, l'égalité sociale et économique pour tous, bref le communisme libertaire." ("Le Monde Libertaire", 5-11 février 98)

Le rapport salarial n'est pas une simple forme qui pourrait se vider de toute signification comme une coquille, la vente de la force de travail implique le travail dans ce qu'il a de plus concret dans son effectuation, non seulement dans le procès de travail et les formes qu'il revêt (développement de la machinerie, commandement du capitaliste ...), mais encore l'achat de la force de travail n'a de sens que si elle a pour finalité la production maximale de surtravail, enfin le rapport salarial impliquant celui entre travail nécessaire et surtravail détermine même la valeur d'usage des marchandises produites socialement, en déterminant la relation entre les deux grandes sections de la production.

Les choses sont encore plus claires en ce qui concerne l'allocation universelle : "Réclamer un revenu indépendant d'un travail salarié permet de développer l'idée qu'on peut vivre sans travailler, et proposer une répartition des richesses qui ne dépendrait pas d'une rémunération, d'un salaire, mais des besoins des personnes" (d°, février 98). On nage en pleine incohérence. Proposer par l'intermédiaire d'un revenu monétaire le passage progressif du travail contraint à "l'activité bénéfique à l'individu et à la collectivité" est tout bonnement une absurdité. Non seulement l'activité libre implique au minimum l'abolition de l'argent, mais encore on s'imagine que le capital et son Etat vont financer leur propre abolition. Quant à l'origine des sommes consacrées, dans la société capitaliste, à cette allocation universelle inconditionnelle et suffisante, alors là il n'en est même pas question. On peut évidemment dire que cette

société abonde en ressources que des minorités accaparent, financer cette allocation ne présenterait donc pas de problèmes majeurs. Sauf un : ces ressources sont, soit du revenu, soit du capital, et non des ressources en général. Leur distribution est prédéterminée par les rapports de production et leur répartition autre ne peut précéder l'abolition de ces rapports de production ; et si ces rapports de production sont abolis, on ne se préoccupe plus de répartir des allocations mêmes universelles, suffisantes et inconditionnelles. En définitive, ce point ne présente comme intérêt que de montrer en dehors de toute réalité, de toute contingence, dans un exemple à la dynamique épurée, la démarche de l'alternative.

Dynamique épurée de l'alternative parce qu'elle fonctionne, à ce niveau abstrait, pour elle-même, comme un système clos, en dehors des rapports de classes du mode de production capitaliste. Sa référence au mode de production capitaliste consiste seulement à considérer en lui les conditions objectives du communisme comme réalisées. En l'occurrence, en ce qui concerne l'allocation universelle, il s'agit de la réalisation dans le capitalisme du travailleur social. On retrouve là la base théorique générale de la stratégie alternative : partir de conditions objectives du communisme posées comme réalisées dans le capital et, sur cette base commune, opposer le capital devenu une simple contrainte à l'utilisation ouvrière de ces conditions objectives. Le capital comme contradiction en procès, c'est-à-dire en tant que contradiction entre le prolétariat et le capital interne au mode de production capitaliste, comme procès de l'exploitation et de l'accumulation, a disparu pour laisser la place aux deux branches d'une alternative qui, si elles s'opposent, n'appartiennent plus à la même totalité.

“La richesse produite par la société ne résulte pas d'une somme de travail individuel mais bien d'une organisation sociale et technologique complexe au sein de laquelle le travail direct est minoritaire.” (Cash, n° spécial “Pour un revenu garanti”, décembre 87). Si cela est exact, cela ne pose pas une base sociale différente de ce qui fut toujours le mouvement interne du travail salarié et de l'exploitation ; cela ne fonde pas ipso facto “le droit des citoyens à la richesse produite”(d°). Ce droit est considéré comme découlant de la nouvelle situation créée par le développement du capital, sans considérer que cette situation n'est pas une positivité faisant éclater la forme salariale et que l'on pourrait dégager d'elle, mais qu'elle est une contradiction *à l'intérieur de la forme salariale* et n'existant que parce que celle-ci existe. “Pour nous, le lien qu'on s'obstine à maintenir entre un travail productif qui n'existe plus et un salaire présenté comme sa contre-partie, n'a plus aucune raison d'être. Le travail est devenu social, il implique toute la société, et dans le même mouvement il se présente comme travail abstrait. En conséquence, le salaire ne peut être lui aussi que social, mais concret, c'est-à-dire garanti.” (d°). Au-delà de toutes les confusions que renferme cette déclaration (entre valeur d'échange et valeur d'usage de la force de travail, entre la valeur de la force de travail et la forme mystifiée du salaire comme prix du travail, entre objectivation de la force sociale du travail dans le capital et coopération des travailleurs), ce qu'il faut remarquer ici c'est l'inscription naturelle de cette analyse et de cette revendication dans la stratégie de l'alternative, en ce qu'elle a de plus fondamental, et l'inscription de cette stratégie dans le cours actuel des luttes.

Un réformisme paradoxal.

Pour la problématique alternativiste (idéologique et pratique), l'*indépendance* des deux acteurs, prolétariat et capital, est nécessaire. Il faut avoir une dynamique du capital *et* une dynamique ouvrière si l'on veut que, dans la lutte sur le salaire lui-même, soit dépassé le cadre de la réalisation de la loi de la valeur quant à la force de travail ; comme si les perpétuelles fluctuations des prix de marché dues à la concurrence faisaient qu'il n'y a pas de loi de la valeur. En présentant le salaire exclusivement comme le résultat d'un rapport de forces, ce qui permettrait d'imposer dans le salaire la

nouvelle donne du travail social, on a, paradoxalement, fait sauter la connexion entre les classes. Que la lutte sur le salaire soit “une lutte politique”, on peut à la rigueur l’admettre, avec toutes les réserves sur le terme de politique (“choix de société”, etc.), mais cela ne s’oppose pas à ce qu’il soit “le coût de l’entretien de la force de travail”. Ce qui compte pour les adeptes alternatifs de l’allocation universelle, c’est précisément de fonder le développement *indépendant* de la classe ouvrière ; il faut pour cela que la lutte centrale sur le salaire oppose deux sujets dont la contradiction ne soit pas simultanément implication réciproque. Il faut faire “sauter” la loi de la valeur. Il s’ensuit alors que l’accroissement de la part du travail nécessaire par rapport au surtravail n’est pas seulement augmentation du salaire fluctuant autour de la valeur de la force de travail (dans laquelle la lutte ouvrière, qui a toujours des conditions, joue un rôle primordial), mais modification du rapport social, modification positive comme dirait “Courant Alternatif” : socialisation du travail, réappropriation de la richesse sociale, “auto-valorisation ouvrière” (Négri), autonomie de la petite circulation (circulation de la partie du capital payée en salaires et échangée contre la force de travail, elle se déroule en même temps que le procès de production) par rapport à la circulation générale. Que la portion de capital transformée en salaire accompagne le procès de production signifie pour Negri que “l’exploitation n’affecte en rien l’indépendance du sujet prolétaire” (“Marx au-delà de Marx”, Ed. l’Harmattan, p. 237). Le dualisme des formes de la circulation serait même la caractéristique essentielle de l’émergence du “sujet prolétaire” comme sujet irréductible. Par le travail nécessaire qui se rattache à la valeur d’usage des marchandises (destinées à la consommation ouvrière), le prolétariat s’érigerait en opposition au capital et serait à même de faire de sa conservation et reproduction une résistance irréductible, et destinée à être victorieuse, contre la valorisation. Le revenu ouvrier nie alors toute complémentarité par rapport au capital. Et en conclusion : “La petite circulation est l’espace dans lequel la sphère des besoins qui tient au travail nécessaire se déploie” (d°, p. 239). Les commentaires de Marx sur la petite circulation sont beaucoup moins “optimistes”. “Dans cette circulation, le capital rejette du travail matérialisé pour s’assimiler la force de travail vivante, son oxygène. La consommation de l’ouvrier reproduit celui-ci en tant que force de travail vivante. Etant donné que la reproduction de l’ouvrier est une condition pour le capital, la consommation de l’ouvrier apparaît comme reproduction, non pas directement du capital, mais des rapports qui seuls le mettent en état d’être du capital. La force de travail vivante fait partie des conditions d’existence du capital au même titre que la matière première et l’instrument. Le capital se reproduit donc sous une forme double, la sienne propre, et celle de la consommation de l’ouvrier, mais seulement pour autant qu’elle reproduit sa force de travail vivante.” (Marx, “Fondements ..” Ed. Anthropos, p. 191). La dernière réserve n’ouvre pas la voie à “l’indépendance prolétaire”. Elle signifie qu’il s’agit d’une consommation productive, non en ce qu’elle reproduit l’individu, mais parce qu’elle reproduit sa force de travail, et l’on sait ce qu’il advient de la reproduction de l’individu dès l’instant où sa force de travail cesse d’être utile au capital.

Ainsi, avec l’allocation universelle, le prolétariat se libérerait de la “domination” capitaliste par l’affirmation en lui-même du caractère social de la production. Sur l’allocation universelle, l’alternative s’enferme dans un réformisme paradoxal : le salaire comme prix du travail est critiqué comme forme mystifiée sur laquelle repose entre autres le réformisme syndical, mais quand il s’agit de montrer la nécessité du salaire garanti, sur la base du travail devenu en lui-même travail social, le raisonnement censé montrer cette nécessité s’appuie sur cette même “valeur” du travail que l’on n’arriverait plus à déterminer, justifiant par là la formule irrationnelle du prix du travail. Ce réformisme paradoxal induit chez les militants de l’allocation universelle le caractère ambivalent de cette revendication. Elle est présentée à la fois comme la *rupture* avec le rapport salarial et comme la *mise en adéquation* de ce dernier avec le

développement actuel du capital. La raison de cette ambivalence réside dans la considération de ce développement comme lui-même ambivalent : conditions objectives du communisme réalisées et existant positivement dans le capital.

“On ne peut plus considérer la notion de travail productif du strict point de vue de l’usine particulière. C’est désormais la société toute entière qui fonctionne comme une gigantesque usine.” (“Cash”, d°). Le raisonnement s’appuie ici sur la situation décrite par Marx de la façon suivante : “A partir du moment où le produit individuel est transformé en produit social, en produit d’un travailleur collectif dont les différents membres participent au maniement de la matière à des degrés très divers, de près ou de loin, ou même pas du tout, les déterminations de travail productif, de travailleur productif, s’élargissent nécessairement. Pour être productif, il n’est plus nécessaire de mettre soi-même la main à l’œuvre ; il suffit d’être un organe du travailleur collectif ou d’en remplir une fonction quelconque. La détermination primitive du travail productif, née de la nature même de la production matérielle, reste toujours vraie par rapport au travailleur collectif considéré comme une seule personne, mais elle ne s’applique plus à chacun de ses membres pris à part.” (Marx, “Le Capital, t. 2, p. 183-184). La conclusion serait donc la suivante : “C’est donc bien la participation au fonctionnement d’une société entièrement régie par la logique du profit qui détermine aujourd’hui l’appartenance à la communauté des travailleurs productifs. (...) Et on comprend aisément la signification de cette mutation en ce qui concerne le salaire. Si le travail s’est à ce point socialisé, l’extorsion de la plus-value est elle-même totalement sociale, c’est la richesse extorquée par toute la classe capitaliste à toute la communauté ouvrière. Le salaire ne peut donc être que social.” (Cash, op. cit.). Tout d’abord, il ne s’agirait donc que de mettre en concordance le développement et les caractéristiques du procès immédiat - unité du procès de travail et de valorisation - avec les modalités formelles du salaire (au lieu d’y voir la caducité du rapport salarial) ; on n’a encore une fois ici rien d’autre que “la fonction dynamique” de la lutte ouvrière dans le développement du mode de production capitaliste. Mais c’est aussi du bricolage théorique : on confond l’extorsion du surtravail dans le procès immédiat de production avec la péréquation du taux de profit et avec la transformation de la plus-value en capital additionnel. On retrouve ici toute la démarche consistant à conférer au travail lui-même la force productive sociale du travail qui est représentée dans le capital, alors que, face au capital, le travail productif du travailleur ne représente jamais que le travail du travailleur isolé. Subsumés sous le capital, les travailleurs deviennent les éléments de ces formations sociales, mais ces formations sociales ne leur appartiennent pas. La stratégie alternative en particulier et le démocratisme radical en général sont un moment de cette contradiction du travail social dans laquelle le prolétariat se remet en cause. Ce mouvement contient de façon inhérente la tendance dans cette contradiction à promouvoir l’existence de la classe dans le mode de production capitaliste, de manière adéquate à l’objectivation de ses forces sociales dans le capital. En cela on peut dire, comme une remarque d’ordre général, que la critique du démocratisme radical est un moment nécessaire de l’élaboration d’une théorie actuelle de la révolution et du communisme.

En résumé, cette ambivalence de la revendication de l’allocation universelle ou du salaire garanti qui enferme l’alternative dans un réformisme paradoxal se fonde sur ce que nous avons déterminé comme étant la base théorique générale de l’alternative. Dans le cas précis de l’allocation universelle, la condition objective positivement réalisée du communisme c’est le travail immédiatement social. Ce dernier devient cette condition objective à condition de rabattre les caractéristiques spécifiques du travail salarié, du travail productif face au capital, sur la description du travail concret. C’est dans ce type de mutation que réside l’objectivisation de la réalisation des conditions du communisme. La citation de Marx, si souvent utilisée, sur le travailleur collectif (cf supra), nous éclaire sur cette mutation. Immédiatement après avoir décrit cette

évolution du procès de travail, Marx ajoute : “*Mais ce n’est pas cela qui caractérise d’une manière spéciale le travail productif dans le système capitaliste. Là le but déterminant de la production c’est la plus-value. Donc n’est censé productif que le travailleur qui rend une plus-value au capitaliste...*”(d°). Jusque là, de quoi avait-il été question : “du simple rapport entre activité et effet utile, entre producteur et produit...” (d°).

Le fondement de la revendication du “revenu garanti” ou de “l’allocation universelle” c’est le travail, devenu travail social, valorisant le capital. Mais cette qualité de travail social n’est pas un attribut que le travail possède en lui même face au capital comme une détermination de la valeur d’échange de la force de travail, mais une qualité que le travail acquiert dans sa mise en mouvement dans le procès de production. C’est une qualité de sa valeur d’usage, c’est-à-dire une qualité inhérente au travail au moment où celui-ci n’appartient plus à l’ouvrier. Les forces sociales du travail n’existent que dans le procès de leur objectivation comme forces propres du capital.

L’important n’est pas de critiquer cette revendication comme une idéologie ou une erreur théorique. L’important de cette revendication n’est pas seulement ce qu’elle dit, mais surtout ce qu’elle fait comme travail d’organisation des luttes sociales, dans les luttes des chômeurs par exemple. La revendication du revenu garanti renforce en voulant la subvertir la forme salaire comme prix de la force de travail. Le salaire c’est le prix du travail ; dans le salaire la différence, dans la journée de travail, entre travail nécessaire et surtravail a disparu. Le rapport monétaire dissimule le travail gratuit du salarié pour son capitaliste. “On comprend maintenant l’immense importance que possède dans la pratique ce changement de forme qui fait apparaître la rétribution de la force de travail comme salaire du travail, *le prix de la force comme prix de la fonction.* (...) La valeur d’usage que l’ouvrier fournit au capitaliste, ce n’est pas en réalité sa force de travail, mais l’usage de cette force, sa fonction, le travail...” (Marx, “Le Capital”, t. 2, p. 211). Le fondement de la mystification réside dans la valeur d’usage que l’ouvrier cède au capitaliste : l’usage de la force de travail c’est le travail.

En réclamant le paiement par le capital des forces sociales du travail, on réclame que le salaire soit en accord avec sa propre mystification de la valeur de la force de travail, c’est-à-dire qu’il paie non pas la valeur d’échange de la force de travail, mais sa valeur d’usage pour le capital. On considère également que les forces sociales du travail sont siennes et non pas qu’elles n’ont d’existence qu’objectivées contre lui dans le capital. La classe capitaliste ne peut que reprendre cette revendication, c’est-à-dire mettre en accord la forme salariale avec le caractère social de l’exploitation d’une force de travail qu’elle socialise dans son exploitation, mais qui n’est jamais sociale tant qu’elle demeure purement subjective dans le travailleur. Pour parler clair, cette mise en accord, c’est l’articulation d’un revenu garanti et d’un salaire direct minable et la mise en place de toutes sortes d’allocations dégressives (“en sifflet”) entre les deux.

Que la lutte pour le salaire reste toujours dans le cadre du capital n’est pas une critique, loin de là. La critique porte ici sur la mise en avant de la forme mystifiée du salaire, comme salaire garanti venant formaliser les revendications immédiates de revenus plus importants. La formalisation idéologique de cette revendication consistera alors à ne plus considérer le caractère social du travail, ni comme une objectivation face à lui mais comme une qualité du travail en lui-même, ni comme une tendance contradictoire de l’accumulation, mais comme une tendance réalisée ou en voie de l’être par l’action de la classe. Le capital ouvrirait alors la voie à une “nouvelle société” se développant positivement à l’intérieur de lui-même. La revendication du revenu garanti part bien du caractère social du travail objectivé dans le capital, mais au lieu d’y voir la base de l’abolition de la valeur et du travail salarié, elle y voit le combat pour la mise en adéquation du salaire avec le niveau atteint par l’exploitation. “Ce que vous considérez comme juste et équitable n’entre pas en ligne de compte. La question

qui se pose est la suivante : qu'est-ce qui est nécessaire et inévitable au sein d'un système de production donné?" (Marx, "Salaire, prix et profit", Ed. sociales, p. 46).

Et nécessairement, ce qui se passe au sein de ce système de production, c'est que la revendication du salaire ou du revenu garanti se scinde en une revendication "classique" sur la valeur de la force de travail et un projet social. Les deux sont liés en ce que la revendication sur la valeur d'échange de la force de travail fait référence à sa valeur d'usage comme travail vivant et pas seulement à son coût de reproduction. En retour le projet social vient donner sa forme et sa légitimité à la revendication "classique" sur la valeur d'échange de la force de travail. Enfin, posant comme réalisable la réappropriation par le travail salarié de ses forces sociales et de la richesse accumulée comme capital, ce projet social de "réappropriation" ne peut que se renverser en politique capitaliste d'appropriation, sous un mode global, de l'ensemble de la force de travail. Là il retrouve sa véritable base d'existence, ce qui était à son origine : la mise en forme de la situation actuelle de la force de travail face au capital.

Le noeud du problème de la revendication du "revenu garanti" réside dans le fait que la revendication à propos de la valeur d'échange de la force de travail est amenée à mettre en avant sa valeur d'usage pour le capital. En effet la revendication sur la base de la valeur d'échange est prise dans la contradiction suivante : je dois me reproduire chaque jour, chaque semaine ; je ne suis pas mis en activité par le capital chaque jour, chaque semaine. Le salaire apparaît donc comme composé en majorité d'une "réappropriation de la richesse accumulée comme capital" et, en contrepartie, l'activité de la force de travail individuelle apparaît comme activité d'un "travail socialisé". D'où le fait que la revendication du "revenu garanti" est amenée à dépasser le niveau d'une revendication sur la valeur d'échange de la force de travail ; elle devient nécessairement une idéologie, dont nous avons vu les fondements dans la forme salariale elle-même. Par idéologie nous entendons les formes immédiates de la réification, dans lesquelles les acteurs de la société capitaliste "se sentent à l'aise".

Le chômeur / précaire n'est pas celui qui ne travaille pas ; il est un travailleur doté d'une nouvelle qualification, la qualification de la mobilité. C'est la reproduction de cette qualification qui entre dans la valeur de la force de travail (un peu comme le travail complexe par rapport au travail simple), mais, comme pour n'importe quel salaire c'est la valeur d'usage de cette force de travail qui apparaît comme payée ; c'est la base de toute l'idéologie du salariat qui prend dans le cas de cette valeur d'usage spécifique un contenu particulier.

Ce contenu particulier, c'est le revenu garanti comme paiement d'une force de travail sociale. "De par son caractère de plus en plus social, le travail s'identifie de moins en moins à l'emploi, à l'évaluation entrepreneuriale du travail individuel direct. Travailler c'est aussi et avant tout produire du lien social, de la coopération, en s'informant, en communiquant, en échangeant avec d'autres, en circulant continûment au-dedans comme au-dehors de l'entreprise, en mobilisant savoirs et connaissances personnelles, acquises par soi-même ou avec d'autres, (...). Cette nouvelle nature du travail est incompatible avec les normes d'évaluation et la contrainte au travail imposées par le salariat. Car ce travail-là porte avec lui de nouvelles formes sociales de mobilité et d'engagement. Il nous amène à considérer la circulation et la coopération dans le travail comme des conditions de la production et à faire reconnaître les dimensions intellectuelles, culturelles, langagières... qui fondent "la personnalité vivante" (Marx) des individus comme autant de "forces sociales productives". C'est pourquoi, érigé sur les décombres du fordisme, décembre 95 - décembre 97 peut se comprendre comme la montée en puissance d'une double exigence sociale : comme expression politique d'une nouvelle centralité du travail fondée sur la coopération et l'autonomie des individus dans le travail ; comme droit légitime pour tout un chacun d'être payé de "sa puissance créatrice", de son "individualité sociale", comme le résultat d'un travail immédiatement social. En cela,

“le mouvement de chômeurs” est une première. Ouvertement, il dessine les contours d’une émancipation progressive de la force de travail de la dynamique du capital. La revendication d’un revenu garanti à toute personne en âge de travailler illustre pour partie ce phénomène.” (Patrick Dieuaidé, “Vers une force de travail sociale” in “Occupation”, supplément encarté dans “Les Inrockuptibles”, janvier 1998). En affirmant le caractère immédiatement social du travail comme une réalité dans le travail lui-même face au capital et qui plus est comme la capacité pour la force de travail de s’émanciper de “la domination capitaliste”, le “revenu garanti”, comme idéologie dans laquelle se meut la lutte revendicative, se présente comme l’abolition de l’exploitation *dans le salaire*, dans la vente de la force de travail.

L’idéologie du revenu garanti n’est pas seulement “fausse” dans sa conception de l’immédiateté sociale du travail. “Fausse” en ce sens que les forces sociales du travail, qu’elle pose comme des catégories inhérentes au travail en lui-même, n’existent que dans le procès de production, quand le travail a cessé d’appartenir au travailleur, c’est-à-dire qu’elles n’existent qu’objectivées dans le capital. L’erreur est surtout l’expression de l’action dans un monde renversé, celui où le “lien social”, la coopération, l’information, la communication, les échanges, *réapparaissent* comme le fait du travail dans la mesure même où ses forces sociales sont objectivées dans le capital. “Tous les progrès de la civilisation, c’est-à-dire toute augmentation des forces productives sociales ou, si l’on veut des forces productives du travail lui-même, n’enrichissent pas l’ouvrier, mais le capitaliste, et ce au même titre que les résultats de la science, des découvertes, de la division et de la combinaison du travail, de l’aménagement des moyens de communication, de l’action du marché mondial ou de l’emploi des machines. Tout cela augmente uniquement la force productive du capital, et puisque le capital se trouve en opposition avec l’ouvrier, tout cela ne fait qu’accroître sa domination matérielle sur le travail. La conversion du travail (activité vivante et efficiente) en capital résulte directement de l’échange entre le capitaliste et le travail qui confère au capitaliste le droit de propriété sur le produit du travail (le commandement sur le travail). Mais cette conversion se réalise seulement dans le procès de production.

“Il est donc absurde de se demander si le capital est productif ou ne l’est pas. Le travail lui-même n’est productif que s’il est recueilli au sein du capital qui constitue la base de la production dont le capitaliste est le commandant. La productivité du travail devient force productive du capital, (...) Le travail n’est pas productif s’il existe pour le travailleur lui-même en opposition au capital, s’il a une existence immédiate extérieure au capital. Il n’est pas productif comme activité directe du travailleur parce qu’il n’aboutit alors qu’à la circulation simple où les transformations ont un caractère purement formel. Certains prétendent que la force productive attribuée au capital est une simple transposition de la force productive du travail ; mais ils oublient que le capital est précisément cette transposition, et que le travail salarié implique le capital de sorte qu’il est, lui aussi, transsubstantiation, c’est-à-dire une activité qui semble étrangère à l’ouvrier.” (Marx, “Fondements de la critique de l’économie politique”, t. I, p. 255-256). Quand nous disons que ces forces sociales *réapparaissent* comme le fait du travail, comme lui appartenant, c’est que la transposition dont parle Marx va de soi à partir du moment où, dans le premier moment de l’échange, les travailleurs ont cédé au capitaliste l’usage de leur force de travail et donc d’eux-mêmes ; en tant qu’ils coopèrent, ils ne sont qu’un mode particulier d’existence du capital. Par ce premier moment de l’échange, le travail vivant (la valeur d’usage de la force de travail achetée par le capital) est devenu activité du capital ; cette transposition se donne comme l’activité même du travailleur collectif devenu mode d’existence du capital. Elle disparaît au fur et à mesure qu’elle s’accomplit. C’est bien alors dans ce monde renversé, où le capital comme rapport social ne se laisse plus voir que comme activité du travail, que nous évoluons.

Ce qui fait du capital une contradiction en procès apparaît comme une contradiction opposant d'une part un travail de plus en plus social *en lui-même* face au capital et d'autre part le capital réduit à "l'évaluation entrepreneuriale du travail direct". En fait on a alors supprimé l'exploitation comme contenu du rapport entre travail et capital, et cela d'un double point de vue. Tout d'abord, ce que le capital paie ce n'est plus la valeur d'échange de la force de travail mais sa valeur d'usage (l'idéologie du revenu garanti considère l'immédiateté sociale du travail comme une caractéristique du travail que le capital devrait payer), ensuite les forces sociales du travail n'existeraient plus seulement dans leur procès d'objectivation, comme transposition (et le travail comme dépossession), mais seraient une qualité inhérente au travail se faisant ainsi valoir vis-à-vis du capital. On aurait ainsi évacué l'exploitation du premier et du deuxième moment de l'échange entre le travail et le capital et donc toute contradiction. On tiendrait là une revendication qui réconcilierait le travail et le capital à travers "une émancipation progressive de la force de travail de la dynamique du capital" (P. Dieuaide, d°), une sorte de glissement inéluctable dans lequel le capital se dépasserait lui-même. Avec l'idéologie du revenu garanti, ce qui porte l'abolition du salariat devient la base d'un marchandage *dans le salariat*. La mise en oeuvre par le capital d'un travail de plus en plus immédiatement social, n'est pas un processus graduel conférant progressivement l'hégémonie sociale au travail sur le capital, c'est bien plutôt la force qui peut faire exploser le capital comme rapport social, *parce qu'il est rapport d'exploitation*. Cette mise en oeuvre exacerbe l'exploitation, la porte à son paroxysme, au point où le prolétariat contre le capital, loin de se faire valoir comme concentrant en lui l'ensemble de la "créativité sociale", s'abolit lui-même. Alors, il n'est plus question de revenu, garanti ou pas, plus question "de se prémunir contre les aléas de la conjoncture du capital" (d°).

Prosaïquement, comme pratique d'organisation sociale, l'idéologie du "revenu garanti" rabat ce qui porte l'abolition du salariat sur une nouvelle forme du salariat. Le salaire en tant que forme mystifiée de la valeur de la force de travail se présente toujours comme paiement du travail. Le revenu garanti, lui qui se veut prix de la *valeur d'usage* du travail, se coule sans peine dans cette mystification inhérente à la forme salaire du paiement de la force de travail. Lorsque cette idéologie est poussée au bout, elle abandonne rapidement ses grands airs "révolutionnaires" et ne se présente plus que comme "un progrès de la protection sociale" (Yann Moulier Boutang, "Un nouveau New Deal est en marche", "Occupation", d°). Les foules peuvent être satisfaites, les chômeurs et les précaires rassurés, ainsi que tout le prolétariat, Yann Moulier nous l'annonce : "Le libéralisme des années quatre-vingt a été touché à mort dans son dernier sanctuaire : la fausse évidence qu'il n'y avait rien à attendre de la politique, d'un progrès ultérieur de la protection sociale et que l'on était réduit à négocier dans les dix prochaines années le rognement continu des niveaux de bien-être social. (...) Ce que nous entendons souligner ici c'est que la revendication d'un *revenu universel de citoyenneté* (souligné par nous) devient désormais le terrain central autour duquel devront désormais tourner tant la reconstruction d'un système de protection sociale dans une économie du travail intermittent, d'un travail omniprésent mais poreux et largement invisible à travers les lunettes du vieux salariat, que la redéfinition constitutionnelle de l'activité humaine, des sources réelles de la productivité, de l'invention, de la création de richesse sociale, du temps de travail et du statut légal de l'emploi." (d°)

Ce "nouveau New Deal", comme son illustre prédécesseur, se veut relance de l'accumulation par la consommation. L'emploi, dans ce monde de l'apparence qui est celui du keynésianisme, dépend de la demande effective et non de la capacité du capital à extraire le maximum de surtravail de la force de travail employée. Or la demande effective dépend des salaires et les salaires de l'emploi. De l'emploi "il n'y en a plus", donc le keynésianisme tourne en rond, tel est le diagnostic de Yann Moulier. Pour

sortir de ce cercle vicieux, il effectue cette avancée théorique fondamentale : “la demande effective ne dépend pas des salaires, mais des revenus. C’est pourquoi, seul le revenu garanti est un facteur de création d’emplois normaux.” (d°). N’étant plus lié à un emploi particulier, le “revenu garanti” ne peut plus être considéré comme un salaire. Sa déconnexion de l’emploi permet de sortir du cercle vicieux, de relancer la demande effective et donc l’emploi. “Il s’agit là d’une révolution tranquille”, conclut l’auteur, qui propose pour financer ce revenu universel un emprunt gagé sur l’Euro. Nous voilà vraiment tranquilles. L’importance de la vision keynésienne de la relation entre salaires et accumulation réside dans le fait qu’elle est la théorie (susceptible d’être reconnue par les deux parties) de la pratique quotidienne de la fixation conflictuelle de la valeur de la force de travail. Elle justifie, dans le cadre de la reproduction des rapports sociaux capitalistes et *pour ces rapports sociaux*, les résultats du conflit entre le prolétariat et la classe capitaliste par lequel s’établit la valeur de la force de travail. Pour les acteurs de ce conflit, ouvriers et capitalistes, elle est la justification *commune* de leur action et la propre compréhension qu’ils en ont. Le “revenu garanti”, en entrant dans ce cadre de relations entre salaires et accumulation du capital, nécessite la formation de nouveaux organismes de représentation ouvrière dans la reproduction du capital. Les “associations de chômeurs”, principalement AC!, fortes et fières de leur reconnaissance officielle, cherchent à devenir ces organismes de représentation et de négociation de la valeur de la force de travail associant salaire direct et des formes diverses de “revenu garanti”. La forme association n’est pas neutre, elle rompt la relation étroite entre emploi et salaire à laquelle est liée le syndicat qui, même de branches, demeure professionnel.

L’idéologie keynésienne qui accompagne le revenu minimum, même en se proclamant la reconnaissance du caractère social, collectif, de la création de richesses, reconnaît en fait que l’essentiel de cette revendication tient à la valeur d’échange de la force de travail. Toutes les formes idéologiques de cette revendication sont liées à la nature même de cette valeur d’échange, aux modalités de sa fixation comme reproduction d’une force de travail intermittente, donc s’opposant à elle-même non comme son propre renouvellement dans son usure, mais comme appropriation de “richesse sociale” créée en dehors d’elle.

Enfin, dernier acte du réformisme paradoxal (où nous retrouvons toutes les scènes déjà jouées) : le capital devenu *domination* d’un côté, et la maîtrise de ses conditions d’existence par le prolétariat de l’autre, ont une base commune objective, les conditions réalisées du communisme. Il s’agit au sens strict d’une alternative. La “révolution” se ramène alors à un choix de société, à une volonté politique ; le basculement de ce choix du côté ouvrier ou du côté capitaliste ne dépend plus que du rapport de forces exercé sur l’Etat. “Pourquoi le *Manifeste pour la garantie des moyens d’existence pour tous* se présente-t-il sous la forme d’une proposition de loi ? Parce que c’est la loi qui définit les droits et que l’ensemble de la société doit les respecter. Pour le moment, face à l’insuffisance sinon l’absence de pression des exploités, l’Etat cède à toutes les exigences du capital, au nom de la raison économique. Le capital impose à l’Etat qui impose à la société. Il est nécessaire de mettre en évidence ce fonctionnement *et de le renverser* (souligné par nous).” (Cash, op. cit.). La boucle est bouclée, retour à la forme générale de l’alternative.

La revendication de l’allocation universelle c’est l’Idée d’alternative pour elle-même. Cette allocation si gracieusement versée par l’Etat permettrait “d’ouvrir à d’autres formes de socialisation que celles qui passent par le travail contraint” (“Courant Alternatif”), et donc de renforcer la deuxième jambe de “l’alternative globale” : les initiatives à la marge du capitalisme.

Les “initiatives alternatives” : la “contre-société”.

Nous voilà donc arrivés au *deuxième point* (le premier étant les luttes quotidiennes et leur réformisme paradoxal). Nous avons déjà vu et critiqué de façon générale cette notion d'activités alternatives, comme maîtrise par le prolétariat de ses conditions d'existence, supplantant le mode de production capitaliste. Ici, nous allons "croire sur paroles" les initiatives "à la marge du capitalisme", c'est-à-dire nous intéresser à celles, réellement existantes, qui se donnent comme telles, en tant qu'alternatives au capitalisme, en ayant toujours en tête qu'elles se donnent également comme solution aux "problèmes" du chômage, du travail, de la socialisation individuelle, etc. Nous considérerons quatre cas : Ibiza, la "ville libre de Christiana", les communautés rurales en France, le quartier de la Croix-Rousse à Lyon.

Pour situer correctement la question il faudrait bien sûr revenir aux premières manifestations de l'installation de communautés marginales aux Etats-Unis dans les années 60 en liaison avec le mouvement hippie, ou même à la tendance de Bobby Seale dans les *Panthers noires* pour l'auto-organisation des ghettos et naturellement à "l'héritage" de Mai 68. Cependant notre sujet ici n'est pas l'analyse pour elle-même du "mouvement marginal", mais celui-ci dans la démarche alternative maintenant. C'est dans la situation actuelle que nous le considérerons comme significatif, et non comme résultat d'une histoire particulière.

Nous nous contenterons de dire brièvement que la période de la fin des années 60 et du début des années 70 fut la période de la première crise et du premier mouvement révolutionnaire en subsomption réelle. En tant que tel ce dernier fut plus la liquidation de toutes les anciennes formes du mouvement ouvrier et de tout ce qui pouvait se fonder sur une identité ouvrière ouvrant la voie à l'affirmation du prolétariat comme classe dominante, que la résolution des questions spécifiques de la révolution en subsomption réelle du travail sous le capital. D'où un moment essentiel dans l'histoire récente de la lutte de classe qui ne fut pas la juxtaposition d'une grève ouvrière et d'une contestation culturelle, mais qui, premier mouvement révolutionnaire en subsomption réelle, posa dans la lutte de classe la nécessité d'abolir le prolétariat et, par là même, ne pouvait trouver dans cette société, dans les anciennes conditions de vie, de bases à développer. Ce qui fut entrevu, c'est que le communisme n'est pas un mode de production. Dans son échec et sa retombée, face à la restructuration du capital qui s'amorçait, ce mouvement révolutionnaire, n'ayant pas aboli le capital et ayant posé cependant que cette abolition ne pouvait être que la propre négation des classes et du prolétariat lui-même dans la production de ce que l'on appelait à l'époque "l'homme total" ou "la communauté humaine", entreprit "d'expérimenter" celle-ci comme un "dégagement" des rapports sociaux capitalistes. Ce qu'il fut incapable de faire comme négativité, ce mouvement se mit à l'entreprendre positivement au sein même de la société capitaliste ; ce qui était sa gloire devint ridicule.

Voyons donc concrètement ce que donne dans la pratique cette conception éclectique du mode de production capitaliste où, sur une base commune, coexisteraient des développements sociaux différents, alternatifs. Il serait plus juste de dire : voyons les cas concrets qui sont à la base de cette conception, tant il est vrai que c'est toujours embarqué dans une pratique qu'on en produit l'idéologie. Nous nous transporterons d'abord brièvement dans les Baléares, sous le soleil d'Ibiza. Après une très courte période d'installation au début des années 70, "le renchérissement du coût de la vie et l'emprise grandissante du capitalisme industriel sur l'ensemble de la production insulaire imposent une révision des modes de survie. A l'évidence les stratégies de reconversion mises en place sont largement conditionnées par l'origine sociale des intéressés (...) Tandis que ceux qui disposent d'un capital à investir (biens reçus en héritage, prêts parentaux, emprunts bancaires en échange de cautions familiales) s'orientent vers des placements lucratifs, l'achat d'un fonds de commerce, la constitution d'une entreprise..., les plus démunis doivent se satisfaire d'un emploi salarié ou d'activités précaires. Ainsi le procès d'intégration des étrangers à l'économie

locale révèle en amont des inégalités jusqu'ici masquées par l'immigration et des styles de vie inspirés de la contre-culture. Il engendre en aval des disparités de revenu et de statut.(...) Désormais insérés dans les circuits économiques locaux, les ex-marginaux dépendent largement, tout comme les Ibicencos, des fluctuations touristiques. ” (Danièle Rozenberg, “Tourisme et utopie aux Baléares, Ibiza, une île pour une autre vie”, Ed. l'Harmattan, in Gérard Mauger, “Hippies, loubards, zoulous : jeunes marginaux de 1968 à aujourd'hui”, Ed. de la Documentation française).

Passons du soleil méditerranéen aux frimas de la Baltique. Christiana est La Mecque des alternatifs depuis 30 ans. La “ ville libre ”, située au coeur de Copenhague, ancienne caserne de 21 ha, est squattée depuis 1971 par près d'un millier d'activistes qui ont construit une communauté “ basée sur la démocratie directe et l'autogestion ”. Autrefois les christianistes “ se retrouvaient dans le rejet de l'Etat, l'aspiration à une société libertaire ”. Aujourd'hui, “ même ceux qui haïssent le plus profondément l'Etat doivent reconnaître que notre dialogue est utile, car on ne vit pas sur une île déserte ”. Ce squatt a fini par être légalisé en 1989, depuis 1994, il paie l'eau, l'électricité, la taxe foncière, jamais en retard d'après le ministre de la défense qui entretient de bonnes relations avec la communauté, et les qualifie de citoyens modèles et légalistes. Les christianistes, après avoir été de tous les combats, semblent aspirer à cultiver leur jardin, et sont devenus “ individualistes ” : “ les gens d'ici sont de moins en moins concernés par ce qui se passe en dehors de chez eux. Ils n'ont plus d'idéal en commun ”. Les logements collectifs se font rares et, si les automobiles sont interdites dans Christiana, beaucoup en possèdent, garés aux alentours. Outre la qualité de la vie, cette microsociété alternative, qui interdit avec succès les drogues dures, les armes à feu et la propriété privée, inscrit une autre “ succès ” à son actif : le développement d'“ entreprises ” (guillemets dans le texte), sans patron, parfois performantes (l'une, partie d'un bricolage imposé, exporte ses poêles dans le monde entier). Elles tiennent des réunions hebdomadaires pour discuter budget, rendement, organisation du travail, sont “ plus démocratiques ”, ne fonctionnent “ pas plus mal qu'ailleurs ”. Merveilles de l'auto-exploitation ! Réussite ambiguë : “ Ce n'est pas toujours facile, par exemple on n'a ni congés payés, ni assurances maladie. Alors on a créé notre propre système : on ramasse les bouteilles vides et avec l'argent des consignes, on finance notre Sécu interne. ”. Il ne s'agit pas du prix à payer d'une totale autonomie par rapport à l'Etat (on a vu ce qu'il en est), au moins meilleure que celle par rapport à l'économie (comme les alternatifs appellent le capitalisme). Les récents programmes de retour à l'emploi du gouvernement rendent plus difficiles la tâche de ceux qui travaillent bénévolement pour la communauté grâce aux généreuses allocations de l'Etat-providence danois. On le voit, encore plus clairement qu'à son origine, cette alternative est conforme à ce qu'elle est en tant qu'alternative (une reproduction localement délimitée de la société environnante avec les différences que ce localisme implique) c'est-à-dire le contraire de ce qu'elle prétend être. Comme le dirent les journalistes, ce squatt s'est mué en une “ respectable microsociété alternative ”. Déçu par ce bilan, un christianiste, tel Bernard de Clairvaux contre Cluny, est allé fonder, depuis 1990, une “ village alternatif ” en Galice espagnole pour “ assumer jusqu'au bout la vie qu'il a choisie ”. L'évolution, et finalement la nature, de Christiana sont synthétisées par les déclarations d'un enfant de christianistes, âgé de 20 ans : “ La majorité d'entre nous se destine à rejoindre “ l'élite ” de la société. Et nos parents (majoritairement issus de la bourgeoisie danoise, n d a) nous encouragent franchement dans cette voie; Nous ne souhaitons pas plus qu'eux rééditer cette expérience, même si elle a été nécessaire. ”. (Informations et extraits d'entretiens avec des christianistes tirés de “ Libération ” du 6 / 9 / 00)

Grimpons maintenant dans les Cévennes ou le Vercors. “Instaurer d'autres rapports humains, d'autres modes de vie, quitte à en retrouver parfois d'antiques, une organisation différente de son temps, de son espace, de son corps, de son cerveau, cela équivaut bon gré mal gré, à se placer en marge, à exister sans fonction précise, sans

statut reconnu dans une société dont on bafoue les règles. (...) Par rapport à l'argent, bien sûr, parce qu'il constitue le fondement du vieux monde, mais aussi par rapport à toutes ses valeurs périmées héritées d'un puritanisme daté. (...) Il ne s'agit plus tant de s'emparer aujourd'hui du pouvoir que de réfléchir auparavant sur ses finalités. (...) L'étape suivante, en principe, doit mener à l'établissement d'un modèle de contre-société. Il y a là une bonne part d'utopie, tant mieux ! (*Actuel*, "Guide de l'Underground", février 1972).

"Devenus pour la plupart des producteurs petits marchands soucieux de s'intégrer à la vie locale, et de glaner auprès de l'administration des subventions nécessaires pour mener à bien leurs projets agricoles ou artisanaux, ceux-ci semblent bien éloignés des préoccupations anti-institutionnelles des premiers immigrés de l'utopie. Cette nouvelle période (2^e moitié des années 70, n d a) marque, en effet, la fin des tentatives communautaires d'inspiration libertaire, le triomphe du couple et des relations traditionnelles entre hommes et femmes, entre parents et enfants, la victoire de l'idéologie du travail, du labeur créatif sur la fête communautaire et le retour en force du réalisme économique.(...) De même l'invocation du travail créatif permet de concilier les aspirations à l'autonomie individuelle, le refus du productivisme et de l'aliénation salariale, voire certaines des exigences d'une éthique libertaire de la jouissance ("faire du travail un jeu", "abolir l'opposition entre travail et non-travail") et un principe d'ordre, qui tend à devenir un point central de l'éthique de la frugalité dans certaines expériences néo-rurales. Les néo-ruraux devenus concurrents aussi bien pour l'achat des terres que pour la vente de leur production sur les marchés locaux, ont progressivement adopté des critères de rentabilité, de qualité et de quantité de travail fourni (mesuré en termes de rentabilité économique) pour différencier parmi eux ceux qui sont sérieux et ceux qui ne le sont pas, ceux qui réussiront et ceux dont les projets sont voués à l'échec parce que ce sont des projets de rêveurs. Aussi sont-ils prêts à ce que l'administration recoure à ces critères pour opérer un tri entre les installés qu'il faut soutenir et aider, et les marginaux qu'il faut contrôler, ceci depuis qu'elle considère les nouveaux arrivants d'un oeil intéressé, dans le cadre de ses projets d'animation et de revitalisation des régions désertifiées. (...) Cette logique d'installation, logique de la petite propriété et de la petite production marchande, logique de l'endettement et de la concurrence conduit les intéressés à consentir au compromis social, sous forme de la recherche de l'intégration locale." (Danièle Léger, "Les utopies du retour", in Gérard Mauger, op. cit.)

Arrivons enfin à Lyon, sur les pentes de la Croix-Rousse, "la colline qui travaille". Dans son livre déjà cité, Domenico Pucciarelli (Mimmo) dénombre 79 "initiatives", à la longévité extrêmement variable, ayant existé sur le quartier de la Croix-Rousse entre 1971 et 1995. Ces "initiatives" revêtent des formes très diverses depuis la société anonyme jusqu'au regroupement informel en passant par la scop-coop et l'association. Dix-neuf d'entre elles emploient des salariés. Pour leur champ d'intervention, le secteur des "services culturels" est largement dominant. A l'issue de sa longue, très précise et passionnante analyse de toutes ces initiatives, Mimmo conclut : "On peut dire qu'ils ont réussi à traduire leurs rêves au quotidien, leurs désirs et besoin d'agir et de vivre autrement. Ils ont réussi à concrétiser l' "utopie". Une Utopie qui dans sa réalisation pratique représente, dans les initiatives que j'ai décrites ici, un champ ouvert et non pas un système théorique clos. Elles représentent plutôt une démarche vers des formes d'organisation et de vie sociale plurielle (polysémiques) et libertaires, que le décalque d'une utopie idéale. (...) Cet enthousiasme traduit en actes, nous dit, nous montre que penser, que vivre autrement est possible. Changer le monde, c'est possible! Il suffit de le vouloir." (Mimmo, op. cit., p. 234-235). Pourtant, avant même l'expression de tout doute théorique, quand on examine les champs d'intervention de ces "initiatives", on est obligé de relever l'extrême domination des activités dans le domaine culturel et l'expression politique. Plus qu'une "contre-société" c'est un "parti

de l'alternative" que l'on voit se constituer. C'est toujours l'ambiguïté de la démarche alternative. Elle se veut, dès maintenant, une autre société, un "vivre autrement" et en fait ne se constitue que comme un réseau militants *pour cette contre-société*. Si l'on se réfère aux "expériences" évoquées précédemment, l'ambiguïté est vite dissipée. La "contre-société" comme activités productives et reproductives se révélant empiriquement absolument impossible dans le mode de production capitaliste, la démarche alternative se contredit elle-même en se cantonnant à une démarche *pour* l'alternative, quelles que soient les formes revêtues par ces associations ou leur mode de fonctionnement.

Dans les années 50, on pouvait fonctionner à l'intérieur du PCF-CGT exactement de la même façon, quant aux champs d'activités, que le "Croix-Roussien alternatif" actuel et même dans des domaines beaucoup plus étendus de la vie sociale, tant en ce qui concerne le domaine culturel ou des loisirs, la reproduction de la force de travail (mutuelles...), que directement les activités productives : la multitude des permanents, les emplois municipaux, les gros comités d'entreprise, et même à la limite certaines entreprises de tailles diverses cogérées de fait par la CGT (c'est un aspect du PC rarement mis en avant et pourtant essentiel si on veut parler de l'identité ouvrière dans l'ancien cycle de luttes puis de sa disparition). Notre but n'est pas de désespérer la Croix-Rousse et encore moins de procéder à un amalgame malhonnête et surtout qui n'aurait aucun sens. Il s'agit simplement de faire ressortir la constatation suivante : si l'on compare, d'une part, le champ d'intervention dans la vie sociale d'un parti politique "classique" qui a pour but non pas ce champ d'action lui-même, mais la prise du pouvoir politique et, d'autre part, les initiatives libertaires qui se veulent, dans leurs activités dans la vie sociale, déjà leur propre but en marche, on s'aperçoit que les deux champs où se concentrent la grande majorité des initiatives se recouvrent. Que l'on n'y fasse pas et que l'on n'y dise pas la même chose est évident, mais ce qui est évident également c'est que, dans ses réalisations mêmes, la stratégie alternative dévoile son impossibilité inhérente.

Malgré sa volonté d'y croire, Mimmo, très honnêtement (c'est ce qui fait le grand intérêt de son livre), expose non le pourquoi mais le comment de cette impossibilité. "En effet, si on ne peut pas comparer Christiana, petite commune libre, avec la colline de la Croix-Rousse et ses quelques groupes et activités alternatives, on constate, autant à Christiana que sur les pentes, les difficultés à mettre en place une société parallèle. C'est une des raisons de l'échec social de ces initiatives. Echec, puisque ces expériences ne survivent souvent que par les subventions qu'elles reçoivent, ou parce que leurs acteurs se débrouillent avec l'aide d'organismes sociaux offrant le RMI à ceux qui n'ont pas de revenus." (op. cit., p. 240-241). Le "comment" de cet échec est dans la nature même de la démarche alternative. Considérant l'Etat et la société capitaliste comme des sommes d'influences diverses en ce qui concerne l'Etat ou des sommes d'activités répondant à des "logiques économiques" différentes (et non une totalité contradictoire) en ce qui concerne la société capitaliste, les "initiatives alternatives" en arrivent bien évidemment à être elles-mêmes ces lieux de compromis qui, pour le parti de l'alternative, structurent sa compréhension générale de la société et la pratique qu'il veut avoir en elle. D'où l'importance, comme révélateur de ce fondement, de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 81. "L'arrivée de la gauche au pouvoir, censée représenter en partie ce renouveau, n'arrive pas à favoriser ce mouvement. D'un côté, en effet, elle lui a ôté son caractère spontané avec des subventions qui, si elles permettaient à des structures de se stabiliser, tendaient également à en ralentir la dynamique interne. D'un autre côté, les années 80 ont été marquées par les soucis économiques de beaucoup de jeunes face à la précarité du marché du travail, et par un chômage croissant, facteur qui devait mettre fin à toute dynamique sociale désirant changer radicalement la société." (d°, p. 188). Si l'on comprend bien, les initiatives alternatives "changeant radicalement la société" ont un

grand avenir devant elles à condition...que le capitalisme soit florissant. Le pire c'est que c'est vrai. "Difficultés liées aussi au fait que ces structures n'avaient pas installé un village autonome ou autarcique. Il fallait donc continuer à composer avec l'environnement proche, la ville, les pouvoirs publics, l'argent, l'évolution de la société. Celle-ci, avec la montée du chômage et la précarité, a poussé nombre de jeunes à réintégrer la famille, le salariat et à retourner vers des idées politiques conservatrices plutôt que contestataires." (d°, p. 236).

Que l'on soit à Ibiza, dans les Cévennes, ou à la Croix-Rousse : "Seules les entreprises ayant une assise économique solide, ou des objectifs plus pragmatiques, continuèrent à maintenir vivante *l'idée de vivre tous les jours le changement social* ." (d°, p. 46). Peut-on dire plus clairement l'impossibilité de toute "alternative" et en donner cette fois-ci le "pourquoi" : le capital ne tolère aucune autre communauté à ses côtés. Cela ne signifie pas qu'il détruit quelque chose qui aurait la capacité, s'il ne le détruisait pas, de lui échapper, mais cela signifie que, dans la mesure où le capital est, dans une société, le mode de production dominant, il est le contenu et l'aboutissement de toute activité dans cette société. Qu'importe au capital la forme particulière de tel ou tel procès de travail, sa structure hiérarchique ou non, les valeurs d'usage qui en résultent. Tant que, en tant que valeur en procès et argent, le capital demeure la généralité abstraite, tout autre "communauté" apparaîtra face à lui comme n'importe quel individu isolé qui devra prendre la forme de la généralité abstraite du travail social comme valeur, argent, capital.

La simple séparation des procès de production, des entreprises et des productions individuelles, pose à partir d'elle la nécessité de la valeur comme généralité abstraite du travail social. Tant que le capital existe, même en supposant dans un premier temps possible l'existence de "collectifs de production" connaissant d'autres "rapports de production" (si tant est que l'on puisse définir des rapports de production à partir du procès immédiat de production), par définition ces "collectifs" ne représenteraient qu'une fraction de la production sociale. Celle-ci serait donc nécessairement divisée (nous laissons volontairement de côté la supposition absurde de l'autarcie complète de la production alternative ; même dans ce cas il faudrait régler le problème de l'échange - sans guillemets, cf supra "Courant Alternatif" - entre les diverses communautés productives). A partir du moment où la production sociale naît de la rencontre d'unités productives indépendantes, l'enchaînement social, c'est-à-dire la relation entre ces différentes unités productives, même s'il s'agit d'une place de cinéma, apparaît vis-à-vis d'elles comme une nécessité objective et en même temps comme un lien qui leur est extérieur. Leur existence conjointe est une nécessité (par hypothèse) mais ce n'est qu'un moyen pour leur reproduction particulière, qui alors doit prendre la forme de quelque chose d'extérieur : l'argent. Il faut qu'en face de sujets productifs indépendants, et même entre les diverses initiatives alternatives, l'interdépendance du travail social existe comme quelque chose d'indépendant d'elle, nous parlons ici de l'argent bien évidemment. On voit donc que l'hypothèse se détruit elle-même, sa propre énonciation la contredit. On peut imaginer toute sorte de modalités d' "échange" entre les "collectifs de production", mais par définition la production alternative se situe à l'intérieur d'une société dominée par le capital, sinon elle n'est pas alternative. Ces modalités qui voudraient naturellement éviter l'argent, se retrouvent confrontées à une contradiction insoluble : les produits sont fabriqués comme des marchandises, mais ne doivent pas être échangés comme des marchandises.

La démarche alternative, le "vivre et produire autrement", la stratégie du "désengagement", en arrivent à contredire leur propre pré-supposé théorique fondamental : l'existence des conditions objectives du communisme comme éléments positifs réalisés et utilisables maintenant dans le capital. La fixation de l'activité sociale, l'élévation dans le capital de notre propre activité en une puissance objective qui domine les individus, sont un des moments capitaux du développement historique

jusqu'à nos jours en ce qu'elles sont l'universalité de l'humanité et la constitution de l'histoire mondiale comme contradiction entre le prolétariat et le capital. Elles sont la propre condition de leur dépassement et en déterminent le contenu comme communisme. Ce développement historique dans le mode de production capitaliste en tant qu'aliénation et exploitation ne peut être dépassé que parce qu'il a fait "de la masse de l'humanité une masse totalement privée de propriété, qui se trouve en même temps en contradiction avec un monde de richesse et de culture." (Marx, "L'Idéologie Allemande", p. 63). C'est le premier point que vient contredire la tactique alternative, alors que sa stratégie repose sur la considération de ce développement comme une donnée objective dans le capital. Dans sa pratique immédiate, l'alternative vise à redonner du pouvoir sur ses conditions d'existence au prolétariat, et même, dans le cadre du mode de production capitaliste, à lui "redonner de la propriété". On pourrait à ce propos relever l'origine sociale de la majorité des animateurs des "initiatives alternatives" : couche moyenne, moyennement diplômés (cf Mimmo, op. cit.). Il n'y a ici aucune appréciation morale sur une radicalité de la dépossession, mais une considération historique sur la dépossession comme définissant dans le mode de production capitaliste sa contradiction, et la possibilité de son dépassement. La constitution par le capital de l'universalité des relations humaines et de l'histoire mondiale, dont la forme est donnée par l'objectivation abstraite dans l'argent et le capital de tous les produits de l'activité humaine et de toutes les activités elles-mêmes, ne se développe, comme contenu empirique des relations sociales, que sous la forme de la "masse privée de propriété". Ce sont *ces* individus qui deviennent des "hommes empiriquement universels, vivant l'histoire mondiale" (d°), cette universalité est leur rapport de séparation d'avec leur communauté et n'est leur existence empirique et ne se développe pour eux comme universelle et comme histoire mondiale, que pour autant qu'ils sont en contradiction avec l'existence abstraite de leur universalité et le procès dans lequel cette abstraction devient l'universalité face à eux : l'exploitation. Sans cela, c'est-à-dire si la dépossession totale n'était pas l'universalité et réciproquement : "1° le communisme ne pourrait exister que comme phénomène local ; 2° les puissances des relations humaines elles-mêmes n'auraient pu se développer comme puissances universelles et de ce fait insupportables, elles seraient restées des circonstances relevant de superstitions locales, et 3° toute extension des échanges abolirait le communisme local. *Le communisme n'est empiriquement possible que comme l'acte soudain et simultané des peuples dominants* (souligné par l'auteur), ce qui suppose à son tour le développement universel de la force productive et les échanges mondiaux étroitement liés au communisme." (d°, p. 64). C'est là, en promouvant "un communisme local" comme démarche vers le communisme, comme anticipation de celui-ci, que pour la deuxième fois la tactique alternative entend le chant du coq, renie sa stratégie. La première fois elle reniait la "masse dépourvue de propriété" comme condition du communisme, la deuxième fois elle renie l'histoire mondiale. Les deux reniements étant, nous l'avons montré, étroitement liés, si ce n'est même identiques. Enfin en faisant du communisme, dans cette logique tactique, un développement progressif à l'intérieur du mode de production capitaliste, un choix de société, le résultat d'une volonté politique, c'est cette fois globalement que la démarche alternative renie sa propre affirmation de l'existence objective des conditions du communisme. Comme dans les évangiles, le coq chante toujours trois fois.

Le salariat sans le capital, la démocratie directe, la construction de l'alternative sont les thèmes et les pratiques dominantes du démocratism radical. Cependant, parce que c'est la *même contradiction* entre les classes qui porte le démocratism radical et le dépassement du mode de production capitaliste comme l'abolition de toutes les classes dans ce cycle de luttes, la critique, le refus, l'abolition du travail sont la forme ultime de l'alternative et du démocratism radical. Cela dans la mesure où ce refus devient le

fondement d'un "vivre autrement" dès maintenant, dans la mesure où il se donne comme le projet d'un "partage des richesses". C'est la forme ultime de l'alternative et du démocratisme radical en ce que cette critique et ce refus se veulent le dépassement "radical" de la limite spécifique de ce cycle de luttes : agir en tant que classe. Cependant, en l'absence de communisation réelle de la société, d'abolition du mode de production capitaliste, la limite n'est qu'idéalement dépassée. L'activité communiste du prolétariat a toujours pour contenu de médier l'abolition du capital par son rapport au capital ; ce n'est ni un dégagement du capital comme alternative ou affirmation du prolétariat, ni un immédiatisme du communisme à partir d'une révélation de la vraie nature du prolétariat.

Au stade actuel de ce cycle de luttes, dépasser l'activité en tant que classe comme limite, comme cela fut aperçu de façon marginale dans la lutte des chômeurs et précaires de l'hiver 97 - 98 (voir plus loin), ne pouvait être un mouvement interne de cette activité, mais se placer volontairement, idéologiquement, en dehors des termes de la lutte de classes. Il fallait déjà partir de ce qui n'est que le résultat de la révolution : les individus libres se construisant des rapports sociaux. En fait, on n'avait que la somme des individus isolés tels qu'ils sont dans l'échange et on retombait alors dans l'alternative car on avait fait l'économie de la production du communisme dans la contradiction avec le capital. La limite n'était pas dépassée comme activité du prolétariat lui-même, les classes avaient disparu, on avait jeté le bébé avec l'eau du bain.

c) La critique du travail et de l'économie : idéologie de l'alternative.

La critique de la valeur d'usage

Dans cette "frange" du démocratisme radical qui critique le travail, la question essentielle consiste à "s'interroger sur le sens de ce que l'on produit". Le dernier mot de cette critique porte alors sur la *valeur d'usage* de la production, sur son caractère le plus souvent "nuisible" ; ce qui n'empêche pas de proclamer simultanément que les "richesses" existent pour assurer la subsistance pour toutes et tous, et que nous n'aurions qu'à les partager. Si, au cas par cas, on peut montrer que ce caractère "nuisible" est dû à la recherche du profit comme but de la production (assimilé le plus souvent à la domination du capital financier), il n'empêche que l'on fonde le dépassement de ce mode de production non sur une contradiction interne du mode de production capitaliste (le procès de valorisation comme contradiction en procès) qui porte la négation du prolétariat, mais sur une "contradiction" d'éléments externes : le profit contre l'utilité. On transforme le dépassement du capital de "résultat" d'une contradiction interne en mouvement fondé sur une simple opposition ; c'est l'alternative. On perd de vue que ce n'est que de par ce qu'il est dans le mode de production capitaliste, et en dépassant la contradiction qui le définit comme classe de ce mode de production, que le prolétariat peut être la classe produisant le communisme, l'immédiateté sociale de l'individu.

La production capitaliste n'est liée à aucune valeur d'usage particulière ; elle peut être jugée aussi bien "faste" que "néfaste", et le classement dans ces catégories n'est le plus souvent qu'affaire de goût personnel, de morale ou de préjugé. La notion d'utilité ne permet pas de fixer dès maintenant les futures activités, en fonction des "besoins sociaux" qui, en l'état actuel des choses, relèvent de pures spéculations ou pire de l'idéologie du goût. Ce n'est que dans la révolution, la communisation des rapports entre les individus, que l'on pourra déterminer des choix en fonction des perspectives immédiates du mouvement et de l'élaboration des objectifs globaux à plus long terme. Il n'y a pas de définition absolue et a priori de l'utile et de l'inutile. Cependant, il faut

passer d'une critique interne à la critique de la problématique dans laquelle une telle notion d'utilité se formalise et prend son sens : la notion d'utilité n'est pas la base d'une critique intéressante mais limitée du travail ; elle est une critique du travail *et c'est là sa limite*.

Dans le cadre de la critique du travail, donc d'une perspective alternativiste, cette critique pose la question de la *valeur d'usage*, non en concevant le dépassement de la notion elle-même et du rapport social qu'elle représente, mais comme choix entre les valeurs d'usage. Nonobstant cette problématique du choix, le critère de l'utilité met en avant la question de la valeur d'usage en elle-même, sous l'aspect où elle serait, dans chaque production, dans les particularités des objets produits, le besoin de l'autre et, immédiatement, le caractère social de l'individu dans sa production. C'est la situation que présente Marx dans les "Notes sur James Mill" (in "Présentation" des "Manuscrits de 1844", Ed. Sociales). Dans ce texte, Marx reste dans la problématique utilitariste de l'auteur qu'il commente : la société comme rencontre d'individus cherchant à "maximiser" leur être et leur jouissance, sans poser la société comme ce qu'ils ont déjà en commun et leur activité particulière comme présumée par l'activité sociale générale. "Admettons que nous ayons produit en tant qu'hommes : dans sa production chacun de nous se serait doublement affirmé lui-même et aurait affirmé l'autre. J'aurais 1° objectivé dans ma production mon individualité, sa particularité, et j'aurais donc aussi bien joui, pendant mon activité, d'une manifestation vitale individuelle que connu, en contemplant l'objet, la joie individuelle de savoir que ma personnalité est une puissance objective, perceptible par les sens et en conséquence au dessus de tout doute. 2° dans ta jouissance ou ton usage de mon produit, je jouirais directement de la conscience à la fois d'avoir satisfait dans mon travail un besoin humain et d'avoir objectivé l'essence de l'homme, donc d'avoir procuré l'objet qui lui convenait aux besoins d'un autre être humain (on est en pleine définition feuerbachienne de l'essence, n d a). 3° d'avoir été pour toi le moyen terme entre toi-même et le genre, d'être donc connu et ressenti par toi comme un complément de ton propre être et une partie nécessaire de toi-même, donc de me savoir confirmé aussi bien dans ta pensée que dans ton amour. 4° d'avoir créé dans la manifestation individuelle de ma vie la manifestation de ta vie, d'avoir donc confirmé et réalisé directement, dans mon activité individuelle, mon essence vraie, mon essence humaine, mon essence sociale." La critique de l'utilité de telle ou telle marchandise, et donc de tel ou tel travail en tant que travail concret, outre qu'elle ne dépasse pas une conception utilitariste du rapport entre les individus, laisse intacte la notion même de valeur d'usage considérée comme une utilité enfouie dans les caractéristiques objectives du produit, comme le serait son poids ou sa densité.

La valeur d'usage est elle-même un rapport social, c'est l'utilité dans la division du travail. En dehors d'une économie marchande, la notion de valeur d'usage n'a plus aucun sens. En outre, dans le capital, la valeur d'usage devient une catégorie que l'on ne peut même plus situer en dehors de l'économie, non parce que le capital fixerait les besoins à satisfaire, ce qui est le cas de toutes les formes sociales (la valeur d'usage est toujours une catégorie historique, définition donnée dès le troisième paragraphe du "Capital"), mais parce que dans le capital, c'est son mouvement même, sa nature de valeur en procès, qui le définit tantôt comme valeur d'usage, tantôt comme valeur d'échange. La valeur d'usage n'est plus une qualité tenant à l'objet en lui-même, aux besoins qu'il satisfait, mais une qualité définie par le cycle de reproduction et d'accroissement de la valeur (cf. "Grundrisse" t. 2, p. 172-173, Ed. Sociales).

S'il est vrai que les premiers échanges ne se font pas entre les individus à l'intérieur d'une même communauté, mais là où les communautés s'arrêtent, cela a-t-il un sens de parler de la valeur d'usage du blé (pour reprendre l'exemple de Marx, d°, p. 376), comme qualités inhérentes au blé? Autant parler de la valeur d'usage réciproque de l'homme et de la femme pour la reproduction de cette communauté. Parle-t-on de la valeur d'usage de l'air (enfin, pour l'instant, pas encore)? Il n'y a de valeur d'usage qu'à

partir du moment où il y a séparation entre l'homme et ses conditions de production, et séparation entre les individus dans le procès social de reproduction (échange). *Pour que le produit se pose comme une valeur d'usage, il faut précisément que sa production ait été séparée de son usage*, qu'entre les deux se soit introduite une médiation sociale. Sinon la valeur d'usage du blé ne nous avancerait pas plus que de dire que les hommes ont besoin de manger, etc., et nous perdriions une des caractéristique essentielle de la valeur d'usage d'être une production historique. Quand Marx veut montrer le caractère absolument indépendant de la valeur d'usage par rapport à tout mode de production, il est contraint de la ramener à un pur phénomène naturel, à une détermination du produit totalement indépendante de la production humaine, de l'histoire. "Le blé, par exemple, possède la même valeur d'usage, qu'il soit cultivé par des esclaves, des serfs ou des travailleurs libres. Il ne perdrait nullement sa valeur d'usage s'il se mettait à tomber du ciel comme la neige." (d°, p. 376). Parle-t-on de la valeur d'usage de la pluie ?

La critique du travail ne peut pas aborder la critique de la notion même de valeur d'usage comme rapport social. Par nature, la critique du travail, au travers de la critique de l'utilité des activités, transforme l'abolition du travail salarié, abolition d'un rapport social, en abolition d'un type d'activité humaine dont les déterminations, en dernière instance, sont constituées par le rapport établi entre l'homme, les instruments et les matières premières (la nature). Il ne s'agit plus que d'envisager des transformations dans la combinaison de ces éléments et de les juger à l'aune de leur utilité sociale, en les considérant comme élément d'un vaste ensemble rationnel qu'est le travail social global. Actuellement, "le problème est plutôt de voir (au lieu de vouloir mettre tout le monde au travail) en quoi l'activité de chacun (division du travail, division des rôles) répond à une utilité rationnelle d'ensemble. Tant qu'il y avait plein-emploi, la question des finalités de la production de ce qui est réellement du travail productif était oiseuse. Aujourd'hui où 35% de jeunes de 15 à 30 ans ne voient pas ce qu'ils ont à faire qui justifierait de se plier aux joies du travail, la question de l'utilité sociale de toute personne se trouve posée beaucoup plus brutalement." ("Cash", décembre 1987).

La critique du travail concret

La question du "sens de ce que l'on produit" cherche à opposer, à distinguer, à l'intérieur du travail concret, des types de travaux utiles et des types de travaux inutiles ou même nuisibles. D'abord, il faut considérer qu'au niveau du travail concret, la distinction est impossible à établir, tout comme celle entre "faux" et "vrais" besoins. Tout cela renvoie à une anthropologie idéaliste impossible, à une définition de la nature humaine. Ce n'est pas d'une classification des travaux concrets dont il faut partir, ni même de la critique de tous les modes d'*effectuation* du travail dans n'importe quel procès de production, mais du travail productif pour le capital, du travail en ce qu'il est productif de valeur et de plus-value, c'est-à-dire du travail abstrait. Quelle que soit la sphère productive dans laquelle il s'applique, c'est le travail abstrait qui est, si l'on veut, "nuisible". C'est parce que le travail en tant que travail concret n'a d'existence que s'il valorise, comme travail abstrait, le capital, que tous les travaux concrets sont définis dans les modalités particulières de leur effectuation. Ce n'est qu'à partir du moment où l'on critique le travail comme travail abstrait, en tant que producteur de valeur et de plus-value, que l'on accède à ce qu'il y a de fondamental dans ce qu'ouvre l'abolition du travail salarié : la fin de la séparation d'avec la communauté, l'immédiateté sociale de l'individu et donc la disparition même de la question de l'utilité. Se pose-t-on la question de l'utilité de la manifestation de soi ?

En outre, ce n'est qu'à partir de la critique du travail comme travail abstrait, que l'on peut, non pas critiquer tel ou tel travail concret, mais la notion même et la réalité sociale du *travail concret comme catégorie de tous les modes de production où existe la marchandise et du mode de production capitaliste en particulier*, comme nous l'avons fait précédemment pour la valeur d'usage. Si, dès le premier moment de l'échange entre capital et travail, prolétaires et capitalistes ne se font pas face en tant que simples échangistes mais en tant que classes, c'est que le travail est la seule valeur d'usage qui puisse faire face au capital et cela en tant que puissance abstraite de travail. Dans le mode de production capitaliste, le travail concret n'est qu'une catégorie dérivée de la division manufacturière et sociale du travail. En tant qu'activité concrète, le travail est nécessairement, dans le mode de production capitaliste, activité individuelle et isolée pour le travailleur car, en tant qu'activité collective et unifiée, il est activité du capital (cf. la théorie de la coopération dans le livre I du "Capital"). Comme personnes indépendantes les ouvriers sont des individus isolés qui entrent en rapport avec le même capital mais non entre eux. Leur coopération ne commence que dans le procès de travail ; mais là, ils ont déjà cessé de s'appartenir.

En tant que porteur et agent d'un travail concret, le travailleur est nécessairement travailleur individuel et isolé, il est l'autre face de la coopération objectivée dans le capital où se réalise le travail comme travail abstrait. Dans une "société" communiste, une activité qui intégrerait en elle-même, immédiatement, toutes ses déterminations d'activités sociales, ne serait pas plus une activité abstraite que concrète, pas plus individuelle que sociale. "Travail concret" / "travail abstrait", n'existent que l'un par l'autre, c'est-à-dire dans un travail qui a une double nature. Si le travailleur est considéré comme agent d'un travail concret, cela signifie nécessairement que, de façon simultanée, on pose son unité avec les autres travailleurs comme étrangère, comme se concrétisant, s'objectivant dans le capital. *Le travail concret n'est qu'une détermination sociale de la division du travail, et un attribut du travailleur en tant que travailleur isolé, face à ce que le capital concentre comme force collective du travail.* Le travailleur, comme agent d'un travail concret spécifique dans la division du travail manufacturière ou sociale, et l'objectivation des forces sociales du travail dans le capital sont les deux faces d'un même rapport : la subsomption du travail sous le capital. Le travail concret n'existe dans le mode de production capitaliste que comme détermination de la division du travail, face à l'objectivation des forces sociales du travail dans le capital.

Il n'y a pas d'alternative possible sur la base du travail concret à partir de la modification de ses déterminations d'effectuation. Tant qu'il s'agit de modifier ces déterminations, on considère l'activité humaine comme travail concret et, par là-même, on présuppose l'existence du travail abstrait comme son faire valoir social. La fameuse "appropriation de nos vies" se réduit alors à un aménagement de ce qui existe (non critiquable en soi, mais on est sorti de la question). La perspective de la critique du travail, confrontée à son impuissance, est contrainte de faire le saut de l'alternativisme (et du réformisme).

La critique du travail est une critique formelle du travail salarié, sa naturalisation

De façon générale, la critique du travail est une impasse. Elle commence par construire un objet d'analyse qui est le travail en-soi ; ensuite, elle veut déduire de l'analyse de cette activité, qui telle qu'elle l'a posée est une abstraction spéculative, les rapports sociaux contradictoires dans lesquels évoluent les hommes. La critique du travail ne peut avoir d'objet et se justifier elle-même que si elle construit son objet antérieurement aux rapports sociaux, mais alors elle devient purement spéculative ; si

ce sont les rapports sociaux historiquement déterminés qu'elle se met à critiquer, alors elle entre en contradiction avec le premier moment de formalisation de son objet et en révèle l'inutilité. La grande limite de toute critique du travail réside dans le fait qu'elle a placé dans l'activité, comme essence de celle-ci, ce qui est le fait de rapports sociaux, elle est donc amenée à poser le principe de l'aliénation, donc des sociétés de classes, dans l'activité comme une raison préalable de ces sociétés.

Partant (avec raison) du travail salarié, *la critique du travail fait "glisser" la critique du travail salarié de la critique d'un rapport social à une critique naturaliste de l'activité humaine*. Dans une "Esquisse de l'assemblée de Jussieu" (assemblée de chômeurs et précaires durant l'hiver 97-98, réunie sur la volonté de pousser la critique du chômage jusqu'à la critique du travail), écrite par un participant à cette assemblée et publiée dans "Courant Alternatif" (avril 98), on voit à l'oeuvre ce glissement : "Qu'est-ce que le travail ? Qu'est-ce que le chômage ? Le travail est un rapport social d'exploitation, un moyen de contrôle social et de production souvent vaine, voire nuisible. Il est soumis à la hiérarchie, au contrôle et à la recherche de profit. En effet, la finalité de l'économie n'est pas la recherche de satisfactions des besoins réels et d'une répartition égalitaire, mais la recherche de profit, c'est-à-dire d'argent, c'est-à-dire de pouvoir de domination. Ces débats ont permis de discuter de questions comme le totalitarisme de la marchandise et de l'argent, l'inutilité sociale (la vacuité) du système productif, les rapports à l'Etat." De façon évidente, le travail est ici le travail salarié, l'appellation de l'un par l'autre permet de donner comme contenu au rapport social d'exploitation la vacuité de l'activité, la répartition inégalitaire, la domination et la hiérarchie. "L'argent" ramène le profit à la répartition, et l'exploitation à l'impossibilité de "satisfaire les besoins réels". La critique du travail a dissout le rapport d'exploitation, proclamé pourtant comme la définition même du travail, et les contradictions de classes qu'il définit, en une opposition entre la recherche du profit (répartition inégalitaire) et les besoins réels. Le rapport social d'exploitation n'est plus saisi comme contradictoire en lui-même, mais contradictoire, parce qu'il est travail, à une véritable activité humaine. Le rapport social d'exploitation est devenu lui-même quelque chose de formel, un type d'activité : hiérarchie, contrôle, domination, une certaine finalité de la production (inutile, néfaste), une répartition du produit inégalitaire.

Dans cette problématique de la critique du travail, on dépasse rarement le niveau de l'argent et de la marchandise. C'est la contrepartie de l'opposition établie par la critique du travail entre "les besoins de la vie humaine" et "une production falsifiée qui ne répond plus qu'à des besoins factices" (tract "AG de Jussieu", distribué à la manifestation du 7 mars 98). Mais cette opposition est fondamentalement le résultat de la transformation qu'opère la critique du travail sur la critique du travail salarié et sur sa définition. Ce travail n'est "jamais au demeurant qu'un emploi dont la finalité s'apparente dans la plupart des cas à une occupation au moindre coût. Il suffit de constater la place prépondérante des activités de gestion et de contrôle dans le processus de production. En bref, il apparaîtra que la fonction dernière du travail est de nature policière, c'est-à-dire procède du maintien de l'ordre social et pourrait se résumer par cette formule : "Comment occuper les hommes quand pour l'essentiel ils n'ont plus d'autre utilité que celle de consommer. (...) Une des premières réussites du mouvement serait de souligner le caractère mortifère des produits du travail dans cette société." (d°). Le travail salarié, *devenu travail*, n'est plus critiqué que sur ses finalités, c'est-à-dire sur les valeurs d'usage qui en résulte, ou sur ses modalités d'exécution. Cela dans la mesure où, en lui-même, a été éliminé ce qui pouvait en faire un rapport social d'exploitation : les hommes ne sont plus là que comme consommateurs, surveillants, gestionnaires. Au lieu de voir là le cours même du capital comme contradiction en procès et contradiction de classes, on voit là un état réalisé. La contradiction ne se situe plus, à l'intérieur d'un mode de production, entre des classes mais entre deux types d'activité, deux façons de produire, deux familles de valeurs d'usage, parce que le mode de

production capitaliste est déjà considéré comme n'existant plus que comme domination. On sait que c'est le fondement substantiel de l'alternative.

La véritable alternative, déclare le tract, "n'oppose pas le travail salarié au chômage, mais une activité libre et créatrice - qui reste à être collectivement inventée - au travail aliéné." Quand la critique du travail salarié devient critique du travail (même si le premier terme continue à être employé), ce qui disparaît c'est que cette "activité libre et créatrice" n'est pas l'autre branche d'une alternative dont la première serait le travail aliéné, mais qu'elle naît du dépassement des contradictions du travail aliéné, c'est-à-dire aujourd'hui du travail salarié. Comme toujours, c'est dans la compréhension du cours immédiat de la lutte de classes, des luttes quotidiennes, que l'on peut juger de la véritable nature d'une position théorique. *Dans la critique du travail on oppose au travail aliéné, "l'activité libre" comme l'autre branche d'une alternative : le prolétariat ne verrait pas qu'il faut qu'il fasse autre chose que ce qu'il fait..* Ce qui n'est plus maîtrisé, c'est le rapport entre les luttes dans le cadre du travail aliéné et leur dépassement. Comment "l'activité libre" est le dépassement produit de la contradiction entre le prolétariat et le capital dont font partie ces luttes quotidiennes, de par la situation du prolétariat dans cette contradiction et de par son cours historique ; et non de par une sorte de *choix* dont les termes existeraient face à face. Mais, pour saisir cela il ne faudrait pas avoir rangé l'exploitation au magasin des antiquités.

La "critique du travail" est une *idéologie élaborée* de la pratique alternative, elle n'est pas le fondement de cette pratique mais sa justification, et son mode d'appréhension de la réalité. La "richesse", quant à elle, n'est critiquée que sous sa forme matérielle, que l'on jugera selon sa plus ou moins grande "utilité". Cette "richesse" en tant que rapport social, marchandise-capital, s'est évanouie. Malgré les apparences, tous les rapports de production ont été acceptés. On est resté en fait dans le cadre de cette société et l'on a agi pour une répartition plus équitable, plus juste. Quand on ne s'attaque qu'à la distribution dans son acception la plus banale, on fait par là-même de la production une abstraction creuse, c'est-à-dire une vérité éternelle, l'histoire et les classes sociales ne relevant que de la plus ou moins grande quantité de produits que des catégories d'individus retirent de la distribution. C'est la division de la société en classes qui a disparu.

Dans son isolement et à cause de ses caractéristiques mêmes, le mouvement des chômeurs a vu transformer ce qu'il y avait de plus radical en lui - l'expression de la caducité du rapport salarial en tant que procès contradictoire dans le mode de production capitaliste - en une *nature* du mouvement lui-même, une nature intrinsèque à ses acteurs. Ainsi la démarche alternative et son idéologie, la critique du travail, se sont fixées comme limites de cette lutte. Ce mouvement devenait en lui-même la caducité du rapport salarial. Cette caducité n'était plus un *rapport* au capital comme chômeurs et précaires, mais les chômeurs et précaires en étaient la réalisation immédiate personnifié ; ils étaient *en eux-mêmes le travail salarié caduc*. Cela devenait une position sociale, un mode de vie.

La critique du travail produit une notion de travail qui transforme le travail salarié, dont elle était une simple distinction interne, en une activité humaine naturalisée. Elle transforme le rapport social dont elle est issue, le travail salarié, en une collection de déterminations *formelles* de l'activité : aux ordres, inutile, néfaste, soumise à la hiérarchie, dont on ne maîtrise pas la finalité, dominé par l'objectivité naturelle. Devenu collection de déterminations de l'activité, le rapport social du travail salarié pourrait dès maintenant être subverti par la simple modification (remplacement par d'autres) de ces déterminations. A partir du moment où l'on a transformé la critique du travail salarié en critique du travail, celle-ci redéfinit, selon ses propres déterminations, le rapport social qu'est le travail salarié. Il ne s'agit plus que d'une modalité empirique de l'activité humaine même si l'on répète sans arrêt "rapport social". C'est précisément ce rapport social que l'on a transformé en collection de types

d'activités. On peut ensuite répéter l'expression "rapport social" tant que l'on veut, cela ne change rien. Ensuite, il n'y a plus qu'à construire le "double pouvoir" de l'alternative au capitalisme ici et maintenant.

La critique du travail se considère comme déjà en dehors du mode de production capitaliste, face à lui comme face à une domination dont on peut dégager, en le remodelant comme "activité humaine", le travail concret dont le sujet est le travailleur collectif considéré comme travailleur social réalisé. La transformation de la critique du travail salarié en critique du travail, et la redéfinition conséquente du travail salarié à partir de ce travail qui n'est pourtant qu'une distinction en lui-même du travail salarié, n'est pas un simple procès idéologique. Si le dépassement de la société existante n'est plus donné dans la montée en puissance de la classe ouvrière, il devient le dégagement par rapport à cette société, le "double pouvoir", l'alternative. La lutte se donne pour la révolution et même parfois pour la construction d'une nouvelle société. La "critique du travail" se considère comme déjà, ou potentiellement, en dehors du mode de production capitaliste, parce qu'en tant que "critique du travail" elle a déjà présupposé, dans l'accumulation du capital, l'exploitation du travail comme dépassée. La pratique de l'abolition des classes et du travail est considérée comme une activité propre du prolétariat, une activité sur soi-même, *parallèle* à la caducité réalisée du travail productif et de l'exploitation.

Le travail salarié *en subsomption réelle* implique cette distinction en lui-même entre l'activité du travailleur semblant être "le travail" et les formes sociales de son effectuation (actualisation) se donnant comme travail salarié. L'activité ne devient plus seulement étrangère à l'ouvrier dans le produit qui lui échappe, l'appropriation du travail devient le fait du procès de production lui-même devenu adéquat à "l'échange" qu'inaugure la vente de la force de travail. En subsomption réelle, la distinction est réactivée non plus dans le sens d'une libération du travail par rapport au salariat (subsomption formelle), mais comme une critique "naturelle" du travail. La distinction interne au travail salarié se présente alors comme distinction *apparente* entre travail et travail salarié, et la critique de la société capitaliste comme critique de l'*économie* suit la même pente que la critique du travail salarié qui se donne comme critique du travail, elle entérine l'objectivité de cette société comme un absolu face à la subjectivité individuelle, l'homme, et, dans le même mouvement, la naturalise. La production de "nouveaux rapports sociaux" se présente alors, en tant que dépassement de l'économie, comme réappropriation de la richesse objective, comme *utilité* de l'activité, etc. , comme la simple opposition entre une objectivité indépendante en tant que telle et un sujet à la fois sans objet et plein de déterminations existentielles cherchant à maîtriser ses conditions d'existence. Les classes ont disparu.

"L'économie" : limite générale de la critique du travail

La critique du travail est *en tant que telle* limitée, de par l'objet qu'elle se définit. Prise comme point de départ, comme objet de réflexion, elle naturalise l'activité productive, pose comme fondement de la société "l'échange substantiel entre l'homme et la nature" et produit un concept censé rendre compte de cet échange *en société* : l'*économie*. Ce domaine économique imposerait ses lois au reste de la reproduction sociale, allant même jusqu'à la compromettre. La métaphore, souvent rencontrée dans les critiques du travail et de l'économie comme domaine particulier, de "l'économielierre" enlaçant et menaçant l'arbre vivant de la société (ce qui nécessite pour le "pouvoir" de maintenir en vie et de "protéger" cette société pour que le lierre continue à prospérer), non seulement est stupide de par la séparation qu'elle introduit, mais encore fautive : le lierre se développe très bien sur les arbres morts et même sur les

piquets et les murs. Ce dont l'économie aurait besoin, ce serait simplement d'un support, d'où la nécessité de garder en vie la société, non parce qu'elle est en tant que société capitaliste ce qui fait qu'il puisse y avoir autonomisation d'une économie, mais simplement pour être le "piquet". Nous considérons ici la "critique de l'économie" dans cette frange extrême du démocratisme radical qu'est la "critique du travail", mais la "critique de l'économie" est le pont-aux-ânes de l'ensemble du démocratisme radical, et ce que nous en dirons s'applique a-fortiori à toutes les "Horreurs économiques".

L'économie n'est que la façon dont se donne la reproduction du capital dans son autoprésupposition. Le principal résultat de la production capitaliste n'est pas la production d'objets, ni même de marchandises, ni même de plus-value ou de profit, mais la reproduction de classes contradictoires. L'économie comme domaine particulier de la production n'est qu'une "apparence". C'est dans le point de départ, la critique du travail, que réside "l'erreur" ; c'est ce point de départ qui induit cette vision de la société comme empilement d'assiettes : économie, société, pouvoir, politique, bureaucratie, etc. Une fois naturalisée, la production est bien incapable de rendre compte des contradictions sociales ; il faut alors lui adjoindre la notion de "domination". Cela aboutit à poser d'un côté la production (l'économie), et de l'autre la reproduction des classes (la domination). Ensuite, bien sûr, sont aménagées toutes sortes de passerelles qui ne sont jamais plus que des instruments de domination. D'un côté la production, et surtout la distribution et l'échange (l'économie), de l'autre la société. C'est à quoi aboutit la critique du travail, car elle n'est qu'une critique de l'autonomisation comme économie de la reproduction des rapports sociaux capitalistes qui aurait pris au pied de la lettre cette autonomisation. *Elle se veut la critique de cette autonomisation sans l'avoir comprise comme autonomisation de la reproduction du capital comme rapport social.* La "critique du travail" perd alors la reproduction de la société qu'il lui faut ensuite retrouver en empilant sur l'économie les autres catégories autonomisées de cette société. Ayant perdu la société comme totalité, elle la reproduit comme domination. Mais qu'est-ce que l'économie, à la fois comme apparence et comme réalité ? C'est la réponse à cette question qui permet de comprendre pourquoi les diverses déterminations de la critique du travail, qui se synthétisent dans la "critique de l'économie", peuvent être à la fois la critique d'une apparence autonomisée de la reproduction des rapports sociaux capitalistes, et la critique d'une réalité. Ce qui permet à la "critique de l'économie" d'approcher, bien que dans les termes de "l'apparence", le dépassement de cette société.

C'est parce que, à l'issue de chaque cycle productif, toutes les conditions de la reproduction apparaissent du côté du capital, dans la reproduction du face à face du capital en soi et de la force de travail dans sa subjectivité, que *ces conditions de la reproduction de l'ensemble du rapport prennent la forme de l'économie* et que la reproduction de la société se formule comme lois économiques. La critique de l'objectivisme et la critique de l'économie vont de pair. L'économie est le rapport entre l'objectivation des conditions de la production face au travail et le travail dans sa subjectivité, c'est-à-dire séparé de toutes ses conditions. C'est le capital comme rapport social (incluant les propres forces sociales du travail) qui, se présupposant, se présente comme objet face au travail.

“Chaque présupposé du procès de production social est en même temps son résultat, et chacun de ses résultats apparaît en même temps comme présupposé. Tous les rapports de production, au sein desquels le procès se déroule, sont donc aussi bien ses produits que ses conditions. Dans sa forme ultime (capital financier, n d a) - plus nous considérons sa forme dans sa manifestation phénoménale effective - le procès se fige de plus en plus, si bien que ces conditions apparaissent comme le déterminant tout en étant indépendantes, et que les propres rapports des agents qui concourent au procès leur apparaissent comme des conditions objectives, comme des puissances objectives, comme les déterminations des choses, d'autant plus que dans le procès

capitaliste chaque élément, fût-ce le plus simple, comme par ex. la marchandise, est déjà une inversion qui fait apparaître déjà des rapports entre personnes comme propriétés de choses et comme des rapports des personnes aux propriétés sociales de ces choses.” (Marx, “Théories sur la plus-value”, Ed. Sociales, t. 3, p. 597).

“C’est donc la reproduction constante des mêmes rapports - rapport conditionnant la production capitaliste - qui les fait apparaître non seulement comme formes sociales et résultats de ce procès, mais en même temps comme ses *présuppositions* permanentes. Or elles ne le sont qu’en tant que présuppositions sans cesse *posées*, créées, *produites* par lui-même. Mais cette reproduction n’est pas consciente et n’apparaît, au contraire, que dans l’existence constante de ces rapports en tant que *présuppositions* et *conditions* dominant le procès de production. Ainsi, par exemple, ce sont les éléments résultant de la décomposition de la valeur de la marchandise qui deviennent ses parties *constitutives*, qui s’affrontent comme parties autonomes et, par conséquent, également comme des parties autonomes vis-à-vis de leur *unité* qui apparaît au contraire comme leur *combinaison*. Le bourgeois voit que le produit devient constamment condition de production. Mais il ne voit pas que les rapports de production eux-mêmes, les formes sociales dans lesquels il produit et qui lui apparaissent comme des rapports donnés, naturels, sont le produit constant - et uniquement pour cette raison la présupposition constante - de ce mode de production spécifiquement social. Non seulement les différents rapports, les différents moments deviennent autonomes et adoptent des modes d’existence étrangers les uns aux autres et apparemment indépendants les uns des autres, mais encore ils se présentent comme propriété immédiates de choses ; ils prennent une forme réifiée.

“Ainsi les agents de la production capitaliste vivent-ils dans un monde magique et leurs propres relations leur apparaissent comme propriété des choses, des éléments matériels de la production. Or c’est sous les formes ultimes, les plus médiatisées - sous des formes où à la fois la médiation non seulement est devenue invisible, mais où s’exprime leur contraire direct - que les figures du capital apparaissent comme les agents réels et les supports immédiats de la production. Le capital porteur d’intérêts personnifié par le capitaliste financier, le capital industriel dans le capitaliste industriel, le capital donnant une rente dans le propriétaire foncier en tant que propriétaire de la terre, et enfin le travail dans le travailleur salarié. C’est sous ces figures fixes, incarnées en des personnalités indépendantes qui, en même temps, apparaissent comme simples représentants de choses personnifiées, qu’ils entrent en concurrence et s’engagent dans le procès de production réel. La concurrence présuppose cette extériorisation. Ce sont les formes qui existent conformément à sa nature, conformément à l’histoire de sa nature et dans son apparence à la surface, elle n’est elle-même rien d’autre que le mouvement de ce monde à l’envers. Dans la mesure où dans ce mouvement les connexions s’imposent elles apparaissent comme une loi mystérieuse.” (Marx, d°, p. 604).

Ce n’est qu’avec le mode de production capitaliste que l’on peut dire qu’il y a constitution, sous le nom d’économie, d’un ensemble d’activités sociales (production, distribution, échanges, consommation), à la fois spécifiques et, dans leur spécificité, définissant la totalité de la reproduction des rapports sociaux comme rapports économiques. Il n’y a donc économie qu’avec la séparation complète du travail et de ses conditions, c’est-à-dire constitution d’une objectivité des conditions du travail comme totalité face à la subjectivité du travail. L’économie est elle-même une production historique, se définissant, à l’intérieur d’un mode de production déterminé, à la fois comme science particulière, ce qui est évident historiquement, mais surtout comme réalité. Production, distribution, échanges, consommation, deviennent des activités particulières spécifiques en ce qu’elles deviennent les lois de reproduction des conditions objectives du travail, face au travail, face à sa subjectivité comme travailleur isolé, séparé de ses conditions et dont la reproduction apparaît comme le fait d’une

nécessité extérieure et réellement comme l'action d'une volonté étrangère (le capitaliste).

Cependant, cette objectivité est elle-même non pas le résultat ou la cause, mais *un moment de la reproduction du rapport social capitaliste*. Le principal résultat du procès de production ce n'est ni la valeur, ni même la plus-value, mais la reproduction du face-à-face entre le prolétariat et le capital. C'est le rapport du capital, en ce qu'il est séparation du travail et de ses conditions, en ce qu'il est exploitation, c'est-à-dire rapport entre des classes, qui détermine sa reproduction comme régie par des lois objectives, elles-mêmes exprimant le fonctionnement du monde réifié. Dans l'exploitation, les conditions de la reproduction du rapport apparaissent toujours comme volonté étrangère au travail, comme nécessité inscrite dans l'existence du capital, comme chose, comme capital en soi face au travail et comme nécessité de son accumulation.

Quand la nécessité de l'accroissement de la richesse devient la base et le contenu des rapports sociaux et le principe d'organisation de la société, la société devient le résultat de contraintes économiques. En critiquant et en s'opposant au mode de production capitaliste comme économie, la critique du travail s'oppose à une "apparence" non critiquée de ce mode de production. Mais cette apparence est simultanément une réalité quotidienne de celui-ci, c'est pour cela que cette "erreur" peut être "un moment du vrai".

La lutte de classe du prolétariat, comme ayant pour contenu et projet la montée en puissance de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste et son affirmation en tant que classe dominante, s'est effondrée. La disparition, dans le cours de la restructuration qui a accompagné comme lutte des classes cet effondrement, de toute identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital (comme cela était le cas dans le cycle de luttes précédent), a produit comme une des limites actuelles des luttes de classe la disparition de leur propre compréhension et prise en charge d'elles-mêmes, *précisément en tant que contradiction entre des classes*, particularisation de la même totalité contradictoire et produisant son dépassement comme procès d'une contradiction interne définissant ses termes : l'exploitation. Ce qui signifie que les conditions de sa reproduction apparaissent face à l'individu comme des conditions toutes faites et "naturelles", comme un simple moyen de réalisation de ses buts singuliers (ou obstacles à ceux-ci), comme une nécessité extérieure à sa propre définition : d'une part l'individu isolé et sa réunion avec d'autres sur la base d'intérêts communs, d'autre part la reproduction de la société comme moyens ou obstacles, comme économie (celle-ci posée corollairement à l'individu isolé essentiellement aux niveaux de l'échange, de la marchandise, de l'argent, de la distribution, de la consommation). Cependant cette limite est aussi, à sa façon, une "désobjectivation" de la lutte de classes, en ce qu'elle pose l'abolition du capital non comme le résultat de ses contradictions objectives dont le prolétariat vient opportunément profiter, mais comme activité humaine produisant ses propres conditions et se posant elle-même comme sa condition première, même si cela s'effectue en opposant l'individu à l'objectivité ou à la nécessité de l'économie, donc en conservant cette dernière comme l'envers nécessaire de la subjectivité.

Ce qui, même dans cette perspective, est reproduit dans les termes de la critique du travail, c'est la liaison entre l'abolition du capital et le "règne de la liberté", cela autrement que de façon proclamatoire (l'abolition du capital étant ipso facto "le paradis sur terre", c'est bien connu), ou sur le mode exclusif : puisque l'un est la nécessité, l'autre ne peut être que la liberté. La médiation qui fait de l'abolition du capital le "règne de la liberté", c'est l'abolition de l'économie dans l'abolition du capital. Ce qui est le dépassement produit de l'exploitation, c'est-à-dire d'une contradiction entre des classes, est devenu, dans la critique du travail, celui de l'opposition entre des individus et leurs conditions objectives se dressant face à eux et

qu'ils doivent se réapproprier, ce qui est le fondement de la problématique alternative. La véritable critique de l'économie part du fait que, de façon essentielle, le mode de production capitaliste se constitue comme exploitation, comme contradiction entre le prolétariat et le capital, comme lutte de classes dont l'économie est un moment constitutif. Le mode de production capitaliste est unité et totalité dans le rapport entre la valeur comme capital et la seule valeur d'usage qui puisse lui faire face : le travail vivant. En cela les classes sont la particularisation nécessaire de cette totalité et leur contradiction est son mouvement. Il en résulte la critique de l'économie, non comme un rejet de celle-ci en tant que non-existante ou comme condamnation, mais comme interrogation sur son contenu, son origine, ses conditions d'existence et, par voie de conséquence, sur son dépassement. La critique du concept d'économie, qui intègre dans le concept les propres conditions d'existence de l'économie, évite précisément de poser le dépassement de l'économie comme une opposition à l'économie, parce que la réalité de l'économie (sa raison d'être) est en dehors d'elle. L'économie est un attribut du rapport d'exploitation.

Cependant, se contenter de "dénoncer l'erreur" ne mène à rien. Ce qui importe, c'est de considérer la lutte des classes dans son histoire et non à partir d'une norme séparant le "vrai" du "faux", d'en considérer tous les moments comme nécessaires et comme des moments de la production de son propre dépassement. Le communisme abolit la réalité même de toutes les catégories de l'économie : travail, forces productives, distribution, échange, et même la possibilité de définir une spécificité de la production. Il n'y a pas de réorganisation supérieure du travail, de la production, etc, telles que ces catégories existent et sont développées dans le capital. Si l'objectivation n'est pas nécessairement aliénation, c'est que l'abolition de la séparation de la société en classes entraîne que l'objectivation est constamment reprise par le flux des activités qui la dissolvent comme objectivité. Il ne suffit pas de dire que, dans un autre rapport social, l'objectivation n'est plus aliénation. Il faut également dire que, dans cet autre rapport social, l'objectivation est en soi différente, qu'elle n'est pas l'ancienne objectivité en tant que "récupérée", mais en tant que moment nécessaire de l'activité et disparaissant en elle. La "richesse" elle-même est définie comme rapports entre les individus et non comme objet. C'est là, comme compréhension du communisme, la base générale de la critique de l'objectivisme et de l'économie, mais si on ne détermine pas cette critique dans le cours des luttes de classes dans le mode de production capitaliste, on ne fera qu'opposer l'Homme à ses produits, on ne fera qu'une *critique de l'économie*.

La "critique de l'économie" rend compte alors, dans un registre anthropologique, du rapport de l'Homme à ses produits et à ses moyens de production. Mais tout a été mis à l'envers : les formes sociales deviennent des conséquences ou de simples déterminations des relations anthropologiques. Les rapports sociaux, qui se définissent dans le procès de la production et le définissent, sont réduits à des rapports techniques d'organisation du travail, et le processus de production à un processus d'adaptation au milieu et à son exploitation. Vaneigem, dont l'influence est patente dans les textes les plus critiques du travail et de l'économie, principalement ceux issus de la lutte de chômeurs et précaires, nous offre dans son livre "Nous qui désirons sans fin" (1996), le plus bel exemple de cette Odyssée de l'Economie à travers "l'histoire".

"En passant de la cueillette des ressources naturelles à leur exploitation par l'agriculture et l'industrie, l'économie, ou *art d'administrer la terre* (souligné par nous : cela ne veut strictement rien dire), inaugure une histoire qui sera la sienne plus que la nôtre." (op. cit., p. 20). Voilà l'économie transformée en sujet de l'histoire, le fétichisme pris au pied de la lettre et auquel on peut en conséquence opposer l'homme ; voilà l'histoire des rapports sociaux, qui sont des rapports de production, ramenée à une histoire de leur forme objectivée : histoire de l'économie. Le renversement idéologique est complet quand c'est l'économie qui devient *la base* de "l'exploitation conjuguée de

la nature et de l'homme par l'homme" (d°, p. 23). Ayant épuisé ses possibilités de développement, c'est-à-dire ayant épuisé la terre, l'économie atteint ses limites et donc pose la caducité de l'exploitation : "L'économie ne progresse qu'en se détruisant, selon une accélération qui croît avec l'ampleur de ses moyens." (d°, p. 44). Se dévoile alors la seule vraie "contradiction", celle qui avait présidé à l'origine même de l'économie : la soumission de "la vie" à "la survie". Cette soumission est devenue "une imposture" avec "l'extinction des espèces végétale, animale et humaine programmée en fin de parcours." (d°, p. 58). L'économie se contredit donc elle-même, comme adaptation de l'homme au milieu, au moment où elle devient la destruction manifeste et programmée de ce milieu. Nous voilà parvenus au terme d'une histoire de l'humanité qui n'intègre les rapports de production historiques, et les formations sociales qu'ils organisent, que comme une détermination d'une *évolution naturaliste de l'espèce humaine*. C'est la problématique que l'on retrouve tout au long du livre, culminant dans l'exaltation biologique de "*la femme*" comme mère et incarnant le mouvement de *la vie*, substance et raison dernière de tout.

On peut toujours dire que cette économie est la domination d'une classe sur une autre, mais l'essentiel est dans le fait que cette domination de classe n'est qu'une détermination de l'économie. Les véritables rapports sont renversés. Par exemple, Vaneigem parle bien de "baisse de profit", mais cette baisse de profit est entraînée par l'épuisement de la nature et la réaction de défense écologique (p. 67). C'est que l'économie, par ses abus, a préparé, à l'intérieur d'elle-même, des réactions préluant à son dépassement. Il faut lire le plan de ce livre pour comprendre les tenants et les aboutissants de cette idéologie. Premier chapitre : "L'économie parasitaire, stade ultime de l'exploitation de l'homme et de la nature" ; deuxième chapitre : "La phase transitoire : de l'exploitation inhumaine à l'humanisme marchand" ; troisième chapitre : "Dans la naissance du désir renaît le monde" (nous laissons de côté le dernier chapitre - quatre pages - sur les enfants qui sauvent le monde, etc., qui ne relève plus de l'analyse théorique mais de la psychanalyse). Reprenons.

Premier moment : l'économie "pure et dure" qui, notons le, définit aussi bien les premières civilisations agraires que le capitalisme actuel. Peu importe les rapports sociaux, nous sommes dans une histoire des rapports entre l'homme, la nature et les instruments. Deuxième moment : cette économie se contredit elle-même, si bien qu'elle génère une "nouvelle économie" dans laquelle commencent à prendre forme les vrais désirs du "qualitatif", mais encore sous une forme marchande. "L'instauration du marché de la qualité annonce le rejet du critère de quantité, jusqu'ici dominant." (d°, p. 99). Comme d'habitude, quand on a naturalisé les rapports sociaux d'exploitation apparaît la capacité de s'organiser *autrement* sur la base de ce qui existe. Cela dans la mesure où, bien que l'on ait mis tout le mal en elle, et *parce que* l'on a mis tout le mal en elle, la production est en fait un objet neutre, un type de rapport à la nature dont *découlent* des rapports sociaux. Changez le rapport à la nature, vous changerez les rapports sociaux.

Comme d'habitude, la critique du travail débouche sur l'alternative, mais Vaneigem, en vieux renard radical, sent bien qu'il lui faut introduire un troisième moment. L'alternative ne sera donc qu'une phase de transition : "Des suggestions, issues d'un passé récent et subversif, surgissent de l'intolérable résignation à laquelle ont succombé ceux qui, pour un salaire ou une rétribution, acceptent n'importe quel emploi : occuper les usines qu'une rentabilité escroquée par les actionnaires (Vaneigem utilise tous les classiques de l'alternativisme et de ce que nous avons défini comme le démocratisme radical, nda) menace de fermeture, assurer leur contrôle et leur activité sans se soucier des normes de compétition bureaucratiquement manipulées, les reconverter s'il le faut et produire des biens de qualité utiles à la région où elles sont implantées, rechercher dans les intérêts locaux cette assise qu'une conscience internationale consolidera partout où la lutte en faveur du milieu naturel dénonce le

pouvoir de la corruption (tout cela dans un "environnement" capitaliste, mais cela n'a pas d'importance, ce qui compte c'est la transformation technique du rapport à la nature, nda). (...) Seule la propagation de coopératives agricoles misant sur la qualité de leurs produits viendra à bout de l'agriculture concentrationnaire (malgré Vaneigem et Bové, on se moque de l'agriculture concentrationnaire, c'est de ce qui la justifie : la baisse de la valeur de la force de travail, donc le salariat, dont nous voulons venir à bout, n d a). Seule la créativité individuelle et collective s'obstinant à perfectionner des énergies empruntées à la gratuité de l'air (mais rien n'est payant de par ses caractéristiques matérielles, en tant qu'hydrocarbure, le pétrole est tout aussi gratuit que l'air, n d a), de l'eau, de la terre et du feu rejettera dans les archaïsmes de la barbarie les effets corrosifs de cette rentabilité dont les pires nuisances chimiques, nucléaires et psychologiques ne sont que les conséquences."(d°, p. 103-105). Ceux qui veulent réellement transformer le monde n'ont que faire de ceux qui veulent se contenter de le peindre en vert ou de réformer l'école (lire à ce propos, du même auteur, "Avertissement aux écoliers et lycéens", ed. "Mille et une nuits", 1995).

Dans un premier temps nous instituons donc *la production marchande non-rentable*. De là, nous nous "acheminons vers une nouvelle société de cueillette, dotés de l'héritage technologique que nous a légué une civilisation plus apte à en user pour exploiter l'homme et le monde que pour humaniser l'un et l'autre inséparablement." (d°). Cette phase de transition, que Vaneigem appelle *de ses vœux*, est définie par lui comme un "néo-capitalisme", capitalisme dans lequel "le capital est progressivement mis au service de la vie" : "reconvertir le capital parasitaire (on aura compris, c'est la Phynance, nda) en un capital utile à la nouvelle société et aux nouveaux modes de production (attention Vaneigem veut dire ici "procès de travail concret"). A nous de veiller à ce que *l'argent mis au service de la vie* (souligné par nous, tellement c'est beau comme du Cohn-Bendit) ne remette plus jamais la vie à son service." (d°, p. 122). Selon les sensibilités : c'est à vomir, s'écrouler de rire, ou pleurer... à flinguer de toutes façons. Enfin, au terme de la période de transition, le "Vampire du Borinage" entre "en concordance avec le vivant", dans un défi quotidien "où la matière brute du désir se transmute en puissance d'incliner en faveur de la vie l'incertitude des circonstances."(d°, p. 151). Dans chaque Nosfératu, il y a une Mary Poppins qui sommeille.

La critique du travail qui aboutit à la naturalisation des rapports sociaux trouve dans la critique de l'économie sa forme la plus générale, mais simultanément, en devenant critique de l'économie, la critique du travail, parce qu'elle ne peut plus alors faire l'impasse sur sa propre réalité, qui est la critique du travail salarié, formule de façon mystifiée, *dans les termes de la critique de l'économie*, les principes fondamentaux du communisme. La critique du travail et celle de l'économie sont, dans notre cycle de luttes, des idéologies qui ne maîtrisent pas non pas leur raison d'être mais leurs prémisses (ce qui est la définition d'une idéologie). La "critique du travail" ne propose pas une autre réponse aux problèmes économiques du capitalisme, mais, si elle perçoit que l'économie n'est pas une réalité neutre sous-jacente à toutes les formes sociales, elle ne pousse pas sa critique jusqu'à la produire comme une réalité historique déterminée dans un mode de production particulier, comme *la façon dont celui-ci se donne de façon "magique" réellement à vivre*.

En définissant les grands thèmes du démocratisme radical, nous avons contamment défini ce dernier non comme une idéologie au sens vulgaire d'erreur et de tromperie, mais comme activités réelles dans la lutte des classes formalisant les limites particulières de chaque lutte selon le principe général de la limite du cycle de luttes actuels : la reproduction du prolétariat dans le mode de production capitaliste. Cette reproduction n'est plus une confirmation de celui-ci et la base de son affirmation, mais revendication d'un capitalisme à visage humain, c'est-à-dire, pour le démocratisme radical, à visage citoyen, producteur, travailleur, social, écologique, égalitaire et

respectant les différences ... Nous pouvons maintenant voir (les grands thèmes ont été exposés) le démocratisme radical à l'oeuvre dans quelques situations particulières.

Chapitre III : LE DÉMOCRATISME RADICAL À L'OEUVRE

“ Depuis 89, le peuple tout entier se dilate dans l'individu sublimé ; il n'y a pas de pauvre qui, ayant son droit n'est son rayon ; le meurt-de-faim sent en lui l'honnêteté de la France ; la dignité du citoyen est une armure intérieure ; qui est libre est scrupuleux, qui vote règne. (...) Donc plus de jacquerie. J'en suis fâché pour les habiles. C'est là de la vieille peur qui a fait son dernier effet et qui ne pourrait plus désormais être employée en politique. Le grand ressort du spectre rouge est cassé. Tout le monde le sait maintenant. L'épouvantail n'épouvante plus. Les oiseaux prennent des familiarités avec le mannequin, les stercoraires s'y posent, les bourgeois rient dessus. ” (Victor Hugo, Les Misérables)

1) La grève de novembre-décembre 1995

Le mouvement de grève de la fonction publique en 1995 a focalisé les transformations déjà réalisées dans les rapports salariaux. Ce mouvement n'était pas un baroud d'honneur de la défense du fordisme ou du keynésianisme, il se situait sur les bases actuelles de la reproduction de la force de travail, dans la continuité actuelle entre formation, emploi, chômage, précarité, flexibilité. Ce fut là le contenu de l'activité de classe durant le conflit de décembre, ou plutôt la direction qu'elle prit, elle s'arrêta avant son terme. On peut dire que le conflit de décembre n'a pas épuisé les conditions de son existence. Le mouvement était porté par la recomposition de l'activité de la classe autour de la reproduction d'ensemble de la force de travail : cycle d'entretien, segmentation, partage au niveau social entre salaire et profit. Il fut offensif sur ce terrain, il est stupide d'analyser le mouvement sur la base de la défense crispée d'acquis (bien que cela ne soit en rien critiquable ou méprisable). Répartition entre salaire et profit, conception de la reproduction d'une force de travail segmentée comme constituant une totalité, furent des constantes du mouvement ; précarité, flexibilité, chômage furent des thèmes récurrents. Le mouvement mena une critique du thème idéologique de la solidarité, selon lequel les sacrifices “consentis” par certains salariés profitent aux plus mal lotis. Il est remarquable que les deux endroits où la grève se poursuivit le plus longtemps sont le centre de tri de Caen et les transports marseillais. Dans le premier cas, la revendication est la transformation en emploi à durée indéterminée des emplois sous contrats ; dans le second, il s'agit de lutter contre les conditions plus dures en salaire et durée du travail faites aux nouveaux embauchés (ce que le rapport Minc préconisait comme une façon de rendre flexible les statuts sans y toucher directement). A Marseille toujours, les chômeurs prirent une grande place dans les manifestations et la conduite du mouvement dans son ensemble.

Cependant, le mouvement en est resté au stade du partage, comme redistribution, d'une richesse dont la nature même comme capital n'a pas été contestée, la richesse produite est demeurée une idée neutre. L'idéologie

keynésianiste et le mythe de l'état régulateur au dessus des classes pesèrent lourdement sur le mouvement. Ils ont été revivifiés par la nature même de celui-ci : le partage entre salaires et profits. Pour toute une catégorie de travailleurs fortement représentée dans les services publics, principalement dans l'enseignement, les "trente glorieuses" représentent une sorte d'âge d'or où on pouvait avoir l'illusion de sortir de la classe ouvrière pour intégrer les fameuses classes moyennes. Cette lutte n'a pas inauguré la fin de cette période, bien plutôt elle a marqué la fin de toutes ces illusions auxquelles nous nous sommes si longtemps raccrochés. Il nous faut définitivement faire notre deuil du fordisme.

En outre, "La grève, l'irruption des manifestants sur la scène, dévoile la permanence du cadre national, milieu naturel des luttes sociales." (Max Gallo dans "L'Humanité" du 16 décembre). Ce dont se réjouit Max Gallo, fut en fait une limite du mouvement qui ne s'est jamais départi de cette conscience nationale, si ce n'est pour comprendre l'internationalisation du capital comme une manipulation extérieure : les marchés, Bruxelles, Maastricht. Ce cadre national a été la formalisation de la limite de la critique par le mouvement de la notion de service public, dont la défense a cristallisé la notion diffuse de solidarité. Et malgré le discours sur les services publics, dans les rares cas où il y eut utilisation dans la grève de "l'outil de travail", cela se fit selon des critères de lutte contre l'état et le capital, et de solidarité de classe : tri des lettres des Assedic pour ne pas pénaliser les chômeurs, coupures de courants pour certaines grosses entreprises et administrations, basculement de quartiers populaires en tarif de nuit.

Le conflit s'est développé sur la reproduction d'ensemble de la force de travail : retraites, sécu, partage général entre salaire et profit, mais aussi, et ça fait partie du point précédent, chômage, précarité, flexibilité. Mais, la lutte étant demeurée au niveau de la redistribution, c'est cette démarche inachevée qui lui est revenue dessus, vue la généralité même du conflit, sous la figure de la "société démocratique des salariés" et du citoyen ; c'est lui que l'on a vu assis autour de la table du "sommet social", sous les ors de la République.

"Par leur formidable révolte sociale de décembre 95, les Français ont collectivement, pour la première fois, exprimé leur refus d'un modèle de société fondé sur l'économisme, le libéralisme intégral, le totalitarisme des marchés et la tyrannie de la mondialisation (...). Un pouvoir qui apparaît de plus en plus comme l'exécutant, le supplétif, le harki des vrais maîtres du monde : les marchés financiers (...) choix purement idéologique fondé sur la rigueur budgétaire, la délocalisation, la compétitivité, la productivité, (...) brutalité de l'ajustement structurel imposé par Bruxelles (...). Critères de convergence définis par le traité de Maastricht (...). Une économie sans efficacité sociale peut-elle avoir un quelconque sens ?" (Editorial du "Monde Diplomatique" de Janvier 96). "Les engagements européen de la France, véritables machines de guerre contre les entreprises et les services publics." (Bernard Cassen "Monde Diplomatique"). On retrouve le même discours avec Bourdieu : "Ce qui est en jeu, aujourd' hui, c'est la reconquête de la démocratie contre la technocratie : il faut en finir avec la tyrannie des experts, style Banque Mondiale ou F.M.I, qui imposent sans discussions les verdicts du nouveau Léviathan, les marchés financiers, et qui

n'entendent pas négocier, mais expliquer." (Libération, 14 décembre 95). Il est vrai que Bourdieu se réserve le rôle, à lui et à ses semblables, "d'élaborer des analyses rigoureuses et des propositions inventives sur les grandes questions".

Toutes ces analyses sont extrêmement pertinentes quant aux intérêts du capitalisme à remettre en cause statuts et services publics, quant à l'intérêt des banques et des assurances à s'emparer du pactole des caisses de retraites, quant à l'intérêt des multinationales à investir à la seconde dans tel ou tel pays, quant à celui de leur trésorerie à se métamorphoser instantanément d'une monnaie dans une autre, etc... Cependant là où le bât blesse, c'est que dans tout cela il n'est jamais question de capitalisme, mais de Maastricht, de marchés financiers, de contraintes extérieures ou des "maîtres du monde". "Libéralisme intégral", "contrainte extérieure", "économisme", "tyrannie des marchés", sont là pour ne pas dire capitalisme. Bien sûr le mot capitalisme n'est pas la formule magique qui dispense de toute analyse, mais il fonde cette analyse et la situe dans une problématique où l'on ne confond pas les effets avec les causes. Il évite de se poser en défenseur d'un capitalisme humanisé.

Dans cette analyse, le "libéralisme" ou "la mondialisation" ne sont pas des nécessités de la valorisation, mais seraient des choix idéologiques. Nous voilà dans le monde démocratique du citoyen, celui du "mauvais gouvernement", des "dirigeants injustes". C'est chaque capital national qui, à partir des années 70, ne peut plus boucler son accumulation sur son aire nationale, ce qui, entre autre chose, fait éclater le "compromis fordiste". A partir du moment où le mouvement d'internationalisation du capital, dans les années 60, devient dominant parce que vital pour des entreprises dont les gains de productivité dépendent de la production en grandes séries et des économies d'échelle, il devient de plus en plus difficile de considérer comme liés dans un cercle vertueux : hausse de la productivité, gains de pouvoir d'achat, accroissement des profits, le tout lubrifié par une légère inflation rampante.

Toutes ces analyses idéologiques reposent sur l'opposition factice entre l'économie, les entreprises (autres que celles des "maîtres du monde") et le libéralisme, les marchés financiers, les banques internationales, Bruxelles et le F.M.I. Non, le pouvoir d'Etat en France ou ailleurs n'est pas le harki des marchés financiers. On nous ressort la théorie des bourgeoisies compradores, celle qui autorisait l'alliance avec la bonne bourgeoisie locale productive et finit pour le prolétariat dans les foyers des locomotives de Shanghai. Il y aurait une "richesse" à partager, une sorte de "richesse" sortie socialement neutre d'une production en général, qui ne serait pas déjà le résultat de rapports sociaux de production qui sont des rapports d'exploitation. Le principal résultat de la production capitaliste ce n'est ni le produit-marchandise, ni même la plus-value, c'est le capital lui-même, c'est à dire la reproduction de l'ouvrier d'un côté et du capital de l'autre (capital en soi sous la forme des moyens de production). Dans cette neutralité de la production en général, il y aurait une richesse à partager et la différence de classes n'interviendrait qu'au niveau de la distribution, ce qui fait qu'elle n'en est pas vraiment une et qu'elle peut être résolue, comme on réduit une fracture (sociale), pourvu que les "parasites" (marchés, harkis, maîtres du monde, et "concombre masqué") nous laissent entre citoyens..."Allons enfants!" .

Il s'agit de ne jamais dire capitalisme mais "libéralisme", exploitation mais "injustice", classe capitaliste mais "maîtres du monde", etc...Cependant "l'erreur" de Bourdieu ou du "Monde Diplomatique" est une erreur théorique qui ne relève pas seulement d'une critique théorique. Non seulement il s'agit du sauvetage de l'idéologie de la gauche, depuis le P.S jusqu'au P.C, en passant par les "Verts", la LCR et toutes les alternatives roses, vertes, etc... - en cela elle ne serait que ridiculement pathétique - ; mais encore elle paraît coller au mouvement et c'est en cela qu'il est important de dépasser le stade de sa critique comme énoncé faux.

La configuration actuelle du rapport d'exploitation interdit tout développement idéologique sur une société de salariés ou ayant le travail salarié pour base, ou le travail producteur de valeur. La classe ouvrière ne peut plus se rapporter à elle-même comme à quelque chose existant pour soi face au capital. C'est le conflit qui est le rapport structurant la classe. On ne peut plus partir de ce qu'est la classe pour soi face au capital, pour développer une nouvelle "société des producteurs associés". Le seul dépassement possible du capital est celui dans lequel la classe s'abolit simultanément. Pourtant, nous avons montré précédemment que le démocratisme radical est quelque chose de bien réel, empiriquement constatable et efficace parce qu'il est, sur la base de la disparition de l'identité ouvrière et donc sur la base immédiate de l'existence de la classe dans le capital, un projet alternatif.

Comme nouvelle idéologie de la gauche, elle n'a pas amené à un important recrutement dans la pléiade de mouvements plus ou moins importants qui l'exprime : "Alternative pour la démocratie socialiste" (A.D.S) de Claude Poperen, "Ligue Communiste Révolutionnaire", "Les Verts", "L'alternative rouge et verte" (A.R.E.V), "Refondateurs communistes" (Futurs), et en grande partie le P.C lui-même. "Le mouvement de décembre aurait pu être pour les "petites gauches", l'occasion d'un sursaut. Il n'en a rien été. La gauche alternative n'a pas réussi à se faire le relais du mouvement social (...) La "gauche de la gauche socialiste" disposait pourtant d'une plate-forme solide, qui passe d'abord par le refus unanime d'une politique monétariste et de l'Europe libérale (...). Le "Mouvement des citoyens" (M.D.C) de J.P. Chevènement, mais aussi le parti communiste, y puisent le sel de leurs analyses sur le conflit : "il s'agit bien de la première manifestation de masse contre l'esprit de Maastricht " confirme aujourd'hui le M.D.C (...). Les incertitudes du P.C.F sur les alliances à mener et le parti à construire ont sans doute contribué à ce rendez-vous raté" ("Le Monde", 7 janvier 96). Les hésitations tactiques du P.C. entre la solitude, le rabibochage occasionnel avec le P.S, ou la liaison avec les associations et la gauche alternative, sont loin de pouvoir expliquer ce ratage. Le démocratisme radical ne se formalisera jamais dans de vastes et solides organisations car lorsqu'il parle de la classe ouvrière face au capital, c'est l'existence même "pour-soi" de cette classe qui lui file entre les doigts et ce sont les catégories du capital qu'il a en mains.

Dans son projet même, la gauche alternative rend hommage au caractère indépassable du capitalisme. Ce qu'on lui reproche c'est d'être "libéral", "mondial". Ce dont on rêve c'est d'une société capitaliste apaisée. Le souci que manifeste ce projet c'est celui d'une reproduction de l'implication réciproque

entre prolétariat et capital préservée de ses contradictions et de ses drames. En cela il peut apparaître comme un débouché politique au syndicalisme. Le citoyen, l'individu abstrait de la communauté capitaliste réconciliée, est la formule magique du projet, son maître d'oeuvre, son héros.

La nature du projet actuel manifeste bien la caducité de cette époque : ce n'est pas sur ce qu'est la classe face au capital que se fonde le projet, mais sur une épure du capitalisme industriel, un capitalisme rêvé face au capitalisme réel. De toute façon, ce n'est pas une affirmation de ce qu'est la classe ouvrière qui constitue le point de départ de ce projet, c'est ce qu'est le capital, en cela c'est bien un projet alternatif. Un projet alternatif au capital tel qu'il est, pour lui opposer ce qu'il devrait être, en tant que forme éternelle de la production, problématique d'où découle toutes les "dérives" théoriques.

Dans un article en page intérieure de "La Marseillaise" (quotidien du Parti Communiste en Provence), on pouvait lire : "Dans le mouvement est devenue de plus en plus claire l'idée qu'il s'agit de faire payer une classe sociale au profit d'une autre. C'est une mise en cause du capitalisme, même si celui-ci n'est jamais nommé". Sur quoi se fonde cette affirmation d'un surprenant radicalisme, et qui est d'un certain point de vue exacte : a) le refus que "tout soit basé sur l'argent" ; b) "la volonté de participer à toutes les décisions". Quelles sont les perspectives de cette "mise en cause" du capitalisme : a) "dépasser cette société terriblement inégalitaire alors que l'argent coule à flot" ; b) "multiplier l'impôt sur la fortune par quatre" ; c) revoir "l'engagement de la France dans la monnaie unique" (extraits des déclarations de Robert Hue sur France Inter dimanche 17 in "La Marseillaise" du 18) ; d) "engager une politique de croissance fondée sur l'emploi" ; e) "dissuasion de la spéculation financière" (éditorial de "La Marseillaise" du 18 déc)

Finalement de quoi s'agit-il? On prend le même mode de production capitaliste et on en propose une autre gestion, éliminant certains développements considérés comme néfastes, comme s'ils n'étaient pas des développements nécessaires de celui-ci. Cela ne mériterait, depuis des dizaines d'années, même plus une critique s'il ne s'agissait que d'une construction idéologique et non d'un état actuel des contradictions de classes. Il faut se poser la question de la cohérence de ce capitalisme à visage humain. A partir de la lutte sur le partage entre salaires et profit, qui fut la constante du mouvement, le P.C formule comme proposition : "Une modulation nouvelle de l'assiette des cotisations patronales : en comparant les salaires versés à la valeur ajoutée globale de chaque entreprise, elle ferait payer moins ceux qui font relativement plus de salaire, c'est-à-dire d'emplois, et plus ceux qui font l'inverse. Cela inciterait à plus de croissance réelle, d'emplois et de salaires..." (d°) Dans ces déclarations qui ne relèvent pas d'un placage idéologique sur le mouvement mais en expriment un grand pan de réalité, apparaît la perspective d'une société fondée sur une affirmation du salariat comme pôle dominant, comme principe organisateur, structurant.

Cette perspective est impossible, irréalisable dans la mesure où elle conserve salariat et capital en niant leurs lois internes de fonctionnement et de connexion : augmentation de la productivité, augmentation de la composition organique du capital, lois d'accumulation. La lutte sur le partage est une loi de la

lutte de classe, même une loi du salaire comme prix de la force de travail autour de sa valeur, mais elle n'est pas un principe social d'organisation de la société. Cependant, dire cela n'épuise pas la signification de cette perspective dans le mouvement, car on ne ferait que la réduire à une erreur théorique, ou à une "utopie", alors qu'elle colle en partie à la réalité de ce conflit.

On peut la critiquer en disant que nous n'avons pas de propositions à faire dans le cadre de cette société en conservant ses déterminations (salaire, profit, capital...), c'est-à-dire se limiter à une critique "radicale", normative et finalement superficielle et vulgaire. On ne répond pas à la question de la signification interne au mouvement de cette perspective. La pratique et la conscience sociale d'un mouvement part toujours de ce qu'il est, de ce qu'il est en tant que défini dans une société, celle du capital, et c'est en tant que tel qu'il lutte.

La formalisation de la perspective d'une société des salariés fut l'expression de toutes les limites du mouvement et celles-ci furent l'activité spécifique du démocratisme radical. "Dans la plupart des grandes branches professionnelles, observe Louis Viannet, on peut réduire le temps de travail sans répercussion sur les salaires et sans que cela ne débouche sur des difficultés importantes pour les entreprises. La plupart du temps, ajoute-t-il, les coûts salariaux représentent nettement moins de 20% des coûts de production. Qu'on ne me dise pas qu'il n'y a pas de réserves!" Et toujours la perspective keynésianiste : "La hausse de la consommation par une revalorisation du pouvoir d'achat influerait positivement sur la croissance et sur la création d'emplois nécessaires pour satisfaire des besoins nouveaux." ("Humanité", 20 Déc.). Ce keynésianisme ouvrier n'est pas seulement une erreur théorique à propos du fonctionnement du capital et des crises, ou un positionnement comme interlocuteur à l'intérieur du système. Il s'articule avec tout ce qui touche aux conceptions de la finance parasite, à la façon de comprendre la hausse de la composition organique du capital et le rapport entre salaire et productivité. Tous ces éléments font système pour décrire une société de salariés comme procès de dégénérescence des lois du capitalisme qui serait fondé sur ces lois elles mêmes. On confond à nouveau la lutte sur les salaires et les conditions de travail avec le principe d'une société différente, mais alors cette société "différente" ne fonctionne que sur les lois de l'ancienne. En concevant la finance et les "marchés" comme parasites, on ne les considère pas comme vecteurs de la péréquation du taux de profit à l'échelle internationale. Une dépréciation contre telle ou telle monnaie induit une dépréciation du travail des travailleurs en question, puisqu'elle forcera à travailler plus pour la même valeur (en tant que temps de travail social moyen). Le capital déplace de plus en plus sur les "marchés", de façon globale, ce qui se déroulait dans les échanges de marchandises individuelles.

Seuls les tracts nationaux de F.O et de la C.G.T présentaient la recomposition de l'assiette des prestations comme une perspective de société dessinant de nouvelles relations entre productivité, emploi, profit et salaire. On trouvait quelque chose qui pouvait apparaître comme proche dans les tracts issus des A.G de dépôts, centres de tri, plate-formes, établissements, divisions, des A.G de ville, là où elles ont existé. Mais, dans ces tracts, il est remarquable que jamais ces revendications ne furent formulées comme perspective sociale, mais le furent

comme moment de la mise en place d'un rapport de forces. Il ne s'agissait jamais de les faire entrer avec d'autres perspectives ou revendications dans un ensemble qui aurait pu faire système. L'idée dominante était que toute réforme des prélèvements sociaux est le résultat d'un rapport de forces dans le partage entre salaire et profit. La revendication d'une autre répartition des prélèvements n'ouvrait pas une nouvelle perspective de société des salariés, mais intervenait comme sanction d'un rapport de forces entre salariat et capital dans le mode de production capitaliste.

On voit ici la résurgence d'une thématique qui avait eu son heure de gloire il y a une dizaine d'années : "la stratégie socio-politique des syndicats". La C.G.T avait été à l'époque hésitante, c'est la C.G.I.L italienne qui avait été le grand gourou de cette théorie. On ressort cela, après dix ans de sommeil, sous une nouvelle forme. Ce n'est plus le "producteur" qui est mis en avant dans la personne du travailleur (force de travail-marchandise), mais le "citoyen". C'est la personne-baudruche du citoyen qui donne la touche finale à la société des salariés, au capitalisme débarrassé de ses mauvais côtés. Jusque dans les années 60, le militant syndical qui s'occupait du "secours populaire", d'organisations antifascistes, de défense des prisonniers, du travail auprès des immigrés, de "comité de la paix", de solidarité avec le tiers-monde etc...n'effectuait cela que comme fonctions internes de sa définition centrale de prolétaire, comme individu moyen défini par son appartenance de classe, et non comme individu abstrait appartenant à la société comme communauté politique des citoyens.

Le citoyen est un individu abstrait appartenant à une communauté ayant résorbé ses contradictions réelles. Il est évident qu'un conflit comme celui-ci offre un terrain de prédilection au citoyen de par ses thèmes (service public, sécu., solidarité sociale...). Le citoyen définit une communauté plus large que la classe, à partir non des individus singuliers (ce qui ne serait pas possible), mais des individus isolés. Plus les individus dans leurs rapports sont isolés, plus la communauté qu'ils définissent est large et abstraite, plus l'ectoplasme-citoyen a du champ devant lui.

Dans les jours qui suivirent la grande manifestation du 12 décembre, le mouvement de grève, dans sa dynamique était parvenu au point où il se dévoilait à lui-même ses propres causes, ses propres conditions d'existence. Il était parvenu au moment où le dévoilement peut se muer en la remise en cause pour un mouvement de ses conditions. Arrivé à un certain point, indéfinissable à l'avance, il devient évident que l'on ne peut continuer à se battre contre le capital sur une base inscrite, même conflictuellement, en totalité dans sa reproduction. Du partage entre salaire et profit, on passait aux notions même de salaire et de profit comme cibles de la lutte. Déjà les notions de sécurité sociale, de service public et d'acquis commençaient à avoir du plomb dans l'aile. De la précarité et du chômage comme forme "dégradée" du salariat, on passait à leur compréhension comme étant le coeur de la situation de salarié ; de la critique des élites séparées et arrogantes, on passait à celle de l'autonomisation de nos propres rapports dans l'Etat ; des problèmes de la redistribution de la richesse, on passait à la nature même de cette richesse comme marchandise et capital. Ce pas n'ayant pas été

franchi, le démocratisme radical est devenu l'idéologie dominante et efficace de cette lutte et son expression officielle.

2) *La lutte des "sans-papiers" (1996-1997)*

Partir des débuts du mouvement, c'est en poser immédiatement la problématique, la dualité interne, la dynamique et les limites.

Le mouvement naît dans les foyers, en particulier ceux de Montreuil, qui avaient déjà été le cadre de mouvement de grèves des loyers. Des célibataires, mais aussi des familles (il y en a dans les foyers) décident qu'il y en a assez des conditions imposées par la clandestinité. Ils cherchent un appui du côté de SOS-Racisme mais, à la suite d'une rencontre au sortir d'une permanence de SOS, des hommes sont interpellés par la police, ce qui déclenche le mouvement : cinquante hommes feront la grève de la faim entourés par les familles. Les situations au regard de la loi sont très variables : des parents d'enfants nés en France et éventuellement régularisables, des célibataires clandestins, des déboutés du droit d'asile... Il y a plusieurs nationalités africaines (Maliens, Mauritaniens, Sénégalais...), même une famille syrienne (assyro-chaldéens). L'église de Saint Ambroise est choisie parce qu'elle est près d'un métro sur la ligne de Montreuil (pour le côté événementiel de la lutte, nous nous sommes inspirés des notes d'un camarade, Serge Quadrupanni, ayant participé au mouvement).

Dès ce moment là, le mouvement est pris en tenailles entre son extension massive contenue dans la simple sortie de la clandestinité, le "tous à la lumière" qui sera une constante de la lutte, et la revendication, tout aussi essentielle et constitutive de la lutte, consistant à "demander des papiers". Le lendemain de l'occupation de St Ambroise (le 19 mars 96), des centaines de sans-papiers affluent pour participer au mouvement et sont refoulés à l'entrée : "plus de place". Malgré cela, au lendemain de l'évacuation par la police de St Ambroise (23 mars), alors que les grévistes sont momentanément au gymnase Japy, plusieurs centaines d'Africains et de Maghrébins tentent de se joindre au mouvement. La mayonnaise du "tous à la lumière" est en train de prendre en même temps que les grévistes, utilisant les organisations humanitaires et anti-racistes les plus diverses comme des prestataires de services, enferment leur revendication dans la logique de ces organisations : les critères, la constitution de dossiers, la recherche d'appuis politiques, stratégie politique et électorale de recomposition de la gauche contre Juppé et Chirac (PS + PC et appoint marginal des "petites gauches" ou PC + "petites gauches" cherchant à équilibrer le PS en lui faisant du chantage).

Dans les quelques jours d'errance à la suite de l'évacuation policière de St Ambroise, cette dualité du mouvement s'est cristallisée sur un enjeu pratique immédiat : quel nouveau lieu choisir? La taille de celui-ci, sa plus ou moins grande possibilité de clôture, la nature de son "propriétaire" étaient des enjeux de la lutte. Le choix d'une nouvelle église contre la fac de Jussieu entérine le repli du mouvement sur une pratique restreinte de la revendication des papiers à l'encontre de la propre généralité de cette revendication apparue dans la rapide agrégation d'autres clandestins autour de ceux de St Ambroise et dans la manifestation qui,

de la place de la Nation, se dirigea de nuit vers le centre de rétention de Vincennes. Manifestation durant laquelle, contre la tendance à la particularisation de la situation de clandestin que porte déjà à ce moment là toutes les nuances du démocratisme radical, est posée la généralité que représente la situation de clandestin dans les rapports qui se mettent en place entre prolétariat et capital : un "laboratoire" de la précarité et de la flexibilité. A ce moment, la réponse de l'Etat est au niveau de cette généralisation : dans l'avertissement donné à toute la population immigrée (légale ou clandestine) au travers de la vaste et très violente ratonnade de Belleville.

Dans cette lutte, si le caractère massif de celle-ci pouvait être un enjeu c'est qu'il ne s'agissait ni de "solidarité", ni d'un simple procès quantitatif laissant subsister tel quel sa nature. Ce sont les transformations dans la composition et la production d'une force de travail étrangère qu'il faut brièvement considérer pour comprendre cet enjeu. Nous partons du texte de Charles Reeves, "L'immigré et la loi de la population dans le capitalisme moderne" ("L'oiseau-tempête", automne 97), texte qui rend compte du livre d'une universitaire américaine, Saskia Sassen : " The mobility of labor and capital" (Cambridge University Press, 1994).

Au travers des politiques dites "d'ajustements structurels" menées par le FMI ou la Banque Mondiale, le capital produit l'offre et la demande de force de travail, ne se contentant pas d'aller les chercher et n'ayant nul besoin de proposer quoi que ce soit. Les immigrés actuels sont les enfants de ces politiques créant un nouveau cadre pour la mobilité des travailleurs. S'il est exact que la mobilité du capital a toujours créé les conditions de la mobilité de la force de travail, cela n'empêche que la problématique actuelle est la nouvelle version d'une vieille question : " Dans la phase actuelle du capitalisme, la place d'une société dans l'internationalisation de la production détermine sa place sur le marché mondial de la main-d'oeuvre. On a toujours expliqué l'émigration par le manque de développement. Si cela a pu être vrai, ce ne l'est plus. La phase actuelle du capitalisme voit apparaître un lien direct entre l'internationalisation de la production et les migrations internationales. Dans les années 70, le fort flux d'investissements vers les pays pauvres va accélérer cette internationalisation. Sassen montre que les pays vers lesquels l'industrie américaine a exporté la production furent précisément ceux qui sont devenus les principaux exportateurs de main-d'oeuvre vers les Etats-Unis : Mexique, Philippines, Corée du Sud et Chine. On aboutit ainsi à la deuxième conclusion : l'investissement de capitaux étrangers crée à la fois des emplois et les conditions d'une nouvelle émigration. A la recherche de coûts de production toujours plus bas, les multinationales ont déplacé vers les pays pauvres l'agriculture intensive et les industries d'exportation grosses consommatrices de main-d'oeuvre. Ces investissements ont déstructuré les sociétés traditionnelles et leurs économies, provoquant de massives migrations rurales et, surtout, la prolétarianisation des jeunes femmes. Cette prolétarianisation est à la base de la déstabilisation des sociétés pauvres et patriarcales, provoquant le chômage des hommes et créant une réserve de main-d'oeuvre susceptible d'émigrer." (Charles Reeves, op cit). Sur cette base, dans les métropoles capitalistes, " le développement des secteurs à bas salaires et de l'économie souterraine n'est pas le signe d'un déclin mais, tout au contraire, la manifestation

du nouveau dynamisme capitaliste. Désormais conclut-elle (Sassen) : “ Des postes de travail déqualifiés peuvent faire partie des secteurs les plus modernes de (la nouvelle) économie et des secteurs arriérés de cette même économie être porteurs de sa croissance ”. (d°). Prenant les exemples de l'électronique en Californie et du prêt-à-porter à New-York, Sassen montre que “ plusieurs régions des pays hautement industrialisés sont redevenues compétitives avec les zones industrielles du tiers-monde pour ce qui est du placement d'investissements directs, aussi bien étrangers que nationaux. ” (d°). Après avoir été décentralisée, une partie de la production manufacturière revient dans les pays développés : avantages techniques, politiques protectionnistes, proximité des grands marchés, coûts de l'instabilité politique et sociale dans le tiers-monde. Mais à cela vient s'ajouter "la présence, dans les vieux centres capitalistes, d'une nouvelle main-d'oeuvre immigrée bon marché et malléable, parfaitement adaptée aux nouvelles formes d'exploitation et de production manufacturière. (...) C'est l'apparition d'un marché mondial de la main-d'oeuvre qui a créé les conditions de l'essor des migrations transnationales. En même temps, la consolidation des Etats a permis de contrôler ces migrations dans un cadre national, produisant une force de travail à statut séparé. (...) Partout, dans les pays développés, on révisé les politiques d'immigration de façon à accentuer cette séparation en rendant plus fragile le statut légal de l'immigré, voire en le niant. L'immigration à statut permanent ne répond plus aux besoins actuels de la valorisation du capital. Les Etats essayent donc d'institutionnaliser une immigration tournante, dont l'insécurité est la condition normale. ” (d°).

“ Dans le capitalisme, le mouvement des travailleurs se fait selon les conditions de vente et d'achat de la marchandise force de travail. Comme celui des capitaux, ce mouvement n'est "libre" que dans le cadre des lois du marché. Aujourd'hui, la précarisation de la condition d'immigré est la forme la plus libre que prend la circulation des hommes en tant que marchandises. Cela étant il importe de voir que dans les pays développés la refonte des politiques d'immigration est menée de pair avec la réforme de l'Etat providence. (...) S'attaquer au salaire social n'a de sens que dans la mesure où cela entraîne la baisse du salaire direct. La "mise à plat" de l'ancienne législation du travail, l'éclatement des garanties de l'ancienne classe ouvrière et la précarisation du statut de l'immigré sont autant de mesures permettant de créer une nouvelle réserve de main-d'oeuvre à bon marché. (...) Des secteurs dynamiques du capitalisme sont désormais demandeurs d'une immigration de type nouveau, précaire, malléable et avec un minimum de droits formels. L'Etat français doit donc établir une nouvelle politique d'immigration correspondant au besoins actuels de l'exploitation. (...) La perte d'influence du capitalisme français en Afrique peut enfin permettre à l'Etat de réviser ses politiques d'immigration, les libérant des contraintes d'Etat à Etat, établies à la décolonisation. ” (d°).

Dans la situation du travailleur immigré clandestin c'est la situation générale actuelle du rapport entre le capital et la force de travail qui se trouve poussée à son paroxysme. Toute forme "traditionnelle" du contrat de travail n'a bien évidemment pas disparue, surtout dans les régions anciennement industrialisées, mais ce n'est plus celle-ci qui fait sens quant à la relation actuelle

sur le marché du travail et aux modalités de l'exploitation. Internationalisation du marché du travail, dérégulation de ce marché, démantèlement de l'Etat providence, travail au noir, clandestinité, précarité, flexibilité forment une totalité que nous avons analysée comme disparition de l'identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital. Le mouvement général étant celui de la restructuration du mode de production capitaliste sur la base de l'extorsion de la plus-value sous son mode relatif. Les secteurs encore "protégés" du salariat ne sont pas appelés à disparaître, mais leur sens n'est plus en eux. Ils ne sont plus eux-mêmes qu'un segment particulier dans la segmentation générale de la force de travail. En outre, cette classe ouvrière "stable" des pays anciennement industrialisés ne peut être considérée seulement en rapport à la fraction précarisée des pays où elle réside, mais par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière mondiale dont elle est une fraction. Il est devenu impossible d'opposer le droit du travail très élaboré des pays développés à la "jungle" des pays pauvres, et de conclure que le premier serait menacé par la seconde. Ce n'est pas l'arrivée de main-d'oeuvre étrangère qui dérègle le marché du travail, c'est la dérèglementation qui est le moyen le plus sûr d'attirer la main-d'oeuvre étrangère.

La nouvelle articulation entre "centre" et "périphérie" qui se met en place dans les années 80, et qui se structure alors autour de la question de la dette, produit le rapport entre capital et travail comme mondial, et ce caractère mondial non comme un état de fait s'imposant à la suite d'un élargissement quantitatif du marché mais comme le produit qualitatif d'une rupture. "Dès lors que les pays du Sud sont contraints, par leurs riches créanciers, d'exporter pour rembourser la dette, on voit mal comment ils pourraient renoncer au seul avantage comparatif dont ils disposent (...) Et l'on découvre que le salarié d'entreprise, loin d'être le modèle dominant de la société capitaliste, fait figure d'exception, localisée et provisoire, dans un système qui partout et toujours a privilégié les formes les plus brutales d'exploitation de la force de travail." (Le Monde Diplomatique, janv 97, Dossier : "Dans les laboratoires de l'exploitation").

Les analyses les plus courantes de cette mondialisation du marché du travail voient une contradiction entre celle-ci et la tendance générale à la "fermeture des frontières" et résolvent cette "contradiction" dans la nécessité politique, plus ou moins hypocrite, de répondre à la xénophobie ambiante ou même de la susciter. Si l'on considère la mondialisation du marché du travail non comme une uniformisation mais comme une segmentation, la "contradiction" s'évanouit, la "fermeture des frontières" devient un élément fonctionnel de cette mondialisation en ce qu'elle est par nature segmentation. Il paraît de plus en plus évident que cette sur-réglementation de la mobilité de la main-d'oeuvre est, en fait, une dérèglementation : elle fabrique du clandestin plus qu'elle ne limite l'entrée de main-d'oeuvre étrangère sur un territoire national. A ce jeu là, les mesures récurrentes de régularisation ne sont pas tant une soupape à des situations sociales devenant explosives (elles le sont en partie) mais surtout rétablissent, à intervalles plus ou moins réguliers, la situation antérieure et réactivent l'appel à de nouveaux clandestins au fur et à mesure que la situation dans la segmentation de la force de travail que représentait le clandestin tend à devenir la condition générale. "A mesure que les frontières nationales feignent de se fermer, les frontières de la

légalité reculent : censés être des exceptions strictement encadrées, l'emploi intérimaire et les contrats à durée indéterminée se généralisent, tandis que le budget public multiplie ses libéralités aux entreprises sous forme de dégrèvement fiscaux, au nom de la lutte contre le chômage" (Le Monde Diplomatique, d°). Ne plus s'embarrasser du droit du travail est devenu la règle : "la précarisation généralisée n'est pas le produit d'importation d'un tiers-monde supposé archaïque, mais il y a lieu de penser qu'elle est un effet des stratégies monétaires occidentales considérées comme les plus "modernes" par les institutions de Bretton Woods." (d°). Stratégies qui, si elle crée l'offre de main-d'oeuvre dans le tiers-monde, en créent simultanément la demande dans les métropoles capitalistes. Comprise dans la structure d'ensemble de la restructuration, la mondialisation du marché du travail n'est que la forme la plus élaborée de la disparition de l'identité ouvrière.

Limiter cette mondialisation au seul rapport entre "centre" et "périphérie" serait ne pas la comprendre comme une mondialisation réelle : l'essentiel des mouvements migratoires de main-d'oeuvre (légaux ou clandestins) se fait entre les pays pauvres eux-mêmes. On ne la comprendrait pas comme une mondialisation réelle car on ne la ferait, à nouveau, résulter que de la simple rencontre entre pays pauvres et pays riches, pauvreté et richesse devenant en eux-mêmes la cause et l'explication de ces mouvements. On aurait une rencontre et non l'une et l'autre (pauvreté et richesse), dans leur spécification historique, comme particularisation d'une même totalité qui est le marché mondial de la force de travail dont la substance est la flexibilisation et précarisation générales du rapport du travail au capital. Dans la mondialisation de la valorisation du capital, qui est la forme empirique la plus générale que prend la restructuration du rapport entre travail et capital dont la dynamique est dans l'extraction de plus-value sous sa forme relative dépassant ses limites antérieures (cf. premier chapitre), les pays pauvres sont mis en concurrence pour produire des biens manufacturés et agricoles au meilleur compte. Ce ne sont pas les "traditions" de ces derniers qui expliquent le recours toujours plus grand au travail irrégulier, mais bien les exigences de la structure d'ensemble la plus récente de la valorisation du capital (contre les thèses dualistes, toutes les analyses les plus pertinentes de l'économie souterraine en Afrique ou en Asie du sud insistent sur la connexion entre celle-ci et les pôles exportateurs). "Outre la surexploitation des enfants et des femmes, les transferts massifs de main-d'oeuvre au sein du monde sous-développé jouent un rôle à côté duquel notre propre immigration est une goutte d'eau dans l'océan. Les migrations interasiatiques, principalement féminines, évaluées à 35 millions de personnes, sont en progression constante, en dépit des mesures protectionnistes prises par la plupart des pays destinataires." (d°). "En dépit" ou plutôt devrait-on dire "par l'intermédiaire" de ces mesures qui, déstabilisant cette main-d'oeuvre, en créent la demande et en suscitent l'offre. Le Gabon, entre autres, mène régulièrement des opérations de déportation de travailleurs étrangers qui, une fois de retour, vivent dans une situation de précarité renforcée, pour le plus grand bénéfice de ceux qui les emploient.

Là où elle ne peut être légalement créée la situation de "clandestin" est produite par d'autres moyens, mais toujours dans la même structure mondiale du marché du travail. "Au Brésil, dès les premiers travaux de construction de la

nouvelle capitale Brasilia, l'Institut national d'immigration et de colonisation (INIC), créé en 1957, se donnait pour but de maîtriser les flux internes de main-d'oeuvre ; dans ce même pays dans les années 90, les autorités des régions les plus riches font tout ce qu'elles peuvent pour empêcher la stabilisation des migrants que leurs industries attirent. Peu armées juridiquement - puisque la libre circulation y est de droit - , elles ont recours à toute une série de subterfuges, tels que l'intimidation des migrants lors de leur arrivée dans les gares routières, le strict contrôle de l'accès au logement et à la protection sociale ou diverses autres brimades." (d°). Mêmes dispositions en Chine dans les régions côtières dont Shanghai offre le meilleur exemple. "Pour intégrer le pays dans la mondialisation et bénéficier de l'avantage comparatif que confère à la Chine une main-d'oeuvre inépuisable, l'Etat réformateur a libéralisé de fait le marché du travail. Pour cela, il a assoupli le hukou (système de passeport interne sous Mao qui fixait les gens à leur lieu de résidence) et favorisé les flux migratoires ruraux vers les zones de production à l'exportation et l'industrie du bâtiment" (Le Monde Diplomatique, août 2000). Mais : "Tous les jours devant la gare, des milliers de migrants ruraux sont massés. Ils attendent dans l'espoir que les agents recruteurs des entreprises de construction leur proposent un emploi. Combien sont-ils? Plus de trois millions selon les estimations courantes. Sans doute plus encore si l'on compte tous ceux qui ne se sont pas déclarés auprès des autorités. (...) Objet du mépris ou de l'indifférence des citoyens de souche, étroitement surveillés par les autorités grâce au système des permis temporaires de résidence récemment mis en place et au quadrillage des villes par les comités d'usine et de quartier, ces migrants côtoient les habitants "légaux" sans jamais cohabiter." (d°).

La prise en compte de cette production de "clandestins" par d'autres moyens est essentielle pour saisir toute l'ambiguïté et la limite, sous sa forme juridique et humanitaire, que présente nécessairement la revendication des papiers, de la légalisation. C'est simultanément le refus, dans le refus de la situation juridique de clandestin, de ce qui est la substance même de la clandestinité, la précarisation généralisée de la force de travail sous la forme du marché mondial de la main-d'oeuvre ; et refus de cette précarisation généralisée posée comme une contrainte juridique particulière. C'est pour cela que la revendication de la libre circulation est un leurre.

Dans le mode de production capitaliste, la libre circulation, le marché du travail mondial est toujours segmenté. La précarité généralisée implique un libre marché du travail "batard". La marchandise force de travail ne peut être épurée de sa détermination historique (par nature). Le clandestin est le secret de la généralisation de la précarité et de la flexibilité mais en tant que clandestin (en tant que particulier). La totale libre circulation est une abstraction théorique en ce qui concerne le marché du travail et, comme revendication, elle est contrainte de se parer d'atours humanitaire pour oublier qu'il ne s'agit que de la libre circulation d'une marchandise particulière, la force de travail. En cela c'est une revendication qui, par nature, ne peut qu'être prise dans les constantes reformulations des politiques d'immigration et se situe sur leur terrain quand elle croit en sortir. Dans "Chroniques d'un mouvement" (brochure de SCALP / Reflex

sur la lutte des sans-papiers), le texte d'Alain Morice, anthropologue au CNRS, fait le tour de la question.

Après avoir critiqué les effets pervers, les ambiguïtés et l'aspect fondamentalement irréaliste de toutes les lois de réglementation de l'immigration, après avoir affirmé contre Patrick Weil l'impossibilité de "trier" le "bon immigré" du "mauvais clandestin" et avoir torqué le cou au fantasme de l'invasion, au mythe de la coopération sous forme de l'aide au développement, et au leurre de l'intégration, l'auteur se montre résolument favorable à la libre circulation. Il y est favorable au nom de la démocratie, de la liberté, de la lutte contre le racisme et contre le risque de "régression de l'esprit civique chez les fonctionnaires..." (p. 93). Il y est favorable car les lois restrictives "rendent plus chimérique encore l'idéal républicain d'intégration". Jusque là on ne dépasse pas la soupe habituelle du démocratisme radical. Là où Morice va plus loin c'est quand il ne craint pas d'aborder les conséquences de la libre circulation "sur le monde du travail", question qu'il qualifie de "délicate et épineuse". Après avoir très brièvement évoqué une première hypothèse dans laquelle, devenus citoyens à part entière, les immigrés se lanceraient dans une "reconquête des droits sociaux" provoquant une "hausse du prix du travail", il s'attarde sur une seconde hypothèse beaucoup moins réjouissante.

"L'offre accrue de bras mettrait les employeurs en position favorable pour négocier les salaires à la baisse, ce qu'ils ne pourraient obtenir cependant que de deux manières : soit par une expansion correspondante du travail au noir, soit par une action visant à mettre en cause le droit actuel du travail, et notamment le salaire minimum garanti. De ce point de vue, l'ouverture des frontières laisserait l'ordre des choses actuel en l'état et n'aurait pour effet qu'une accélération du processus de précarisation de la main-d'oeuvre, lequel "envahit" plus sûrement la société française que les immigrants. (...) Subsistent deux options complémentaires qui, de même, se font jour dès maintenant avec une telle insistance qu'on en vient à se demander si réellement l'irruption de nouveaux migrants y changerait quoi que ce soit. D'une part, il s'agirait de se tourner vers des gisements de main-d'oeuvre que le sous-emploi met dans une situation particulièrement défavorable. Si le patronat a renoncé à tout espoir de mettre au travail certaines catégories (notamment parmi les jeunes marginalisés des quartiers pauvres), il lui reste la possibilité, notamment grâce au progrès de la théorie du travail à temps partiel et grâce à une législation particulièrement souple (et pas même respectée) de l'apprentissage, de se tourner vers les femmes et les enfants. (...) A ces gisements nouveaux s'ajoutent les marchés captifs de travailleurs au sein même des communautés immigrées : la sous-traitance aux façonniers chinois a ainsi permis de contenir les coûts de production dans le secteur de la mode... (...) D'autre part, il resterait à s'en remettre au législateur pour accélérer le processus de "déréglementation" en cours (qui est en fait une sur-réglementation par ajouts dérogatoires successifs au Code du travail) : encadrée par un recul du droit, une pression migratoire accrue serait alors une aubaine permettant une diminution progressive de l'écart entre le prix du travail ici et dans les pays dominés." (p 101-102). L'auteur déduit alors une proposition capitale : il est impossible d'isoler une question migratoire. Mais en bon

démocrate radical : “Nous en tirons cette leçon : à supposer, comme nous le croyons, que le combat pour la libre circulation soit juste et raisonnable (c’est-à-dire nullement irresponsable), il ne peut être séparé d’un combat plus global contre les méfaits du néo-libéralisme à l’échelle planétaire.”(p. 99). Le problème ne réside pas dans le fait que l’auteur se pose la question de la “responsabilité” de ses revendications dans le cadre du mode de production existant, quand on ne le critique que comme libéralisme, on l’entérine comme mode de production capitaliste. Mais on ne peut pas remplacer “combat contre les méfaits du néo-libéralisme” par “combat contre le capitalisme”, en continuant à dire en substance : “on ne peut combattre de façon conséquente pour la libre circulation qu’en combattant contre le capitalisme”. Le problème réside dans la revendication de la libre circulation elle-même.

Si l’étude de Morice est très intéressante, c’est qu’en étudiant l’hypothèse de la libre circulation, ce qu’il met à jour, au delà de sa forme juridique, c’est le coeur de la situation de clandestin que l’abolition de la particularité juridique n’abolirait pas et même étendrait (cf. ce que nous avons pu dire sur le Brésil ou la Chine). La revendication de la libre circulation, comme celle des régularisations, sont nécessaires mais elles formalisent les limites de ce qui les pousse sur le devant de la scène, c’est-à-dire le contenu général de précarisation du rapport entre le travail et le capital. Emettre de telles revendications en les croyant, les présentant et les pratiquant comme contraire à “l’ordre capitaliste”, c’est se condamner à ne pas dépasser cet ordre. Elles ne sont que dans un antagonisme interne et lié avec les lois restrictives qui, nécessitant de colmater les brèches qu’elles mêmes ouvrent, ont dans la régularisation et la libre circulation leur opposition interne, elles replient la question générale sur une question juridique et la renversent dans cette problématique. Quand Patrick Weil est contre la libre circulation (rapport à la fondation St Simon : “Pour une nouvelle politique d’immigration”, nov 95), les propositions qu’ils formulent l’ont intégrée non seulement comme ce à quoi il faut s’opposer, mais surtout, dans les conséquences qu’elle aurait si elle devenait la règle, comme contenu à appliquer contre la force de travail. Pour Weil, la principale nécessité est de “briser des tabous et des réglementations” pour substituer les travailleurs résidents aux étrangers irréguliers sur le marché du travail. Il faudrait que les employeurs aient “intérêt” à offrir des “travaux à des chômeurs, à des jeunes, à des étudiants plutôt qu’à des illégaux”. Le dispositif se complèterait d’exonérations de charges sociales et fiscales. “Ce qu’il propose ainsi, conclut Morice, c’est donc un alignement du coût du travail moyen sur celui du travail clandestin (...) ce ne serait rien d’autre que le blanchiment généralisé du travail au noir...” (p 97). Ce que très pragmatiquement, au moment de la lutte des clandestins tentent de mettre sur pied Fabien Oaki, PDG des magasins Tati : “On fait travailler des Chinois alors que des milliers de jeunes de banlieues traînent toute la journée sans rien faire. J’avais fait une proposition de zone franche au ministère de l’intérieur pour créer des ateliers de textile en banlieue. Elle est restée lettre morte.” (Le Figaro, 17 septembre 96). En regard, on ne peut que rajouter la terrible remarque d’une clandestine chinoise, déléguée du 3^o collectif qui à la question “Vous vous posez la question de la liberté de circulation ?”, répond : “Non. Certains se demandent aussi pourquoi nous ne

parlons pas du travail clandestin. Mais cela ne date pas d'aujourd'hui. C'est bien plus vieux et ce n'est pas avec ce collectif que nous allons changer ces choses là." ("Chroniques d'un mouvement", p 29).

La précarisation juridico-économique des immigrés clandestins n'est que la manifestation extrême d'une évolution générale, mais tout le problème de la dynamique et simultanément de la limite de la lutte des sans-papiers en France en 1996 tient précisément dans le trait d'union (juridico-économique), le diable est toujours dans les détails.

Avant que ne l'emporte l'aspect juridique et humanitaire de la lutte des sans papiers, qui fut sa limite, on a montré sous quelles formes, dans ses débuts, s'était manifestée la dynamique de ce mouvement. Nous pouvons maintenant y revenir d'une façon beaucoup plus substantielle.

Dans la nouvelle problématique de la mobilité du travail et du capital, la situation de clandestin peut renfermer la généralité du rapport entre force travail et capital contre sa propre particularité. Celle-ci étant simultanément nécessaire et non-essentielle. La lutte des sans papiers révéla et attaqua la situation de prolétaire maintenant (dans le mode de production capitaliste, "faire voir les choses" c'est déjà la lutte de classe, fétichisme, réification, idéologie sont des réalités). L'analyse précédente montre que, en soi, revendiquer de ne plus être clandestin ne peut signifier revendiquer d'être un "prolétaire ordinaire" : dans l'existence même du clandestin, c'est le prolétaire ordinaire qui est en voie de disparition et la suppression du clandestin (formellement : papiers) signifie la généralisation de sa situation substantielle (contenu). La lutte contre l'érection du contenu de la clandestinité en situation globale de la classe ouvrière (pas tous individuellement, mais structuration du rapport d'ensemble de la vente de la force de travail) était la dynamique du mouvement. La situation particulière de clandestin dans sa particularité cherche à se nier non comme particularité car en tant que telle elle est produit de la totalité mais - et c'est là le problème et la limite intrinsèque de la lutte des sans papier - en tant qu'en-dehors de la situation générale, qui n'est plus posée que comme situation juridique. Il y a eu renversement. La différence de situation juridique qui n'est qu'une différenciation produite à l'intérieur et de par la situation générale de la force de travail devient le critère de distinction à l'intérieur de la segmentation de cette même force de travail. Jusqu'à un certain point, qui est celui où une lutte met à jour ses propres conditions d'existence, la lutte du prolétariat se produit et se développe toujours dans les catégories de la reproduction et de l'autoprésupposition du capital.

Ce qui montre l'importance et la dynamique de cette lutte c'est que, sans jamais explicitement sortir de sa particularité, la lutte des "sans papiers" n'a pas pu réaliser, même au niveau de leur représentation respective, sa jonction avec les autres "sans". Les "sans papiers" sont déjà au delà des autres "sans", sauf de la fraction extrêmement minoritaire dans la lutte des chômeurs qui portait sa critique non sur le chômage mais sur le travail (voir plus loin sur la lutte des chômeurs). Un rapide flash-back sur l'histoire d'AC! peut nous éclairer sur ses réticences des autres "sans" à assumer l'immigration - et surtout le travail clandestin - comme un des axes centraux d'intervention.

“Lors de la marche contre le chômage, la précarité et les exclusions d'avril-mai 1994, marcheurs immigrés et "zonards rebelles" de la colonne sud-est ne trouvent pas leurs marques. Ils constituent alors l'éphémère collectif "T'es rien" pour essayer de s'organiser de manière autonome tout en gardant le lien avec AC! Ces vellétés de coexistence entre un espace autonome de précaires portant des revendications élémentaires immédiates (bouffe, fric, santé, piaule) et l'aspiration à des projets politiques globaux autour notamment d'une loi cadre sur la réduction du temps de travail, ont fait long feu. Le fonctionnement au consensus ne colle pas avec l'agressivité envahissante de zonards qui éructent en guise de débat démocratique, "j'te crame ton blaze". Les vieux démons du "lumpenprolétariat" sont de retour. L'état d'esprit est alors d'exclure les exclus. Cependant les arnaques fratricides à la petite semaine, l'alcoolisme et la maladie terrasseront plus implacablement encore les "zonards rebelles", piégés par l'autodestruction." (Mogniss H. Abdallah, in "Sans-papiers, chronique d'un mouvement", Co-édition IM'média / Reflex, 1997). Laissons à l'auteur son appréciation sur le lumpenprolétariat, nous nous contenterons de constater avec lui que, en 95, l'idée d'une commission immigration dans AC! soulève une hostilité plus ou moins avouée, sous prétexte que les spécialistes de l'anti-racisme et de l'immigration, SOS Racisme ou la FASTI, sont déjà partie prenante d' AC!. Le problème est qu'avec les clandestins et les sans-papiers, la lutte contre le chômage et la précarité est déjà, par nature, au-delà de la question du racisme ou même de l'immigration en général. C'est cette réalité qui s'impose aux racketts spécialisés, et c'est dans ces catégories bien répertoriées, en ce qu'elles les confortent dans leur marginalité clandestine, que ces racketts ramèneront la lutte des sans-papiers, dans la mesure où elle porte spontanément elle-même cette limite. Même si, dans ses manifestations officielles, le mouvement des "sans papiers" fut sans conteste beaucoup plus courtois, la situation même de clandestin et de travailleur précaire ne prédisposait pas facilement à adhérer au discours d'AC! et à la thématique générale des solutions préconisées par ce mouvement, ni de façon générale à concevoir chômage et précarité comme des accidents et des scandales du droit du travail. Souvent, d'autres organisations, comme le DAL ou les "Restau du coeur", refusent quant à eux de se mélanger avec les sans-papiers.

Plus que dans les rapports avec AC! où l'absence d'atomes crochus relève encore, en grande partie, d'une pratique de dénégation des classes moyennes précarisées de se regarder dans le miroir du travailleur immigré clandestin, c'est dans les rapports avec des organisations plus "prolos" comme l'APEIS ou les Comités de chômeurs CGT, que l'échec de la jonction des "sans" est la plus significative de la dynamique même de la lutte des sans-papiers. Si l'Apeis "sert aux chômeurs, immigrés ou français, de milieu de substitution au creuset ouvrier" (d°), elle regroupe essentiellement d'anciens travailleurs immigrés s'identifiant totalement à son leitmotiv : "avec l'Apeis, plus jamais seul!", donnant à ceux-ci le sentiment de faire partie des "réalités françaises". Malgré la participation régulière de Malika Zediri (vice-présidente de l'Apeis) au forum permanent improvisé à l'église St Bernard, la volonté de faire de la lutte des sans-papiers un prolongement politique radicalisé du mouvement de décembre 95 est un échec, la mayonnaise ne prend pas. De même, lorsque Madjiguène Cissé lance, le 26 août

96, à la Bourse du travail : "Nous formons une même communauté sociale de destin", l'alliance avec les syndicats, malgré les bonnes paroles des directions, se heurte au fait que, par rapport à ce que représente encore les syndicats dans la classe ouvrière en France, cela n'est pas vrai. "Au sein même des syndicats les plus engagés aux côtés des sans-papiers, CGT et SUD en tête, cet engagement est contesté par des militants de base qui trouvent qu'on en fait trop, au détriment des priorités de la rentrée sociale." (d°). Alors s'engage, par exemple, entre Madjiguène Cissé et Louis Viannet un dialogue de sourds dans lequel chacun se trompe soi-même en cherchant à tromper l'autre. Dans une lettre à la première (publiée dans "Le Peuple"), Louis Viannet souhaite plein succès à la manifestation du 28 septembre 96, à laquelle il ne peut participer "pour des raisons familiales", "tout en percevant au fil des jours, combien le durcissement de la situation économique et sociale tire les préoccupations de nos militantes et militants sur les dossiers lourds de la défense de l'emploi, du service public, de la protection sociale, dossiers qui interfèrent avec la situation des sans-papiers.". Dans sa réponse Madjiguène Cissé assure que les sans-papiers sont, "avec les militantes et les militants de votre confédération, les artisans les plus motivés et les plus décidés" pour la défense de l'emploi, du service public, de la protection sociale. "Notre lutte n'est pas une alternative à celle des travailleurs français. C'est la même." et elle conclut : les sans-papiers "assurent de leur militante et active solidarité tous les mouvements des travailleurs précaires, des chômeurs, des "exclus", de tous les travailleurs quelle que soit leur situation : défendre des intérêts communs c'est marcher tous ensemble."(in Abdallah, op cit). Au même moment, la CGT faisait sienne les propositions des médiateurs repliant la lutte sur le terrain juridique et humanitaire du démocratisme radical, contre la "régularisation globale" qui, seule par sa massivité, assurait la dynamique du mouvement tout en en portant, de façon inévitable, en tant que "régularisation", la limite. Il n'est pas étonnant que la syndicalisation des sans-papiers, bien que sans cesse évoquée, n'ait jamais été suivie d'effet. Cette impossible jonction avec ce que représente dans la classe ouvrière le syndicalisme en général témoigne non d'un échec mais de la dynamique même du mouvement. A partir de la situation espagnole du marché du travail, que les Commissions Ouvrières aient réussi, il y a quelques années, à intégrer les clandestins et à ouvrir la voie à une régulation massive, ne remet pas en cause la thèse défendue ici : le refus, dans le refus de la situation particulière de clandestin, de la situation générale des formes actuelles d'exploitation de la force de travail.

On peut voir les choses de façon générale mais abstraite : "Cette main-d'oeuvre (les sans-papiers) sert de transition en attendant que les acquis sociaux du monde du travail aient été éliminés par le processus de dérégulation. Les sans-papiers sont en conséquence un terrain d'expérimentation de statuts entièrement précairisés qui seront ensuite généralisés en totalité ou en partie à l'ensemble des salariés. En ce sens les sans-papiers font effectivement partie du monde du travail et leur stratégie de rechercher une jonction avec le "mouvement social" est pertinente. En fait ils constituent la partie la plus précaire de la classe ouvrière. Il existe en effet une base objective d'intérêts communs pour que cette stratégie puisse se transformer en réalité, à condition bien sûr que les conditions de prise de

conscience puissent être réunies." (Saïd Bouamama, in "Chroniques d'un mouvement"). Ici, la généralité de la situation des sans-papiers est abstraite pour trois raisons. D'abord, la précarisation n'est pas comprise comme segmentation, dans sa généralité elle n'est pas particularisée. Ensuite cette généralité, comme généralisation, est une simple extension quantitative qui n'est pas comprise comme rupture historique, restructuration du rapport entre le travail et le capital, engageant en cela des figures historiques du prolétariat différentes. Enfin, à partir de ces deux premières incompréhensions, la précarité n'est pas comprise comme générale en ce qu'elle structure l'ensemble du rapport d'achat-vente entre le travail et le capital, mais en ce qu'elle éliminerait purement et simplement ce qui n'est pas elle, c'est encore ici la rupture historique et la segmentation qui disparaissent.

Dans un rapport publié le 4 septembre à Washington par l'Economic Policy Institute (EPI) dirigé par Robert Reich et Lester Thurow, on peut lire que "la part des emplois stables à plein temps augmente aux Etats-Unis depuis 1995, de 73,6 % à 75,1 % de l'ensemble des emplois. (...) De plus, même si les contributions patronales aux assurances sociales diminuent, la part des emplois couverts par une protection sociale augmente." ("Le Monde", 6 septembre 2000). Quelle est alors la nature de cette précarité dont on peut dire qu'elle structure tout de même l'ensemble du rapport ? Elle n'est pas seulement cette part de l'emploi que l'on peut qualifier stricto sensu de précaire. Intégrée maintenant dans toutes les branches d'activités elle est bien sûr une "menace" sur tous les emplois dits stables. Dans la région de Las Vegas, les entreprises "high tech" qui se développent autour de l'important complexe de bases militaires imposent la "culture 24 / 7" (disponibilité 24h sur 24, 7 jours sur 7) qui a cours dans les emplois précaires de l'hôtellerie. Les emplois stables adoptent les caractéristiques de la précarité dont principalement la flexibilité, la mobilité, la disponibilité constante, la sous-traitance précarisant l'emploi même "stable" des PME, le fonctionnement par objectifs dans les grandes entreprises. La liste des symptômes de la contagion de la précarité sur les emplois formellement stables est longue : la nécessité d'adapter sans cesse sa qualification aux besoins spécifiques de l'entreprise ; l'imposition de la formation continue comme déstabilisation en continu de la main-d'oeuvre ; la déconnexion entre croissance du salaire et augmentation de la productivité au profit d'une connexion entre salaire et revenu du capital qui ne profite bien évidemment qu'aux très hauts salaires et renvoie les autres (emplois "stables" ou pas) au simple jeu de l'offre et de la demande sur le marché du travail où, même une forte demande, ne profite que marginalement au salaire direct car elle se traduit par un allongement de la journée de travail (cf. le rapport de l'EPI), la croissance du salaire devant résulter de cette demande accrue étant transférée vers des formes plus ou moins retorses d'épargne et de capitalisation, la formation du salaire même de "l'employé stable" est soumise à la même règle que celle du précaire, le simple jeu biaisé de l'offre et de la demande et l'"exclusion" de la croissance générale de l'économie et de la productivité ; le "plein emploi" comme rotation accélérée et organisée, entrecoupée de formations, ce que tente d'instituer en France un projet comme le PARE du Medef et de la CFDT ; la substitution pratique de la notion d'employabilité à celle de qualification. La nature de cette précarité en tant que structurant l'ensemble du

rapport c'est dans le revivification, sur la base des modification de l'extraction de plus valeur relative, de l'extraction de plus-valeur sous son mode absolue qu'il faut la chercher.

Si l'on comprend ainsi la précarité comme forme générale du rapport entre le travail et le capital, il n'est plus aussi évident que la stratégie de recherche d'une jonction avec le "mouvement social" était pertinente car, prise de façon non-abstraite, la généralité n'est pas quantitative, elle inclut les discontinuités et les ruptures historiques. Cette recherche de jonction avec la bande des "sans" et les syndicats enferme bien plutôt cette généralité, en la particularisant dans les limites de ce qu'elle dépasse, et la nie comme généralité en niant ce qu'il y a de nouveau en elle. C'est dans l'échec de la jonction qu'était la dynamique du mouvement comme, de façon souvent ambiguë, dans sa volonté d'autonomie.

La question de l'autonomie contient toutes les autres. L'autonomie exprime et revendique simultanément le caractère autosuffisant du mouvement fondé sur ce que la clandestinité enferme comme représentation générale du rapport mondial actuel entre le travail et le capital, mais, en elle-même, en tant qu'autonomie, ce qui n'est pas immédiatement le mouvement dans sa particularité est considéré comme autre : jonction, soutien, solidarité. Si bien qu'on ne cherche plus ce qui dans la lutte peut être général, comme polarisation des contradictions sociales à un moment, parce qu'elle est devenue purement et simplement un segment particulier devant s'agréger à d'autres segments particuliers. "Les sans-papiers doivent rester maîtres de leur lutte", telle est la proclamation de base de cette autonomie. Elle s'adresse évidemment à toutes les manipulations politiques du style : "vous verrez tout s'arrangera quand la gauche sera revenue au pouvoir" ; ainsi qu'à toutes les "bonnes volontés" rivalisant pour la reconstruction de la gauche ou la construction d'une gauche à gauche de la gauche. Mais en même temps l'autonomie signifie que l'on considère le reste de la société comme un environnement hostile ou favorable, en oubliant qu'il n'y a pas de simples "prestataires de services". La société c'est l'homme dans ses rapports sociaux, l'autonomie est un "leurre", aucun mouvement social ne se détermine d'abord en lui-même puis face à un environnement social. Si cependant l'autonomie est un leurre mais un leurre efficace, c'est que pour chaque individu particulier, ou chaque groupe social dans la particularité de sa reproduction dans le capital comme société, la société apparaît d'abord comme rencontre et manipulation.

L'autonomie n'est pas un simple mot. C'est quand l'on passe de la proclamation de l'autonomie à la tactique qu'elle contient que les problèmes réels apparaissent. "La résistance à ces pressions (de la gauche, des organisation anti-racistes etc., nda) sera fonction de la capacité du mouvement à consolider son autonomie. Plus que jamais les sans-papiers doivent rester maîtres de leur lutte. Le mouvement de solidarité avec la lutte doit se construire à partir des décisions des premiers concernés. Bien entendu, les tactiques peuvent être débattues avec les soutiens mais sur la base du mot d'ordre de "régulation massive". Le mouvement des sans-papiers ne peut pas seul réunir le rapport de forces nécessaire à l'imposition d'une régularisation massive. Il doit donc se préoccuper sérieusement de la construction d'un mouvement de soutien. Celui-ci se

construira en premier lieu, avec les associations de solidarité existantes, avec les syndicats et avec les partis politiques déclarant soutenir même partiellement le mouvement. La préservation de l'autonomie permet d'éviter les compromissions, elle ne doit pas pour autant exclure les compromis sur telle revendication partielle, telle action concrète, telle négociation limitée. (...) Parmi les organisations avec lesquelles un travail est nécessaire il y a en premier lieu les syndicats." (Saïd Bouamama, op cit). Si l'autonomie désigne le refus de la manipulation et la volonté de rester directement maîtres de sa lutte et de ses revendications c'est-à-dire l'affirmation que la lutte trouve son fondement en elle-même, en considérant l'extérieur comme simplement extérieur elle se condamne cependant à demeurer défensive (accepter ou rejeter tel ou tel soutien) et à poser ses rapports avec cet extérieur en termes de compromissions ou de compromis. La lutte de classe en général n'est pas autonome et la lutte des sans-papiers en particulier non plus. La revendication et la tactique de l'autonomie appellent le soutien et le soutien appelle le compromis(sion). Que les acteurs d'une lutte ne remettent à personne d'autre le soin de déterminer la conduite de leur lutte, ce n'est pas "l'autonomie", c'est considérer que la société capitaliste est composée d'intérêts contradictoires et de formes de représentations qui, en elles-mêmes, reproduisent les rapports sociaux contre lesquels on est en lutte, c'est avoir une activité qui définit les autres ou les contraints à se définir, c'est considérer que le groupe en lutte ou la fraction de la classe, ou la classe dans son ensemble, n'ont pas leur définition en eux-mêmes, de façon inhérente, mais que cette définition est l'ensemble des rapports sociaux. Etre un clandestin est un rapport social. C'est finalement considérer la société comme totalité organique et activité. L'autonomie est une pratique qui pose la définition sociale d'un groupe comme inhérente à ce groupe, quasiment naturelle, et les rapports définis au cours de la lutte comme rapports avec d'autres groupes pareillement définis. Là où il y a organisme, elle ne voit qu'addition ; là où il y a activité et rapport elle ne voit qu'objet et nature.

Dans le cas de la lutte des sans-papiers, l'autonomie était difficilement évitable. Ce qu'il y avait de général dans leur situation était non seulement une rupture, une opposition, à tous ceux d'où pouvait venir le "soutien" (classe ouvrière "stable"/ syndicat ; immigration légale qui voit dans les sans-papiers sa propre déstabilisation), mais encore sa généralité passait par un forme bien particulière relevant non d'une logique de classe (donc mobile et contingente par rapport à l'individu) mais d'une logique d'ordre ou de caste : l'irrégularité juridique, l'absence de papiers. Si bien qu'il semblait suffire d'abolir cette particularité pour abolir ce qu'il y avait de général en elle.

Le "Troisième collectif" dans lequel se trouvaient les membres du collectif "Des papiers pour tous" marqua dans le mouvement le point extrême atteint par celui-ci en tant que mouvement autonome. Là où l'autonomie, dans son contenu, exprimait simultanément la dynamique et la limite du mouvement. Le collectif naît précisément du rejet par les sans papiers expulsés de St Ambroise de la tactique de pourrissement du mouvement et de sélection entre les "bons"(juridiquement et politiquement négociables) et les "mauvais" dossiers pratiquée par SOS-Racisme qui les balladent de locaux en locaux toujours plus exigus où les trois cent ne peuvent demeurer ensemble. Fodé Sylla et ses

compères se font purement et simplement jeter dehors. "Dans ce contexte, une trentaine de militants politiques, antifascistes ou anarcho-syndicalistes qui s'étaient opposés à cette manipulation ont décidé de se rencontrer pour faire le point sur la lutte. Et à la surprise de tous, cette réunion a rassemblé une centaine de personnes qui ont décidé de se constituer en collectif. Le Collectif "des papiers pour tous" était né." ("Chroniques d'un mouvement", p 35). Au delà de l'anecdote, le troisième Collectif naît de la contradiction interne de tout le mouvement des sans-papiers : lutter contre la clandestinité comme étant une situation générale de la force de travail actuellement, le faire en donnant à cette généralité le contenu particulier de l'absence juridique de papiers. A la question fondamentale dans le cours de la lutte de savoir si les Collectifs une fois "officialisés" doivent être ouverts ou fermés, la réponse qu'apporte le plus important d'entre eux, celui de St Ambroise / St Bernard, est sans équivoque : le Collectif, malgré l'afflux constant de sans-papiers souhaitant rejoindre le mouvement, sera fermé (300 pas un de plus pas un de moins). D'où la constitution de ce troisième Collectif sur des perspectives opposées mais sur la même base de lutte. Il est ouvert à tous ceux désireux de participer à la lutte, il s'engage à défendre un nombre toujours plus grand de sans-papiers, sa démarche est celle d'une régularisation globale. Cependant : "Problème de croissance : rassemblant plus de 1200 dossiers, le troisième Collectif se pose à son tour la question de la fermeture, prenant le risque de ne plus lutter pour l'ensemble des sans-papiers. L'échec des critères des médiateurs et l'apparition de nouveaux collectifs permettent l'extension des revendications à "des papiers pour tous". Dans le troisième collectif, la question des critères s'est également posée lorsque, suite à l'occupation du centre de réception des étrangers, un haut fonctionnaire de la préfecture demande aux délégués de lui fournir un cadre de négociation. La volonté empressée de le satisfaire, sans qu'aucun rapport de forces ne soit constitué, aboutit à la rédaction d'un mémorandum minimaliste. Celui-ci divise les sans-papiers en trois catégories (...) lors de la deuxième action du 3^e Collectif, l'émissaire promet de négocier mais envoie les forces de l'ordre, ruinant tout espoir de régularisation rapide. Le memorandum est enterré." (Commission immigration, Scalp-Reflex Paris, "Chroniques d'un mouvement", p 63). Pauvres apprentis bureaucrates qui, après s'être senti parcourus par le frisson de la responsabilité et de la reconnaissance, se sont fait caresser l'échine. Ce qui ne serait pas grand chose s'ils n'avaient provoqué l'arrestation de quelques sans-papiers.

Par les positions qu'il affiche le collectif "des papiers pour tous", lorsqu'il intègre le 3^e Collectif, se situe d'entrée de jeu sur la bases de la généralité de la lutte des sans papiers telle que nous l'avons définie. "Le CDPT a adopté d'entrée une démarche politique puisque la situation des immigrés en France n'est pas un problème humanitaire. Pour nous, il s'agissait alors d'exprimer une solidarité politique active en menant des actions mais aussi en liant la question des sans papiers à d'autres questions qui touchent les personnes "avec papiers" qui, elles aussi, peuvent être précarisées et criminalisées par la société capitaliste : les chômeurs, les SDF, les travailleurs précaires... Les mesures anti-immigrés ont toujours précédé les mesures antisociales." (d°). Dans le Bulletin du CPDT ("Des

papiers pour tous”), daté du 16 septembre 96, un texte faisant office de manifeste en première page déclare : "...la chasse aux "clandestins" reposent sur une énorme hypocrisie, puisque ce sont les règlements eux-mêmes, toujours plus restrictifs, qui fabriquent de la "clandestinité", et que des secteurs entiers de l'économie vivent de surexploitation de ces immigrés qui loin de représenter "toute la misère du monde", sont des producteurs de richesses.". Dans le Bulletin du 20 novembre : "Ce n'est pas seulement par solidarité même active, ni par charité droitdelommiste que nous nous retrouvons avec les sans-papiers dans les manifestations et les occupations et que nous participons à la dynamique du troisième Collectif. Mais parce que leur combat est aussi le nôtre. Contre l'apartheid social et la précarisation généralisée des conditions d'existence, contre la xénophobie d'Etat et la chasse aux clandestins, nous avons choisis d'être présents avec les sans-papiers en lutte pour construire une véritable autonomie des luttes.". Enfin dans le même Bulletin : "Si nous sommes solidaires de leur combat, c'est parce qu'il s'oppose à la logique d'apartheid social, de précarisation généralisée que l'Etat cherche à imposer au nom des "lois économiques". C'est parce que nous reconnaissons dans leur combat une opposition à cette prétendue nécessité économique que nous luttons aujourd'hui, tout comme nous l'avons fait, à vos côtés, en décembre 1995 (le tract s'adresse aux fonctionnaires ou assimilés des mairies et préfectures nda)".

Ces positions radicales du CDPT posent bien le caractère général de la lutte des sans-papier. Mais non seulement ce caractère général est toujours considéré comme la liaison de différentes questions entre elles - ce qui empêche de dépasser une problématique de la solidarité dans laquelle sombrera ce Collectif - mais encore, simple liaison, là aussi la généralité est abstraite. Elle n'est que l'élément commun qui réunit entre elles les diverses situations, si bien que la particularité des diverses situations est considérée comme accidentelle et extérieure à cette généralité. Soyons clair : pour ce collectif, il y a d'un côté le contenu général de la lutte des sans-papiers, de l'autre la revendication des papiers. Ce Collectif tient le contenu général de la lutte mais a mis de côté, ailleurs, sa forme particulière. Si bien que le Collectif évolue entre la solidarité quand il est question du contenu général et compromis et compromissions quand il est question de la situation particulière. Pour le CDPT, "des papiers pour tous" est "une revendication minimale" (Bulletin du 16 septembre) et dans le Bulletin du 20 novembre : "Notre lutte ne s'arrête pas avec la revendication des papiers pour tous. Elle en est seulement un passage obligé, une condition nécessaire". Tous ces anarchistes sont bien embarrassés par cette revendication légaliste, juridique et reconnaissant l'Etat. L'analyse générale, dans sa généralité, a occulté la particularité fondatrice de cette généralité : le clandestin, le sans-papiers. Cette analyse ne saisit pas alors que la généralité de la situation est intrinsèquement renversée dans la particularité de la situation, que la dynamique du mouvement est sa limite. Ne pas reconnaître l'intrication dans une lutte de sa dynamique et de sa limite amène toujours à une fuite en avant purement idéologique dans l'intervention qui s'évanouit rapidement dans son extériorité. Il s'agira de renforcer la vraie autonomie de la lutte, sa limite ne pouvant venir que de l'extérieur, ou de dénoncer les pesanteurs sur la conscience de l'idéologie dominante. La

revendication d'une régularisation des sans-papiers ne devient qu'un "mot d'ordre essentiel pour ébranler le consensus sur la question de l'immigration clandestine et porter une critique radicale à l'idéologie de l'Etat-nation et au credo républicain de l'impossible intégration dans un moule commun, pacifié, domestiqué." (Bulletin du 20 novembre). La limite intrinsèque d'une lutte devient mesure tactique d'un programme minimum : "notre revendication, nous le savons, va à l'encontre des logiques étatiques de repli national : dénoncée comme une position extrémiste par l'ensemble de la classe politique, elle est pourtant la seule capable d'ouvrir des perspectives et des espaces d'autonomie à tous les exploités" (d°). Perspectives qui, on le sait, font toujours long feu.

Mais si la revendication particulière est transformée en programme minimum, en mesure tactique ouvrant sur l'autonomie accrue, pierre philosophale de la révolution (puisque la lutte de classe a ses limites à l'extérieur d'elle-même), pourquoi ne pas envisager d'autres mesures tactiques permettant de parvenir à celle - centrale - qui ouvrira sur les grands espaces de l'autonomie. Et pour "faire sérieux", le CDPT participe, dans le troisième collectif, à la définition de critères de régularisation. D'entrée, parce que le mouvement des sans-papiers ne peut poser sa généralité que dans sa particularité, la généralité est renversée en addition de différences et est par là, dans la pratique, posée comme solidarité et "à côté" des particularités. Face à la généralité posée pour elle-même, ce qui est pourtant sa particularisation devient limite extérieure, revendication minimum, tactique appelant en cascades d'autres mesures tout aussi "tactiques". Il n'y a pas un moment où le troisième collectif en général et le CDPT en particulier aurait basculé jusqu'à contredire son nom même. Son point de départ impliquait ce basculement parce que ce basculement était dans la lutte des sans-papiers elle-même.

La généralisation du "tous à la lumière" s'étant avérée impossible (cf. le début de ce chapitre) parce qu'en contradiction avec la revendication elle-même qui la justifiait ("tous à la lumière" c'était de fait abandonner de revendiquer des papiers parce que cette lumière devenait celle projetée sur le contenu général de la précarisation), les collectifs de sans-papiers se sont cantonnés dans leur propre logique (et nul n'aura l'imbécilité de reprocher à leurs membres de penser d'abord à obtenir des papiers pour eux). C'est à partir de ce moment qu'une partie des membres de CDPT ont, on a vu pourquoi, commencé à "dériver". Pour être admis dans le troisième collectif, il fallait montrer son sérieux, c'est-à-dire passer par un "travail social" (constituer des dossiers ou des fiches) et avancer des critères de régularisation. Le CDPT se devait de pouvoir répondre aux organisations de gauche et humanitaire qui lui reprochaient de ne pas être concret. Engagé dans une pratique de solidarité, il fallait être reconnu pour justifier de l'utilité de sa solidarité. Si le CDPT a ensuite abandonné ces fameux critères, ce n'est pas tant de par ce qu'ils avaient de "honteux" par rapport à son appellation même que parce que l'Etat les a traités par le mépris (épisode du dépôt de dossiers du 12 sept dans les locaux de la Préfecture et de l'occupation du centre de réception des étrangers de la Préfecture de Police, le 29 octobre). La participation au troisième Collectif a été alors justifiée par la nécessité de contrebalancer l'influence des "droitsdelommistes" et pour empêcher la bureaucratiation de ses délégués. En

conséquence, le CDPT a apporté ses troupes à des actions maîtrisées par la Ligue des droits de l'homme et par les apprentis bureaucrates de St Bernard, puis il s'est agi d'aider les femmes de St Bernard et leurs médiatiques soutiens à obtenir que l'Elysée intervienne. L'autonomie se perd dans sa logique naturelle du soutien, de la solidarité, et de ce qu'elle présuppose : l'extériorité des limites des luttes. Le 12 janvier 97, le Collectif avait le choix entre aller soutenir des gens quémendant d'être recus par un représentant de Chirac, ou bien de participer à une diffusion de tracte des trotsko-stal JRE à Roissy. A force d'aller toujours plus loin dans la logique d' "aider les autres à être autonomes", on finit par perdre soi-même sa parcelle d' "autonomie".

Un camarade participant au CDPT (Serge Quadrupanni) qui tenait un "journal personnel" de cette lutte , après la critique de la dérive de celui-ci (critique qu'il ne rattache pas à la limite intrinsèque de la lutte et à la notion d'autonomie même), dont nous venons de très abondamment nous "inspirer" quant à la connaissance des faits, propose la ligne d'action suivante : " Nous pensons nous, que la meilleure manière d' "aider les autres à être autonomes", c'est de l'être d'abord nous-mêmes. Cela ne se fera pas en disputant aux organisations de gauche et humanitaires le terrain du soutien dans des actions dont la logique est toujours plus misérabiliste, toujours plus soumise (ah l'occupation de Beaubourg en montrant ses sacs au contrôle!) face à un Etat toujours plus arrogant, mais en développant nos propres formes de luttes. Et notamment en reprenant ce qui faisait l'originalité et la force du collectif : les actions visant à gripper le rouages de la xénophobie d'Etat - actions possibles parce que les gens qui les mènent, justement, ne sont pas immédiatement menacés par le défaut de papiers. C'est en développant toujours plus nos capacités d'intervention que nous pourrons être considérés par les collectifs de sans-papiers comme des interlocuteurs avec lesquels on discute d'égal à égal, et non pas en jouant toujours plus les petits soldats qui suivent en râlant. C'est en développant notre propre discours (comme nous l'avons amorcé dans un ou deux tracts) que nous nous donnerons les moyens d'un dialogue où l'on n'hésiterait pas à expliquer pourquoi il y a peu à attendre des élus de la nation (y compris le premier d'entre eux) et tout à espérer des rapports de forces sur le terrain. C'est en nous contrefoutant d'être reconnus par les gauchistes, les syndicats et les humanitaires que nous nous donnerons les moyens de nous imposer à eux. C'est ainsi que nous avons peut-être la possibilité de rattraper tous ceux qui ont voté avec les pieds (et qui représentent maintenant un large majorité) contre la dérive du collectif. (...) Pour l'heure, il n'y a donc rien de plus urgent que de revenir à ce qui avait attiré tant de monde au collectif : une opposition radicale à la xénophobie d'Etat. Une opposition radicale, cela doit d'abord se dire. C'est pourquoi il nous semble important de consacrer du temps et de l'énergie à la rédaction d'un texte de bilan critique de la lutte des sans-papiers, et à la confection d'une plate-forme-manifeste. Une opposition radicale, cela signifie : le refus des critères et catégories ; le refus de la logique humanitaire de gauche (il eût mieux valu être sourd que d'entendre expliquer qu'il fallait trouver des formulations qui puissent plaire aux degauche, y compris, si on a bien compris au

PS! Non mais où on est ? Vous avez oublié ce qu'est et ce qu'a fait le PS, ce qu'il s'apprête à faire - sans oublier le PC d'ailleurs...).

“Si de par leur propre logique, les groupes de sans-papiers se placent en contradiction avec nous sur ces deux points, cela signifie que pour l'heure, une activité suivie commune avec eux est impossible (souligné par nous). Il faut en prendre acte. Cela n'empêchera pas, non plus, que parmi tous les sans-papiers, dans ces groupes ou ailleurs, des minorités plus résolues et nourrissant moins d'illusions, se renforcent grâce au fait, entre autre, que des gens comme nous mènent leur propre lutte...

“Une opposition radicale, cela signifie aussi replacer la lutte des sans-papiers dans le cadre général d'une lutte contre la précarisation : et s'il n'est pas possible de nous retrouver tous ensemble dans ce cadre général, il est indispensable de trouver le moyen de le rappeler si possible par la pratique.” Grande lucidité interne de quelqu'un engagé dans la lutte, mais qui n'aperçoit pas la contradiction même de cette lutte, sa limite dans sa dynamique, et qui va même jusqu'à envisager la poursuite de la lutte en dehors de la liaison avec les collectifs de sans-papiers et même en opposition à eux, poursuite qui, malgré la déclamation rituelle “nous sommes nous-mêmes intéressés etc.”, ne pouvait faire que long feu dans la dénonciation purement idéologique de la “xénophobie d'Etat”. Ce n'est pas ce type d'action lui-même qui est criticable, c'est que, ici, il ne se comprend pas lui-même, c'est-à-dire ne comprend pas qu'il est lui-même le résultat de la contradiction interne d'une lutte dont la limite se fonde dans sa dynamique. Il ne cherche qu'à opposer les deux ; la limite du mouvement n'est conçue que comme un aménagement personnel pour les intéressés et, pour ceux que ce type d'action met en mouvement, cette limite devient une sorte de “programme minimum”. C'est là que ce type d'action s'exteriorise et devient intervention. C'est comme si, en 86, on s'était avisé de dire aux cheminots : “il ne faut pas être corporatistes”, autant leur dire d'arrêter la grève. Ce qui n'empêche pas de critiquer les coordinations et le corporatisme mais en montrant que, sans eux, la grève n'aurait pas eu lieu. De même, les grèves de 95 et la défense du service public. La difficulté de ce type d'action consiste à ne pas séparer, et inversement à ne pas confondre, dynamique et limite d'une lutte.

Le mouvement n'a donc pas abattu la notion formelle de clandestin dans la massivité de la clandestinité. Cela aurait signifié que se refuser en tant que clandestin c'est se refuser comme prolétaire actuel (c'est en étant produit comme prolétaire que l'on est produit comme clandestin et non l'inverse). Cependant, cette disparition du "prolétaire ordinaire" dans la catégorie du clandestin trouve sa limite dans la clandestinité même (d'où l'importance de la massivité et du "tous à la lumière", négation de la particularité formelle)

Ca n'a pas marché car la généralité de la situation de clandestin, la généralisation de la précarité, comporte toujours la particularisation du clandestin. L'imbrication de la dynamique et de la limite de cette lutte réside dans le fait que "Des papiers pour tous" c'est :

a) la massivité de la clandestinité, l'abolition de la forme particulière (particularisation) de la substance générale (précarisation, dérégulation générale

de l'immigration et de la main-d'oeuvre globale). Enoncer le secret de l'existence du clandestin c'est énoncer ce que la restructuration a établi en principe de la force de travail (c'est aussi établir en principe de la société ce que la société a établi en principe du prolétariat maintenant). Lorsque le clandestin annonce la dissolution de sa situation de clandestin, il annonce la dissolution du rapport du prolétariat au capital dans ce cycle de luttes.

b) mais c'est aussi : l'affirmation que cette substance générale est le problème particulier des "clandestins" en tant que tels (formellement, forme nécessaire cf. supra) ; question de régularisation et de papiers, question juridique d'un groupe particulier de personnes (droit / société civile). Les papiers pour tous c'est toujours une demande de papiers.

Si le travail clandestin est le "laboratoire de la flexibilité généralisée", en tant que travail clandestin cette généralité est une particularité (particularisation). Si le travailleur clandestin représente l'ensemble des transformations des modalités d'exploitation du travail, dans le travail clandestin cette substance générale s'oppose à sa forme particulière (là on a une forme sociale confirmée et repérable, reproductible, qui, de détermination de classe, passe dans la catégorie d'une détermination d'ordre). Si bien que la lutte contre la substance générale que le travail clandestin représente deviendra la construction de cette particularité comme si c'était en elle que résidait la substance générale qu'il représente (en outre cette construction se trouve confirmée pour les intéressés eux-mêmes dans la segmentation reproductible du marché mondial du travail). C'est toute l'ambivalence de la revendication "des papiers pour tous", qui deviendra nécessairement, dès qu'il est question de papiers, une question de droit, de négociations avec l'Etat qui distribue le droit et donc une question de critères (cf. l'évolution hyper rapide du 3^e collectif).

La limite de la lutte est définie en premier par les sans-papiers eux-mêmes dans leur autonomie revendiquée et sera immédiatement prise en charge et formalisée par toutes les nuances du démocratisme radical qui va y aller modérato car la globalité de la question (la substance) est toujours là comme le feu sous la cendre de la particularisation. Le démocratisme radical n'a jamais de dynamique propre. C'est à partir des limites intrinsèques de cette lutte qu'il pourra traiter la substance générale comme la question de la particularité et formaliser ce renversement depuis le thème de la liberté de circulation jusqu'à l'inénarrable "baptême républicain". Mais, s'il n'a pas de dynamique propre, le démocratisme radical est la forme et la pratique bien réelle de ce renversement qu'il entérine et doit être en cela traité et affronté comme une force sociale bien réelle et pratique.

De ces fractions les plus radicales à celles qui ne se distinguent guère des anciennes dames patronesses, le démocratisme radical est un continuum. L'exemple le plus probant en est fourni par le troisième Collectif dont nous avons assez longuement analysé l'évolution ultra-rapide. De son côté, un militant nantais du "Réseau No passaran" évoque ses scrupules et ses interrogations face à ce continuum : "ce qui est en question c'est le rôle de la gauche : comment construire l'unité sans oublier l'histoire et les responsabilités de la gauche ? C'est également le rôle du "cartel" des associations dites antiracistes, détenant des

“dossiers”, en regard de l’autonomie des “sans-papiers” eux-mêmes et des personnes ou groupes souhaitant combattre la xénophobie d’Etat. Ce débat est parfois assez violent et déchire des associations, comme le Gasprom (l’Asti de Nantes), connues pour leur défense de la libre circulation des humains, leur condamnation des expulsions (...). De ce fait, la situation paraît relativement confuse sur la région. L’attitude face à SOS-Racisme prête également à débat. Plusieurs personnes considérant que SOS-Nantes n’a jamais commis d’horreur, il est nécessaire de les inclure dans la démarche unitaire. Problème : son antenne locale ne s’est jamais démarquée de la direction parisienne et sert régulièrement de tremplin au PS. Si bien qu’un continuum s’établit entre “radicaux” et sociaux-démocrates au nom de l’antiracisme et de l’unité. La question qui se pose alors est celle de la revendication de fond : liberté de circulation des humains, droit d’asile, refus de la double peine, droit du sol pour la nationalité, égalité des droits et égalité sociale, nouvelle citoyenneté ou citoyenneté active, anti-impérialisme, échanges interculturels, etc.” (“Chroniques d’un mouvement”, p 41).

Mais les fractions “radicales” du démocratisme radical qui se fixent dans cette lutte sur sa détermination antiraciste et revendiquent “l’égalité sociale et politique”, en ayant pour objectif une “nouvelle citoyenneté”, ne peuvent, en le “regrettant”, que se trouver elles-mêmes partie prenante de ce continuum qui les agace ; d’autant plus que la problématique autonomie / soutien dans laquelle elles situent leurs actions ne peut que les confronter, en tant que “soutiens”, à la nécessité de “l’unité” posée comme condition de l’efficacité du “soutien”. Cependant, si on ne s’arrête pas aux déclarations démocratiques et citoyennes sur la “terre de France” proférées par les professionnels du maintien de l’ordre que sont les “médiateurs”, les Ariane Mouchkine, les Jean Claude-Amara (Droits devant) ou autre Fodé Sylla, si l’on dépasse le morceau d’anthologie démocrate à peine radical que constitue la lettre des associations, des partis de gauche et d’extrême gauche au président de la république (Libération, 21 Août 96), il est insuffisant d’opposer à “la lutte de classe” les revendications d’égalité et de citoyenneté, comme l’on opposerait la “réalité” à son masque ou à son dévoiement. Quand le démocratisme radical reformule la lutte de classe autour de la revendication de “droits”, ou autour des thèmes de l’“égalité” ou de la citoyenneté, il ne fait pas disparaître la lutte de classe mais il entérine l’existence des classes comme inégalité et lutte contre elle. La lutte se déroule alors à l’intérieur d’un espace consensuel imaginaire qui est celui de “l’égalité des droits” et / ou de la citoyenneté (nouvelle : séparée de la nationalité). Depuis le début des années 70 (grèves dans l’industrie, foyers Sonacotra, contre les attentats racistes, pour la carte unique de 10 ans...) les luttes des travailleurs immigrés ne peuvent être découpées à l’intérieur d’elles-mêmes en luttes de classe sur les conditions de travail, les salaires etc. , disons “un côté prolétarien” ; et de l’autre ce que “Reflex” appelle la volonté “d’asseoir son droit de cité dans la société française”(“Chroniques d’un mouvement” p 9). “Asseoir son droit de cité” c’est aussi lutter contre une surexploitation et il ne s’agit pas d’idéologie. La question de “l’égalité” et des “droits” n’est pas un “plus” qui viendrait se surajouter à la lutte de classe “pure et dure”, car la lutte de classe n’est jamais “pure et simple”. Résoudre la question en appelant de façon quasiment incantatoire et magique

au “noyau dur prolétarien” contre son dévoiement idéologique, humanitaire, antiraciste, à la manière, par exemple, de l’article du “Prolétaire” de juillet-août-septembre 96 sur la lutte des “sans-papiers”, ne nous avance pas à grand chose dans la compréhension du mouvement, ni dans celle de ses limites et de leur nécessité.

Il faut renverser la problématique. C’est parce que la lutte des immigrés est lutte de classe qu’elle comporte ce “plus”. La lutte de classe n’existe toujours que “surdéterminée” parce qu’elle est lutte de classe. C’est le rêve programmatique qui veut une classe qui se dégage de son implication réciproque avec le capital et s’affirme en tant que telle dans une pureté autodéterminée, une classe subsistant par elle-même. Dans ce “plus” c’est l’existence et la pratique en tant que classe que l’on trouve, c’est-à-dire la reproduction réciproque du prolétariat et du capital dans laquelle c’est toujours le second qui subsume la première et celle-ci qui agit à partir des catégories définies dans la reproduction du capital. Si le prolétariat n’est pas condamné à en demeurer là c’est que, dans sa contradiction avec le capital, il trouve la capacité de l’abolir et de se nier lui-même. Mais c’est une autre histoire, ou plutôt une histoire qui commence dans les catégories de la reproduction du capital. Essentiellement, c’est toujours agir en tant que classe qui est la limite de la lutte de classe, c’est là le point de départ, mais ce n’est qu’un point de départ. Le démocratisme radical érige cette existence de la classe dans les catégories du capital en absolu parce que ce sont elles qui sont sans cesse confirmées et semblent consistantes comme définition sociale de la classe. Il perd alors ce qui existe dans ces catégories et ce par quoi ces catégories elles-mêmes existent, c’est-à-dire la classe et sa contradiction avec le capital, la capacité à l’abolir et à se dépasser en tant que classe.

On ne peut trouver de meilleur exemple de ce processus que, il y a 16 ans, le mouvement “Convergence 84 pour l’égalité” (souvenez-vous : pas la sympathique marche des beurs reçue à l’Elysée par Mitterrand en 83, mais les mobylettes). Ce mouvement est exemplaire dans la mesure où, se fixant pour objectif “l’égalité” et la “nouvelle citoyenneté”, il est lui-même conscient de l’insuffisance de cet objectif et de ce qu’il “masque”. “Nous proposons un consensus de société (et non plus national) : mettons en commun nos diverses ressources culturelles. Pour cela : égalité des droits, nouvelle citoyenneté. Même si nous savons que l’égalité des droits en matière de citoyenneté, ne consiste qu’à revendiquer les inégalités sociales qui traversent déjà la société française - mais uniquement celles-là !... Mais cette avance de l’idée d’Egalité rebondira sur l’ensemble de la société, mobilisant également des couches discriminées “à l’intérieur de la société française” “ (4° de couverture de la brochure rédigée par les initiateurs de la convergence : “La ruée vers l’égalité” Ed Mélanges 1985). “Nous sommes d’une catégorie qu’on a installé dans la cave de la société et dont on ne veut ni entendre le chant, ni voir l’âme. Nous revendiquons donc nos droits : des droits destinés à nous porter à la hauteur des citoyens reconnus. En chemin, nous avons appris que le sous-sol est plus grand que nous l’avons cru et qu’il comprend des pièces que nous ne connaissions pas. Nous avons rencontré des citoyens moins égaux que d’autres. Eux aussi exigent leurs droits : parfois les mêmes que les nôtres, parfois non. Nous avons compris qu’il s’agit de leur part

d'égalité, comme nos droits sont notre part. Nous nous sommes dit que ces luttes diverses - les nôtres et les leurs - se confortent et doivent se rejoindre pour élargir le champ d'application de l'égalité." (d°, "Texte d'appel", p. 8). Les initiateurs du mouvement soulignent eux-mêmes que, dans le texte d'appel, pas une fois le mot racisme n'est prononcé, "parce que pensions-nous, à tant rabacher le racisme, on finit par occulter les véritables problèmes." (d°, p. 98). Mais à tant rabacher l'Egalité on fini aussi par occulter les véritables problèmes. C'est tout le mouvement de "Convergence 84" qui est pris dans cette contradiction.

Les initiateurs de ce mouvement ont considéré qu'il n'y avait pas que des "inégalités sociales" ou plutôt que celles-ci se complétaient d'inégalités diverses contre lesquelles on pouvait lutter au niveau du droit, des inégalités "formelles". Contre ces inégalités on ne pouvait revendiquer une uniformisation abstraite dans la politique d'insertion, c'est une "nouvelle citoyenneté" qu'il fallait définir. L'existence de ces inégalités est indéniable, insupportable et on a mille fois raisons de lutter contre elles. Mais, revendiquer l'égalité, même comme "nouvelle citoyenneté", c'est revendiquer la neutralité de la justice, de la police, de l'école, des employeurs, de l'aménagement du territoire, de l'Etat etc., c'est revendiquer que "la cave" soit traité par ces institutions comme "les étages supérieurs" dont elles sont leurs institutions. Les initiateurs de cette "Convergence" et l'ensemble des participants savent bien que la société est divisée en prolétaires et capitalistes et que les "inégalités" contre lesquelles ils se battent sont là. Ils n'ont pas non plus la naïveté de croire que la résolution de ces inégalités est l'abolition des classes. Mais l'existence des classes se donnant empiriquement à voir dans ces inégalités, elles deviennent des objets de luttes et de revendications particulières, c'est le fameux "contenu qualitatif" des "nouveaux mouvements sociaux". Ces revendications réclament alors une solution à leur niveau, celui de l'Egalité et de la citoyenneté. Ainsi, une lutte indispensable contre les inégalités se transforme en une litanie de revendications démocratiques ne changeant absolument rien à ce qui est sa raison d'être (l'existence des classes, l'exploitation, les conditions générales de reproduction de la force de travail et de sa segmentation) et surtout la niant. Ce n'est pas dans le côté particulier de la revendication que réside le démocratisme radical (dont on a un des vagissements dans "Convergence 84") car toute revendication est particulière, ce n'est pas dans le fait de lutter contre des inégalités, mais dans le fait de le faire au nom de l'Egalité, de la Citoyenneté. Ce ne sont donc pas les revendications sur les inégalités qui sont en question ici et qui fondent le démocratisme radical mais l'invention d'une "solution" qui traite ces revendications comme existant pour elles-mêmes et par elles-mêmes. Ce n'est plus parce qu'on est prolétaire que l'on est "inégal" mais on est inégal parce qu'on n'est pas un vrai citoyen puisque, par définition, les citoyens sont égaux. On est parti d'inégalités réelles, elles sont devenues, dans leur "solution", des inégalités abstraites, le passage n'est pas arbitraire, il n'est pas un détournement démocrate-radical des "bonnes et vraies luttes prolétariennes", il est la formalisation de leur limites, formalisation qui est simultanément une reformulation, une activité spécifique.

Ceci atteindra, à la suite de la lutte des "sans-papiers", son apothéose pratique et théorique avec le mouvement pétitionnaire du début 97 (initié par les

cinéastes, il s'agissait de ne pas avoir à signaler l'hébergement d'un étranger). Le fond de ce mouvement consiste à opposer la démocratie à l'Etat. Balibar, appelant l'inoxydable Antigone à la rescousse, nous parlera d' "Etat d'urgence démocratique" ("le Monde" 19 février 97) : "L'histoire de l'Etat républicain en France, avec ses épisodes de lâcheté et d'héroïsme, de l'affaire Dreyfus à la Résistance, et du manifeste des 121 au procès de Bobigny, ne manque pas d'illustration du processus par lequel les conditions substantielles de l'obéissance à la loi se trouvent refondées à travers le refus d'accepter les décisions iniques de l'autorité politique ou judiciaire." On ne peut dire plus simplement que l'opposition de la démocratie à l'Etat n'aboutit qu'à relégitimer l'Etat. Ce que nous confirme, le même jour, Tzvetan Todorov, sous le titre "Institutions et Xénophobie". C'est Benjamin Constant qui sert maintenant d'auxiliaire : "C'est pour rendre la pitié individuelle inviolable que nous avons rendu l'autorité publique imposante". C'est-à-dire, précise cet admirateur de Napoléon et rédacteur des "actes additionnels de 1815 à la constitution de l'Empire", que nous avons créé une police imposante pour éviter d'avoir à réclamer sa collaboration au citoyen. Todorov nous dit que ce texte aurait pu être écrit hier et qu'il n'y a rien à lui ajouter. Il ne peut cependant se retenir de nous expliquer que : "Une démocratie libérale se fonde sur deux principes : que tout le pouvoir vient du peuple et que chaque individu possède un territoire sur lequel ce pouvoir n'a aucun droit" : la bienheureuse petite monade toute repliée sur elle-même de la "Déclaration des droits de l'homme" (cf; Marx, "La question juive"). Mais il fallait prendre un peu d'altitude, et c'est Marx qui est maintenant mobilisé (celui qui dans la critique du programme de la social-démocratie allemande - programme de Gotha - parlait de son "drelin, drelin! démocratique"). Le 21 février, le chroniqueur du "Monde des livres" découvre la dernière production théorique de Miguel Abensour, intitulée "Marx et le moment machiavélien", ce qui lui permet de se poser cette question existentielle : "La démocratie se trouverait-elle à l'opposé de l'Etat ?". Abensour a discerné dans la "Critique du droit politique hégélien" (1843) "l'esquisse d'une vraie démocratie dont l'avènement ferait disparaître l'Etat". Marx pense, et c'est Abensour qui nous le dit : "que s'opposeront dans les soulèvements à venir, la vraie démocratie - qui manifeste l'autonomie du politique en réhabilitant la vie civique et en instaurant une république toujours nouvelle - et d'autre part, le pouvoir d'Etat, qui fige et alourdit les créations politiques." Abensour peut avoir la lecture qu'il veut de Marx, on s'en fout, là n'est pas la question (rappelons tout de même que "La question de savoir si tous doivent individuellement prendre part à la discussion et aux décisions des affaires générales de l'Etat est une question qui découle de la séparation de l'Etat politique et de la société civile." Marx, op. cit., Ed. Costes, p. 241). L'essentiel est le discours d'Abensour lui-même et surtout de son commentateur en février 97 : "Nous voilà reconduits en pleine actualité. Sans doute comprend-on mieux que le refus d'obéir à une loi inique, humainement inacceptable et moralement indéfendable, n'est pas simplement une attitude éthique. C'est aussi l'affirmation d'une liberté politique, l'attachement à la réalité vivante de la démocratie. Exigence morale, la désobéissance est ici le devoir même du citoyen, soucieux de sa liberté individuelle et de celle du genre humain"

(Tsoin, Tsoin !). On vous épargnera l'envolée finale sur "la vieille étincelle jamais vraiment éteinte" qui "resurgit dans nos villes et nos campagnes".

Là dessus, la critique du citoyen, des "droits de l'homme" et de "l'émancipation politique" formulée dans "La question juive" est définitive. "La constitution de l'Etat politique et la décomposition de la société bourgeoise en individus indépendants, dont les rapports sont régis par le droit (...) s'accomplissent par un seul et même acte. L'homme tel qu'il est membre de la société bourgeoise, l'homme non politique, apparaît nécessairement comme l'homme naturel. Les droits de l'homme prennent l'apparence des droits naturels, car l'activité consciente se concentre sur l'acte politique. L'homme égoïste est le résultat passif, simplement donné, de la société décomposée, objet de la certitude immédiate, donc objet naturel. La révolution politique décompose la vie bourgeoise en ses éléments, sans révolutionner ces éléments eux-mêmes et les soumettre à la critique. Elle est à la société bourgeoise, au monde des besoins, du travail, des intérêts privés, du droit privé, comme à la base de son existence, comme à une hypothèse qu'il n'y a pas à prouver, donc, comme à sa base naturelle. Enfin l'homme tel qu'il est, membre de la société bourgeoise, est considéré comme l'homme proprement dit (c'est l'homme des "droits de l'homme", nda), l'homme par opposition au citoyen, parce que c'est l'homme dans son existence immédiate, sensible et individuelle, tandis que l'homme politique n'est que l'homme abstrait, artificiel, l'homme en tant que personne allégorique, morale. L'homme véritable on ne le reconnaît que sous la forme de l'individu égoïste, et l'homme réel sous la forme du citoyen abstrait." (Marx, op Cit, Ed Costes, p 201). Nous ne ferons pas l'injure de rappeler à ces démocrates radicaux que la fusion de "l'homme" et du "citoyen" c'est l'Etat corporatiste. Le citoyen est par essence le serviteur de l'homme égoïste de la société bourgeoise. Ce qui n'empêche pas l'Etat des droits de l'homme et du citoyen de déclarer selon ses besoins que le droit de liberté par exemple (la liberté d'association ou de la presse entre autres) entre en conflit avec la vie politique, alors que en théorie "la vie politique n'est que la garantie des "droits de l'homme" et doit être suspendue, dès qu'elle entre en contradiction avec son but, ces droits de l'homme. Mais la pratique n'est que l'exception et la théorie est la règle." (d°, p 197). Que nous proposent Abensour, Todorov ou Balibar sinon de ramener, lorsque nécessaire, l'exception à la règle, c'est-à-dire de remettre le citoyen, la vie politique, au service de l'homme et de ces droits, remettre la société bourgeoise et l'Etat dans leur rapport "naturel". Mais "Aucun des prétendus droits de l'homme ne dépasse donc l'homme égoïste, l'homme tel qu'il est, membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire un individu séparé de la communauté, replié sur lui-même, uniquement préoccupé de son intérêt personnel et obéissant à son arbitraire privé." (d°, p 195). Que cet intérêt personnel, cet arbitraire privé soient l'accueil d'étrangers ou le fusil à pompe ne change strictement rien à la question telle que ces "vrais démocrates" la posent. C'est de toute façon "l'homme naturel" de la société bourgeoise, le citoyen comme son pendant abstrait, et la légitimation de l'Etat qui est leur univers, leur raison d'être et leur gagne-pain. Le mouvement pétitionnaire, très bon-chic-bon-genre, fut la caricature ridicule de la lutte des sans-papiers, il permit au démocratism radical de se développer à son aise, ce

qu'il n'avait pu faire aussi librement dans la lutte des sans-papiers. Dans celle-ci, le démocratisme radical n'était pas libre de ses mouvements, mais contraint de prendre en compte le développement de la contradiction interne de cette lutte sur laquelle nous allons conclure.

Nous avons vu qu'au lieu de se promouvoir dans sa généralité, la lutte des "sans-papiers" se particularise sur la clandestinité. Alors que la lutte des "sans-papiers" porte en substance la généralité de la situation actuelle et son refus, elle affiche la particularité de la clandestinité ou plutôt sa particularisation : les Collectifs se replient, même le 3°. Dans sa revendication, le mouvement se nie lui-même, devient juridique. S'organise alors la recherche des soutiens et la problématique de la jonction, la problématique de la généralité comme addition et son corrolaire "l'autonomie". A partir de là dans sa particularisation, il nie sa généralité en se revendiquant comme prolétaire ordinaire, c'est la démarche vers les syndicats. Comme si la classe ouvrière à laquelle les clandestins veulent se rattacher n'était pas déjà morte (abolie) dans leur propre existence, ce qui reviendra contre eux dans la méfiance des directions syndicales, de la base et...de l'immigration légale. On ne veut plus être clandestin, parce que c'est la situation générale actuelle du prolétariat, devient : on ne veut plus être clandestin pour être un prolétaire ordinaire, au moment même où être clandestin est l'abolition de cette situation. L'annulation politique de la précarité comme clandestinité non seulement ne supprime pas la précarité, mais la suppose même. La critique de l'émancipation politique du clandestin n'est elle-même que la critique finale de la précarité. La régularisation devient le prélude, dans la suppression de la particularité formelle de la clandestinité, à la généralisation de la substance de cette particularité. La clandestinité est érigée en problème spécifique, mais, au lieu que cette particularité devienne une généralité, elle est particularisée. C'est l'autonomie revendiquée et, en général, préservée de la lutte.

Toutes ces limites sont synthétisées par le démocratisme radical comme question de droit, de nouvelle citoyenneté, de résident etc. La lutte des immigrés, depuis les années 70, devient une téléologie du droit de cité. Il s'agira, comme dans le texte du groupe "La Canaille" de Tours, de critiquer "le développement séparé et l'apartheid social" ou alors "l'exclusion, la dualisation de la société" ou encore le fait que "des catégories de la population sont délibérément marginalisées ou en voie de l'être" (in "Courant Alternatif", janvier 97). On peut en rester là puisque ce même groupe qui a "beaucoup travaillé sur le développement actuel du capitalisme" (dixit "Courant Alternatif") écrit, dans "Chroniques d'un mouvement", la connerie suivante qui non seulement est une connerie mais encore une connerie nécessaire à leurs positions politiques : "Autre conséquence de cette économie virtuelle : jusqu'à un passé récent, le profit était extrait essentiellement de l'exploitation de la force du travail ; depuis une quinzaine d'années, la principale source de profit est la spéculation." (p 84). S'il n'y a plus d'exploitation, il ne nous reste plus qu'à considérer les inégalités, les exclusions, avec les yeux du citoyen et à lutter pour la vraie démocratie qui sera leur résorption. Ces mêmes anarchistes, après avoir certainement beaucoup étudié le libéralisme, déclarent : "Ainsi vouloir conquérir l'Etat ne peut répondre à nos

aspirations dans la mesure où celui-ci n'a plus les moyens de lutter contre la mondialisation" (d°). Nous l'avons échappé belle.

Le démocratisme radical exprime alors et formalise la situation paradoxale du mouvement : la situation réelle de la catégorie en lutte se développe en une revendication (les papiers) qui dans son ambivalence (voir plus haut) nie cette situation réelle, sa substance ; celle-ci devient, dans la revendication que pourtant elle porte et entraîne, qui découle d'elle, purement formelle. Situation si paradoxale que le démocratisme radical demeure souvent timide dans son soutien et ne pénètre pas le mouvement, restant à sa périphérie et confortant son existence dans le jeu entre "autonomie" et "soutien". Les immigrés clandestins n'étaient plus le symbole de la précarité ; mais la précarité, le symbole des clandestins (on substitue le signe à la chose). Pour le démocratisme radical, il ne restait plus qu'à chercher à leur conférer les formes de la normalité, dans un monde où ils étaient eux-mêmes la disparition de cette normalité.

3) La lutte des chômeurs (hiver 1997 / 1998)

La lutte des chômeurs en définissant le chômage et la précarité au coeur du travail salarié, a permis d'aborder la question fondatrice de la théorie du communisme : "comment le prolétariat agissant strictement en tant que classe peut-il abolir les classes", comme une question pratique, comme cours et enjeu de la lutte de classe dans ce cycle de luttes. Nous pouvons commencer à comprendre historiquement comment une activité de classe peut aller au delà des classes, poser l'abolition du capital comme abolition des classes et donc du prolétariat lui-même. Dans le cours de cette lutte on a vu le démocratisme radical à l'oeuvre avec A.C!, la C.G.T. chômeurs, l'APEIS et, en face, un courant basiste critique antitruvail très modeste mais significatif bien que, forcément, pris lui aussi dans l'alternativisme du type "chômeurs heureux". Le thème de l'abolition du travail a resurgi avec un sens nouveau car ce n'est plus, comme dans les années 70, de "refus du travail" dans une perspective d'autonomie de la classe dont il s'agit. Il s'agit cette fois d'une lutte contre le capital dans laquelle le prolétariat entre en contradiction avec sa propre appartenance de classe. Mais poser la critique du travail comme la médiation de cette remise en cause a entraîné les collectifs et les groupes qui ont agi dans et ont été traversés par la lutte des chômeurs en promouvant ou en débouchant sur la critique du travail à se trouver confrontés à l'alternativisme de par cette problématique de la fin du travail.

Dans la lutte des chômeurs de l'hiver 97-98, nous rencontrons le démocratisme radical comme un acteur essentiel et comme un terme même de l'enjeu de cette lutte. L'enjeu était la nature du rapport entre travail salarié et chômage. Dans ce qu'elle pouvait avoir de plus dynamique et radical, la lutte des chômeurs tendait à définir le travail salarié à partir du chômage, ce qui pose immédiatement la critique du premier et porte, dans sa lutte contre le capital, pour le prolétariat sa propre remise en cause. A l'inverse, définir le chômage à l'intérieur du travail salarié, le présenter comme un "scandale" fut l'oeuvre du démocratisme radical au travers de toutes ses actions et de tous les thèmes que

nous avons déjà analysés : sa critique du capitalisme, de la finance, de la mondialisation, ses revendications keynésiennes, sa défense du rôle de l'Etat, du commerce équitable, d'un revenu garanti, etc. Pour saisir à la fois l'opposition entre les deux rives de cet enjeu et leur liaison, il est nécessaire de revenir très brièvement sur ce qu'est l'exploitation.

L'exploitation est la contradiction, et l'implication, comme termes d'une même totalité, entre le prolétariat et le capital, la baisse du taux de profit en est son mouvement. Définir la contradiction entre le prolétariat et le capital, c'est immédiatement définir un procès, c'est définir l'accumulation du capital dans ses contradictions qui n'ont plus d'économiques que leur réification dans l'autoprésupposition du capital

L'exploitation c'est la succession et l'unité de trois moments :

- le face à face de la force de travail et du capital en soi et l'achat vente de la force de travail.
- l'absorption du travail vivant par le travail objectivé dans le procès de production, formation de plusvalue.
- la transformation de la plus-value en capital additionnel.

L'accumulation n'est pas extérieure à la définition de la contradiction et par là-même à la définition du prolétariat. Ne pas comprendre que le prolétariat se définit dans la totalité d'un cycle productif, en tant qu'il implique le renouvellement d'un nouveau cycle productif et en produit les conditions, revient à poser l'accumulation comme quelque chose d'extérieur au prolétariat, condition externe de sa victoire ou de sa défaite, conjoncture.

Le chômage n'a jamais été un extérieur du rapport d'exploitation réduit aux deux premiers moments de l'échange entre travail et capital.

Dans ses trois moments l'exploitation inclut la transformation de la plus-value en capital additionnel et donc les aléas de celle-ci, son caractère jamais acquis. Le prolétariat défini comme classe dans les trois moments de l'exploitation a toujours inclus les chômeurs dans sa définition.

Ce que la restructuration rend en grande partie caduque c'est la théorie de l'armée industrielle de réserve, prenant du service selon les fluctuations du cycle des affaires. Ce qui demeure c'est son rôle de poids sur les salaires. Le chômage n'est plus cet à côté de l'emploi nettement séparé. La segmentation de la force de travail, la flexibilité, la sous-traitance, la mobilité, le temps partiel, la formation, les stages, le travail au noir, ont rendu flou toutes les séparations. Si l'on passe d'une considération du chômage en terme de stocks, à une considération en termes de flux, la conclusion s'impose : les chômeurs travaillent. C'est là, nous l'avons vu, un point central de la restructuration comme abolition de tous les points de cristallisation du double moulinet de la reproduction du capital. Avec la lutte des chômeurs s'impose quasiment comme une évidence que la lutte du prolétariat ne contient plus aucune confirmation de lui-même, cela ne tient pas au chômage en lui-même, mais à son inscription actuelle dans le rapport d'exploitation. On trouve ici un point essentiel du nouveau cycle de luttes : dans sa lutte contre le capital, le prolétariat se remet lui-même en cause.

La lutte des chômeurs et précaires a le contenu fondamental suivant : l'emploi salarié sous sa forme classique s'est effondré, la situation de chômeur qui lui était liée s'effondre avec lui.

Le mouvement de l'hiver 97-98 est une redéfinition de l'emploi salarié, des modalités de l'exploitation du travail vivant, à partir du chômage. C'est un renversement historique : jusqu'au début des années 80, c'est la définition de l'emploi salarié qui définit le chômage. De façon générale on ne peut modifier la définition du chômeur en référence à une notion d'emploi salarié considérée comme un repère stable.

Dans le mouvement actuel c'est la redéfinition des chômeurs, la formulation sociale de leur identité qui s'est voulu le point de départ de la reformulation de l'emploi salarié.

L'enjeu de la lutte des chômeurs est énorme dans ce que, sous ses formes immédiates, il implique pour le devenir de ce cycle de luttes :

D'un côté, la recomposition de la classe autour des chômeurs, ce qui en fait un monstre social. En effet, serait alors concrétisé dans le prolétariat la nécessité pour le capital de tout mesurer en temps de travail et de poser l'exploitation du travail comme question de vie ou de mort pour lui et, simultanément, l'inessentialisation du travail vivant immédiat par rapport à ce que le capital concentre en lui de forces sociales (la création de richesses dépend de moins en moins du temps de travail et de la quantité de travail utilisée, cf. Marx " Les Fondements... ", Ed Anthropos, t. 2, p. 220 et sq.). Cette contradiction inhérente à l'accumulation capitaliste, et qui fait du capital une contradiction en procès, prend alors la forme bien particulière de la définition de la classe face au capital, car n'oublions jamais que les chômeurs travaillent. L'action de la classe comporte alors en elle-même sa propre remise en cause comme classe.

Le contenu de cette remise en cause c'est ce que nous venons de voir : la contradiction de l'accumulation du capital décrite par Marx comme une tendance objective du capital devient une contradiction entre les classes. En effet, si elle nous sert à décrire la situation du prolétariat, elle n'est pas une nature de celui-ci qui, enfin, lui conférerait une essence révolutionnaire. La lutte du prolétariat contre le capital fait sienne cette contradiction.

Le prolétariat, dans sa lutte en tant que producteur immédiat de valeur et de plus-value (premier moment de l'exploitation), trouve face à lui sa propre négation, quand, contraint de s'élever au niveau de la contradiction avec son caractère social objectivé dans le capital (deuxième moment), il est amené à prendre lui-même en compte, à ce moment là, le mouvement qui est contre lui celui de sa caducité (troisième moment). Quand le prolétariat élève sa lutte au niveau de la reproduction du rapport entre les classes, c'est-à-dire au niveau de la mise en oeuvre collective et sociale de sa force de travail, il se trouve impliqué par son action dans sa propre remise en cause en tant que classe.

Quand le prolétariat entre en contradiction avec le caractère social de son activité objectivée dans le capital face à lui, c'est de sa propre activité vivante de valorisation du capital dont il s'agit dans cette force sociale objectivée face à lui (c'est la subsumption de cette activité). Cela ne peut se boucler par une

réappropriation car la contradiction ne s'achève qu'en intégrant le moment de l'accumulation, de la reproduction du rapport, comme caducité du rapport d'exploitation entre travail vivant et travail mort. Le troisième terme de l'exploitation (c'est-à-dire de la définition de la classe) fait et boucle l'unité de la contradiction : sa propre existence sociale objectivée dans le capital face et contradictoirement à lui (l'absorption du travail vivant par le travail mort) rend caduque son existence immédiate pour lui-même (classe des vendeurs individuels de force de travail)

De l'autre, on trouve le fait d'empêcher ce mouvement de fond, d'empêcher cette recomposition, c'est-à-dire de redéfinir le chômeur par rapport à l'emploi salarié et de cristalliser la distinction entre allocation et assistance, ou faire en sorte que l'assistance soit réintégrée comme base du travail (un R.M.I. réaménagé). C'est là le rôle des associations face à un mouvement extrêmement diffus de par son contenu même : pas de solidification de nouvelles identités que la reproduction du capital pourrait confirmer. La forme même de l'association est adéquate à cette diffusion. C'est le rôle des revendications comme celle de la réduction du temps de travail, dont tout le monde connaît le vrai contenu (flexibilité, etc.), qui, en subsomption réelle, ne peut plus être un noeud de la lutte de classes, mais aussi des revendications comme celles du revenu garanti, de l'allocation universelle, du partage des richesses, de droits nouveaux, de la relégitimisation de l'Etat. C'est, nous l'avons reconnu, notre vieil "ami" le démocratisme radical.

Encore une fois, le plus important n'est pas de critiquer ces actions, ces revendications comme des idéologies. L'importance de ces idéologies ce n'est pas ce qu'elles disent, mais ce qu'elles font comme travail "d'organisation sociale" de la lutte des chômeurs, comme définition sociale qu'elles procurent des catégories sociales que la lutte polarise. Elles retournent la lutte des chômeurs autour de l'axe du travail, même et surtout la revendication du revenu garanti. Ce n'est pas la seule raison qui fait que cette revendication retourne la lutte autour de l'axe du travail salarié. La revendication renforce en voulant la subvertir la forme salaire comme prix de la force de travail. Le salaire c'est le prix du travail, dans le salaire la différence dans la journée de travail entre travail nécessaire et surtravail a disparu. En réclamant le paiement par le capital des forces sociales du travail, on réclame que le salaire soit en accord avec sa propre mystification de la valeur de la force de travail (cf. supra)

Que la lutte pour le salaire reste toujours dans le cadre du capital n'est pas une critique, loin de là. La critique porte ici sur la mise en avant de la forme mystifiée du salaire, comme salaire garanti, venant formaliser ces revendications immédiates de revenus plus importants.

La formalisation idéologique de cette revendication consistera alors à ne plus considérer le caractère social du travail ni comme une objectivation face à lui, mais comme une qualité en lui-même du travail ; ni comme une tendance contradictoire de l'accumulation, mais comme une tendance réalisée ou en voie de l'être par l'action de la classe (salaire politique, revenu garanti, allocation universelle) : le capital ouvrant la voie à une nouvelle société se développant positivement à l'intérieur de lui-même.

Mais la lutte des chômeurs a vu également à l'oeuvre une forme "limite" du démocratisme radical : la critique du travail. Nous avons vu précédemment les thèmes de celle-ci et en quoi elle appartenait, bien que de façon très critique, au démocratisme radical.

A l'inverse des formes "classiques" du démocratisme radical, la critique du travail, prenant pour base la critique du travail salarié, se veut dépassement de cette base. Le fondement de cela est connu : avec la subsomption réelle, l'appropriation du travail devient le fait du procès de production lui-même ; et l'opposition à l'exploitation devient le refus de ce qui est l'activité immédiate du travailleur dans le procès de production. C'est l'activité même du travailleur qui s'oppose directement à lui et non plus simplement en ce qu'elle se concrétise dans un produit qui est propriété du capital. Si donc il y a dans ce rapport possibilité du refus de ce qui est l'activité du travailleur, "refus du travail", c'est parce que celui-ci n'est que travail salarié. Dire que le "refus du travail" est refus du travail salarié est insuffisant si l'on ne montre pas comment la lutte contre le travail salarié prend l'apparence du "refus du travail". Le glissement amenant nécessairement à sa suite l'Homme, l'Individu et autres baudruches.

Ces notions ainsi que le refus du travail semblent se fonder sur une évidence. Le prolétaire vend sa force de travail, il se reconnaît comme un élément constitutif du capital d'une part, et d'autre part le prolétariat et chaque prolétaire pris à part vit cela comme une tragédie. Le prolétaire est donc quelqu'un ou quelque chose qui se différencie de cette vente, qui se différencie d'être un élément constitutif du capital. Dans un premier temps cela paraît une évidence. Ce n'est pas un hasard si aller au travail c'est "aller au chagrin". Mais, dans un deuxième temps, la question consiste à savoir quels sont ces éléments qui se différencient et surtout quelle est la totalité qui se différencie. C'est une totalité qui se différencie et non deux éléments qui s'opposent sans s'impliquer : "ce que je suis" d'un côté, et de l'autre l'élément du capital. La totalité qui se différencie c'est le prolétaire, dans sa situation de prolétaire, face au capital. C'est en tant que prolétaire que s'effectue la différenciation entre l'individu porteur d'une marchandise (qui se confond avec son activité quant à sa valeur d'usage) et cette activité qui devient propriété d'autrui et mouvement étranger dans la mise en valeur du capital. Une différenciation qui s'effectue à l'intérieur de la situation même de prolétaire. Cette différenciation n'oppose pas le fait de vendre sa force de travail qui définirait l'aspect prolétaire de la "personne" et son refus ou sa résistance à cette situation qui définirait l'aspect "existence humaine" de cette même "personne". La vente d'une marchandise différencie forcément le vendeur d'avec la marchandise, la grande originalité du prolétaire comme "vendeur" d'une marchandise, c'est que cette marchandise, la force de travail, est inséparable de lui. Ce n'est pas là une "tragédie" qui met en jeu l'individu dans son existence humaine d'un côté, et l'individu comme prolétaire de l'autre, mais une distinction qui s'effectue à l'intérieur même du prolétaire et du prolétariat en général.

Tant que l'on pose la critique et la lutte contre le rapport d'exploitation capitaliste, contre l'existence des classes et du prolétariat lui-même comme une critique du travail, on ne peut dépasser une compréhension et une pratique renvoyant à une

contradiction interne au prolétariat et à une autolibération des individus par rapport au travail. Finalement on se limite à opposer pauvreté et richesse, c'est l'opposition entre la valeur d'échange de la force de travail comme pauvreté et sa valeur d'usage comme possibilité de la richesse générale qui métamorphose la critique du rapport social qu'est le travail salarié en critique du travail. La critique du travail ne peut être que volonté de réappropriation de la richesse produite.

Dans le critique du travail on a l'aliénation mais pas l'implication réciproque. On en reste au niveau de l'individu et de la marchandise, de la révolution comme "autonégation du prolétariat", qui se désimplique. Pas étonnant que ce soit le dernier mot de la critique situationniste du capitalisme. On laisse de côté que le prolétariat trouve justement en lui-même comme classe du travail vivant, du travail salarié, la capacité à produire, contre le capital, le communisme. Dans le refus du travail, il y a bien le refus de l'exploitation, mais on laisse de côté tout l'aspect dynamique de la contradiction entre le travail et le capital pour tourner la lutte contre le travail et par là pour situer cette lutte au niveau de l'aliénation (on rabat l'exploitation sur l'aliénation) de l'individu, de la marchandise, du pauvre, de la richesse. L'idéologie de la critique du travail devient forcément une idéologie de la répartition. Ce ne sont pas les pratiques que l'on peut critiquer, mais l'idéologisation de ces pratiques comme "critique du travail". Cette idéologisation formalise les limites de ces pratiques et devient pratique de cette idéologie (le désengagement aristochic).

Le "refus du travail" aboutit nécessairement à la production, dans la lutte contre le capital, de termes qui s'affrontent comme expression de modes de vie différents et antagoniques. On passe de la lutte de classes, comme contradiction à l'intérieur du mode de production capitaliste produisant son dépassement (dépassement de la contradiction et de ses termes), à cet affrontement de modes de vie différents, cela parce que dans le "refus du travail", on confond une contradiction - l'exploitation - avec une soumission, et une abolition avec un désengagement.

La critique du travail telle qu'elle fut pratiquée et formalisée dans ce mouvement et dans ses prolongements reste une critique du travail salarié ("activité contrainte", "pour un revenu"...) et s'autoproclame critique du travail simplement parce qu'elle ne revendique aucun "aménagement" à l'intérieur de cette contrainte, de ses conditions et du revenu qui lui est lié. C'est pour cela qu'elle se dit critique du travail et non seulement critique du travail salarié. En fait, elle est une critique du travail salarié qui ne cherche pas à réformer le travail salarié. La question est alors pourquoi ne peut-elle que se présenter comme critique du travail, alors que prise au pied de la lettre toute sa démarche n'est qu'une critique du travail salarié. Toutes les critiques avancées ne se posent jamais la question de la différenciation entre travail salarié et un concept de travail en général.

Il faut montrer que le travail salarié, en subsomption réelle implique cette distinction en lui-même entre l'activité du travailleur semblant être le travail et les formes sociales de son effectuation se donnant comme travail salarié. La distinction interne au travail salarié se donne alors comme distinction entre travail et travail salarié. Si cette distinction entre travail et travail salarié demeure une distinction interne au travail salarié, il ne s'agit pas bien sûr d'une insuffisance théorique, mais le dépassement du capital, au stade actuel du cycle de luttes, ne

peut se donner que comme une alternative ici et maintenant. Il faut donc pour cela poser que le travail salarié existe et n'existe plus. Existe comme forme sociale, n'existe plus comme activité structurant la société : "le travail ne valorise plus le capital" (thème récurrent de la "critique du travail"). On en revient toujours à dire (et c'est la base du "parti de l'alternative", coeur battant du démocratisme radical) que ce qui fait du capital une contradiction en procès est en fait réalisé, que la "question sociale" est un problème de domination et d'aliénation.

En revanche, si on lit entre les lignes de ce qui est perçu et avancé comme dépassement du travail salarié, là on voit apparaître une distinction entre travail salarié et travail, on voit en filigrane la production d'un concept de travail en général. Ce qui apparaît, c'est que la production des rapports entre les individus n'est plus soumise à, médiée par l'activité de l'homme comme être objectif, qui, de médiation entre l'activité sociale et individuelle, dont la non coïncidence historique n'a pas à être produite, devient la maîtresse du rapport : c'est le travail. Il faut considérer cela comme un concept, c'est-à-dire une abstraction du développement historique réel permettant de le construire comme concret pensé et non comme ce qui a produit l'histoire, surtout ne pas passer du concept comme concret pensé au concept comme dynamique de l'histoire, comme ce qui fait qu'elle a lieu. L'histoire n'a jamais à être produite.

Dans le mouvement des chômeurs, l'important c'est ce hiatus entre une critique du travail qui ne dépasse pas le travail salarié et une perspective de dépassement de cette société qui inclut une conception et une réalité du travail jusqu'à aujourd'hui qui, dans son dépassement, se distingue de ses formes historiques particulières.

Certaines expressions, aux allures théoriques, visent à combler ce hiatus entre d'une part une critique du travail qui ne dépasse pas une différenciation que le travail salarié, en subsomption réelle, produit à l'intérieur de lui-même, entre ses formes (contrainte, revenu...) et l'activité qui, étrangère à l'ouvrier, apparaît comme activité en soi, étrangère à toute forme sociale, travail (du fait même de cette étrangeté inhérente au travail salarié), et d'autre part ce qui déjà se faufile comme vision du communisme, où se fait jour le dépassement de ce que fut le travail sur l'ensemble de l'arc historique de l'aliénation, cela parce que c'est justement le travail salarié qui est dépassé. Pour ce faire, elles développent que le capital ne se valoriserait plus dans la production mais dans la circulation et la spéculation, que le but du capital et donc sa nature, tout au moins maintenant, c'est la domination, la domestication des humains et que donc l'exploitation n'existe tout simplement plus (exploitation, classes, travail productif...). Celles-ci doivent être attaquées comme de pures et simples resucées de l'économie vulgaire mâtinée d'un discours pseudo iconoclaste philosophant très bien porté. Ces expressions, dont le modèle est fourni par la revue "Temps Critiques" et dont l'écho s'entend jusque dans la revue "La Griffé", dans la revue théorique de la CNT : "Les Temps maudits", ou dans "Tic Tac", recyclent des bribes d'analyses communistes, jamais référencées, pour se faire, dans le cas de "Temps Critiques", par le bluff et les ronds de jambes, une petite place dans le champ de la pensée criticoïde.

Le communisme est le dépassement de toute l'histoire passée, il n'est pas un nouveau mode de production. C'est une rupture totale avec toutes les déterminations de l'économie. L'immédiateté sociale de l'individu, c'est la fin de cette séparation entre l'activité individuelle et l'activité sociale, cela même qui avait constitué le fait pour l'homme d'être un être objectif en contenu du rapport entre son individualité et sa socialité. Ce n'est pas l'objectivité en elle-même qui est en cause mais la séparation entre activité individuelle et activité sociale qui constitue l'objectivité en économie en médiation entre les deux et, quand il y a médiation, c'est toujours elle qui est la maîtresse. Quant à la séparation elle n'a pas à être expliquée, autant vouloir expliquer pourquoi il y a de l'histoire.

4) Le démocratisme radical et la guerre du Kosovo

La guerre du Kosovo a été l'occasion d'un wagon de prises de positions et de déclarations tous azimuts mais toujours au nom des droits de l'homme, de la paix, des libertés (des individus, des peuples, des médias), du développement, de l'esprit civique, citoyen et humanitaire. C'est-à-dire au nom du capital.

Au Kosovo le mobile immédiat, principal de l'intervention de l'Otan était le contrôle des Albanais d'Albanie, du Kosovo et de Macédoine. Le paradoxe est que les Kosovars, victimes à l'aide desquelles on accourait, étaient les plus dangereux et il fallait les mettre sous protectorat.

Il fallait poser un corset blindé sur l'Albanie où l'Etat avait tout simplement disparu au profit de pouvoirs claniques / mafieux. Il fallait sauver l'Etat Macédonien dont le tiers d'Albanais aurait explosé plaçant la Grèce en première ligne (remarquons que l'irrédentisme sur le nom hellénique de Macédoine a disparu comme par enchantement quand il s'est agit des intérêts véritables de l'Etat grec). Il fallait démanteler le cordon de camps de réfugiés tout autour du Kosovo au pouvoir de l'UCK d'où viendraient un flot de réfugiés incontrôlables vers l'Europe, en même temps que des immigrants illégaux autochtones ou venus d'ailleurs (Kurdes, Chinois...), la drogue, la prostitution massive et organisée, de nouvelles mafias, voire des "terroristes". Le protectorat vise à cantonner, sur un territoire fermé et maîtrisé, une population globalement surnuméraire, tout en préservant un avenir où sa situation au coeur de l'Europe balkanique peut en faire un réservoir d'où, par rotation, des vagues successives de main-d'oeuvre peuvent être retirées dont les capitaux utilisateurs n'auraient pas à supporter la reproduction d'ensemble à long terme : sur le modèle de l'Allemagne, en général, avec l'organisation de la "clandestinité" de la main-d'oeuvre polonaise, ou plus particulièrement de la Bavière avec les ouvriers tchèques. Comme en Asie, cette structure peut se reproduire à l'infini à tous les niveaux de la hiérarchie capitaliste : les Hongrois ou les Tchèques agissant ainsi avec les Kosovars, comme le capitalisme, en Grèce, le fait déjà avec la main-d'oeuvre albanaise et, en Pologne, avec les Biélorusses et les Ukrainiens. Cette situation réduit à néant toute velléité de type fordiste (comme la crise de 97 l'a rendu évident, ailleurs, pour la classe ouvrière sud-coréenne) dans les "pays en mutation" de la zone. Il est de notoriété publique que la classe capitaliste des pays les plus développés se

préoccupe de plus en plus de ses besoins de main-d'oeuvre immigrée dans un futur proche. "L'immigration à statut permanent ne correspond plus aux besoins actuels de la valorisation du capital (...). Aujourd'hui la précarisation de la condition d'immigré est la forme la plus libre que prend la circulation des hommes en tant que marchandises" (Charles Reeves, "L'immigré et la loi de la population dans le capitalisme moderne", in "L'oiseau-tempête", automne 97). Déjà à propos de la rébellion albanaise, des camarades grecs écrivaient dans un numéro spécial de leur revue ("Ta Pedia Tis Galarias", "Les enfants de la galerie" : TPTG, P.O. Box 76149, Nea Smirni 17110, Athens, Greece) : "Nous affirmons avoir affaire à une rébellion moderne. En premier lieu, parce que son sujet, "l'immigrant-mobile-prolétarien" constitue la figure centrale de la classe ouvrière aujourd'hui. Plus que quiconque dans les Balkans, c'est l'immigrant albanaise qui représente non seulement la pauvreté mais aussi l'utilité et la disponibilité pour le capital." Voir cela comme un échec de l'extension des rapports sociaux capitalistes, c'est ne pas arriver à se défaire de ses oeillères fordistes, ou croire que le capital a pour but le bonheur de l'humanité.

Le capital intègre l'ex-Yougoslavie, ce n'est pas pour autant qu'elle deviendra une grande Suisse ou un joli petit capital autocentré, l'intégration c'est le dépeçage, c'est l'inégal développement. L'installation, par exemple, depuis 1992, d'Alcatel, Procter and Gamble, General Motors, Salomon, Coca Cola, Continental, dans la région de Timisoara, en Roumanie, ne change pas grand chose à la croissance générale de l'économie roumaine. Au contraire, la région se verrait bien autonome lorgnant vers la Hongrie ou Belgrade (distante de 200 km) et le Danube. L'époque du capital bouclant son accumulation sur une aire nationale est révolue, et cela doublement : dans le capitalisme occidental et pour cela même, dans ce qui était le modèle paroxystique du capitalisme autocentré, les pays de l'Est. Il n'y a pas là de "régression historique" comme le soutient Dauvé dans sa brochure "Sur la guerre de l'Otan contre la Serbie" (ARHEDIS, BP 20306, 60203 Compiègne Cedex). S'il y a un domaine où le capital est sorti du fordisme c'est bien (entre autres) dans les formes de sa mondialisation et dans celles de la gestion de la population surnuméraire. Ce n'est que dans une restructuration du capitalisme mondial initiée par le capitalisme occidental que les pays de l'Est peuvent enfin accéder à leur pleine citoyenneté capitaliste, c'est-à-dire enfin achever (terminer et supprimer) leur existence de contre-révolution qui a été la détermination originelle de la spécificité de leur développement capitaliste.

Il fallait détruire, si ce n'est immédiatement tout au moins à relativement court terme, une Serbie gênant les relations entre l'Europe et la Grèce, la Turquie et plus loin le Caucase d'où doit venir bientôt "le pétrole". Plus gravement, elle constituait un dernier ancrage russe. Russie qui ne réussit pas sa "mutation" et redevient sinon dangereuse du moins hargneuse et n'accepte justement pas d'être éliminée du Caucase. Si la classe dominante serbe gênait, c'était de ne pas parvenir à se transformer de "bureaucratie" en classe capitaliste simplement bourgeoise. Par là elle restait un obstacle à l'intégration de l'Europe centrale à l'OTAN et à l'UE. Cet épisode de la canonnière est, entre autres, un moment de la mutation et de l'intégration à une accumulation mondialisée des pays jusque là dominés par un capitalisme extensif et autarcique (le mal-nommé "capitalisme

d'Etat"). Sous la géopolitique, c'est directement la définition des classes sociales en présence dans le capitalisme mondialement restructuré qui est en jeu : création et gestion de la force de travail surnuméraire ; achèvement de la longue marche de la "bureaucratie" (nous n'avons pas de meilleur terme pour définir la spécificité de cette fraction de la classe capitaliste mondiale depuis 1917) vers sa transformation en classe bourgeoise non seulement "ordinaire", mais "ordinaire" d'un capitalisme périphérique ; "libération", si nécessaire par la force, de la classe ouvrière du consensus bureaucratique (le "bol de riz en fer") auquel elle se raccroche, avec toutes ses raisons, jusque et y compris dans son opposition violente aux directives du FMI et conséquemment dans le nationalisme.

Les prises de position des démocrates radicaux ont été coincées dans une tenaille difficile à desserrer. Cela les a amenés à se diviser en deux courants franchement antagoniques.

D'une part, une exigence d'antifascisme-rouge (opportunément appelé rouge-brun ou national-communisme, tant se contenter de "socialisme" est gênant pour beaucoup d'ex-staliniens) impliquant de s'opposer à Milosevic, antifascisme allant de pair avec un soutien a priori à tout mouvement se définissant comme de libération nationale, imposant donc de soutenir l'UCK.

D'autre part, l'opposition aux opérations guerrières de "l'impérialisme US" et d'une "résurgence de l'expansionnisme allemand dans la Mitteleuropa" coalisés dans une OTAN qu'on se plaît à présenter à la fois comme le carcan US sur l'Europe occidentale et comme le champ clos d'un antagonisme germano-américain. Si les Américains en ont "profité" pour accentuer leur tutelle sur l'Europe, il faut reconnaître que celle-ci est bien acceptée et même sollicitée. Cette prise en tenaille faisait dire en substance à Cohn-Bendit répondant aux anti-guerre : "D'accord avec vous pour dire que la guerre est une catastrophe et que les Kosovars doivent avoir le droit à l'autodétermination mais je doute qu'il suffise d'en faire la demande à Milosevic". On a donc eu séparation entre pro. et anti. OTAN avec, du côté des pro, les Verts et la moitié des non-P.C. de la liste "Hue-Bouge l'Europe!", de l'autre le PC, les nationaux-républicain,s les archéo-gaullistes et les trotskistes tiraillés entre Arlette Laguiller plus "classiste"(position restant plus fidèle au programme léniniste d'Etat ouvrier) et Alain Krivine plus "droit des peuples"(évolution ancienne vers un tiers mondisme toujours à la recherche d'un modèle de rechange). D'où des positions que Cohn -Bendit a pu si bien renvoyer à leur irénisme. Pour se formaliser et accéder à une existence sociale reconnue, le démocratism radical doit se débarrasser de son héritage gauchiste et "socialiste réel" : anti-impérialisme, lutte de libération nationale...

Face à cette guerre du Kosovo et à la situation actuelle, les expressions révolutionnaires ne peuvent consister à vitupérer un capitalisme intemporel, à invoquer un internationalisme prolétarien mythique, à se désoler sur" l'actuelle extrême faiblesse de nos forces" et à appeler à une prise de conscience urgente avant des catastrophes renouvelées. Le fait que cela ne serve à rien n'est pas le plus grave. Le plus grave c'est que cela gêne, voire empêche, de comprendre, d'élucider les causes actuelles de cette guerre, la structure du capital tant mondial que local, et les nécessités économiques, politiques et stratégiques qui s'imposent aux classes en luttés. Nécessités qui font échouer les luttés ouvrières construites

dans l'éclatement des Etats multinationaux et provoquent la formation de fronts interclassistes nationalistes. Il n'y a pas de détournements des belles et bonnes luttes de classes en luttes ethniques, par les stratégies machiavéliques des bourgeoisies, ni en Serbie, ni ailleurs. A notre connaissance, à propos du Kosovo, la brochure de Dauvé, déjà citée, est la seule à poser là un problème et à ne pas se contenter du "détournement nationaliste". Cependant, l'analyse s'arrête à la simple juxtaposition de deux situations : "le non dépassement des luttes dures défensives" ; "les actions contre la "privatisation" sont alors intégrées à une perspective nationale (...) Des groupes nationalistes prennent le contrôle, voire l'initiative de cortèges ouvriers." (p. 25). C'est précisément ce passage qu'il faut produire : le nationalisme est déjà constamment présent dans les "luttes défensives dures". Il faut articuler les phases entre elles, et non se contenter de passer à la seconde simplement par l'échec de la première. C'est alors toute une conception théorique fondamentale de l'implication réciproque entre prolétariat et capital et de la nature de leur contradiction qui est en jeu.

Ce n'est que sur la base de cette conception du prolétariat comme classe du mode de production capitaliste, constamment défini dans les conditions et les catégories de sa reproduction et de son accumulation, que l'on peut réellement critiquer, c'est-à-dire en comprenant la nécessité, la situation du démocratisme radical tiraillé entre son éloge de l'appartenance ethnique ou nationale et son refus du nationalisme au nom de la démocratie et de la généralité abstraite du citoyen. Le démocratisme radical se trouve alors comme au Pays Basque ou en Irlande dans des situations "théorique" très délicates. Là où Dauvé voit une mutation, le démocratisme radical ne voit qu'un détournement, mais dans un cas comme dans l'autre, il y a incapacité à expliquer soit la mutation soit le détournement. Dans le premier cas le prolétariat dans sa contradiction au capital n'est pas totalement compris comme classe du mode de production capitaliste et ses "luttes défensives dures" construites dans le nationalisme de l'éclatement de l'Etat fédéral (à quelques très rares exceptions près) ; dans le second, la reconnaissance de la définition du prolétariat dans la reproduction du capital est telle qu'elle disparaît, il ne s'agit plus que du prolétariat tel qu'il est pour lui-même face au capital qui est réduit à une force extérieure et étrangère à lui. Le travail salarié n'impliquerait pas plus de lui-même la finance que les identités locales le nationalisme.

5) La "prise du pouvoir" par les Indiens en Equateur

Dans une configuration sociale totalement différente, la révolte des Indiens en Equateur en janvier 2000 ayant abouti à la très éphémère prise du pouvoir que l'on sait dans la nuit du 21 au 22 janvier 2000, ne fut pas non plus "détournée" par le nationalisme indien et équatorien des dirigeants de la CONAIE (Confédération des Nationalités Indigènes de l'Equateur), ni par la trahison des militaires.

"La Conaie entreprit de promouvoir, durant le mois de décembre 99, la constitution des Parlements des Peuples Indiens, initiative qui sous la pression des

autres secteurs change de dénomination et s'appelle "Le Parlement Populaire des Peuples". La proposition des parlements est acceptée par tous les secteurs et dans toutes les provinces on entreprend leur constitution, l'objectif est d'obtenir la participation du peuple pour que soient définis les projets. Les réclamations de chaque secteur sont transmises ensuite au Parlement national des Peuples.(...)

Le 14 janvier le Parlement National des Peuples s'est installé à Quito. Dans cette assemblée les parlementaires résolurent d'abroger l'état d'urgence, décrétèrent la destitution du Président de la République, la déchéance du congrès national et des magistrats de la Cour Suprême de Justice et se proclamèrent en session permanente. Le mardi 18, les communautés se moquant du contrôle militaire arrivent à Quito et concrétisent la prise de Quito. Dans la nuit du 20, les communautés conquièrent le contrôle du Congrès national et de la Cour Suprême de Justice, la wipala (drapeau des nationalités indiennes, ndt) flotte sur le Congrès National. Le 21 janvier, les parlementaires du Peuple siègent au Congrès National et les communautés, les mouvements sociaux, les organisations des quartiers populaires marchent sur le palais du Gouvernement. Dans l'après-midi, Jamil Mahuad abandonne le Palais du Gouvernement caché dans une ambulance de la Croix Rouge. Dans l'après-midi et la nuit de ce jour, les dirigeants des militaires, les mouvements sociaux, le mouvement indigène, pressés par la foule se mettent d'accord et décident de constituer la Junte de Salut National, constituée par le général Carlos Mendoza (en réalité, le premier représentant militaire est le jeune colonel Gutierrez, celui-là même qui, dans l'après-midi, avait ordonné aux forces de l'ordre d'abandonner le Congrès National. Après l'annonce de la constitution de la Junte, il appelle, à la télévision, la population à se joindre à la rébellion dont il affirme qu'elle jouit du soutien de l'armée. Trois heures plus tard, après des négociations à huis-clos avec les autres membres de la Junte, il est remplacé par le général Carlos Mendoza qui organisera l'accession à la présidence du vice-président de Mahuad, Gustavo Noboa, ndt), Antonio Vargas et Carlos Solorzano (ancien président de la Cour suprême, ndt).

Le 22, à trois heures du matin, le général Mendoza, reniant sa parole, son serment et l'accord passé, renonce à faire partie de la Junte de Salut National, et à sept heures et demi du matin, avec la garantie des Forces Armées, le Dr Gustavo Noboa assume la présidence de la République. Le matin du même jour, les communautés retournent dans leurs provinces. Les représentants de la droite se remettent de leur "choc" et retrouvent leur arrogance et leur suprématie. Leur réaction enhardie par la récupération et le contrôle du pouvoir laisse voir leur mépris et leur racisme envers les peuples indiens et les secteurs de la population qui fugitivement tinrent en leurs mains le pouvoir politique dans le pays et ils réclament des sanctions immédiates contre les "golpistas". ("La révolution des ponchos", texte disponible sur le site internet de la Conaie : <http://conaie.nativeweb.org/ecu20.htm>)

La révolte, qui s'enracine dans la dépossession multiséculaire des Indiens et plus immédiatement dans les lois de ces cinq dernières années introduisant la propriété privée et des régulations marchandes de l'usage de l'eau dans les communautés indiennes, prend forme comme révolte "nationale" et "culturelle".

Cette culture, depuis quinze ans, est largement une recreation des "élites" issues des populations indiennes et du clergé (les habituels "entrepreneurs en nationalisme"), via la fondation de bibliothèques, d'un réseau d'écoles parallèles, le foisonnement de radios locales, la résurrection des fêtes populaires. Cette "résurrection" culturelle nationale devenant le foyer, l'ancrage, le symbole même d'une alliance nationaliste plus large contre la dollarisation, englobant les classes moyennes. L'alliance de cette "renaissance nationale" avec certains secteurs de l'armée (selon l'expression consacrée) n'est pas absolument contre nature, dans la mesure où celle-ci est bien souvent la seule force sociale organisée qui, dans le cadre de son activité de contrôle et de répression, assure un minimum d'infrastructures et de présence des services de l'Etat dans les régions les plus reculées (que l'on se souvienne de la grande alliance nationaliste de l'armée et des Indiens dans le Pérou du général Velasco Alvarado au début des années 70). La révolte paysanne ne peut, sans se détruire elle-même, voir son avenir dans les bidonvilles de Quito ou Guayaquil, le nationalisme ne la détourne pas mais la construit. Cependant, par là, elle s'interdit la propre satisfaction de ses revendications : "nous ne sommes pas contre la propriété privée", nous sommes pour un "capitalisme alternatif", proclame Vargas, le leader de la CONAIE.

Tant que le mode de production capitaliste se reproduit, le prolétariat est nécessairement soumis à ses formes d'existence - car le capital est le sujet constamment renouvelé de la reproduction du rapport - , et la contradiction du prolétariat avec le capital trouve tout aussi nécessairement ses limites, qui peuvent aller jusqu'au nationalisme et au racisme, dans les formes de l'autoprésupposition du capital.

Les événements de janvier 2000 en Equateur mettent fin à toute lecture exotique de la lutte des classes dans les "périphéries". Du côté des classes dominantes, ce sont les mêmes politiques que dans les pays du centre, politiques liées à la restructuration mondiale du mode de production capitaliste, que l'on retrouve : déréglementation, privatisation, domination du capital financier, attaque de la valeur de la force de travail, mise en valeur dans le capital de toutes les disparités régionales produites ou reproduites, élimination des politiques de compromis avec les organisations ouvrières (l'Equateur n'est pas qu'un champ de pommes de terre gelées dans la Cordillère des Andes), etc.

Du côté du prolétariat : soulèvement indigène avec blocage des axes routiers, occupations des églises et des propriétés en juin 90 ; nouveau soulèvement en 94 ; grève générale de 48 heures en février 97 ; nouvelle grève générale, manifestations et marches paralysant le pays en août 97 ; nouvelle grève générale en octobre 98, trois morts ; mars 99, nouvelle grève générale contre les mesures d'austérité, la grève reprend en juillet, le pays est paralysé pendant 15 jours, 17 blessés par balles ; durant ces dix années, kyrielle de grèves dans les villes industrielles et portuaires de la côte dont Guayaquil, la capitale économique du pays, et sur les sites pétroliers amazoniens ; 6 janvier 2000, début des manifestations, marches, blocages des routes et grèves menant à la "prise de Quito" le 21 janvier.

Cela ne nous gêne pas d'appeler mouvement du prolétariat cette série de luttes incluant celles du "mouvement indien" essentiellement paysan. Non

seulement ces dernières s'inscrivent dans des luttes urbaines et industrielles récurrentes et ne prennent leur ampleur que dans ce contexte. Mais encore nous appelons prolétariat la polarisation sociale de la contradiction qu'est la baisse tendancielle du taux de profit en activités contradictoires. La contradiction qui résulte, dans le mode de production capitaliste, du rapport entre l'extraction de plus-value et la croissance de la composition organique du capital se développe comme péréquation du taux de profit sur l'ensemble des activités productives et structure comme rapport contradictoire entre des classes l'ensemble de la société. Le degré selon lequel cette contradiction fondamentale polarise l'ensemble des contradictions sociales est un critère permettant de juger le niveau d'une lutte, en ce que dans cette polarisation ce sont les catégories et les classes sociales de la société du capital qui se dissolvent contre le capital et la classe capitaliste. Si nous pouvons identifier le prolétariat à la classe ouvrière c'est que, dans la situation de celle-ci, la contradiction centrale du mode de production capitaliste devient la condition de son dépassement comme activité particulière. En cela, cette identification dépasse la classe ouvrière au moment où ce sont toutes les contradictions de la société qu'elle polarise, et où le petit paysan andin ne peut plus agir en tant que tel (ce qui a contrario nous montre, en l'occurrence, la prégnance du démocratisme radical). Cette identité, pour la classe ouvrière elle-même, n'est pas un donné mais un mouvement. Les classes sont génétiquement données en même temps que leur contradiction, ne lui préexistent pas et c'est pour cela qu'une classe, le prolétariat, peut s'abolir en tant que classe, parce qu'il ne préexiste pas à, ni ne résulte de ce mouvement, mais en est la seule réalité concrète sans laquelle la baisse du taux de profit est une abstraction et l'abolition du mode de production capitaliste un projet déterministe. Toutes les vaches ne sont pas grises, mais le noir et le blanc ne sont pas des substances préexistant aux vaches.

Si la nuit du 21 au 22 janvier à Quito fut la nuit des dupes, c'est que si le prolétariat ne préexiste pas à sa contradiction avec le capital et donc avec la classe capitaliste (le rapport social réfléchi en lui-même), ce qui est la dynamique de sa propre remise en cause, cela signifie simultanément que, dans ses luttes, dans la mesure où elles demeurent limitées, son existence entérine toutes les catégories de sa reproduction et peut même conduire à opposer ces catégories, son existence présente, au mouvement de reproduction élargie du capital. Comme le montre l'action et les textes de la CONAIE, il n'y a plus de place pour les Guevara en Amérique du Sud. C'est le démocratisme radical, tel que nous le connaissons ici et à Seattle qui est devenu la forme d'opposition au capital à l'intérieur de sa reproduction et n'envisageant que celle-ci. Les formes d'opposition au capital, entérinant et formalisant les limites des luttes, se sont mondialisées et uniformisées comme démocratisme radical. C'est en cela qu'essentiellement la lecture exotique des luttes de classes est définitivement caduque. La diversité réelle des situations, si elle demeure indéniable, ne peut plus apparaître que comme moments de leur unité et cette diversité ne peut plus s'exprimer concrètement et être comprise qu'à partir de celle-ci.

"La dollarisation, on l'impose, on ne la discute pas. On la présente masquée, comme quelque chose de technique pour l'abstraire du domaine de la politique. Et ses conséquences, avant tout les privatisations et les déréglementations, après avoir produit le vide politique, sont présentées et assumées comme inévitables.

C'est là sa "force", soutenue en outre par un terrorisme économique massif qui justifie la démarche engagée et freine toute alternative : pour cela se développe le fantasme de l'hyperinflation qui n'était apparue nulle part, et n'apparaît toujours pas. Fondamentalement, dans son essence, la dollarisation est un "coup d'Etat par le marché" ("golpe de mercado", ndt), comparable dès ses origines économiques à un coup d'Etat. Il est évident qu'une telle pratique du coup d'Etat ne provoque ni angoisse, ni refus dans les oligarchies "constitutionnalistes" ou chez les sociologues "institutionnalistes", comme le fit, à l'inverse, la rébellion populaire du 21 janvier. Ils l'ont appuyée (la dollarisation, ndt), ils n'ont pas vu dans la dollarisation une action antidémocratique. Nous demandons : qu'arrivera-t-il à notre démocratie quand des décisions propres à l'Etat national, aussi importantes que la politique monétaire et de change émigrent totalement vers des lieux où nous n'avons aucun contrôle national?

"Il n'y a aucune trace de démocratie digne de ce nom hors de l'Etat national" a reconnu, il y a peu, Ralf Dahrendorf, ex-directeur de la London School of Economics et membre de la chambre des Lords.

La dollarisation, en réalité, ne mérite même pas d'être considérée comme une décision libérale, elle est en fait une décision artificielle et arbitraire, elle réduit la capacité de manoeuvre du marché national. Avec elle, on a éliminé un outil économique de base pour déterminer la valeur de la monnaie nationale en rapport avec les autres monnaies voisines et même avec la devise maîtresse, le dollar. Cette valeur déterminante ne se fixe plus à travers le marché comme le recommande la théorie néolibérale elle-même. On renonce, en fait, au contrôle de la monnaie et du change, et cela de la part d'un Etat sous-développé pour se subordonner au contrôle d'un Etat plus puissant.

Serait-ce que nos néolibéraux ne sont pas si libéraux et que en faisant prévaloir uniquement leur état d'esprit autoritaire, ils se réfugient dans la dollarisation pour mener à bout leurs réformes structurelles oppressives alors que selon la pensée d'un néolibéral de réelle importance comme Friedrich von Hayek, ils devraient plutôt appuyer "le mouvement libre de la monnaie".

En définitive, nous ne serons pas libres avec cette mesure dictatoriale. Nous savons que la souveraineté est relative. Nous savons en outre que les pays pauvres choisissent leur conduite économique sous des contraintes toujours plus importantes. Cependant, par une dollarisation officielle, en renonçant à la monnaie nationale pour une soumission, nous cédon dans une très large mesure un élément fondamental de la politique et, en conséquence, nous sommes moins un Etat. A cause de la subordination économique et culturelle de nos élites au modèle néolibéral, nous perdons un lien entre les membres de la société, un référent de l'identité nationale. Si d'un côté, cette décision limite encore plus notre souveraineté, d'un autre, en n'étant pas même discutée et encore moins approuvée

par une consultation électorale comme le firent les Européens pour soutenir la constitution de l'Euro, elle amoindrit notre démocratie.

En conclusion, aux arguments contre la dollarisation, il faut ajouter l'action politique telle que la Conaie la définit par la consultation populaire, action qui a fait sienne "le principe le plus général de la démocratie", comme le dit le même Dahrendorf, "la possibilité de destituer sans violence ceux qui sont au pouvoir quand la volonté et les choix de la population ont changé".(CONAIE : "Equateur, avec la dollarisation c'est la démocratie que l'on perd", 17 février 2000)

Il ne s'agit plus, dans le démocratisme radical, de stratégie de "capital autocentré" malgré le patriotisme économique. Ces stratégies, défendues par des couches intellectuelles ou militaires frustrées recherchant l'appui d'une hypothétique bourgeoisie nationale, n'ont jamais connu de mises en pratique durables. Elles ne pouvaient en outre qu'apparaître à une époque antérieure à la mondialisation de la reproduction du capital. N'étant qu'une caricature du "fordisme", elles pouvaient, cependant, être par là-même, dans cette période, des stratégies bourgeoises "réalistes" dans une période où le cycle mondial du capital était avant tout juxtaposition de capitaux bouclant leur accumulation sur des aires nationales. Les projets du démocratisme radical, dans les pays périphériques, sont actuellement partie prenante d'un niveau unifié des luttes de classes, ils s'enracinent dans une mondialisation réalisée, ils ne promeuvent un développement national du capital que dans la mesure où celui-ci n'a plus aucune consistance en tant que tel, c'est-à-dire en tant que projet possible d'une bourgeoisie. Ce développement n'est plus que l'expression des limites de la lutte de classe du prolétariat qui, en tant que classe de ce mode de production, trouve dans celui-ci les formes mêmes de son action dont le cadre national tel qu'il est actuellement reproduit comme moment d'un cycle global. Fini l'exotisme, finis les Samir Amin autocentré, les Guevara et les "focos" préparant le "capitalisme d'Etat", les Lénine et le développement du capital sous direction prolétarienne, les Vera Zassoulitch et le saut communautaire par dessus les horreurs capitalistes.

D'autres événements avaient déjà mis fin à la lecture exotique, mais pour la première fois, à Quito, le démocratisme radical a été un élément déterminant d'un mouvement social allant jusqu'à une éphémère prise du pouvoir dont il fut l'élément moteur. Il n'a pas été manipulé, parce que, par nature, il ne pouvait que l'être : la lutte contre le capital, devient la lutte contre le capital étranger et / ou financier, la lutte contre l'Etat devient la lutte pour la démocratie vraie contre la corruption, etc...

"Le Parlement National des Peuples de l'Equateur, constitué démocratiquement avec la participation de 21 Parlements Provinciaux et d'innombrables parlements communaux, de cantons et de quartiers a assumé directement l'exercice de la souveraineté nationale pour sauver la République d'Equateur de sa disparition nationale qui avait commencé avec la décision de Jamil Mahuad de renoncer à la souveraineté monétaire en annonçant la substitution du Dollar à notre signe monétaire historique, le Sucre.

La décision de dollariser l'économie est l'ultime attaque contre l'économie du peuple et l'appareil productif du pays exécutée par Mahuad, avec la sinistre intention de protéger une bureaucratie corrompue et en faillite, et de transformer l'Equateur en une enclave de la spéculation financière et du blanchiment des narcodollars.

La dollarisation implique la destruction de l'appareil productif, la faillite de l'industrie et la perte de centaines de milliers d'emplois, l'expropriation progressive des indigènes et des paysans du pays de leurs petites parcelles de terre.

Ce schéma colonial est inapplicable car les entrées de devises représentent à peine 15% du PIB, en conséquence l'obsession de Mahuad signifie l'asphyxie de l'appareil productif.

Après une suite de soulèvements indigènes, de barrages de paysans et de grèves générales des travailleurs, aucune de leurs revendications légitimes n'a été entendue ni satisfaite. Au contraire, les programmes de privatisation de l'industrie pétrolière, de la sécurité sociale, du téléphone et de l'électricité ont été accélérés ainsi que la suppression des droits des indigènes, des paysans et des travailleurs. Les dépôts en banque ont été gelés et leur restitution dans 10 ans a été proposée, ce sont des milliards de dollars qui étaient destinés à la piraterie financière des banquiers.

Dans cette situation, le Parlement National des Peuples d'Equateur a appelé à un rassemblement national pour la Défense de la Souveraineté, pour destituer Mahuad et les pouvoirs législatifs et judiciaires et pour installer le peuple dans son exercice souverain du pouvoir, afin de fonder un Etat Plurinational qui élimine définitivement l'oppression séculaire de la population indigène majoritaire.

Le Parlement National des Peuples de l'Equateur appelle toutes les organisations des peuples du monde, tout citoyen du monde, à se solidariser et à défendre activement le droit légitime des peuples d'Equateur à exercer directement sa souveraineté, en demandant à la force publique de l'Equateur qu'elle respecte cet exercice de la souveraineté par le peuple, qu'elle ne réprime pas les mobilisations pacifiques de millions d'Equatoriens et qu'elle se soumette à la souveraineté légitime qui vient du peuple. Nous les exhortons également à reconnaître la pleine légitimité du Parlement National des Peuples de l'Equateur et à demander aux gouvernements de leur pays sa reconnaissance immédiate.

Antonio Vargas,

Président du Parlement National des Peuples de l'Equateur

(Conaie : Bulletin pour la presse internationale, Quito le 16 janvier 2000)

Si certains secteurs de la bourgeoisie et de l'armée, sans vouloir (surtout sans pouvoir) changer de politique voulaient se débarrasser de Mahuad (dollarisation trop sauvage de l'économie ; exclusion des autres clans de la bourgeoisie ; corruption trop visible ; réduction du budget de l'armée ; volonté d'accomplir un auto-golpe à la Fujimori ; facteur d'instabilité du point de vue des Etats-Unis qui cherchent à s'appuyer sur l'armée équatorienne pour leurs interventions en Colombie contre les narco-trafiquants et donc les guérillas...) et

"utilisèrent" la "révolution des ponchos", c'étaient parce que, dans leurs objectifs, dans les limites des luttes que ceux-ci exprimaient, la Conaie et les diverses organisations alliées à elle avaient elles-mêmes cherché à s'allier à ces secteurs au cours de rencontres et réunions diverses. " Les généraux Mendoza et Sandoval, au cours de plusieurs réunions préalables de travail avec le mouvement indigène et les mouvements sociaux, ont défini les stratégies pour le renversement de Mahuad et un modèle alternatif de développement. Tout a été concerté tant avec les deux généraux qu'avec les commandants intermédiaires des forces armées." (Antonio Vargas, président de la Conaie, Nuevo Herald, Miami, 24 janvier 2000, in " Poker menteur en Equateur ", dossier du Monde Diplomatique sur Internet).

Il ne s'agit pas de trahison. Le démocratisation radical fait son travail, et pour la première fois nous l'avons vu à l'oeuvre en grandeur réelle.

6) Le démocratisation radical au quotidien (pot-pourri)

a) L'association ATTAC

L'Association pour une Taxe Tobin d'Aide aux Citoyens est un des plus beaux fleurons du démocratisation radical, ces pourfendeurs du capitalisme sont reçus à Bercy (" le Monde ", 24 / 8 / 00) et possèdent une association parlementaire d'une centaine de membres. Si le capitalisme à visage humain n'est pas à portée de mains il est du moins à portée de votes (il s'en est fallu de peu au Parlement Européen à Strasbourg). Pour la critique fondamentale des positions d'Attac, il suffit de se reporter à tous nos développements sur le capital financier. Attac défend l'Etat et la vraie exploitation dans de vraies entreprises avec de vrais patrons entrepreneurs et de vrais travailleurs en salopette bleue. Susan George, (directeur associé au Transnational Institute, présidente de l'Observatoire de la mondialisation et vice-présidente d'Attac-France) lutte contre " l'économie de marché débridée " et se bat pour " une mondialisation (et un monde) alternative ". Dans ce but, " il faut freiner, changer, voire abolir les institutions internationales qui font la loi sans mandat citoyen. Il faut trouver les moyens de contrôler les entreprises transnationales industrielles et financières, il faut construire de la démocratie au niveau international comme ceux qui nous ont précédés l'ont fait au niveau national. ". Comment lutter et s'organiser pour y parvenir ? " Si nous gagnons contre le néo libéralisme, ce sera parce que les coalitions nationales sont fortes, c'est-à-dire incorporent le maximum de forces politiques (...). C'est seulement après avoir consolidé ces coalitions nationales que l'on peut internationaliser les luttes. ". Il s'agit " d'obliger notre gouvernement à se comporter en gouvernement, à ne pas se coucher devant les forces de la mondialisation. " Susan George précise que ce projet politique, ce " n'est pas du tout la même chose que d'être " souverainiste ", en tout cas pas à gauche. La France a aussi une longue tradition d'internationalisme et de solidarité. " (" L'université syndicaliste ", septembre 2000, revue du Snés). Susan George

n'est pas "souverainiste", elle est seulement pour un vrai gouvernement national face aux forces débridées (j'aime bien les "forces débridées") de la mondialisation, mais alors ce "vrai gouvernement", en l'absence d'abolition du capitalisme (ce qui n'est pas le propos de Susan George ni d'aucun gouvernement), soit organise l'autarcie, soit se lance dans la concurrence et l'affrontement "débridés" avec les autres "vrais gouvernements". Si vous n'abolissez pas le capitalisme, vous ne pouvez abolir la concurrence. Quant à la tradition internationaliste de la France, ce fut celle du prolétariat français à certains moments de son histoire (en 1848, pendant la Commune, pour de petits groupes révolutionnaires en 1916 et pendant la guerre d'Espagne...), celui de La France : c'est le colonialisme ; l'Alsace-Lorraine ; les "arnaques" et les magouilles de Jaurès et Léon Blum ; "A chacun son boche !" ; et les "french doctors" supplétifs de sa diplomatie. Si comme le disait Jaurès : "un peu d'internationalisme éloigne de la nation, beaucoup y ramène", ces gens là doivent être très internationalistes. C'est avec de tels internationalistes de gouvernement que toutes les fractions du démocratisme radical défilent à Prague en septembre 2000, il est vrai en ordre dispersé. Même si dans la mondialisation, pour beaucoup, c'est le capitalisme que l'on prétend critiquer, ce n'est pas parce qu'il est un rapport social de production fondé sur l'exploitation mais parce qu'il nous échappe. Comme si les capitalistes avaient besoin de se cacher pour nous exploiter et, plus grave, comme si la transparence était la fin de l'exploitation. A partir de là, la lutte contre l'exploitation n'appartient plus au prolétaire mais au citoyen, et la fin du capitalisme c'est la démocratie directe, participative etc. Les institutions internationales, à Bruxelles, au FMI, à la Banque Mondiale, sont tout aussi démocratiques que les gouvernements nationaux quand ils le sont. Leurs dirigeants sont nommés et contrôlés par nos représentants élus, auxquels régulièrement nous donnons un "mandat citoyen" pour défendre le capitalisme national et le faire le plus brillamment possible participer à la mondialisation. L'essentiel n'est pas dans le "réformisme", la pusillanimité et l'indigence des positions d'Attac, mais dans ce qu'elles sont réellement : une défense nationaliste de la reproduction de la force de travail et son corrolaire, la transformation du prolétaire en citoyen.

Attac réclame la taxation à 0,1% des mouvement internationaux de capitaux. La première réunion de cette association, regroupant toutes les organisations de cette mouvance et promotionnée par le Monde Diplomatique a eu lieu à La Ciotat dans les installations de la mairie PCF. Le PC est maintenant totalement partie prenante ainsi que la CGT, de cette mouvance et de cette stratégie clairement non contradictoire avec sa présence au gouvernement. On retrouvait les mêmes dans la fondation Copernic qui se veut "le creuset de la critique antilibérale" en faisant pièce à la fondation St. Simon et dont on jugera de la profondeur de l'analyse à cette citation : "si le libéralisme a pris un coup sur la tête, en décembre 1995, et dans les urnes en juin 1997, les cabinets ministériels restent investis par la pensée dominante". Après la colossale finesse électorale du "coup dans les urnes", on va donc voir s'échanger des coups dans les cabinets!

Plaisanterie mise à part, une question que l'on pouvait se poser après la crise asiaticorussolatino-financiaroboursière (1997) est : les états des pays

"développés", en accord avec le FMI, mettront-ils en oeuvre des politiques inspirées du Keynésianisme, de Bretton Woods ? Les adversaires pluriels de la "pensée unique" ont-ils le vent en poupe?

Non, la restructuration des 25 dernières années est un acquis, et cette crise n'existe que parce que cette restructuration a eu lieu. Les velléités de réformes ne déboucheront, au niveau national, sur aucun "néokeynésianisme" ou "néofordisme". Et, au niveau international, sur rien d'autre qu'un renforcement du F.M.I. et peut être sur l'organisation de grandes zones régionales ayant un rôle de sas dans le cycle mondial. Ces zones n'ayant aucune autonomie véritable de bouclage du cycle du capital, tout plus auront-elles, d'une part, un rôle de relais et d'orientation incitative des flux financiers et, d'autre part, de premier niveau d'intervention en cas de krach. Il n'y aura pas de développement et de structuration économique et sociale de style "fordiste" dans les pays asiatiques périphériques, comme avait pu le laisser supposer les luttes de 1995 en Thaïlande et de l'hiver 96-97 en Corée du Sud. La crise confirme la Corée comme économie duale. La faillite des PME sans syndicalisation et la distorsion de la distribution du crédit font porter l'essentiel du poids de la crise sur les PME, là où la syndicalisation est faible, avec chômage sans, ou très faible, couverture sociale.

Une péréquation mondiale du taux de profit est toujours quelque chose en mouvement et le capital financier en est le principal vecteur. Son action supprime les entraves à la péréquation interne et externe : ouverture des marchés ; fin des derniers "capitalismes d'Etat". Cette péréquation contient par définition la dévalorisation d'une partie du capital existant. C'est, par exemple, la dévalorisation et le recentrage des conglomérats sud-coréens, leur ouverture aux capitaux étrangers ou le rachat de certains par des firmes transnationales, et pas seulement par d'autres conglomérats, imposés par le FMI ; c'est, en ce qui concerne les composants électroniques (environ 1/3 des exportations de l'Asie du sud-est) dont le prix s'effondre, la remise à niveau entre capital installé et valeur produite (la valeur d'une marchandise c'est sa valeur actuelle de reproduction).

b) Le démocratisme radical : du mouvement social à la politique

En France, le dit "mouvement social" sur lequel le P.C. avait lancé, pour les élections européennes (1999), l'O.P.A. "Bouge l'Europe" a fait faux bond électoral. La déconfiture a pour cause que le démocratisme radical qui se fait porter par les luttes, et les nomme benoîtement "mouvement social", n'a pas et ne peut pas avoir de concrétisation politique. Krivine lui-aussi rame pour "lui offrir un débouché politique" et avec son alliée ils n'ont pas atteint le résultat que la candidate "des travailleuses et des travailleurs" avait obtenu en 95 toute seule avec un discours strictement syndicaliste.

Le mouvement ouvrier et le programmatisme ne seront pas remplacés, l'alternative restera une mouvance éclatée, sans cesse bouleversée, toujours naissante et renaissante et se constituant sans lendemain organisationnel ferme sur les limites des luttes de classe. Pour une exemplification de cette impossibilité on

peut se reporter au livre : "Contre l'Etat, la politique" (ed. La dispute) où Alain Bertho, du P.C., se questionne longuement sur l'impossibilité de son parti à être le cadre politique d'un mouvement social qui s'entête selon lui à rester "anarcho-syndicaliste", c'est-à-dire à ne pas exister au niveau de l'Etat, même pour être contre, ce qui n'empêche pas l'auteur de promouvoir une "Révolution démocratique permanente". Qualifier cette révolution de permanente permet d'écrire tout de même "révolution" quand on sait pertinemment que son contenu n'est même plus le réformisme le plus banal et que la "révolution" est renvoyée aux calendes grecques. Les partis communistes n'ont jamais été révolutionnaires (même dans la structure et le contenu de l'ancien cycle de luttes), là n'est pas la question. Ce qui est maintenant à voir c'est que, dans la formalisation des limites actuelles de ce cycle, toute idée et tactique de "rupture" disparaissent, quel que soit le nom de baptême de cette "rupture". Comme nous le montre par exemple, le rapport des deux députés mandatés par le groupe PC de l'Assemblée Nationale pour étudier la question de "l'épargne salariale". Ils proposent de l'instaurer car elle serait un "nouveau droit" permettant aux salariés et aux syndicats d'intervenir "dans la gestion directe et dans le choix stratégique des entreprises", ce qui permettrait "un peu plus, un peu mieux au monde du travail de remplir sa vocation critique et citoyenne au sein de la société" et "d'étendre le champ de vision et de créativité de l'entreprise, pour mieux garantir son développement et son futur". ("Le Monde", 18 / 2 / 00). Avec le 30ème congrès du PC (Martigues), on assiste à la formation d'une organisation regroupant deux branches, d'une part, une association de défense des élus locaux afin de préserver une base électorale nécessaire à toute participation gouvernementale et, d'autre part, une constellation de structures ouvertes tentant de réaliser le fameux débouché politique à cet "anarcho" de "mouvement social".

Frustré par l'impossibilité pour le démocratisme radical d'avoir un débouché politique, l'un de ses chantres officiels, Ignacio Ramonet, éditorialiste du Monde Diplomatique, s'est trouvé un nouvel héros : Chavez! ("Monde Diplomatique", oct 99). Il passe ainsi du masque de Marcos (qui avait quand même plus de gueule) à la poitrine médaillée d'un caudillo populiste dans la lignée de Peron. Le "petit monde" du Diplo et d'ATTAC a trouvé son nouveau Lider Maximo. Il faut se souvenir que ce soldat du peuple a lu "L'horreur économique" et que son auteur, Vivianne Forrester, était à une conférence de presse de cet initiateur d'une "Révolution démocratique" et "anti-libérale" qui veut : "rechercher le point d'équilibre entre le marché, l'Etat et la société".

c) Les aventures de Bernard Thibault

Quand Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT issu des grèves de novembre 95, dans un article-manifeste intitulé "Pour une conception neuve de la représentation syndicale" ("Le Monde", 10 septembre 1999), trace la ligne générale pour la période post-chute-du-mur / restructuration, celle du "mouvement social" et de la gauche plurielle, il écarte toute allusion à une

exploitation qui servait naguère à fonder le programme d'étatisation de l'économie, au profit de la "domination" et de "l'iniquité". L'action de la CGT se situe dans : "le cadre d'un rapport social fondamentalement inégalitaire totalement décalé par rapport à ce que chacun dehors place communément sous le concept de démocratie." Vis-à-vis de cette situation il pose logiquement : "être syndiqué c'est aussi et d'abord être citoyen.". Il dénonce le licenciement de 13 521 représentants du personnel en 1997 pour montrer que l'entreprise est hors de la démocratie : "lorsqu'on passe la porte du bureau ou de l'atelier on s'en remet à des institutions où on se soumet à des forces sur lesquelles on n'a pas de véritable prise.", et les stratégies mondiales du capital sont bien sûr au premier plan. Les salariés n'ont toujours pas des droits et des moyens pour que l'orientation des politiques économiques prenne véritablement en compte leurs intérêts. ". B. Thibault exprime donc très clairement une revendication d'entreprise citoyenne, petite république dans laquelle les salariés seraient des citoyens pesant sur les conditions de travail et les orientations économiques. Toutefois il ne se hasarde pas sur le terrain de l'autogestion, vieille lune post 68, car son but est en fait un repositionnement proprement syndical , l'avènement d'un syndicalisme citoyen.

Une contre-révolution chasse l'autre, l'identité ouvrière nationale cède la place au citoyen. Après avoir abandonné la référence à l'autonomie de la classe ouvrière (congrès de 95) pour la condamnation des "maîtres du monde", il s'agit de se doter d'un nouveau corps de doctrines face aux "enclumes" archéo stalinienne qui forment une bonne part des cadres intermédiaires de l'organisation : " la rafale d'opérations de concentrations industrielles et financières à laquelle nous assistons vient une fois de plus témoigner de cette réalité avec un cynisme éclatant.". La survie de la CGT passe par là et elle l'amène à se présenter comme une sorte de parti syndical dans l'entreprise - république. Cette orientation est aussi la concrétisation d'objectifs encore plus terre à terre que celle de la marginalisation des cadres dépassés, il s'agit du partage du gâteau de la représentativité avec la CFDT mettant à l'écart FO et la CGC et trouvant des accommodements locaux avec SUD et l'UNSA. "Tout le monde s'est mis à croire que l'efficacité syndicale pouvait s'alimenter au mythe de l'avant-garde éclairée". La CGT se met ainsi volontairement au premier rang des fautifs pour mieux enfoncer le clou : " Il n'est pas impossible que certaines attitudes de la CGT aient contribué à son corps défendant à renforcer ce que nous voulions éviter : la délégation de pouvoir a favorisé des pratiques manoeuvrières au sommet.". Pour parvenir à ce but (reformuler la notion de représentativité et parvenir à un syndicalisme de concertation) la démocratie trouve là son utilité. Elle en est le meilleur moyen et la CGT n'en a pas peur : il faut que "La mise en débat permette à chacun de se forger une opinion et de la faire connaître et que ce soient les organisations syndicales et elles seules qui en aient les responsabilités et les moyens (...) cela fonde sans ambiguïté la place que doit tenir chaque organisation syndicale, cela fournit une base à la légitimité."

L'abandon de toute référence à un changement de l'organisation du capital vers un "capitalisme d'Etat" entraîne la nécessité d'éterniser ouvertement le capital, puisque l'autre version était censée en être l'abolition, abandon qui implique de s'orienter vers la dénonciation de ses excès, le libéralisme et la

domination non démocratique. C'est le discours justificateur de l'établissement d'un condominium de longue durée sur la représentation salariale prenant la relève de la tripartition des Trente glorieuses et de la phase de crise, fondée sur une reconnaissance "idéologique" des traditions ouvrières, communiste, socialiste et chrétienne. Ce qui est entériné par là, c'est la disparition de l'identité ouvrière, disparition reconnue en tant que telle dans un remarquable article, "Des ouvriers sans classe" ("Le Monde Diplomatique", janvier 2000), par Stéphane Beaud et Michel Pialoux, auteurs de "Retour sur la condition ouvrière, Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard" (Fayard, 1999).

Ce condominium permettra de fructueuses négociations sans surenchères en même temps qu'une ouverture aux militants du démocratism radical grâce à la reprise de ses thèmes les plus digestes. Ces thèmes sont la déclinaison de la démocratie, l'indépendance des luttes d'avec la "politique politicienne" mais pas "du politique", le débat permanent, la délégation sous contrôle, le devenir social des luttes sectorielles comme "révolution permanente", c'est-à-dire procès d'humanisation du capital.

Le refus de la CGT d'appeler à la manifestation du PCF du 16 octobre 1999 est dans cette logique, en laissant ses syndiqués (à commencer par B.Thibault) se déterminer "en tant que citoyens". Tout est très cohérent. Elle doit apparaître aux salariés-citoyens comme la plus représentative (elle est prête à le prouver dans les urnes, regrettant que les seules élections sous contrôle public soient celles pour les prud'hommes) et comme indépendante du gouvernement et de tout parti de gouvernement pour pouvoir être partenaire à part entière de ce même gouvernement.

La CGT tente de tenir les deux bouts de l'omelette : la critique démocratique-radical de l'hégémonie sur la représentation et le partage tranquille de cette hégémonie grâce à sa mise au vote sous son contrôle. Les pauvres trotskistes ont bonne mine à servir de caution de gauche au PC quand la CGT s'y refuse! En Espagne également, les syndicats, y compris les Commissions Ouvrières, s'éloignent d'une alliance avec les partis de gauche. Il faut exister dans de bonnes relations avec le patronat. C'est la seule existence de la classe ouvrière qui puisse être reconnue et reproduite (cf."Le Monde - supplément économie -" , 7/3/00).

La manifestation "pour l'emploi" organisée le 16 octobre 1999 par le PC n'a pas été l'échec que beaucoup pronostiquaient. Elle a réussi, selon ses organisateurs, à réunir plus de travailleurs que celle du Médef avait réuni de patrons. Nous savons maintenant qu'il y a en France plus de salariés que de patrons. Blague à part, la réussite de cette mobilisation montre comment le démocratism radical, sans les détourner, roule sur les limites des luttes. Une manifestation pour l'emploi c'est toujours une manifestation pour la condition ouvrière, mais elle peut de façon proclamatoire opposer celle-ci au capitalisme. Ce n'est plus le cas. De son côté, la pétition "Pour l'autonomie du mouvement social" concoctée par l'anarcho-syndicalisme qui désole Bertho (voir paragraphe précédent), la CNT, l'EE. la CGT-correcteurs, les militants d'"Alternative libertaire" de SUD, du DAL et de Droit Devant, n'a pas réussi. Mais cette manif à laquelle AC! participait à moitié (mi chaussée-mi trottoir) a tellement eu pour

sens d'autoriser le vote des 35 heures par le PC que la pétition (signée par Bourdieu), malgré son échec initial, a quelques possibilités d'alimenter la dénonciation d'un détournement politique pro-gouvernemental. Dénonciation pouvant espérer un bon accueil auprès de beaucoup de manifestants floués. La critique au sein du démocratism radical de la frange la plus ouvertement contre-révolutionnaire par la frange qui se proclame la plus radicale a de l'avenir, même si elle ne peut pas capitaliser son écho.

d) José Bové

Si nous avons vu en Yougoslavie se constituer des unions sacrées et en Equateur de subtiles alliances, c'est-à-dire des front nationalistes pour et dans la guerre immédiate ou la "guerre civile", nous avons aussi eu sous le nez, dans la "douce France", et en "temps réel", la formation d'une unité nationale anti-américaine allant de la CNT à Mégret. Ce front s'est constitué à la vitesse-lumière contre la "MacDomination" et la "mondialisation ultra-libérale"

José Bové saint et martyr gardez nous des droits de douane sur le roquefort et le foie gras! Certes le caractère farce porte à ricaner bêtement ; c'est tout de même vraiment une union nationale que nous avons eue. Mais le nationalisme a sa propre logique et la farce devient atroce quand une bande d'abrutis, idolâtres de l'Etat et de la liberté des peuples (breton et autres), passe du "démontage" au plasticage.

Quand la critique du rapport de production qu'est le capital devient la critique, même générale, des multinationales "qui nous dépossèdent de la maîtrise de notre vie, de notre espace, de notre économie", elle débouche sur l'union interclassiste. Elle se réalise contre "la dictature des multinationales américaines", nos propres multinationales ne devenant plus qu'une cinquième colonne. Cette union se fait pour la défense face à une agression extérieure : agression de forces gigantesques et fondamentalement immorales qui méprisent les peuples et les travailleurs. Les arguments peuvent se conjuguer à l'infini et peu importe la cohérence de leur coexistence : contre la mal-bouffe, contre la séduction des enfants et "l'esclavagisme" de Macdo, contre les espèces transgéniques, pour la défense des petits paysans et de l'agriculture française, la défense des terroirs, bref tout est bon : arguments conservateurs et Keynésiens, moraux et économiques, romantiques et financiers, nostalgiques (gardarem...) et modernistes, pour une agriculture bio non polluante, environnementaliste. La cerise "radicale" sur le gâteau c'est la défense des salariés hyper-flexibles et interdits de syndicat de Macdo, qui deviennent dans l'opération de pauvres victimes secourues par les rudes bergers du cause. Bien sûr, cela ne nous enverra pas sur le Chemin des dames, mais on voit comment des luttes (et mêmes des luttes ouvrières rappelons nous du "produisons français" du PC, au début des années 80, auquel le Front National avait logiquement rajouté "avec des Français") qui se construisent nécessairement dans la reproduction du capital peuvent déboucher sur l'union nationale. José Bové était l'invité-vedette de la fête

de l'Huma en 99 et du meeting des anti-O.M.C (CCCOMC : Coordination pour le contrôle citoyen de l'OMC) à la bourse du travail de Paris. A la fête de l'Huma. en 2000, Robert Hue a certainement décroché la palme de la bouffonnerie en déclarant au même Bové, toujours présent, " S'il y avait un Mac'Do. à la fête de l'Huma. nous irions le démanteler ensemble ", parions que l'année prochaine il en fait installer un. ATTAC, SUD, DAL, FSU, CGT-finance et maintenant bien sûr la Confédération Paysanne forment la classique brochette à laquelle le député Vert Yves Cochet affirme " les Verts sont avec vous depuis le début", ce qui doit aller droit au coeur de la Confédération Paysanne puisque celle-ci s'apprête à avoir, dans le cadre de la réforme de la PAC, une bonne part de la cogestion des budgets agricoles jusqu'ici monopolisés par la FNSEA pour les producteurs de "pétrole vert" du quart Nord-Ouest de la France. Pour confirmer tout cela, " Le Monde " du 17/11/99 publie une interview de Bové et Abitbol (le concepteur de la campagne de Chirac et maintenant du "souverainisme" de Pasqua) qui tombent d'accord sur la défense de l'agriculture française contre l'OMC.

7) Le démocratisme radical est un mouvement mondial.

Pendant quelques courtes années, on a pu se demander si le démocratisme radical n'était pas une construction franco-française. L'opposition au sommet de l'OMC à Seattle (décembre 99) a été la confirmation de ce mouvement comme un mouvement mondial ayant ses bases dans les évolutions les plus récentes du capitalisme et appelé à être un acteur déterminant des luttes de classes à venir. Une organisation aussi traditionnelle que l'AFL-CIO ne s'y est pas trompée en fournissant l'énorme couverture logistique, tant matérielle que sur l'internet, nécessaire à un tel rassemblement. Les thèmes que jusqu'ici on ne pouvait relever que dans des mouvements "marginiaux" (mais socialement déterminants) et des publications plus ou moins restreintes ont acquis une résonance mondiale. Le démocratisme radical est devenu l'opposition interne au capital restructuré et ses thèmes sont reconnus comme ceux dans lesquels doit maintenant s'exprimer la "critique" du capitalisme. A propos de "l'échec de la conférence de Seattle", le très officiel "Bilan du Monde, année 2000" écrit : "Parions qu'à moyen terme ces "nouveaux acteurs" d'un jeu économique global ne seront plus cantonnés à l'extérieur des grandes enceintes internationales, mais finiront par obtenir voix consultative et être intégrés dans un processus de préparation plus long et plus large." (p. 12). Le "moyen terme" étant de plus en plus court, immédiatement après Seattle, José Bové a reçu sa carte d'accréditation pour le sommet des "décideurs globaux" de Davos. Invitation refusée aux motifs qu'il s'agit d'un "piège", qu'il faut "refuser toute collusion avec cette façon (souligné par nous) d'organiser le débat" ("Libération 29/1/00). Les "multinationales ne comprennent que les rapports de forces". Il faut imposer un "contrôle citoyen" aux puissances économiques qui prétendent tout régenter, et lutter pour changer l'action des Etats qui "ne sont plus que des cautions du système". Ainsi, à propos de la lutte contre l'OMC ("construction politique créée par des gouvernements, a priori légitime, qui devient autonome et ne fonctionne plus que pour et sur elle-même"), Bové et

ses camarades, exprimant les aspirations de la majorité du démocratisme radical mondial, se montrent être des opposants constructifs. Ils proposent d' "instituer une Cour internationale du commerce, avec des juges indépendants" : "Le droit comme rempart du marché avec un contre-pouvoir juridique". ("Télérama", 9/2/00, pour toutes les citations).

La mobilisation autour (contre) la 10ème session de la CNUCED (février 2000), à Bangkok, a confirmé elle aussi l'existence mondiale du démocratisme radical. Beaucoup des ONG (appellation maintenant donnée à toute association non politique ou syndicale ayant des objectifs d'intervention sociale) mobilisées pour une meilleure prise en compte et un autre développement, humain et durable, des pays "en voie de développement" ont exprimé des critiques et des revendications participant largement de la mouvance, la plus modérée, démocrate radicale. Cette mobilisation a aussi montré, mieux qu'à Seattle, l'importance du démocratisme radical dans le "Tiers-monde" et son travail de formalisation des limites des luttes de classes en luttes sociales "locales confrontées à la mondialisation", ainsi que son articulation avec celui des "pays développés" (ex : Via Campesina, 250 000 membres dans 60 pays - dont la Confédération paysanne en France - née dans le sillage du mouvement brésilien des "Sans Terre"). Comme partout ailleurs, ce démocratisme radical exprime les limites des luttes et l'impossibilité actuelle à formaliser à partir d'elles un dépassement du capitalisme qui ne soit pas l'aménagement du capitalisme. Plus aucune classe ne peut produire à partir de ce qu'elle est immédiatement dans le mode de production capitaliste un dépassement du capitalisme. En l'occurrence, ces luttes deviennent alors, dans leur mise en forme par le démocratisme radical, des luttes nationales : "Notre position sur la réforme agraire, le gouvernement la connaît depuis longtemps. Aujourd'hui, il nous incombe, ne serait-ce que pour préserver le gagne-pain de nos agriculteurs, d'élaborer dans l'urgence un projet économique alternatif pour combattre la subordination du pays aux intérêts du capital international", martèle Joao Pedro Stedile, l'un des leaders nationaux du MST (Mouvement des Sans Terre), dans ses dernières déclarations à la presse." ("Le Monde", 9/10/99). Dans un ouvrage récent (Jacky Picard, "Amazonie brésilienne : les marchands de rêves. / Occupations de terres, rapports sociaux et développement", Ed. L'Harmattan, 1999), c'est la relation sociale même entre les représentants des ONG et les paysans qui, d'après le compte rendu qui en est fait dans "Le Monde Diplomatique" de décembre 99, paraît devenir conflictuelle : "La question agraire constitue toujours l'un des principaux défis de l'Amérique latine et les occupations collectives de terres au Brésil suscitent, à juste titre, un immense espoir. Pourtant, loin de coïncider avec les "discours apologétiques" des forces progressistes brésiliennes ou avec les propos des occupants, l'étude sur le terrain relève la formation d'une domination qui "reproduit les modèles anciens" dans ses grandes lignes. Menée de 1991 à 1994 dans la région de Maraba (Etat du Para), cette enquête pointe l'apparition de "nouveaux patrons" dont le statut reste singulièrement précaire. Qu'il s'agisse de leaders d'occupation, des petits commerçants et parfois même de syndicalistes - figures dont le rôle est par ailleurs indéniable du fait de l'isolement géographique, de l'analphabétisme et de la pauvreté des nouveaux arrivants -, ces intermédiaires cherchent tous à s'assurer

une situation de monopole dans un marché devenu captif. Mais, s'il s'agit bien là d'un processus économique, celui-ci repose à son tour sur des mécanismes symboliques qui font du petit producteur un "obligé". Rendu nécessaire face à ce "no man's land sociologique", un réexamen des formes habituelles de domination découvre que, ni capitalistes ni même clintélistes, c'est finalement au "paternalisme" que s'apparentent ces pratiques". Il va sans dire que le commentateur du "Monde Diplomatique" conteste une vision aussi "pessimiste" au nom d'un "horizon de dépassement de la modernité capitaliste" fondé sur "la notion de communauté" si profondément ancrée dans l'imaginaire de ce continent...

Dopés par la lutte contre l'OMC, ces "nouveaux contestataires", "émergence d'une internationale civile" qu'on disait "égars sur les vestiges du tiers-mondisme politique" se veulent "basistes et populaires (...), s'affranchissent des structures traditionnelles (...), s'affichent moins idéologiques et plus pragmatiques." ("Libération", 19 et 20/2/00 : à propos de la réunion de la CNUCED). Cette mobilisation a montré, là encore, la lutte de cette opposition interne au capital restructuré pour être intégrée, avec son expertise, ses contre-propositions, ses projets alternatifs, comme partenaires conflictuels des Etats, des multinationales et des organisations internationales (CNUCED, OMC, FMI, etc.). Pour le moment (?), chez ces dernières, la tendance est à la consultation, sans faire encore des moins radicaux des partenaires responsables (cf. la position de Supachai Panitchpakdi, président de la 10ème CNUCED et prochain directeur de l'OMC, pour qui "il est exclu que les ONG prennent part aux décisions" car leur rôle doit se limiter "à émettre des propositions" - "Marianne", 21/2/00 -).

Depuis quelques années, un vaste et protéiforme mouvement / réseau démocratique radical mondial s'est constitué, qui continue de s'étendre, de se renforcer et de se structurer. Ce processus est scandé et cristallisé par quelques grands moments de "luttés", tel que Seattle. La réunion, fin janvier 2001, au Brésil, à Porto Alegre (dont la célèbre gestion municipale en fait un des lieux saints du démocratisme radical) du premier forum social mondial, "anti-Davos" réuni au même moment que son adversaire, en sera probablement une nouvelle étape fondamentale. Organisé par Attac Brésil, le Mouvement des sans terre, l'Abong (Association brésilienne des ONG), la CUT (centrale unique des travailleurs), etc., il réunira "des milliers de syndicats, d'associations et autres mouvements populaires" venus du monde entier, ainsi que des personnalités mondiales qui "ont une position critique par rapport à l'actuel système économique, même des anciens de Davos comme (l'inénarrable, nda) Joël de Rosnay, mais aussi comme le prix nobel d'économie Amartya Sen, Nelson Mandela,...". D'après l'un de ses organisateurs, Chico Whitaker (secrétaire exécutif de la commission "Justice et paix", commission laïque de l'église brésilienne, élu à deux reprises conseiller municipal de Sao Paulo avec le Parti des Travailleurs) ce forum devra réunir "tout ce que l'on a pensé sur la globalisation, les espérances concrètes pour une alternative à celle-ci, la façon même de gouverner ou de gérer les affaires collectives", afin de ne "pas laisser les seuls intérêts du capitalisme dominer le monde". Il faut aussi "penser à l'être humain".

Chapitre IV : FACE AU DÉMOCRATISME RADICAL

"En critiquant négativement, on se donne des airs distingués et on survole dédaigneusement la chose sans y avoir pénétré, c'est-à-dire sans l'avoir saisie elle-même, sans avoir saisi ce qu'il y a de positif en elle. Certes, la critique peut être fondée, mais il est plus facile de découvrir les défauts que de trouver la substance..." (Hegel, "La raison dans l'histoire", Ed. 10 / 18, p. 99)

La principale question que pose la lutte des classes a pour objet la relation entre la contradiction actuelle du mode de production capitaliste, en tant que résultat historique, et la révolution comme production du communisme. Actuellement, dans la mesure où il n'y a plus d'espace pour l'affirmation d'une identité ouvrière, la reproduction du capital n'est plus une limite se posant comme extérieure aux luttes, celle que poserait un adversaire après sa victoire. Les limites de ce cycle de luttes, la reproduction du capital comme reproduction de la classe dans le capital, lui sont intrinsèques, et fondent le démocratisme radical. En même temps cette définition de la classe dans le capital est la raison d'être de la dynamique de ce cycle de luttes et sa capacité révolutionnaire. Dans ce cycle de luttes, les conflits à l'intérieur et au cours de la lutte de la classe, répondent à la logique d'une classe amenée à se mettre en cause en tant que classe contre le capital, parce qu'elle n'existe que dans son rapport contradictoire au capital, dans lequel elle trouve toute sa constitution et son existence. C'est de par cette dynamique que nous sommes dans ce cycle de luttes conflictuellement embarqués avec le démocratisme radical. C'est-à-dire du fait de l'implication entre :

d'une part la définition et l'existence de la classe dans le capital (que le démocratisme radical exprime de façon unilatérale comme une mise en conformité idéale de la classe et du capital),

d'autre part la remise en cause par la classe de son existence de classe de par cette structure même de la contradiction.

Travailler à la production et à l'affirmation d'une théorie de la révolution et du communisme signifie donc n'être dans un rapport positif avec aucune des limites de ce cycle, ni même avec ce cycle de luttes dans son ensemble. Par rapport positif, il ne s'agit pas d'entendre bien sûr une glorification de ces limites, mais simplement la considération qu'elles pourraient être modifiées, ou qu'elles ne pourraient pas exister. Ce cycle produit son dépassement mais ce n'est actuellement qu'une abstraction théorique. C'est bien au travers de la lutte de classes de ce cycle, de ses caractéristiques et des transformations du rapport entre prolétariat et capital (ce que nous avons appelé le nouveau cycle de luttes) qu'elle met en forme, que se produit le propre dépassement de ce cycle. Mais la révolution est un dépassement produit. Si nous qualifions ce dépassement d'abstraction théorique, c'est que, dans le stade actuel de la contradiction, il n'y a rien qui soit un embryon de ce dépassement, aucun élément que l'on puisse dégager de l'ensemble de la contradiction et du cours des luttes pour dire : "voilà ce sur quoi positivement nous devons nous fonder".

La théorie s'ancre dans le cycle de luttes actuel. En cela, elle n'est pas une affirmation idéologique du communisme, elle n'en est pas une promotion publicitaire, elle intègre et dit d'où elle parle du communisme. Elle se doit de décrypter ce cycle de luttes et de s'y inscrire. Lorsqu'elle montre où ce cycle conduit c'est par la critique qu'elle en effectue, en montrant que ses limites lui sont nécessaires. Elle est la critique de ce cycle comme totalité.

Nous sommes embarqués (qu'on le veuille ou non, la révolution communiste comme dépassement de ce cycle de luttes est produite par ce cycle) avec le démocratisme radical et en contradiction absolue avec lui. Notre propre production de la relation entre les luttes actuelles et la révolution ne peut être maintenant qu'une abstraction théorique. En cela elle se limite bien souvent à une critique des limites de ce cycle de luttes. Pour cette raison nous nous trouvons, bien que sur la base du dépassement que porte ce cycle, et donc conflictuellement, en rapport avec des éléments de ce démocratisme radical qui, de façon interne à lui, se comprennent eux-mêmes en opposition à son développement complet comme articulation et formation d'une contre-révolution actuelle. Le démocratisme radical est, par nature, instable. Ne pouvant fixer aucune autonomie ouvrière, le démocratisme radical est sans cesse renvoyé à son véritable devenir : ne pouvoir se résoudre que comme un mode de gestion utopique du capital, annoncer la prochaine contre-révolution se fixant précisément sur cette limite (et force) du cycle de luttes actuel, c'est-à-dire l'absence de formalisation sociale d'une identité ouvrière. C'est là le secret de son instabilité. La capacité même de "critiquer" le démocratisme radical dans son achèvement contre-révolutionnaire, tout en demeurant sur ses prémisses, n'est pas endogène au démocratisme radical, mais provient de la même contradiction qui porte le dépassement de ce cycle : la structure (et le contenu) de la contradiction dans laquelle le prolétariat contre le capital se remet lui-même en cause comme classe. Cette "critique" interne n'a pas alors de dynamique propre.

Notre production théorique est celle de ce cycle et nous l'affirmons en tant que telle. Faisant cela nous sommes confrontés aux limites de ce cycle, au démocratisme radical : dans les luttes, dans notre travail théorique (production d'une revue, écriture de livres : l'auteur participe à la revue "Théorie Communiste" et à la maison d'éditions "sénonévèro"), dans le caractère public que de temps à autre nous pouvons être amenés à lui donner (rencontres, réunions, échanges particuliers...). Que nous puissions, peut-être, nous faire comprendre, à l'intérieur même du démocratisme radical, comme par exemple sur sa propre critique, sur le nouveau cycle de luttes, la restructuration, relève de la possibilité de faire le bilan du programmatisme et de parler du communisme, cela à partir de ce cycle de luttes et de la restructuration, et non de la dynamique qui animerait certains secteurs du démocratisme radical. Que certains soient plus à même de nous comprendre ne fait que confirmer l'instabilité générale du démocratisme radical. A nous de nous y confronter sur cette base, en sachant que si ce cycle de luttes porte son dépassement, cette confrontation est alors inévitable, et nous y sommes engagés.

La révolution est redevenue un sujet de polémique. Cette lutte se mène contre et avec l'alternativisme, pour que l'unanimité sur la démocratie et la construction de l'alternative dans le capitalisme, soient rompus, et non pas pour qu'il fasse autre chose, ni pour que se construise le parti du communisme. L'objet de cette lutte c'est que la contradiction existe contre cet ensemble de courants et au sein de cet ensemble, courants avec lesquels nous sommes dans la pratique embarqués.

Dans ce cycle de luttes, existent d'ores et déjà des ruptures à l'intérieur même des luttes. Tout mouvement de classe trouve d'une part dans son existence de classe du mode de production capitaliste non pas son identité et sa force face au capital mais sa limite, et d'autre part porte, par là-même, comme dynamique la remise en cause de sa propre reproduction comme classe.

Nos orientations dans la période actuelle, c'est la critique des rapports de production capitalistes restructurés, c'est donc la critique de l'alternativisme, c'est l'affirmation que le communisme n'est pas démocratie vraie, n'est pas économie sociale, qu'il ne répond pas à la question de comment relier les individus entre eux ; c'est l'affirmation de la rupture révolutionnaire comme incontournable. Rupture placée dans une perspective temporelle comme crise de cette seconde phase de la

subsumption réelle du travail sous le capital. Ceux qui considèreraient cela comme de l'économisme ou de l'objectivisme ne font qu'avouer que la lutte des classes ne les intéresse pas comme le procès où réellement se produit cette rupture théoriquement et pratiquement, mais seulement comme une succession d'évènements anecdotiques, pour eux qui connaissent déjà le but.

C'est l'affirmation enfin que la révolution communiste est révolution prolétarienne, que c'est le prolétariat en tant que classe qui abolit les classes en produisant le communisme, qu'il trouve dans ce qu'il est contre le capital la capacité de communiser la société.

Comment allier la polémique avec la critique qui s'adresse à l'instabilité du démocratisme radical, pour qui cette définition et existence du prolétariat dans le capital sont devenues l'horizon indépassable de la "lutte de classes" ?

La polémique doit s'exercer contre :

1°: Les attaques destinées à exclure du champ les positions de rupture révolutionnaire sous les prétextes les plus divers : élitisme, division du front "antifasciste", maximalisme, théoricisme, archaïsme, purisme..., cela en exposant les véritables enjeux du conflit : alternative ou révolution.

2°: Contre les stratégies de rattachement de tout ce courant à l'électorisme suivant la double équation :

les "petites gauches" unies équilibrent le P.C.F

les "petites gauches" + le P.C.F équilibrent le P.S.

3°: Contre toutes les formulations d'un capitalisme à visage humain, national, travailleur.

Sur ces axes polémiques, il est possible de s'adresser à ceux pour qui l'alternative n'est pas un grignotage du mode de production capitaliste, ne subsume pas, ne résoud pas la contradiction entre les classes au fur et à mesure de ses progrès, n'est pas un petit morceau de monde libéré, mais n'est que revendication de l'autonomie de la classe (vouée maintenant à l'échec - ce qui ne l'empêche pas d'exister et de se renouveler -), et qui font de celle-ci leur combat.

Ici, la critique doit porter sur l'instabilité intrinsèque du démocratisme radical :

1°: Critiquer la conception du développement d'une alternative au sein du mode de production capitaliste même si elle est vue comme conflictuelle. Faire ressortir en revanche ce que cela contient de dynamique : l'exigence du pouvoir sur sa vie maintenant, ainsi que la fin de l'affirmation du travail et de l'hégémonie ouvrière, l'exigence de l'individu singulier immédiatement social.

2°: Affirmer : l'absolue nécessité d'une crise nouvelle du capitalisme restructuré ; la nécessité d'une rupture révolutionnaire ; le caractère immédiatement mondial et communiste de la révolution prolétarienne abolissant les classes.

Les deux aspects (polémique discriminatoire et critique reprenant l'instabilité) sont inséparables mais doivent apparaître distinctement car l'adhésion à la polémique est un élément qui doit permettre la compréhension de la critique.

La polémique et la critique se soutiennent réciproquement. La stratégie politique que vise la polémique est le "débouché politique" qui cherche à se construire sur les limites de l'alternative. Cette dernière, qu'elle le veuille et le reconnaisse ou non, est la base des stratégies politiques et du capitalisme à visage humain. Ces limites sont celles des mouvements sociaux actuels : service public, statuts, défense d'acquis, légalisation des prolétaires illégaux, défense de l'emploi... Ces défenses se présentent comme défense face à "l'offensive néo-libérale" et donnent du grain à moudre au côté "politique" qui ne peut se mettre dans le coup que dans des temps de retour d'un certain calme social. Comme à travers les médiateurs en ce qui concerne les "sans-papiers", ce n'est pas la voix ou la lutte des prolétaires illégaux ou des chômeurs qui s'affirme contre le capitalisme, mais les nécessités de la reproduction sociale du capital qui délimitent comme problèmes l'illégalité et le chômage, et

définissent les termes dans lesquels “sans- papiers” ou chômeurs devront exprimer leurs luttes.

L’intervention c’est donc porter le fer dans la plaie, pousser à la déchirure entre démocratisme radical et rupture révolutionnaire mais aussi, dans la mesure du possible, dans le démocratisme radical lui-même. Le versant politicien se fonde toujours sur la forme alternative que prennent les revendications. Un exemple caricatural de ce phénomène, simple révélateur idéologique, est l’adulation qui monte vers Marcos, le Castro, le Mao, qui ne veut pas prendre le pouvoir. Il est toujours en deçà du programme. Ne pouvant pas accéder à la représentation de la communauté ouvrière, il passe directement à la représentation de l’universalité de la démocratie participative au travers de la mythification de la communauté paysanne traditionnelle. Adulation jusqu’à la mascarade, puisque le culte de la personnalité est devenu celui d’un masque.

Avoir avec le démocratisme radical, même avec les rupturistes, une confrontation productive sur ses pratiques, sur ses positions, qui voudrait les faire se modifier, s’approfondir, se radicaliser, serait pousser à une transcendance des luttes, par le biais de cette “dynamique de libération sociale” que les rupturistes veulent faire se cristalliser et construire. Transcendance que nous posons comme impossible : la révolution est abolition du capital, c’est-à-dire du prolétariat inclus. Ce serait vouloir transmuter ce qui ne peut exister que comme un réformisme “révolutionnaire” en un impossible mouvement de la révolution communiste. Agir ainsi, serait entériner les limites de ce cycle de luttes car de ce fait nous les considérerions comme réformables, nous leur conférerions une existence et une dynamique propres. Ce cycle produit son dépassement et produit par là instabilité et discordances dans l’expression de ses limites. On ne considère jamais cette instabilité et ces discordances comme un processus interne, endogène, au démocratisme radical, dans lesquelles nous aurions une place quelconque à tenir.

La même structure de la contradiction entre le prolétariat et le capital produit d’une part son dépassement et, d’autre part ses limites comme démocratisme radical. C’est par là que des individus engagés dans le démocratisme radical peuvent cependant nous entendre, non pas “passivement”, unilatéralement, mais à partir de l’évolution et des contradictions que suscitent au sein du démocratisme radical les caractéristiques actuelles du cours de la contradiction entre les classes. Le cycle actuel porte son dépassement communiste de par la remise en cause par le prolétariat de son existence de classe dans le cours de sa contradiction avec le capital, ce qui est précisément le secret de l’instabilité du démocratisme radical, qui n’a jamais rien de solide sur quoi se fonder, et de sa “critique interne”. Par exemple : la “dynamique de la libération sociale” serait toujours à portée de main mais jamais enclanchée, les éléments qui devraient la constituer se résorbant toujours dans le réformisme alternatif. Ou, autre exemple : l’impasse de la confrontation entre les diverses fractions du démocratisme radical, impasse car ces fractions sont indissociablement liées entre elles et se reproduisent dans cette confrontation ; enfin : le refus “radical” de la constitution du démocratisme radical en contre-révolution, tout en acceptant ses prémisses. En résumé : l’impossible formalisation et fixation d’une identité, d’une autonomie de la classe.

Nous ne sommes pas dans une relation critique positive ou négative avec le démocratisme radical, rupturiste ou non. Nous affirmons le dépassement communiste du mode de production capitaliste à partir de ce cycle de luttes. C’est là que nous rencontrons l’instabilité du démocratisme radical. Si cette instabilité produit la capacité de comprendre ce que nous disons comme un moment de la propre évolution de nos interlocuteurs, c’est-à-dire comme une compréhension active, c’est que, comme notre propre limitation à l’affirmation du dépassement communiste comme abstraction théorique, cette instabilité est produite par le fait qu’il n’existe pas un mouvement positif du communisme (ou simplement d’affirmation de la classe qui pourrait être posé comme ce mouvement vers le communisme) à l’oeuvre dès aujourd’hui dans ce

cycle de luttes. En conséquence nous devons comprendre que c'est de par la limite même de ce que nous faisons, de la théorie, que nous n'échappons pas à la confrontation avec le démocratisme radical, et que ce qui définit son instabilité (l'incapacité pour le prolétariat de formaliser la moindre existence "autonome" face au capital) définit simultanément notre propre espace d'existence publique là où nous pouvons être écoutés et où nous cherchons à l'être. Cet espace c'est celui que dans le démocratisme radical crée cette impossible formalisation d'une identité ouvrière, qui est simultanément cela même qui fait que ce cycle porte son dépassement, et cela même qui nous fait exister, en nous "réduisant" à la théorie comme abstraction de ce dépassement et critique des limites de ce cycle.

La lutte de classe est théoricienne et les luttes immédiates sont réellement productrices de théorie. Lorsque nous avons brièvement analysé des luttes comme celle de décembre 95, celle des chômeurs ou celle des sans-papiers, nous les avons considérées comme des cas concrets où la participation n'est pas antagonique à la critique, car la critique est effectuée à partir de la nouveauté théorique consubstantielle à ces luttes. Le courant que nous pouvons appeler communisateur existe parce que c'est la lutte de classe qui est théoricienne et cela non comme une abstraction générale qui ne nous avancerait pas à grand chose, mais comme cours des luttes immédiates. Les luttes immédiates sont productrices de théorie si l'on se place du point de vue de l'identité de leur dynamique et de leur limite. En conséquence, il est intenable de se situer dans la posture radicale de celui qui est revenu de tout et à qui on ne l'a fait pas ou dans la posture contemplative de celui pour qui les choses sont comme elles sont. Dans cette identité, ce qui est à l'oeuvre c'est le processus de son dépassement et la nécessité de celui-ci. Il ne s'agit pas d'opposer à une lutte ce qu'elle n'est pas et ce qu'elle devrait être, mais d'y participer ou de l'analyser sur la base de ce qu'elle est, c'est-à-dire de l'identité de sa limite et de sa dynamique. Ce cycle de luttes ne nous laisse pas que la possibilité de "faire de la théorie" au sens grandiloquent de l'expression. La participation ou l'analyse de ces luttes immédiates n'est pas l'application d'une théorie préexistante. Dans ces cas concrets, on participe et on fait une analyse théorique neuve, simple, en prise directe dans la lutte en cours, parce que l'on peut critiquer cette lutte en cours sur la base même de ce qu'elle est. Que ce soit dans les coordinations cheminotes de 86, les grèves de décembre 95, la lutte des sans-papiers ou celle des chômeurs, lorsqu'on se situe au niveau de l'identité de la dynamique et de la limite, on n'a aucune extériorité par rapport à cette lutte, nous sommes dans son existence même, à son point limite, la participation et la critique sont alors identiques. C'est là où les prises de positions rapides, brèves, directes, sont nécessaires parce qu'elles sont possibles. Et elles sont possibles parce que ces prises de position, ces analyses ne sont pas une application, mais la production elle-même de théorie.

C'est par exemple, dans la lutte des chômeurs, défendre l'augmentation des minima sociaux, non comme "revenu garanti" ou même comme "critique du travail", ni bien sûr comme valeur de la disponibilité de la force de travail ou comme base de la salarialisation précaire, ne pas la défendre pour être "en dehors" du capital, mais parce qu'on y est dedans, parce qu'on est dans l'exploitation, c'est-à-dire la défendre parce qu'elle gangrène le rapport salarial. Revendiquer ce relèvement, ce n'est pas proposer une autre organisation du salariat, c'est demeurer chômeurs et / ou précaires, tout en revendiquant la reproduction de sa force de travail. Là est la contradiction, là est la gangrène. La revendication du relèvement des minima sociaux fait apparaître le chômage comme la forme ultime du salariat (bien sûr le "revenu garanti" n'est pas loin). Et alors l'enjeu général de cette lutte, la redéfinition du salariat sur la base du chômage et de la précarité et la perspective d'une classe s'abolissant elle-même (cf. le chapitre sur la lutte des chômeurs), n'est pas un discours théorique survolant le champ de bataille, mais une prise de position directe, une participation à la bataille, parce que c'est la bataille elle-même qui produit des prises de positions

immédiates, simples à définir. On a alors simplement pris au sérieux (et pratiquement) l'identité, dans les luttes de ce cycle, de leur limite et de leur dynamique et cette identité comme le processus de son dépassement. C'est chaque lutte qui en elle-même produit du nouveau, remet les pendules à l'heure et contient quelques énoncés qui, dans son déroulement, sont produits comme simples, brefs et directs.

Il faut considérer pratiquement la théorie. Que nos critiques, nos positions puissent être activement comprises, intégrées, n'est pas indifférent à sa propre élaboration. Il est important pour nous-mêmes que l'antifascisme ne fasse pas l'unanimité, que la citoyenneté, comme limite des luttes actuelles, soit critiquée comme anti-classiste, que l'anti-libéralisme soit vu comme abandon de l'anti-capitalisme, que le cours actuel du capital soit compris comme restructuration réalisée du rapport entre les classes, que l'ancien cycle de luttes programmatique soit délimité comme tel, que le cours du mode de production capitaliste soit analysé comme contradiction entre le prolétariat et le capital, comme implication réciproque et exploitation et non comme économie. Ce ne sont pas des "victoires de notre théorie", mais simplement le cours de son existence même. Si la liaison des luttes actuelles à la révolution n'est maintenant qu'une abstraction théorique, la théorie, en tant que telle, fait partie intégrante, nécessaire et active de ce cycle.

Ces "compréhensions" ne sont ni des "victoires" ni des "accommodements" de notre théorie, c'est son existence "en tant que partie intégrante nécessaire et active de ce cycle de luttes". Nous sommes embarqués avec l'instabilité et la critique interne du démocratisme radical renvoyé à son incapacité à formaliser une identité ouvrière, une autonomie de la classe, cela pour la raison même qui fait que ce cycle de luttes peut porter son dépassement révolutionnaire.

Le travail critique effectué dans ce livre ne se comprend pleinement que comme partie prenante de l'émergence actuelle d'un courant communisateur. La communisation est la notion qui nomme le plus justement, à partir de l'analyse critique des luttes et contradictions actuelles, l'action du prolétariat dans la révolution. Toutes les mesures révolutionnaires seront des mesures de communisation des rapports. En-deçà : "il n'y a que la société actuelle". L'expropriation de tous les moyens de production, de transport, de communication, de consommation, ne sont pas des mesures de "socialisation" ou de "collectivisation" ni même de "réappropriation". Il s'agit d'emblée de communisation non pas des biens mais des rapports. En cela les biens sont uniquement expropriés, ils sont abolis comme propriété, ils ne sont plus que des éléments des rapports des individus communistes c'est-à-dire immédiatement sociaux, en dehors de toute société. Dans la révolution, la société leur fait encore face comme leur ennemi, le capital qu'ils abolissent ; ils sont des communisateurs.

L'activité critique révolutionnaire de ces dernières années a dégagé le contenu positif de la révolution, la communisation. Elle est posée pour ce qu'elle est directement et non par l'intermédiaire de l'affirmation du prolétariat sous quelque forme que ce soit : conseils ouvriers, autogestion, ou même l'autonégation (qui affirme l'homme dans la disparition du prolétaire), point limite de l'autonomie ouvrière. Même si avoir une "étiquette" peut n'être utile qu'à un "positionnement politique" de notre "discours", elle peut aussi aider à l'analyse. Cette notion est critique de toute logique alternativiste, elle s'oppose frontalement au capital comme action révolutionnaire et non comme "autre" développement possible formant une fourche de divergence du virtuel et du réel. Notons au passage que l'alternativisme, s'il a abandonné nombre de thèmes du programmatisme comme la libération des forces productives et le progrès en général, conserve un élément essentiel qui est la transition, le passage progressif d'une société à l'autre, le passage d'un mode de gestion à l'autre et plus fondamentalement encore, le passage d'un mode de production à l'autre.

La communisation est une action révolutionnaire produisant immédiatement de nouveaux rapports comme lutte contre le capital. Elle n'est en aucune façon un état social. Elle ne peut créer d'enclaves, elle ne peut que l'emporter mondialement ou disparaître totalement. Il n'y a pas de différence entre l'action révolutionnaire et son but, les mesures de communisation sont des mesures de lutte. Chaque mesure ne s'effectue que comme anticipation de la mesure suivante, elles n'existent que comme dynamique, cours accéléré de la révolution se répandant.

Si un courant théorique "communisateur" émerge, il ne peut, sous peine de se contredire, que demeurer le fait de tout petits groupes. Petits groupes qui ne se veulent pas des organisations permanentes appelées à grandir et ne peuvent se comprendre elles-mêmes comme une médiation de la "situation révolutionnaire". Toute organisation ne peut plus maintenant que se fonder sur les limites des luttes et ne pourra que lutter d'abord sur le plan des idées, puis autrement peut-être, contre la communisation au nom d'un réalisme que nous connaissons bien. C'est pour cela que ne peut être maintenant désigné comme "communiste" (guillemets car il ne s'agit que de l'appellation d'une production théorique et d'une abstraction nécessaire du mouvement pratique de la lutte de classe) que la lutte pour la communisation.